

Accusé d'espionnage

Le journaliste de l'« Observer » a été exécuté en Irak

Barbarie

La sinistre dictature irakienne se surpasse une nouvelle fois dans l'horreur. Justifiant une réputation de cruauté solidement établie, le régime de Bagdad a annoncé jeudi matin 15 mars l'exécution du journaliste Farzad Bazoft, condamné à mort samedi dernier pour « espionnage » au profit d'Israël et de la Grande-Bretagne. Le président Saddam Hussein sera donc resté insensible aux nombreux appels à la clémence lancés en faveur du jeune reporter de l'« Observer », d'origine iranienne qui croupissait depuis six mois dans ses geôles. Ni le roi Hussein de Jordanie, ni Yasser Arafat - les meilleurs amis arabes de Bagdad - n'ont pu faire fléchir le cruel mégalomane qui règne depuis onze ans à Bagdad.

La fin de non-recevoir opposée mercredi par le président irakien au chef du Foreign Office, M. Douglas Hurd - qui souhaitait se rendre à Bagdad pour s'entretenir du sort de Farzad Bazoft - laissait soudain craindre le pire. Mais la rapidité d'exécution de la sentence visait aussi clairement à prendre de vitesse l'émotion grandissante de la communauté internationale. Et le ministre irakien de l'information s'est même permis une note d'humour macabre en déclarant après l'exécution : « Mme Thatcher voulait qu'il (Bazoft) reste en vie. Nous lui avons donné le corps... ». Pour justifier l'inqualifiable, Bagdad ne recule devant aucun artifice de propagande. Jeudi matin, son agence d'information publiait les « aveux complets » du journaliste.

Or tout porte à croire que cette confession a été extorquée sous la torture à un homme tenu au secret depuis six semaines et à qui on avait refusé le secours d'un avocat britannique. Le seul « crime » commis par le supplicié fut d'avoir voulu, avec un zèle imprudent, décrocher un scoop en enquêtant d'un peu trop près sur une affaire troublante, l'explosion - restée inexpiquée - et qui fit quelques 700 morts dans une usine d'armements au début 1989.

La barbarie n'a - hélas - rien de surprenant de la part d'un régime policier pour lequel la répression sanglante et les assassinats d'opposants politiques, à l'intérieur comme à l'étranger, sont de longue date une méthode de gouvernement. Les organisations de défense des droits de l'homme n'ont cessé depuis des années de dénoncer la brutalité en vigueur à Bagdad.

Pour ne citer qu'un exemple, chacun garde à l'esprit les terribles images de civils - dont de nombreux enfants - saisis par une mort instantanée lors des bombardements chimiques d'une ville du Kurdistan en mars 1988. La victoire de l'Irak dans la guerre du Golfe n'a fait qu'accentuer le culte de la personnalité qui entoure son maître.

Le monde civilisé réagira-t-il, avec la fermeté souhaitée, à ce nouveau déni de justice ? Dans le passé, l'Occident - et notamment la France - n'a que trop fermé les yeux sur les abus commis à Bagdad. À l'heure où un vent de liberté souffle un peu partout dans le monde, les richesses pétrolières de l'Irak - troisième producteur mondial d'or noir - ne devraient pas suffire à lui assurer l'impunité.



M 0147 - 3160 - 450 F

3790147004500 03160

Elu par le Parlement à une majorité réduite

Le président Gorbatchev annonce une « radicalisation » des réformes

M. Mikhaïl Gorbatchev a été proclamé élu, jeudi matin 15 mars, président de l'Union soviétique. Dans son discours de remerciement au Parlement, le chef du Kremlin a mis l'accent sur une « radicalisation » des réformes dont il entend désormais assumer « toute la responsabilité ». Le vote était intervenu mercredi soir mais les résultats n'ont été officiellement connus que jeudi.

M. Gorbatchev a été élu par 1 329 voix. Il y a eu 495 voix contre et 54 bulletins nuls. 1 878 députés sur 2 250, ont pris part au vote.

Cette majorité est sensiblement plus réduite que celle qui l'avait porté l'an dernier à la tête du Parlement.

Car, si on ne l'oublie pas, on peut estimer tout au contraire qu'avoir réussi à briser en cinq ans, sans révolution ni procès expéditifs, une structure de pouvoir absolu qui avait survécu trente ans à la mort de son inventeur constitue un succès majeur. Déjà l'URSS et le monde s'y sont habitués, déjà les Soviétiques disent que c'est loin d'être assez, mais on mesure l'ampleur de l'entreprise et la totale fécondité qui l'entourait, en URSS comme dans le monde, il y a peu de temps encore.

Privé d'un pouvoir exécutif passé en d'autres mains, soumis désormais à la concurrence d'autres forces politiques qui seront bientôt des partis et confronté au défi électoral, le Parti communiste a perdu le pouvoir que M. Gorbatchev a gagné.

Cela est vrai si l'on regarde ce qui s'est fait - on plutôt ne s'est pas fait - dans le domaine économique et plus vrai encore si l'on constate que la réforme de l'Union va suivre.

BERNARD GUETTA

Lire la suite page 4



Lire nos informations page 6

Libye :

L'usine de Rabta aurait été détruite par un incendie

Le siège du Parlement européen

Strasbourg évite d'être détruite par Bruxelles

page 42 - section D

Usinor s'implante aux États-Unis

Le groupe sidérurgique achète le numéro deux de l'acier inoxydable

page 31 - section D

Lutte contre le tabagisme

Le Parlement européen souhaite faire interdire la publicité

page 14 - section B

Europe de l'Est : la nature en ruine

III. - Les deux dragons de Cracovie

page 5

Sur le rif et le sommaire complet se trouvent page 42 - section D

Pierre Mauroy, la gestion de l'idéal

Depuis son élection à la tête du PS en 1988, il a pris tous les coups, sans que personne ébranle ses convictions socialistes

M. Pierre Mauroy, premier secrétaire du PS, juge possible une « synthèse générale » entre les courants de cette formation au cours du congrès socialiste réuni à Rennes à partir du jeudi 15 mars. Il admet cependant que l'hypothèse sur laquelle il « parie » sera « difficile » à réaliser. « Il n'y a pas d'autre solution », a-t-il déclaré mercredi à RTL.

Pierre Mauroy, premier ministre, parlait aux arbres. Il confiait son angoisse, la durée - non pas la sienne mais celle d'une gauche vouée à de rares, courtes et le

plus souvent dramatiques parenthèses dans l'exercice du pouvoir - aux habitués de l'enjambement des siècles, les chènes du parc de l'hôtel Matignon ainsi qu'à leurs compagnons, les ormes et les hêtres.

A qui se vouer aujourd'hui ? Malade, les ormes crévent en silence. Le chène de Hongrie planté par Pierre Mauroy en 1981 se porte à merveille mais il n'a guère entendu parler de ce jardinier-là depuis juillet 1984. Et il n'y a même plus, dans la cour pavée du Parti socialiste, un de ces empotés d'arbutus, genre citronnier, qui n'ont généralement d'autre fonction que d'accueillir à leurs pieds les mégots de premier secrétaire.

Pierre Mauroy a fréquenté tous les grands arbres du socialisme d'après-guerre, les gros fûts, les feuillus et les défrisés. Il a bataillé contre Guy Mollet à la SFIO, creusé avec François Mitterrand les fondations du Parti socialiste d'Épinay (1971), bâti le programme commun de gouvernement de la gauche avec les communistes (1972), négocié l'ouverture du PS à la gauche autogestionnaire, aux chrétiens, aux syndicalistes de la CFDT, à Michel Rocard, Jacques Delors, Edmond Maire lors des assises du socialisme (1974).

JEAN-YVES LHOMEAU

Lire la suite et l'article de PATRICK JARREAU

Lire la suite page 10

La foire de la fin d'un monde

Connue depuis 1165, la manifestation de Leipzig va subir les contrecoups de la réunification

LEIPZIG

de notre envoyée spéciale

A quelques jours des premières élections libres de la République démocratique allemande, les élections de la réunification, c'est la Foire de la fin d'un monde... La dernière sans doute d'une longue série de grandes manifestations de la vie commerciale de l'Europe tout entière maintenue, malgré les vicissitudes, dans la ville qui, depuis des siècles, fut au centre du commerce Est-Ouest.

1165-1990... Partout, dans les rues, ces deux dates rappellent qu'on devait fêter cette année le 825^e anniversaire d'une foire prestigieuse qui, depuis le Haut

Moyen Âge, a drainé deux fois par an, en mars et en septembre, vers cette ville de Saxe, au printemps et à l'automne, marchands et acheteurs, industriels et intermédiaires, curieux et badauds. Mais la « fête » est ratée, car nul ne sait ce qui va advenir de la RDA.

« Nous ne savons rien de l'avenir. Nous ne savons même pas si nous serons encore en fonctions le mois prochain », disent ouvertement ministres et directeurs d'entreprise, cachant à peine leur inquiétude et leur désarroi.

NICOLE ZAND

Lire la suite page 17

Dans « le Monde affaires »

Les succès du design

Le design n'est pas seulement l'art de dessiner un joli objet, de le rendre plus agréable à voir... c'est aussi un moyen d'en faciliter la vente et d'améliorer la compétitivité de l'entreprise qui le propose. Né aux États-Unis, le design a gagné l'Europe à commencer par la Grande-Bretagne et les pays scandinaves.

Les Français ont été plus lents à se convaincre de son utilité mais aujourd'hui le design est devenu un secteur économique à part entière qui fait le renom de nombreux créateurs et la prospérité de plusieurs entreprises.

Lire pages 35 à 38 section D

Jean Ziegler

LA SUISSE LAVE PLUS BLANC

Le scandale des narco-dollars

39 F

Editions du Seuil

LIVRES • IDÉES

- La colonisation de l'imaginaire : la conquête du Mexique par les Espagnols fut aussi une « guerre des images ».
- Le grand livre de l'Allemagne : les aventures de Simplicissimus de Grimmelshausen.
- La chronique de Nicole Zand : Allemagne.
- Le feuilleton de Michel Braudou : Homards et parapluies.
- La science de Casanova par Philippe Sollers.
- Histoire : Splendeurs et misères des intellectuels.
- Soupault reporter chez les nazis.

pages 21 à 30 - section C

DÉBATS

Exode

Lutter pour les « boat-people »

par Bernard Kouchner

CONTRAIREMENT à ce que certains affirment à Paris, la France n'a pas accepté les retours forcés des « boat-people » à partir de Hongkong. Au contraire, je les ai dénoncés avec force à Genève, à Hongkong et, la semaine dernière, au Vietnam, au cours du voyage du ministre français des affaires étrangères. Je suis allé visiter à Halphong les familles qui avaient été soumises à ce rapatriement odieux, et j'ai encore dans la tête le récit de Le Van Lich, le pêcheur qui avait vendu tous ses papiers biens et son bateau rouillé pour fuir à trente-huit ans avec sa famille vers l'eldorado, pour rejoindre son oncle, pêcheur lui aussi, mais devenu prospère en Californie.

Je le vois trembler en parlant, s'exprimer doucement, comme s'il était encore terrorisé, assis sur le lit avec sa vieille mère à ses côtés, un bout de femme ridée dont le mari est mort dans le camp de Hongkong. Ils survivent à vingt et un dans une seule pièce à la mezzanine branlante sous laquelle brûle un autel portatif de plastique, cinq et de dérisoire. Les cinq jeunes enfants sautent autour de nous sur le sol boueux. Partis de Halphong en 1987, ils sont arrivés à Hongkong après dix jours de mer. Ils ont attendu dix-huit mois dans ce camp, avec les 57 000 « boat-people » qui croussaient dans la colonie.

Le 31 octobre 1989, on les a changés de camp. Ils se sont retrouvés isolés un mois avec cinq familles. Une nuit de décembre, les policiers, plus nombreux que les enfants du camp, les ont réveillés et les ont fait monter de force, sous les caméras, dans un avion pour Hanoï. La vieille dame me montre sa main meurtrie dans l'échouffourée. J'ai eu honte de cette fillette occidentale, qui renie là-bas ses valeurs au moment où elles triomphent ailleurs.

Le plus grand exode maritime de tous les temps se prolonge et s'amplifie. Quinze ans après la chute de Saigon, les « boat-people » s'enfuient toujours du Vietnam. Quinze ans de régime marxiste dur, et des efforts de redressement économique, avec les sacrifices qu'ils impliquent pour les Vietnamiens, expliquent partiellement qu'en 1989 le chiffre des arrivées avait presque doublé par rapport aux années précédentes (1). Et l'on ignore toujours le nombre des nées, victimes des moussons et des pirates.

Après les approches thaïlandaises, malaisiennes et philippines des années 1977 à 1986 à travers le golfe de Siam, en 1987 il s'était établi un nouveau circuit de l'exode, tarifé. Les pêcheurs habillés de pirates et violents se retrouvaient passeurs. Les émigrés s'échappaient par voie terrestre, Saigon, Phnom-Penh en autocar, puis ils gagnaient la côte, où les

réseaux de barques les emmenaient sur les côtes de Thaïlande. Le voyage était court.

La marine thaïe, aidée des vedettes offertes par la communauté internationale, avait établi un blocus et repoussé parfois brutalement les arrivants. On appela cela le push-off. Au mépris du droit international, des Vietnamiens menaient sans doute encore ainsi toutes les semaines au large des côtes (2). On affirme que ces exactions recommencent dans la région du camp de Nuong-Nong sans que les équipes internationales puissent intervenir. Craignant ces massacres maritimes et occultes, les Vietnamiens, surtout ceux du Nord, se tournent vers Hongkong. La colonie se remplit vite, et des camps — certains rébarbatifs, d'autres cardéaux — furent improvisés. A l'honneur des Britanniques, il convient de souligner que les autorités de Hongkong n'ont pas repoussé une seule des embarcations qui se présentent.

La distinction entre réfugiés et migrants

Un événement considérable intervint en mars 1989, qui passa presque inaperçu aux yeux des militants des droits de l'homme. Les pays de premier accueil, Malaisie, Thaïlande, Indonésie, Philippines et Hongkong se fermèrent aux arrivants. Ils cessèrent de considérer les « boat-people » comme des réfugiés privilégiés, exigeant que la communauté internationale en revienne aux définitions de la convention de Genève de 1951. Ils imposèrent une sélection, ce screening qui ressemble aux procédures de notre OFPRA, et dont le verdict établit une distinction floue entre les réfugiés politiques et les migrants économiques.

Les premiers (de 8 à 30 % selon les camps), ayant fourni la preuve des persécutions politiques dont ils ont été ou seront l'objet au Vietnam, sont seuls présentés aux pays d'accueil définitifs. Les seconds (de 70 à 92 %), migrants économiques, devront rentrer au Vietnam. Volontairement, selon les vœux de la communauté internationale et de notre pays. Je sais ce que ces différences ont d'arbitraire en terre marxiste. Mais quoi ? Les Américains acquiescent, eux ont pris vingt fois plus de « boat-people » que nous (3). Les capacités de Hongkong débordent, les suicides se multiplient dans les camps. Le trop fameux et inacceptable seuil de tolérance semble franchi, surtout parce que des citoyens chinois assiègent quotidiennement la colonie de la couronne. Alors l'Angleterre, avant de négocier avec les Vietnamiens, a voulu faire un exemple, et dans la nuit du 11 au 12 décembre 1989, on réveilla brutalement les enfants de Le Van Lich et on les rapatria de force...

Depuis, nous nous efforçons de renforcer les garanties juridiques des migrants et d'être présents aux deux bouts de la chaîne.

Au nom de la France, lors du dernier bureau exécutif du HCR, j'ai demandé que cessent les expulsions et qu'un moratoire de six mois soit accordé pour convaincre. Les Américains demandaient un an, ils n'ont pas été suivis. Les Vietnamiens refusent également les retours forcés. Mais si nous rejetons la contrainte, nous avons accepté, avec les autres pays, le plan d'action global. Or ce plan exige que les « boat-people », qui furent les réfugiés les plus populaires et les plus choyés du monde, se conforment aux lois communes — c'est-à-dire que l'on cesse de tous les considérer comme des réfugiés politiques a priori et surtout qu'un pays d'accueil définitif leur soit fourni systématiquement — et charge le HCR d'assurer le retour de ces migrants économiques. Et leur réinstallation, pour près de 600 dollars le migrant. A répartir entre le Vietnam et l'intéressé. Le prix d'un homme ?

Avec Roland Dumas, la semaine dernière, dans ce Vietnam des retrouvailles sentimentales avec la France, nous n'avons pas niché les mots. L'état des droits de l'homme fut au centre des conversations avec ce pays qui respire encore en français, où nous comptons de nombreux amis. Les nouveaux projets s'inscrivent d'abord dans le sens humanitaire. Une Fondation Grail se propose de réhabiliter les hôpitaux en compensant par ce splendide ensemble pédiatrique, architecture d'Eiffel au cœur de Saigon.

Le pari de l'ouverture

Face aux ouvertures mesurées, au franc-parler de nos interlocuteurs, à la Dou-Moi, la perestroïka vietnamienne, devant l'ouverture économique évidente et au nom des « boat-people » condamnés aux camps et aux retours, nous avons fait le pari de l'ouverture prudente et de la protection sur place des réfugiés qui reviennent, grâce aux volontaires français.

Ceci ne peut être inscrit en dédit d'une passion tardive pour un parti unique que je condamne ici comme ailleurs, mais porté à l'actif du soutien aux amis vietnamiens libéraux qui le réclament vivement. De Médécias du monde à Eole sans frontières, tous les militants qui ramènent de mer de Chine plus de la moitié des « boat-people » vers nous travaillent actuellement à la source des maux, dans ce Vietnam qui se secoue. Devant cet appel de France et de France, pour les « boat-people », nous venons croire au rapprochement. Et nous prenons le risque de nous tromper. Quelle alternative lorsque vacillent les principes de

l'Occident au moment même de leur triomphe ? Lorsque les flux migratoires, partout, éveillent les angoisses ?

Cette année encore, nous aurons à lutter pour les « boat-people ».

(1) De 1977 à 1989, 1 060 283 Vietnamiens sont arrivés dans les camps par voie de mer. En 1987 : 39 382 arrivées dans les camps du HCR de la région ; 61 043 en 1988 ; 110 360 en 1989. On ignore toujours le nombre des départs.

(2) Bangkok Post, 19 janvier 1990, page 1, « Refugees Forced Exit A Misunderstanding », « V.N. Boat People Towed Out to Sea ».

(3) La France a accepté 21 147 « boat-people » vietnamiens, dont près de 12 000 grâce aux bateaux de secours que nous avons affrétés avec Médécias du monde. Les USA en ont pris 418 000 et le Canada 21 147 (chiffres en septembre 1989). Depuis, notre secrétariat d'Etat à l'Immigration coordonne l'arrivée et l'accueil de 4 400 nouveaux réfugiés de la mer. Et nos équipes reviennent des camps.

► Bernard Kouchner est secrétaire d'Etat auprès du premier ministre chargé de l'action humanitaire.

TRAIT LIBRE



Le congrès du PS

Rennes sans couronne

par Bernard Maris

A supposer que l'économie soit femme, les socialistes ont tardivement découvert les femmes. Et leurs trémoussements devant la joliesse du Palais Brongniart ne sont pas sans évoquer une longanimité souffrante.

De l'amoureux au barbon, un cheveu et le ridicule : après « scientifique » et « utopique », le congrès de Rennes intronise l'épithète « comique ». Passons sur les adjectifs fantômes, les cartes jaunes, cartes-coups ou cartes-vertes, les achats groupés des jospinistes et les réticences de timbres des fabiusiens. C'est le côté « banquet » du congrès, son ultime fard politique, dans la tradition des ventrus et barbus hilares, immortalisés d'Hume à la main à la sortie du congrès de Tours.

On n'osait espérer que quelque un reprenne la formule porte-poisse du « globalement positif » qui fait ricocher depuis dix ans. C'est fait. Et par le premier. « Globalement positif et plus encore ». On laissera le « plus encore » et en avant pour le global !

La désinflation des salaires : toujours rêvée, jamais osée par la droite, saluée mille fois par l'extrême gauche, Pinay avait inventé le SMIG — indexé — et Chaban le SMIC. Après la désinflation, la baisse du pouvoir d'achat dans la fonction publique, la baisse globale de la part des salaires et le rétablissement des profits. Soit. Mais les patrons investissent-ils plus ? Evidemment non, ce qui fait grimper au congrès — nous, si bons gestionnaires, on n'a pas les capitalistes qu'on mérite.

La désinflation aussi pénalise les ménages

Dans les années 70, les patrons caressaient le rêve de produire sans travailleurs, et firent des investissements de substitution, pour économiser du travail. Apparemment, ils continuent. Pourtant, on décria que « la grève, c'est ringard » (Edmond Maire, juste avant de partir ; eh oui : un capitalisme sans grèves, c'est encore mieux qu'un capitalisme sans travailleurs), et on glissa une loi — la dernière loi du gouvernement Fabius — sur la flexibilité, qui paraît-il, « satisfait grandement les entreprises ».

Au moins, dans la rigueur, la solidarité s'est accrue, les inégalités se sont ressassées ? Pas du tout ! Un funeste rapport du CERC montre que toutes les transformations de la société française depuis dix ans vont dans le sens d'un accroissement des inégalités. Le SMIC et les bas salaires ont progressé moins vite que la moyenne. Les cadres, professions libérales et autres détenteurs de sabbat ont été favorisés. Il est vrai qu'au sein même des professions libérales les inégalités se sont accrues, ce qui console les pauvres.

Ne confondons pas : on ne « gère pas la rigueur », mais on « gère avec rigueur », nuance esquive. Tout de même, les socialistes ont pulvérisé l'inflation ? Et l'inflation pénalisait les ménages, n'est-ce pas ? Certes. Mais la dés-

inflation pénalise encore les ménages et profite aux rentiers et aux banques. On rêvait de briser la contrainte financière pour favoriser l'entrepreneur, on n'a réussi qu'à engraisser les banques et la Bourse.

Les boursiers s'agenouillent et tirent leur chapelet dès qu'ils entendent le nom de Pierre Bérégovoy. Désespérés par son départ en 1986, ils attendent aujourd'hui qu'il privatise sans avoir l'air, et on peut faire confiance à son imagination financière. Jamais ministre ne fit autant pour la finance : nouvelle profession boursière et intronisation des banques, certificats d'investissement et billets de trésorerie, second marché, MATIF le plus performant du monde, mise en place du MONEP, titrisation des créances... Vive Bérégovoy ! Il réalise le vieux rêve de Napoléon III de faire de Paris une place financière comparable à la City.

Il est évident qu'un marché ne profite pas d'abord à des marchands, mais à des « citoyens », et mieux, à des « nouveaux citoyens » : c'est la nouvelle citoyenneté dans l'entreprise des lois Auroux que les sept motions du congrès se proposent d'appliquer, il n'est jamais trop tard. A nouveaux citoyens, nouveaux marchés : le premier ministre songe à faire des usagers du secteur public des consommateurs ou des clients (« au sens où c'est le client qui a raison ») tout en émettant sur « l'argent qui va à l'argent » et sur le « seuil de tolérance aux inégalités ». Ah ! Attention à la notion de seuil, il y a un seuil à tout, même aux socialistes, malgré les louanges dont les abreuvent les libéraux, dont on a repiqué tout le soap-discours : « les grands équilibres », « l'équilibre macro-économique », « le franc fort », « la contrainte extérieure », etc. On y ajoute même le concept minier de « gisement de productivité », très prisé du langage ministre de la culture. Gisement mal exploité, on le comprend bien. On vous donne de la force de travail sur un plateau, et vous ne savez même

pas en tirer de la plus-value, vampires à la manque !

Ce qui est désespérant dans le congrès de Rennes, c'est l'extrémisme du discours. Quelque chose au-delà de la langue de bois, qui au moins assume. En dessous du creux, Louis Mermet, signataire de la motion Jospin, réalise soudain que la motion Fabius est identique. Dans chaque motion, « réforme fiscale », « appliquer les lois Auroux », « égalité », « laïcité », et « épologie », qui, non contente, la pauvre, d'être sponsorisée par Rhône-Poulenc, se voit en plus aimée des socialistes.

Un anti-congrès de Tours

Il n'y a guère que la motion Chevènement qui émerge, sympathique, avec son côté Super-Dupont. Socialisme et camembert. Ah, si : la motion Dray, lequel glapit à la remise en cause du « si-ni », et rêve de redonner le PSU dans l'idée sans doute de finir à Matignon.

« Allons d'idées, ébullition d'idées », proposait un fabiusien : ce que le malicieux président de l'Assemblée nationale, qui connaît ses classiques et la cueillette des champignons, traduisait par : « les idées ne marchent pas toutes seules sur leurs petites jambes ». Se non è vero, è bene trovato.

Le congrès de Rennes ferme la parenthèse socialiste. Pas besoin d'être grand clerc pour remarquer qu'il est l'anti-congrès de Tours : naissance du léningisme dans l'au, fin dans l'autre ; grève des chemins contre grève des médecins ; discours extraordinaires lucide de Blum contre jeu de pénombre où Rocard passe pour mitterrandien, Laignel pour basketteur, Bambuck pour blanc et Delors pour socialiste, tout en mettant en garde, sans rire, contre « un consensus mou ». Ainsi passe la gloire. Et montes parturienti Fabius.

► Bernard Maris est économiste.

من اجل صحافة هادفة واعلام متميز

LE MONDE **لوموند**
diplomatique **ديبلوماتيك**

Désormais en vente en Europe

Le Monde diplomatique en arabe est désormais en vente en Europe chez les distributeurs spécialisés des principales villes (prix au numéro : 15 francs en France ; 1,5 livre au Royaume-Uni ; 5 francs suisses en Suisse ; 110 francs belges en Belgique.)

Chaque mois, l'édition arabe du Monde diplomatique présente la traduction de la plupart des articles de notre mensuel. Une section spéciale, élaborée sous la direction de M.M. Alain Bittar et Riad Ben Fadel, est consacrée aux problèmes du monde arabe afin de mieux saisir, grâce à la participation de journalistes et de chercheurs spécialisés, les évolutions en cours dans la région.

Abonnez-vous **اشترك**

Prix de l'abonnement (1 an, 12 numéros)
— Maghreb, Égypte, Liban, Soudan, Syrie : 45 francs suisses ou équivalent.
— Autres pays arabes, Afrique, Europe, Amérique du Sud : 60 francs suisses ou équivalent.
— Australie, Amérique du Nord : 70 francs suisses ou équivalent.
— Asie : 65 francs suisses ou équivalent.

Paiement
— Par mandat postal : à l'ordre de SONIMA S.A. - 5, rue de Fribourg - 1201 Genève, Suisse - Tél. : 7322531 - Fax : 7318280. Télex : 28576.
— Par chèque : à l'ordre de SONIMA S.A.
— Par virement bancaire : sur le compte 219775 (Arab Bank, Genève) ou sur le compte 0451.290.00 (UBS, Genève).

AU COURRIER DU MONDE

Trésors... étrangers

Dans le Monde daté 4-5 mars 1990 j'ai lu la lettre de M. Elia Kazan et j'ai pris connaissance de la loi Jack Lang concernant la nationalité des œuvres cinématographiques.

Je demanderais à M. Lang, puisqu'il y est, qu'il jette un coup d'œil dans les musées français et qu'il nous dise de quelle nationalité sont les œuvres d'art qui si trouvent en combien de millions gagne l'Etat français de ces splendeurs provenant d'ailleurs. De quelle nationalité est l'obélisque qui est planté cyniquement en plein milieu de la ville lumière qui sombrerait dans les ténèbres si un jour ces trésors artistiques étaient restitués à ceux à qui ils appartiennent.

La France a intérêt de ne pas se plaindre de toutes ces nationalités qui œuvrent sur son sol car, y se perdre sa médiocrité, et jusqu'à présent a plutôt tiré profit de la confusion.

ANASTASSIA GLIKOFFYDOU
Paris

Le Monde

Le Monde

Édité par le SARI, le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Faure (1969-1982), André Laurens (1982-1988)

Administrateur général : Bernard Woutet

Directeur de la rédaction : Daniel Vernet

Rédacteurs en chef : Bruno Freppet, Claude Salas

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
7, RUE DES ITALIENS, 75437 PARIS CEDEX 08
Tél. : (1) 42-47-87-27
Télécopieur : (1) 45-23-06-81 ; Télex 880672 F MONPAR

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY, 94882 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 48-80-30-00
Télécopieur : (1) 48-80-30-10 ; Télex 261311 F MONDSR

حکومت الاصل

ÉTRANGER

RDA : la fin de la campagne électorale

L'affaire Schnur affaiblit l'Alliance pour l'Allemagne et embarrasse la CDU du chancelier Helmut Kohl

M. Wolfgang Schnur, président du « Renouveau démocratique » (composante de l'Alliance pour l'Allemagne), a démissionné, mercredi 14 mars, après avoir reconnu, sous la pression des dirigeants de la CDU ouest-allemande, qu'il avait collaboré avec l'ancienne police politique (Stasi). A trois jours des élections, cette démission sera lourde de conséquence pour le parti qui devait porter à sa tête, jeudi, le pasteur Rainer Eppelmann. Elle devrait également conduire à une réévaluation des relations entre le chancelier Kohl et la CDU de l'Est qui n'ont pas toujours été très bonnes.

BERLIN-EST

de nos envoyés spéciaux

Le Renouveau démocratique avait été créé officiellement le 2 octobre dernier à Berlin-Est, quelques jours avant le déclenchement des premières grandes manifestations contre le régime Honecker. M. Wolfgang Schnur, qui avait été pendant des années l'un des avocats des dissidents s'y était assez vite imposé comme chef de file d'un courant pragmatique dont l'idée était de fonder, contrairement aux autres mouvements, un véritable parti politique. Face à l'émergence du Parti social-démocrate de RDA, Schnur et ses amis ont vite choisi de se positionner d'abord au centre, puis à droite de l'échiquier politique. L'élection de l'avocat comme président du parti en décembre avait d'ailleurs provoqué une scission et le départ de son aile gauche dont les principaux représentants ont rejoint peu à peu le SPD.

M. Schnur, âgé de quarante-cinq ans, a alors bénéficié du soutien du Parti démocrate-chrétien du chancelier Kohl, qui se cherchait des alliés sur la scène politique est-allemande. Le Parti social-démocrate de l'Ouest avait tenté de faire passer Schnur en RDA d'un petit parti fibre qui s'était créé dans la clandestinité en septembre et qui n'était pas compromis par le régime précédent. Ce n'était pas le cas pour la CDU de l'Est, marquée par quarante ans de collaboration avec les communistes au sein du Bloc national. Après avoir éliminé ses dirigeants les plus compromis, elle avait entamé son renouvellement sous la direction d'un nouveau président au-dessus de tout soupçon, Lothar de Maizière. Elle ne fut cependant jamais l'instrument docile que le chancelier Kohl cherchait pour appliquer sa politique d'unification.

M. Wolfgang Schnur et ses amis ont alors été des alliés tout trouvés pour faire pression sur les dirigeants chrétiens-démocrates de l'Est. Ceux-ci durent accepter, pour prix d'un soutien électoral, d'entrer dans une alliance avec le Renouveau démocratique et une autre formation créée de toutes pièces à Leipzig

par la CSU bavaroise - l'Union social-démocrate (DSU).

Bonn s'est, semble-t-il, avancé dans son soutien à M. Schnur sans trop prendre garde. A en croire des gens proches du Parti du socialisme démocratique (ex-communiste), des informations circulaient déjà depuis le mois de novembre dans certains milieux sur sa collaboration avec la Stasi. Il faut croire que le patronage des pasteurs Eppelmann et Schorlemmer (aujourd'hui passé au SPD) était suffisamment rassurant. M. Schnur informait également les services de renseignements de l'Ouest, ainsi que l'a révélé la semaine dernière le secrétaire d'Etat aux affaires intérieures à Bonn, M. Hennig. Tout avoué avait, il est vrai, nécessairement des contacts avec la Stasi dans son travail. Tout était une question de degré de coopération.

L'affaire a éclaté la semaine dernière avec l'annonce par la commission d'épuration de la Stasi à Rostock, où M. Schnur avait son domicile, de l'existence de documents prouvant une collaboration

suivie de l'avocat avec l'ancienne police politique. Cette accusation avait été prise suffisamment au sérieux pour que la direction du parti demande à l'intéressé de fournir des explications. Devant son refus en bloc de donner des indications, celle-ci avait été obligée de s'en tenir à une déclaration sur l'honneur de non-collaboration et avait déposé une « odieuse campagne de calomnie dans le plus pur style de la Stasi ». Des renseignements parvenus lundi à Bonn, dont on ne connaît pas les détails, ont apparemment convaincu les dirigeants de la CDU de l'Ouest qu'il était inutile de risquer de nouveaux rebondissements.

Le chancelier à Leipzig

Le meeting de l'« Alliance pour l'Allemagne », sur la place de l'Opéra à Leipzig, devait constituer l'apothéose de la tournée électorale de Helmut Kohl en RDA. L'affaire Schnur a transformé cette journée en un véritable chemin de croix pour le chancelier et les chrétiens-démocrates.

Au cours de la conférence de presse précédant le meeting, le secrétaire général de la CDU, M. Volker Rübe, était chargé d'expliquer l'attitude de son parti vis-à-vis de Wolfgang Schnur. Il a assuré que la CDU et le chancelier n'avaient acquis que lundi soir la conviction que les soupçons pesant sur le président du « Renouveau démocratique » étaient fondés. Un émissaire du comité directeur de la CDU, M. Berndt Neumann, s'était rendu à Berlin-Est pour étudier les documents découverts par le Comité de citoyens de Rostock enquêtant sur les activités de la Stasi dans cette ville.

M. Volker Rübe a ensuite lu une lettre qu'il venait d'adresser à Wolfgang Schnur qu'il enjoignait de « tirer les conséquences » de son attitude, en clair à quitter sans tarder ses fonctions. Il y avait peut-être urgence mais on ne pouvait s'empêcher de remarquer combien la CDU occidentale fait peu de cas de l'indépendance et de la dignité de ses partenaires de la RDA : c'est la centrale bonnoise qui exige la démission de Wolfgang Schnur, ne laissant à la représentante

du « Renouveau démocratique », présente aux côtés de M. Rübe, M^{me} Brigita Köppler qu'un rôle de figurant. « J'espère que les électeurs de RDA comprendront notre souci d'avoir voulu faire toute la lumière sur cette affaire, à quelques jours du scrutin », affirmait encore M. Volker Rübe qui ne cachait pourtant pas une certaine inquiétude quant à l'impact que ces événements pourraient avoir sur l'issue des élections de dimanche.

Contre-manifestation et bagarres

A la fin de la semaine dernière les partis réunis dans l'Alliance et la CDU ouest-allemande s'étaient laissés emporter par l'espérance qu'il était possible de dépasser un SPD qui semblait marquer le pas. Aujourd'hui M. Rübe s'estimait satisfait si « le score réalisé par l'Alliance empêchait le SPD d'atteindre la majorité absolue ».

En fin d'après-midi le chancelier s'est adressé à une foule imposante rassemblée devant l'Opéra de Leipzig

sur cette place Karl-Marx qui fut pendant six mois le haut lieu de la contestation est-allemande tous les lundis soirs. A l'approche du scrutin le durcissement du ton de la campagne a rendu cette foule plus nerveuse, moins tolérante et occurrentielle que qu'elle ne le fut au début du mouvement populaire. Une petite centaine de milliers de personnes étaient venues agiter des drapeaux ouest-allemands et crier « Helmut ! Helmut ! » pour soutenir le chancelier. Mais il y avait aussi plusieurs milliers de gens, jeunes pour la plupart, qui étaient là pour apporter une contradiction bruyante et colorée, sifflant, agitant des drapeaux frappés du marteau et du compas, emblème de la RDA, et poussant des hurlements pendant le discours du chancelier.

Ils brandissaient également des choux, plus ou moins pourris et malodorants, allusion au patronyme du chancelier (Kohl signifie « chou » en allemand). Les deux groupes en sont même venus aux mains. Furieux, les partisans du chancelier hurlaient : « D'hors les rouges ! ». Une brève mais violente bagarre a mis aux prises également les contre-manifestants de gauche avec des skinheads qui s'étaient introduits dans la manifestation et lançaient des tracts du NPD, une formation d'extrême droite ouest-allemande.

A la tribune, le chancelier qui n'entendait que les vivats de ses partisans massés sur le devant de la place s'est attaché dans son discours à dénoncer ceux qui « sèment la peur » chez les épargnants, les familles, les locataires. Il a assuré que bientôt la RDA verrait se réaliser « un véritable miracle économique car les gens de Leipzig sont aussi intelligents et travailleurs que mes compatriotes de Ludwigslagen ». M. Kohl a cependant reculé sur un point qu'il avait évoqué deux jours auparavant dans un meeting à Cottbus. Il n'assure plus aujourd'hui que l'épargne des particuliers serait transformée en marks-ouest au taux de un pour un. Il n'est plus question maintenant que « d'élaborer une solution socialement acceptable pour les plus démunis ».

Le discours de Leipzig était aussi marqué par le nouveau cours que le chancelier veut imprimer maintenant à sa politique. Il insiste sur le fait que l'unité allemande sera l'aboutissement d'un processus négocié entre Bonn et le nouveau gouvernement de la RDA issu des élections du 18 mars. Il semble ainsi avoir abandonné l'espoir de se présenter aux élections législatives du 2 décembre comme chancelier d'une Allemagne réunifiée et veut, en lieu et place, se faire l'artisan d'une unification réalisée dans le calme et la réflexion.

Ce tournant est sans doute dû, pour une part, aux réactions et inquiétudes enregistrées en RDA et à l'étranger devant la hâte à vouloir réaliser une unification aux forces. Le chancelier affirme aujourd'hui qu'il n'a jamais souhaité un Anschluss en catastrophe de la RDA à la RFA.

HENRI DE BRÉSSON et LUC ROSENZWEIG

Inquiétude dans les villes et les campagnes

Et si les anciens propriétaires revenaient ?

BERLIN-EST

de notre envoyé spécial

La rumeur s'est installée il y a quelques semaines. Les anciens propriétaires reviennent... On les avait vus, ici venir jeter un œil sur les immeubles, là débarquer au village. Ils étaient reconnaissables à leurs voitures immatriculées en RFA, ils essayaient de reprendre contact.

Au début, on avait eu plutôt tendance à sourire en voyant le quotidien Bild faire ses choux gras des droits que pourrait faire valoir telle ou telle famille princière sur tel ou tel château. Mais la question est devenue aujourd'hui une affaire nationale, et des milliers de personnes se demandent avec angoisse si elles ne vont pas, comme cela a déjà été le cas plusieurs fois, se retrouver un jour devant un inconnu qui menace de faire valoir d'anciens titres de propriété.

Qui aurait pu croire que la défense de la population est-allemande contre l'arrivée des Allemands de l'Ouest puisse devenir un thème à la mode ? En effet, il n'y avait guère que les spartakistes ou des groupuscules comme la Gauche unie à vouloir encore partir en guerre contre l'« hydre capitaliste ». Même les anciens communistes, ralliés à l'économie de marché, avaient fini par accepter les prises de participation et même les rachats de firmes est-allemandes par l'Ouest ou les exigences des

épargnants contre les conséquences de l'union monétaire. Mais il n'est aujourd'hui de thème plus sensible que la protection des locataires, des paysans contre les prétentions justifiées ou non des « bunkis » de la République fédérale. Les ex-communistes du Parti du socialisme démocratique (PDS) se sont emparés du sujet, y trouvant une justification a posteriori à leurs mises en garde répétées contre une unification menée un peu trop vite à leur goût. Et maintenant, tous les autres partis ont dû emboîter le pas, y compris les conservateurs, qui reconnaissent qu'ils ne vont pas bien trouver des solutions.

« Propriété du peuple »

La majeure partie du patrimoine immobilier de la RDA se trouve entre les mains d'administrations communales ou étatiques, ou encore de coopératives, qui sont chargées de la gestion et de l'entretien. Cela concerne tout ce qui a été construit après la guerre, et qui est « propriété du peuple », mais également de nombreux logements abandonnés par leurs anciens propriétaires. Ceux-ci avaient renoncé à s'occuper eux-mêmes de locaux dont le prix de location, gelé depuis des lustres, interdit tout entretien, ou fut les communistes après 1945 et abandonnés jusqu'ici tout espoir de récupérer leurs biens.

Mais après les bouleversements

de ces derniers mois, certains ont commencé à aller voir de plus près s'il n'y avait pas quand même moyen de récupérer quelque chose... A Berlin-Ouest, une association de défense des possesseurs de biens en RDA s'est ainsi constituée. Et les premiers incidents ont déjà été signalés : des locataires ont reçu de véritables mises en demeure, parfois même par l'intermédiaire de cabinets d'avocats. A la campagne, les agriculteurs s'inquiètent aussi pour leur outil de travail.

Comme jusqu'à présent tout était décidé par l'Etat, le statut de propriété n'avait jamais eu besoin d'être fixé avec précision. De nombreux appartements ou terrains sont restés, sur les registres communaux, inscrits sous le nom de leurs anciens propriétaires, même si, entre-temps, ils avaient été transférés à l'Etat ou même à d'autres personnes privées. D'autres familles se sont installées depuis et elles font valoir leurs droits d'occupants. Une association pour la défense des locataires s'est constituée à son tour à Berlin-Est.

Bombe à retardement

La complexité de l'affaire a d'autres conséquences. Elle paralyse en partie le développement du commerce et de l'artisanat, qui bénéficie pourtant, depuis le mois de janvier, de toute liberté. En attendant d'y voir plus clair, les

administrations communales, déjà lentes de nature, ne prennent plus depuis des semaines de décisions sur les locations de locaux, même vides. Investir dans des bâtiments loués ou même « squattés » — un phénomène devenu à la mode — est en tout cas risqué si l'on doit procéder à des investissements. « Qui dit, souligne un artisan, qu'on ne sera pas obligé dans les mois qui viennent de céder la place à quelqu'un qui aura pu faire valoir ses droits ? »

Les responsables politiques sont en tout cas d'accord aujourd'hui pour estimer qu'il va falloir négocier entre les deux Etats allemands des solutions si l'on ne veut pas avoir, après l'unification, une « bombe à retardement » qui dresserait les gens les uns contre les autres. Personne ne remet réellement en cause la réforme agraire promulguée sous l'occupation soviétique immédiatement après la guerre et au nom de laquelle tous les domaines de plus de cent hectares avaient été expropriés. En revanche, les propriétaires qui, avant de partir, avaient dû par exemple signer des papiers indiquant qu'ils renonçaient à tous leurs biens devraient pouvoir faire valoir qu'ils ont été traités injustement sous un régime qu'ils avaient toutes les raisons de vouloir quitter.

H. De B.

A TRAVERS LE MONDE

ALGÉRIE

Vers la fin du monopole du pouvoir du FLN ?

Le président algérien, M. Chadli Bendjedid, n'a pas exclu, au cours d'une conférence de presse réunie mardi 13 mars, l'éventualité d'un partage du pouvoir par le Front de libération nationale (FLN) qui pourrait être « mis en minorité » à l'issue des élections législatives.

Le chef de l'Etat a confirmé que ce scrutin était prévu pour 1992 et que la question de la dissolution du Parlement « ne se pose pas actuellement » mais pourrait être examinée « s'il y a un consensus à ce sujet ». Il n'a donc pas écarté la possibilité de législatives anticipées « quand les nécessités l'imposent ». Quant aux élections municipales et départementales, elles restent fixées au 12 juin prochain, a-t-il confirmé.

Evocant le retour éventuel en Algérie de l'ancien président Ben Bella, qui vit en exil en Suisse, le président Chadli a déclaré qu'il était « du ressort de la justice. Lorsqu'elle aura dit son mot, j'interviendrai dans le cadre des prérogatives du président de la République ». — (AFP.)

GRÈCE

Les socialistes et les communistes ont conclu un pacte électoral

Les socialistes et les communistes grecs se sont entendus mercredi soir 14 mars sur un pacte électoral en vue des législatives du 8 avril. La Coalition de gauche et de progrès, dirigée par les communistes, a annoncé qu'elle soutiendrait des candidats communs avec le Mouvement socialiste panhellénique (PASOK) dans les cinq circonscriptions à un seul siège. En vertu du système électoral actuel, les circonscriptions où l'on vote pour un seul siège sont considérées comme déterminantes pour obtenir une majorité absolue. Lors du dernier scrutin, en novembre, la Nouvelle démocratie (ND, droite) avait raté la majorité absolue à la Vouli (Parlement) de seulement trois sièges. Elle avait remporté trois des cinq circonscriptions à un seul siège, le PASOK une et le reste de la gauche une autre. Conséquence du pacte électoral conclu à gauche, le président de la ND Constantinos Mitsotakis n'apparaît plus certain que de remporter une seule de ces circonscriptions, à Evritania. (Reuters)

LA GRENADINE

Victoire des centristes aux élections

Le Congrès national démocratique, formation centriste qui avait fait campagne pour le développement touristique de la Grenade, a remporté 7 des 15 sièges parlementaires du mardi 13 mars. Son chef, M. Nicholas Brathwaite, qui avait dirigé le gouvernement intérimaire après l'intervention militaire américaine de 1983, semble s'orienter vers la formation d'une coalition avec le Parti national, au pouvoir, dont le seul candidat élu est le premier ministre M. Ben Jones. La gauche, en perte de vitesse depuis le renversement, il y a onze ans, de Maurice Bishop, assassiné par des extrémistes de gauche avant l'intervention de Washington, n'a obtenu aucun siège. Ces élections étaient les deuxième depuis 1983. L'île de la Grenade, dans les Caraïbes (311 kilomètres carrés, 100 000 habitants), un des principaux producteurs mondiaux de noix de muscade et de cannelle, connaît un taux de chômage de 29 % et a un urgent besoin d'investissements étrangers, notamment dans le domaine touristique (la deuxième activité du pays après le commerce des épices). — (Reuters.)

SANCHEZ



L'un des romans dont on parle le plus aux Etats-Unis. Lire

Par l'auteur de Rabbit Boss

Collection Fiction & Cie dirigée par Denis Roche 130 F

Editions du Seuil

Avant le rétablissement par Vienne de visas obligatoires

Des milliers de Roumains tentent de passer en Autriche

VIENNE

de notre correspondant

Trente mille à quarante mille Roumains, selon des chiffres cités par la presse, auraient tenté de passer, dans la journée du mercredi 14 mars, la frontière hongaro-autrichienne pour demander l'asile politique en Autriche, à la veille du rétablissement des visas obligatoires décidé par le gouvernement de Vienne. Environ cinq mille d'entre eux sont passés, après avoir prouvé qu'ils étaient en possession de cinq mille schillings (quatre cents dollars), somme prévue par la loi pour les touristes de l'Est. Des scènes tumultueuses ont été signalées aux différents postes-frontière où des Roumains avaient bloqué des routes pour protester contre ces mesures jugées injustes.

L'Autriche était, avec la Finlande et la Suède, le seul pays européen à ne pas encore exiger de visa pour les Roumains. Le nombre de demandeurs d'asile a très

fortement augmenté ici au cours des deux derniers mois : six mille personnes, dont quatre mille Roumains, ont demandé le statut de réfugié et les camps d'hébergement affichent complet.

Quelque vingt-deux mille réfugiés de l'Est se trouvent actuellement en Autriche. Ils sont logés dans plusieurs centaines d'hôtels, camps et locaux de fortune. Selon les estimations du ministère de l'Intérieur, plus de trente mille demandeurs d'asile sont attendus cette année (vingt-deux mille en 1989), dont 17 % au grand maximum se verront attribuer le statut recherché de réfugié politique, selon la définition de la convention de Genève de 1951. « L'Autriche veut rester une terre d'asile, mais ne peut pas être un pays d'immigration », a dit le chancelier Franz Vranitzky, à la suite d'un sommet de crise, jeudi, consacré au problème des réfugiés.

La grogne populaire face à des situations jugées intolérables s'est manifestée la semaine dernière dans un petit village aux environs de Vienne, dont la population, forte de deux cents âmes, est littéralement montée aux barricades, en bloquant les routes d'accès du village, pour protester contre l'hébergement de huit cents Roumains dans la localité.

WALTRAUD BARYLI

Nomination de douze évêques

Le pape reconstruit la hiérarchie catholique en Roumanie

Jean-Paul II a nommé en Roumanie, mercredi 14 mars, douze évêques catholiques, sept de rite latin et cinq de rite grec. Cette reconstitution de la hiérarchie marque officiellement la fin de plus de quarante années de persécution. En 1948, le gouvernement communiste avait supprimé cinq diocèses catholiques de rite latin sur sept et liquidé toute l'Eglise gréco-catholique (encore appelée « uniate », car unie à Rome, tout en gardant le rite des orthodoxes).

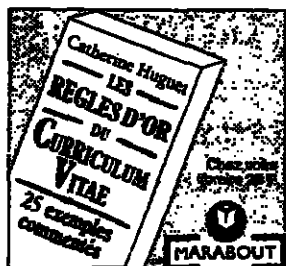
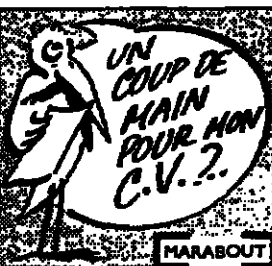
La Roumanie compte aujourd'hui 1,5 million de catholiques latins (surtout d'origine allemande ou hongroise). En 1948, les « uniates » étaient deux millions : leur sortie clandestine, comme en Ukraine, pose de délicates questions de rapports avec l'Eglise orthodoxe roumaine. Les catholiques « uniates » réclament les biens, notamment 1 500 églises, qui leur appartenaient avant 1948. Leur Eglise (à laquelle appartient la dissidente Dolina Cornea) a compté jusqu'à cinq cents prêtres et douze évêques en prison, les six autres sacrés clandestinement avant son expulsion. Tous ces évêques sont morts en prison, à part deux, encore en vie aujourd'hui.

Les gréco-catholiques ont vécu leur foi dans les catacombes : prêtres ordonnés clandestinement (environ 500 aujourd'hui), messes dans les appartements privés, « mais aussi dans les forêts, dans les champs et dans les cimetières », nous explique Mgr Langa, évêque de cette Eglise en Transylvanie. A contrecoeur, la plupart des fidèles suivaient les offices dans les églises orthodoxes ou dans les églises de rite latin. Déjà, des prêtres et des évêques orthodoxes retournent aujourd'hui à l'Eglise uniate légalisée. « Nous espérons que le patriarcat de Bucarest rendra nos églises et que les orthodoxes ne seront pas les derniers dans l'histoire à défendre le stalinisme », déclare Mgr Langa.

H. T.

DEMAIN, NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde

M^{me} Thatcher a essuyé un échec inattendu au Parlement

GRANDE-BRETAGNE : en baisse importante dans les sondages

Le *Guardian* publie jeudi 15 mars un sondage selon lequel 51 % des Britanniques souhaitent que M^{me} Thatcher démissionne immédiatement. L'avance des travaillistes a d'autre part encore augmenté. 52 % des personnes interrogées se disent prêtes à voter pour le Labour, et seulement 31 % pour les conservateurs.

LONDRES

de notre correspondant

La chute brutale de la popularité de M^{me} Thatcher signifie qu'une proportion encore minoritaire mais croissante de l'électorat conservateur considère qu'elle n'est plus la mieux placée pour remporter les élections. Le fait qu'il y ait désormais avec M. Michael Heseltine un candidat crédible à sa succession est un facteur décisif dans cette évolution. L'ancien ministre de la Défense, qui avait démissionné avec éclat en 1986 au moment de l'affaire Westland, affirme régulièrement sa loyauté envers le premier ministre, mais personne ne doute de ses ambitions.

La *poll tax*, ce nouvel impôt local imposé par la Dame de fer avec un entêtement peu commun (*Le Monde* du 14 mars), est donc peut-être l'obstacle qui va faire reboucler cette dernière après deux

réélections triomphales et onze années passées au 10 Downing Street. M^{me} Thatcher n'a pas écouté les voix, nombreuses au sein de son propre parti, qui plaident pour un abandon pur et simple, ou au moins un report de cette réforme impopulaire. Apparemment inconsciente de l'état d'esprit du pays et du Parlement, elle a annoncé mercredi 14 mars que M. David Hunt, actuellement chargé au gouvernement de la mise en place de la *poll tax*, bénéficierait en mai d'une promotion. M. Hunt devrait remplacer M. Peter Walker, démissionnaire, comme ministre responsable du Pays de Galles.

Une grave désordre

Outre que beaucoup de gens, ces temps-ci, ont tendance, comme M. Walker, à quitter le gouvernement sans qu'on le leur demande, ce qui produit un effet fâcheux sur l'opinion, l'idée d'accorder ainsi une récompense à l'homme qui s'efforce sans succès depuis des mois de réconcilier ses compatriotes avec la *poll tax* n'était sans doute pas très heureuse.

L'annonce a eu lieu alors que les Communes étaient engagées depuis la nuit précédente dans un débat marathon sur la réforme du Service national de santé, le système de soins médicaux entièrement gratuits mis en place après la

seconde guerre mondiale. Les parlementaires travaillistes ont déclenché un tumulte indescriptible, obligeant le speaker à lever la séance pour cause de « grave désordre ». Il s'agit d'une mesure rarissime, qui n'a été prise, au cours de ce siècle, qu'à trois occasions, en 1912, 1923 et 1961.

Le chaos fait partie des traditions de Westminster mais les bornes habituelles avaient été cette fois largement franchies. Les députés travaillistes, épuisés pour nombre d'entre eux par une nuit sans sommeil, avaient le sentiment en conspuant ainsi le gouvernement d'être à l'unisson du pays tout entier et se montraient d'autant plus agressifs qu'ils venaient de remporter au cours de la nuit une surprenante victoire. Ils avaient déposé un amendement en faveur des 100 000 personnes âgées vivant dans des maisons de retraite qui bénéficient de l'allocation-vieillesse. Les frais de séjour dans ces établissements, qu'ils soient publics ou privés, augmentent plus vite que l'allocation elle-même et certains pensionnaires risquent l'expulsion. Le Labour réclame une réévaluation considérable de l'enveloppe globale consacrée à ces 100 000 personnes.

Le gouvernement estime que les sommes demandées par certains établissements progressent trop rapidement et que la solidarité, même dans ce domaine, a des limites. Telle n'a pas été l'opinion

de 33 parlementaires conservateurs « rebelles » qui ont voté en faveur de l'amendement travailliste. D'autres se sont abstenus, d'autres encore étaient allés se coucher et, l'incroyable s'est produit : le texte est passé par 256 voix contre 253, alors que les conservateurs bénéficient normalement d'une majorité de 100 voix aux Communes.

C'était la première fois que le gouvernement était mis en minorité depuis sa défaite de 1986 lors du débat sur l'ouverture des négociations de paix avec l'Irlande, et qui avait été repoussée. Le moral du Labour était donc au plus haut mais cette euphorie était malvenue car elle n'était que le reflet d'un certain nombre de parlementaires travaillistes, sûrs de leur fait, sont restés chez eux. Les conservateurs ont alors battu le rappel de leurs troupes et remporté par 246 voix contre 219 un second vote annulant le précédent. Les parlementaires travaillistes votent comme les citoyens romains de l'Antiquité en se levant et en franchissant la porte des « oui » ou celle des « non ». Il est impossible de donner une procuration.

La bataille est donc perdue pour les pensionnaires des maisons de retraite mais le Labour a incontestablement remporté une victoire morale en débauchant ainsi l'espace d'un scrutin une fraction appréciable de l'autre camp.

DOMINIQUE DHOMBRES

M. Gorbatchev annonce une « radicalisation des réformes »

Suite de la première page

Mais s'il est plus confortable d'être réellement aux commandes qu'en titre seulement, M. Gorbatchev n'a pas l'excuse de n'être pas libre de ses mouvements. Hier, il lui fallait tempérer, aujourd'hui, il lui faut agir. Hier, il lui fallait, à chaque étape, donner des gages à l'appareil mais il lui faut, aujourd'hui, convaincre le pays qu'il sait comment le sortir de la crise et à quel prix. En bref, s'il lui fallait, hier, jouer aux échecs, visage fermé, il se doit maintenant de définir ses objectifs, de les faire comprendre et accepter, de se trouver sa base sociale, c'est-à-dire sa majorité.

Un avertissement

Or, si M. Gorbatchev n'a plus à prouver ses capacités de tacticien et son sens de l'histoire, il lui reste à démontrer qu'il n'est pas seulement un homme d'Etat mais aussi un homme politique, capable de réunir des voix et des hommes. Rien ne dit que ce ne soit pas le cas, mais l'urgence comme la difficulté de la tâche se lisent jeudi matin dans les résultats de l'élection. Car, si les 70,76 % des suffrages exprimés qui se sont réunis sur ce nom constitue un quasi-plébiscite, au regard des normes démocratiques, ce pourcentage est au contraire faible pour ce moment de l'histoire soviétique.

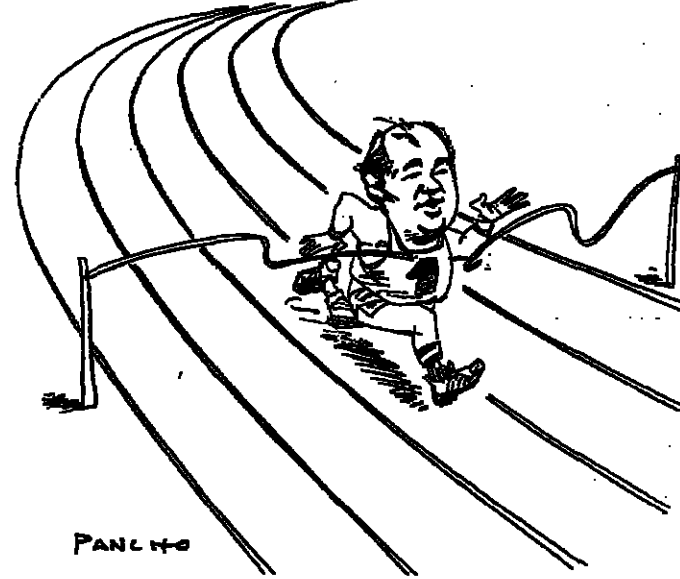
Lorsqu'il avait été, il y a moins d'un an, élu, par ce même Congrès des députés, président du Parlement et, en cette qualité, chef de l'Etat, M. Gorbatchev avait en effet obtenu le soutien de 2 123 des 2 250 députés fédéraux. Cette fois-ci, seuls 1 863 d'entre eux ont accepté de prendre part au vote, 495 se sont prononcés contre lui et 54 ont déposé dans l'urne des bulletins nuls.

Les Lituaniens ont bondé le scrutin car ils ne se considéraient plus concernés, maintenant qu'ils ont proclamé leur indépendance. Les Géorgiens ne voulaient pas prêter la main à l'institution d'un présidentialisme dans lequel ils dénoncent une menace pour les droits des Républiques. Une majorité des élus du groupe interrégional ne voulaient pas non plus accepter une procédure qu'ils considéraient dans la mesure où l'élection présidentielle serait, à leurs yeux, dû se faire dès

à présent au suffrage universel, et il s'est encore trouvé, parmi les votants, 549 opposants.

C'est là le signe — au demeurant encourageant — qu'une vraie vie politique s'impose en URSS, mais c'est aussi là un avertissement pour M. Gorbatchev. Hors le mandat de cinq ans qu'il vient de recevoir, rien ne lui est plus assuré dans un pays qui découvre la politique en même temps que la liberté et compte autant de mécontents que de citoyens.

Achèvement de la démocratisation et début de la démocratie, victoire et danger, le moment est périlleux et la seule certitude est que le premier président de l'URSS le sait. Jeudi matin



PAINLY

15 mars, les deux points forts de son discours de remerciement étaient ainsi la nécessité de « radicaliser » le processus de réformes, maintenant qu'il « assume toute la responsabilité (...) sur une base démocratique ».

L'ennemi est que cette indispensable « radicalisation » suppose des ruptures et des alliances — c'est-à-dire l'existence de réelles forces politiques qui ne sont encore

aujourd'hui qu'en gestation. Dès mercredi, au dernier jour des débats précédant le vote, le jeu politique commençait à se sentir derrière chaque intervention. Les députés les plus conservateurs, ceux qui se retrouvent dans le groupe « Union », avaient ainsi décidé de mettre en avant trois candidatures à la présidence : celle de M. Gorbatchev pour ne pas encore se déclarer en opposition totale, mais aussi celle du ministre de l'Intérieur pour capitaliser la crainte du désordre et celle du premier ministre, M. Rykov.

Tension autour de M. Rykov

A priori, cette dernière proposition était surprenante puisque M. Rykov est, depuis cinq ans, l'un des principaux piliers et acteurs de la perestroïka. En réalité pourtant ce choix était habile

mercredi après-midi, lorsqu'un des témoins des radicaux, M. Sobchak, a demandé à répondre à un député conservateur qui l'avait mis en cause, la veille, à propos du scandale provoqué par la tentative d'une coopérative d'exporter, au prix du métal, des armements mis au rebut.

Utilisée par les conservateurs, l'affaire fait grand bruit depuis un mois et M. Sobchak, que la droite accuse d'être payé par le « lobby des coopérateurs », a répondu que la coopérative mise en cause avait été créée grâce à la signature de M. Rykov et des principaux dirigeants de la Fédération de Russie.

Voulait-il dire par là que tout était donc en règle ou bien était-il en train de faire remonter jusqu'au premier ministre la responsabilité d'éventuelles malversations ? Le moins qu'on puisse dire est que ce n'était pas clair et l'on vit M. Rykov, visiblement bouleversé, prendre le micro pour dire que son gouvernement ne pouvait travailler dans un tel climat, qu'il ou bien le Congrès lui accordait la confiance ou bien il démissionnait. Et puis il y eut ce : « Je ne comprends pas, Mikhaïl Sergueïevitch [Gorbatchev], pourquoi vous donnez toujours la parole au député Sobchak ».

Il n'en fallut pas plus pour accrocher la rumeur, forte depuis lundi, que MM. Gorbatchev et Sobchak avaient conclu un accord politique secret aux termes duquel le second apporterait son soutien au premier contre promesse de responsabilités futures. De fait, M. Sobchak a, contrairement à ses amis du groupe interrégional, soutenu M. Gorbatchev tant sur la Lituanie que sur le refus du recours au suffrage universel dans cette première élection présidentielle. Or ce refus n'a été acquis qu'avec 41 voix de plus que la majorité nécessaire.

M. Sobchak, en tout état de cause, a été utile et les débats du présidentialisme soviétique ont ainsi plus évoqué la fin de la IV^e République que l'ère gaulliste. Il y avait dans la salle une atmosphère de combinaisons qui, complétée avec le refrain dominant de « lui ou le déluge », sonnait décidément très français.

Signe des temps, de nombreux conservateurs ont non seulement attaqué mais tenté aussi, jusqu'au dernier moment, de convaincre MM. Rykov et Bakatine (le ministre de l'Intérieur) d'accepter de se porter candidats. Pour faire passer ses réformes constitutionnelles, M. Gorbatchev a dû faire de nombreuses concessions à sa gauche. Et, par instants, les votes ont pourtant paru si serrés que les députés estoniens ont finalement décidé de prendre part au scrutin en expliquant que leur République — sans doute la prochaine à faire sécession — n'avait qu'intérêt à voir à la tête de la « Russie » un spécialiste reconnu des relations internationales.

BERNARD GUETTA

Le Parlement de Vilnius décide que les Lituaniens ne serviront plus dans l'armée soviétique

Le Parlement lituanien a voté mercredi 14 mars une résolution selon laquelle les jeunes Lituaniens ne serviront plus dans l'armée soviétique, a indiqué l'agence Tass.

La résolution annonce la fermeture des « commissariats militaires » (bureaux de recrutement) dans cette République balte. Elle précise également que les conscrits lituaniens à partir de la mi-février ne pourront être soumis aux tribunaux militaires soviétiques qu'avec l'accord du président du Congrès suprême de la République de Lituanie, le nouveau nom du Parlement. Une autre résolution demande le retour rapide dans leur République des Lituaniens qui servent dans l'armée soviétique dans d'autres régions de l'URSS.

Le nouveau président lituanien, M. Vytautas Landsbergis, a appelé à l'unité dans la République balte, où des rassemblements contre l'indépendance avaient lieu dans la ville à majorité russe de Sniečka. Il a engagé la population à rester calme et les minorités ethniques à contribuer à la construction d'une Lituanie indépendante.

En Estonie enfin, des manifestations russes se sont rassemblées mercredi sur la grande place de Tallin pour demander aux Estoniens de renoncer à toute velléité d'indépendance et exprimer leur inépuisable pour l'avenir. Selon Radio-Moscou, des rassemblements analogues ont eu lieu dans d'autres villes de la République. — (AFP, Reuters.)

L'Afrique du Sud terre promise des Hongrois

Environ 2 000 Hongrois demandent chaque jour à émigrer en Afrique du Sud depuis qu'un journal local a annoncé qu'il n'avait pu trouver d'asile au travail. Le quotidien du Parti socialiste au pouvoir, *Nepszabadsag*, rapporte que de nombreux Hongrois ont déjà vendu tous leurs biens après s'être rendus à Vienne pour s'inscrire à l'ambassade d'Afrique du Sud.

A Vienne, cette ambassade a annoncé que 18 000 Hongrois avaient demandé à immigrer en Afrique du Sud au cours des huit derniers jours ouvrables au lieu de 1 500 pendant les mois de janvier et de février. « C'est devenu un vrai raz-de-marée. J'espère que cela va diminuer au fur et à mesure que les gens comprennent ce que nous cherchons, c'est-à-dire essentiellement des personnes très qualifiées », a déclaré un porte-parole de l'ambassade. — (Reuters.)

سكرا من الالام

ENQUÊTE

Europe de l'Est : la nature en ruine

III. — Les deux dragons de Cracovie

Les régimes communistes ne sont pas toujours restés inertes face aux entreprises hautement polluantes (Le Monde des 14 et 15 mars). Mais, comme le montre l'exemple de Cracovie, les « chevaliers blancs » de l'environnement se heurtent à forte parie.

CRACOVIE

de notre envoyé spécial

Depuis quarante ans, ils se faisaient face, dans une réconciliation qui n'a jamais désarmé la méfiance réciproque. Depuis quarante ans, Cracovie supporte l'acier de Nowa-Huta, et Nowa-Huta, rongée de crasse et de saut les pierres historiques de Cracovie. Depuis quarante ans, l'orgueilleuse ancienne capitale de la Pologne médiévale traîne, comme un boulet ce mammoth surgi de la préhistoire de la sidérurgie, sept cents cheminées, trente mille ouvriers, 5 millions de tonnes d'acier produites par an.

Comme pour punir la ville bourgeoise d'avoir mal voté au référendum de 1946, le pouvoir communiste en ses premières années voulut lui greffer une classe ouvrière transplantée d'ailleurs — et notamment des territoires de l'Est, amassés par l'URSS à la fin de la guerre. On installa les nouveaux venus dans la ville nouvelle de Nowa-Huta, érigée à la hâte dans les faubourgs de Cracovie. Une implantation politique jusqu'à la caricature : on ne trouve à Cracovie ni fer ni charbon. Le charbon vient des mines de Silésie, et le minerai de fer arrive d'URSS.

Dès le début de ce mariage forcé, Cracovie s'efforça de tenir le montre pour responsable de la pollution qui la noyait, la défigure et l'asphyxie. Les bâtiments de la vieille ville, miraculeusement échappés de la dernière guerre, sont en constante rénovation, et il flotte en permanence sur la cité du légendaire roi Krak, qui trône en son temps un autre dragon, une lourde odeur de charbon.

Même si le combinat est responsable de la moitié des émissions de poussière et de 80 % des émissions de gaz de toute la voïvodie (région), l'objectivité oblige à reconnaître que Cracovie fait porter à son aciérie un chapeau un peu large. Les quelque vingt mille antiques poêles qui, dans les logements du centre ville, brûlent un charbon à haute teneur en soufre ne sont pas innocents dans l'empoisonnement de l'air par ce dioxyde de soufre qui, mélangé à l'eau, donne les fameuses pluies acides qui attaquent toutes les forêts de l'Est.

Une lettre pastorale sur la pollution

On ne saurait non plus exonérer de responsabilité les gaz d'échappement des voitures pétaradantes. Et les poussières qui viennent attaquer la pierre souvent plus souvent de l'acier de Katowice, distante de 60 kilomètres, mais reliée à Cracovie par des vents favorables.

Peu importe. Même si Nowa-Huta n'empasait réellement le centre-ville que quelques jours par an, quand les vents soufflent du nord-est, cela suffit. Dès le début, Cracovie fit de la résistance. Sans grande efficacité les premiers temps, en dépit du statut particulier de la ville, qui, comme Varsovie et Lodz, est en même temps ville et département, et dont le maire a donc rang de préfet.

Le maire-préfet risquait-il une timide remontrance au directeur du combinat que ce dernier, aussitôt, décrochait son téléphone et appelait Varsovie. Car c'était une puissance, Monsieur le Directeur du combinat Lénine : inamoviblement membre du comité central, comptant non moins inamoviblement dans les instances du POUF de l'usine le secrétaire du parti pour la voïvodie ; que pesait donc, à côté, un chef de file d'une cité mal-pensante, ancienne ville royale qui pète est ?

Dans la minute, Varsovie rappelait donc le maire à ses devoirs, et la vie suivait son cours. Jusqu'au début des années 80, où naît sur les bords de la Baltique, et bientôt dans tout le pays, le syndicat Soli-

darité. Poussé par le vent de l'histoire — l'Eglise elle-même publie alors une lettre pastorale remarquée sur la pollution, — un directeur de l'environnement de la ville, moins timoré que ses prédécesseurs, commence par faire fermer une usine d'aluminium dont les rejets de fluor, passés dans les pâturages, s'attaquaient aux os du bétail.

S'étant ainsi fait la main, ce directeur, membre du Parti paysan, un satellite des communistes, et nommé Bronisław Kaminski — ou le retrouvera, — décide de s'attaquer au dragon en personne. En 1982, il ordonne au combinat une réduction drastique, dans un délai de sept ans, de ses émissions de poussière et de gaz, faute de quoi il exigera une diminution de la production. Les sept ans passent, et les cheminées continuent à cracher de plus belle, les seules améliorations étant imputables aux pannes, fréquentes il est vrai.

A la fin de l'an dernier, le successeur de M. Kaminski, Jerzy Wertz, ancien adjoint de son prédécesseur et membre comme lui du Parti paysan, prend donc acte de l'incurie du combinat, et lance sur les hauts fourneaux l'équivalent d'une bombe atomique : il ordonne une réduction de moitié de la production annuelle, le moyen le plus sûr après tout de réduire les nuisances. On imagine les oris d'orfraie du combinat, qui va immédiatement hurler en haut lieu au sabotage économique.

Mais les temps ont changé. Le POUF n'est plus au pouvoir. Quelques semaines plus tard, il n'existera même plus, et le PDG du combinat, Bolesław Szukitnik — élu l'an dernier député sous l'étiquette communiste, — se affirme aujourd'hui « député neutre », — ne saurait désormais entamer une interview avec la presse étrangère sans un très humble : « A la direction du combinat, nous avons bien conscience que nous sommes un des principaux pollueurs du pays ».

Les temps ont si bien changé que la municipalité a pu s'opposer efficacement au combinat, qui souhaitait supprimer la référence à Lénine de son patronyme, avait décidé de s'appeler Huta-Cracovie. Pas question d'accueillir le nom de la cité du roi Krak au dragon d'acier, protestèrent les édiles. Avec succès : le combinat devrait tout prochainement se rebaptiser l'adieu-Senzak, du nom — providentiel — d'un ingénieur d'origine polonaise émigré aux Etats-Unis et qui s'est taillé là-bas un petit empire de bureaux d'études travaillant pour la sidérurgie. Avantage annexé de l'opération, elle permettra peut-être de favoriser de fructueux liens avec les Américains.

Si l'aviation fallu signifier au lobby des aciéries polonaises, par un geste spectaculaire, que l'ordre ancien était révolu, la réunion du 7 février dernier aurait suffi : ce jour-là, le vice-ministre de l'Industrie, Marian Kania, piqua le colbre de sa vie quand les directeurs d'aciérie se permettent de lui rappeler un engagement de l'ancien gouvernement communiste, qui

avait promis que l'Etat, à hauteur de 900 milliards de zlotys, financerait la modernisation des aciéries.

De cet argent, les industriels n'ont jamais vu le premier zloty et, dans un pays qui galope sur la voie du libéralisme, ils ne risquent pas d'être plus gâtés demain. Le gouvernement s'autorise désormais un moyen de soutenir l'industrie lourde, et un seul : recommander les entreprises les plus méritantes, les mieux gérées, à la bienveillance des investisseurs étrangers. C'est tout.

Si les desiderata du combinat ont cessé d'être des ordres en haut lieu, cela ne veut pourtant pas dire que ses arguments ne soient pas pris en considération. D'autant que la position du nouveau pouvoir est loin d'être monolithique. Si les militants de Solidarité de Cracovie, victimes de la pollution, épousent la cause de M. Wertz, ceux de l'aciérie proprement dite, qui ne veulent pas entendre parler de réduction de la production, soutiennent la direction du combinat.

Entre deux protestations par voie de presse contre l'arrogance de la municipalité, le combinat fait donc appel auprès du ministre de l'environnement de la décision de son subordonné. Ironie de l'histoire, ce ministre s'appelle... Bronisław Kaminski, le même qui, sept ans auparavant, avait préparé le terrain au coup de tonnerre de Jerzy Wertz.

Les embarras du ministre

Embarras du ministre. Non seulement cent mille personnes vivent directement du combinat, mais celui-ci, qui produit un tiers de l'acier brut polonais, fournit deux mille cinq cents entreprises du pays. Après deux visites à Cracovie, M. Kaminski finit par rendre un jugement se voulant équilibré : le combinat restera libre de produire autant qu'il le souhaitera, mais se voit imposer un calendrier draconien de modernisation ou de fermeture de ses équipements les plus polluants, dont onze batteries de coke datant des années 30.

Pour rendre plus crédibles ces menaces, la ville compte employer une partie des 15 millions de dollars reçus des Etats-Unis l'an dernier au titre de la protection de l'environnement à moderniser le système de monitoring, grâce auquel sont mesurées les émissions toxiques.

Quant au nouveau maire de la ville, Jerzy Roszciszewski, il s'affirme prêt à faire respecter le calendrier, au besoin en coupant l'eau et les lignes de tramway qui desservent le combinat.

Il faut dire que l'aciérie n'a pas de chance : ce nouveau maire, élu le 9 février dernier, est... un Vert. Le premier militant Vert qui devienne maire d'une ville d'Europe centrale, assure-t-il fièrement. Et la modernisation de M. Roszciszewski, qui s'affirme décidé à introduire Nowa-Huta dans le destin ultérieur de Cracovie, n'est rien à l'étendue de son pouvoir. Pas plus que le fait qu'il doive son élection à l'un de ces savants quiproquos

qu'affectionne la politique polonaise.

Le gouvernement non communiste de Varsovie ayant contraint son prédécesseur à la démission, il était clair pour tout le monde que le nouveau maire de la troisième ville du pays devait être un militant de Solidarité. Les comités civiques de Solidarité avaient désigné leur candidat, un professeur de pharmacologie, M. Gryglewski. Ne restait plus qu'une formalité : le faire élire par le conseil municipal, composé dans sa grande majorité de membres, supposés dociles — du « béton », comme on appelle ici l'ancien appareil communiste.

Moderniser à tout prix les installations

Dans un dernier sursaut de bête blessée, le « béton », a-t-il redouté la chasse aux sorcières implicitement promise par M. Gryglewski ? Toujours est-il qu'à la surprise générale le conseil municipal élisait M. Roszciszewski, militant d'un petit parti Vert soupçonné par ses rivaux d'avoir longtemps été manipulé en sous-main par les communistes, et dont personne n'avait d'abord pris la candidature au sérieux.

Quelles que soient les subtilités de l'épisode, et la précarité de la situation du nouveau maire — les élections municipales générales, prévues pour ce printemps, devraient enfin permettre à Solidarité de s'emparer de la mairie, — tout cela n'arrange pas les affaires du combinat. Sous peine de mort, il lui faut désormais d'urgence faire financer par des partenaires étrangers la modernisation des installations condamnées, notamment les anciens fours Martin, énergivores et polluants, et sa centrale thermique interne.

Les visiteurs étrangers se succèdent désormais à cadence accélérée dans le bureau du PDG. A tous, est proposé le même marché : aidez-nous à acquiescer du minerai de fer brésilien, dont le traitement est moins polluant que le minerai soviétique que nous utilisons pour le moment. Aidez-nous à nous équiper d'un four à coulée continue pour remplacer nos fours Martin à bout de souffle, et en échange nous vous céderons, à un prix ultra-préférentiel, une partie de notre production. Ce pari est-il vraiment insensé ? A la direction du combinat, on affirme couler déjà près de 10 % de la production vers des pays à devises fortes, et n'être limité sur cette voie que par les restrictions nationales à l'exportation.

Pour le ci-devant combinat Lénine, la course de la dernière chance est commencée. « L'ancienne équipe disait souvent que la situation était bonne, mais pas désespérée, plaisante le nouveau maire. Moi, je dis aujourd'hui qu'elle est désespérée, mais pas si mauvaise que ça ».

DANIEL SCHNEIDERMANN

Prochain article

TOUT RECONSTRUIRE

Dominique LAPIERRE



Le LIVRE de POCHES

Après les grands succès de D. Lapière et L. Collins:

- PARIS BRÛLE-T-IL ?
- OU TU PORTERAS MON DEUIL
- Ô JÉRUSALEM
- CETTE NUIT LA LIBERTÉ
- LE CINQUIÈME CAVALIER



Prochain article

TOUT RECONSTRUIRE

DIPLOMATIE

La visite du secrétaire général du PC chinois en Corée du Nord Pékin apporte sa caution au processus de succession du maréchal Kim Il-sung

Le secrétaire général du PC chinois, M. Jiang Zemin, a entamé, mercredi 14 mars, une visite officielle de trois jours en Corée du Nord, son premier voyage à l'étranger depuis sa nomination. Cette visite intervient alors que le maréchal Kim Il-sung semble vouloir hâter le processus de succession en faveur de son fils.

PÉKIN

de notre correspondant

Une débauche de jeunes filles en fleur, de soldats marchant au pas de l'otte, de drapeaux chinois et nord-coréens, de civils « spontanément rassemblés » pour acclamer le cortège officiel le long des vastes avenues... Aucun superlatif ne rendrait justice à la cérémonie de bienvenue organisée à Pyongyang en l'honneur du chef du PCC par le « Grand Leader » Kim Il-sung.

M. Jiang Zemin a été accueilli par un Kim Il-sung amaigri, au visage marqué par l'approche de son soixante-dixième anniversaire, le 15 avril prochain. C'est après cette date que le « Grand Leader » a proposé à son fils, Kim Jong-il, de le nommer à la tête du régime nord-coréen. M. Kim Jr., lunettes teintées et cheveu dressé très haut sur le crâne pour compenser sa petite taille, se tenait

au côté de son père pour recevoir le visiteur chinois.

M. Jiang a reconnu qu'il était venu à Pyongyang pour la fois d'entretenir avec le vieux maréchal nord-coréen et « faire la connaissance d'autres dirigeants » du régime. Le jeune M. Kim, dont la Corée du Nord a célébré avec éclat le quarante-huitième anniversaire le 16 février, était resté à Pyongyang lors de la visite du « Grand Leader » à Pékin en novembre dernier.

Tout cela ressemble donc fort à une cérémonie destinée à oindre M. Kim Jr. de la bénédiction de Pékin qui, par le passé, avait à peine dissimulé son aversion pour le processus de succession dynastique nord-coréen. La visite de M. Jiang vise en outre à effacer le mauvais souvenir laissé par le limogeage de son prédécesseur M. Zhao Ziyang, quelques jours après le voyage de ce dernier à Pyongyang l'an dernier, en plein printemps de Pékin.

Les temps ont changé, et le régime de Pékin comme celui de Pyongyang, tous deux rattrapés de la vague de bouleversements qui a déferlé sur le monde socialiste, cherchent aujourd'hui à se rassurer mutuellement quant au bien-fondé de la « dictature du prolétariat ». Aussi les reportages de la presse chinoise regorgent-ils de formules à la gloire de « l'amitié sino-coréenne scellée par le sang dans les

flames d'un combat révolutionnaire ardu », dont « les fleurs doivent s'épanouir de manière toujours plus splendide sous les soleils multicolores des deux peuples ». Par-delà ce florilège, M. Jiang n'a pas passé moins de cent quarante minutes à expliquer à ses hôtes les choix de politique intérieure de la Chine, et en particulier les décisions récentes du comité central du PCC concernant les liens du parti avec « les masses ».

Accélération des contacts avec Séoul

Un certain nombre de responsables locaux nord-coréens auraient été récemment sanctionnés pour des raisons non explicitées mais visiblement liées à la lenteur d'une répétition en Corée du Nord du phénomène de ras-le-bol généralisé dans les pays d'Europe de l'Est. M. Kim Il-sung a admis dans son message de Nouvel An que l'échec du socialisme en Corée du Nord pouvait encore intervenir « au cours des dix années à venir », ce qui encourageait quelque peu la thèse antérieure du paradis socialiste réalisé. Fin décembre, le pouvoir a mis en garde « le peuple révolutionnaire » contre l'image étroite de prospérité qu'offrent « les phénomènes superficiellement splendides » du capitalisme.

Sur le plan diplomatique, M. Jiang a apporté le « jermi sou-

lien » de Pékin à la proposition de Pyongyang de démanteler les barrières de la zone démilitarisée entre les deux Corées, ainsi qu'un appui, sensiblement moins chaleureux, à l'idée d'une « République confédérale démocratique de Corée » avancée par M. Kim Il-sung. Il a renouvelé l'appel chinois à des négociations trilatérales des deux Corées avec les États-Unis. M. Jiang, cependant, n'a pas caché que la Chine avait la ferme intention de « développer des relations amicales et de coopération avec les autres pays » du monde, ce qui comprend la Corée du Sud.

Des responsables chinois nous ont, il y a quelques jours encore, affirmé que Pékin « ne pouvait pas avoir des relations officielles » avec Séoul. Il n'en demeure pas moins que les contacts « non-officiels » s'accroissent. Une présence publicitaire massive de la Corée du Sud se développe à Pékin à la faveur des prochains Jeux asiatiques. Un immense panneau frappé du logo des lignes aériennes sud-coréennes attend les visiteurs à la sortie de l'aéroport, lui-même envahi de produits sud-coréens. L'équipe de Corée du Sud sera la principale concurrente des sportifs chinois, et ses supporters ont déjà acheté leurs billets.

FRANCIS DERON

ASIE

MONGOLIE : le printemps d'Oulan-Bator

Un réformiste à la tête du PC

Le chef de l'Etat et le premier ministre mongols, M.M. Jambyn Batmönh et Bumaagin Sodnom, ont démissionné de leurs fonctions, a annoncé jeudi 15 mars l'organe du Parti populaire révolutionnaire (PPRM, communiste), Uueh.

Ces départs interviennent au lendemain du plénum extraordinaire du comité central du PPRM, au cours duquel M. Batmönh avait été remplacé par M. Gomboshyavin Otshirbat, à la tête d'un nouveau bureau politique de cinq membres. Les instances dirigeantes du PPRM avaient démissionné lundi face à la contestation de l'opposition, et décidé de renoncer au rôle dirigeant du parti. Le comité central, dont la session était retransmise à la télévision, a confirmé cette décision.

Au pouvoir depuis 1984, M. Batmönh abandonne ses fonctions au profit d'un dirigeant syndicaliste qui avait été révoqué en 1982 de ses fonctions de chef du syndicat et de responsable de l'idéologie pour ses idées réformatrices et exilé à Prague. M. Otshirbat, qui est âgé de soixante et un ans, était rentré à Oulan-Bator pour assister à la réunion du comité central, indique l'envoyé spécial du New York Times. Son discours a été accueilli après que le syndicat officiel ait menacé de rompre ses liens avec le PPRM. Le Grand Khural (Parlement), doit se réunir la semaine prochaine pour discuter, entre autres, d'une réforme de la Constitution.

M. Batmönh, qui avait, depuis deux ans, entamé la perestroïka à la mongole, pour réformer le régime communiste le plus ancien après celui de l'URSS - la République populaire de Mongolie a vu le jour en 1921 - et qui demeurait encore fortement marqué par le stalinisme, a donc été dépassé par la force d'une opposition apparue au grand jour en décembre dernier : il paie aujourd'hui sa présence. L'Union démocratique mongole, devenue depuis lors le Parti démocratique mongol (PDM), avait lancé de nombreuses manifestations à Oulan-Bator, réclamant la démocratie et des sanctions contre l'ancien dirigeant Tseedenbal, le « Brejnev mongol », et ses partisans. La semaine dernière, ses dirigeants avaient entamé une grève de la faim sur la grande place de la capitale.

Après avoir longtemps été à la remorque de l'URSS, la Mongolie a pris le mors aux dents. Elle doit aux dirigeants de cette nébuleuse d'opposants capables de faire descendre dans les rues placées des dizaines de milliers de personnes : intellectuels, représentants d'un clergé lamaïste longtemps persécuté, écologistes, jeunes, comme sa figure de proue, M. Sanjasuren Zorig, étudiant en marxisme âgé de moins de trente ans et à moitié russe. Le PDM demande désormais à partager le pouvoir et à participer, sur un pied d'égalité avec le PPRM, à l'élaboration de nouvelles règles du jeu démocratiques.

Cette « mongolisation » s'inscrit aussi dans le cadre d'une poussée de fièvre nationaliste dans le pays de Genghis Khan, héros national

récent sorti des oubliettes de l'histoire. Alors que l'URSS a annoncé le retrait de toutes ses troupes de Mongolie d'ici 1992, Oulan-Bator s'efforce d'affirmer haut et fort sa différence et sa volonté de sortir de sa position de pays enclavé, écrasé entre les deux géants soviétique et chinois. Le rôle de l'URSS est critiqué, l'ouverture vers l'extérieur, et en particulier le riche Japon, à l'ordre du jour.

Ce qui n'est pas sans inquiéter la Chine voisine, qui voit sans plaisir descendre dans la rue les jeunes Mongols quelques mois à peine après le massacre de la place Tiananmen. D'autant que les Mongols vivant sur le territoire chinois sont plus nombreux que les 2,5 millions de citoyens de ce qui est encore une République populaire.

PATRICIE DE BEER

Les Etats-Unis « ennemi numéro un » de la Chine ?

Le département d'Etat américain a fait savoir mercredi 14 mars, dans une déclaration tout à fait inhabituelle, qu'il comprenait que la Chine considère les Etats-Unis comme leur « ennemi numéro un » : « Si ce document existe, a déclaré son porte-parole, il est évidemment regrettable, mais nous pouvons en comprendre les raisons ».

Ces accusations contre les Etats-Unis seraient contenues dans un télégramme secret émanant de M. Deng Xiaoping et cité par le chaîne américaine de télévision CBS. Ce document aurait les responsables chinois de « s'attendre à de nouvelles pressions américaines sur les droits de l'homme ». « Nous ne devons avoir aucune illusion sur les Etats-Unis », ni apparemment sur l'URSS, puisque M. Deng accuse également M. Gorbatchev d'avoir dévié du marxisme, tout en insistant pour qu'il ne soit pas critiqué normalement. - (LPI, AFP)

CHINE : mesures contre deux personnalités réformatrices. - Un des principaux dirigeants réformistes et ancien conseiller de M. Zhao Ziyang, le secrétaire général du PCC révoqué après le « printemps de Pékin », M. Yan Mingfu, a « démissionné » de toutes ses fonctions au sein de la Conférence consultative politique du peuple chinois mercredi 14 mars ; cette « démission » pourrait être le prélude au départ de M. Yan de l'organigramme officiel. D'autre part, le journaliste libéral Hu Jiwai a été « révoqué à l'unanimité » de son mandat de député à l'Assemblée nationale populaire par l'Assemblée de sa province natale du Sichuan. - (UPI)

L'adversaire du chancelier Kohl reçu à l'Elysée

M. Lafontaine prône la concertation avec les voisins de l'Allemagne

M. Oskar Lafontaine, ministre-président de Land de Sarre et candidat probable du Parti social-démocrate ouest-allemand à la chancellerie lors des prochaines élections, a été reçu mercredi 14 mars par M. François Mitterrand. « A sa demande », précisait-on à l'Elysée, les relations avec le chancelier Kohl ont déjà connu des jours meilleurs, et on ne voulait pas que cette rencontre apparût comme une indécision envers lui. M. Lafontaine a d'ailleurs confirmé qu'il avait lui-même sollicité cet entretien car il tient pour indispensable la concertation avec les voisins de l'Allemagne. « Si l'on veut bénéficier de la confiance, il faut sans cesse se consulter sur les questions importantes », disait-il à sa sortie de l'Elysée.

Paris a en tout cas organisé à M. Lafontaine un programme très fourni puisqu'il aura rencontré au cours de cette brève visite, outre le président de la République, M.M. Michel Rocard, Roland Dumas, Laurent Fabius et Pierre Joxe. Il reviendra samedi en France pour le congrès du PS à Rennes. L'éventualité d'une victoire du SPD le 18 mars en RDA, qui serait transformée en victoire aux législatives suivantes, soit en République fédérale soit dans toute l'Allemagne, est désormais prise en compte à Paris, même si l'on se garde d'exprimer pronostic ou préférence.

M. Lafontaine n'était guère connu jusqu'à l'Elysée, un peu plus de M. Rocard. Dans l'entourage du président, on estime que s'il arrivait à la chancellerie, il pourrait sans doute contribuer à donner à la construction européenne une coloration plus sociale.

On trouve qu'il dit sur l'unité allemande « des choses raisonnables », tout en étant conscient de son opportunisme.

Le discours du ministre-président de Sarre sur la question allemande a en effet profondément évolué en deux mois. Il a d'abord été de ceux qui défendaient le maintien de deux Etats allemands. Il a fait campagne aux récentes élections de Sarre en faveur de la suppression des avantages matériels octroyés par la RFA aux immigrés allemands des pays de l'Est, ce qui lui a valu d'être critiqué y compris dans le SPD, mais aussi de perdre sur un électoral de droite inquiet pour sa propre situation sociale. Mercredi encore, à Paris, il disait que la population ouest-allemande peut admettre beaucoup de choses, mais qu'il ne faut pas « exagérer » et laisser la porte ouverte « aux grandes invasions ». Il a ensuite été de ceux qui reprochaient au chancelier Kohl de vouloir forcer le rythme de la réunification, notamment en évoquant le recours à l'article 23 (la procédure la plus rapide), qu'il n'exclut plus aujourd'hui.

Sur les questions de sécurité, il a, à de nombreuses reprises déclaré que la réunification ne se ferait pas dans l'OTAN et que les Américains ne devraient quitter l'Allemagne. A sa sortie de l'Elysée, il affirmait cependant que la neutralité est « un concept dépassé », qu'il faut envisager un système garantissant aussi « la sécurité des Polonais, des Tchèques, des Hongrois, de l'URSS » et qu'il avait proposé que l'on réfléchisse à la création d'une brigade germano-polonaise sur le modèle de la brigade franco-allemande.

C. T.

Le débat sur l'unification

Les « Six » invitent la Pologne à participer à leurs discussions concernant ses frontières

Les participants à la première réunion dite « 2+4 » sur l'unification allemande (RFA, RDA, Etats-Unis, URSS, France, Grande-Bretagne) sont convenus mercredi 14 mars à Bonn d'inviter la Pologne « des que seront débattues des questions touchant notamment à ses frontières ». Cette invitation a été acquiescée avec le soutien de la République fédérale, comme le laissent présager les déclarations faites la veille à Paris par M. Hans-Dietrich Genscher, lors de sa rencontre avec M. Roland Dumas.

Une participation pleine et entière de tous pays tiers à la conférence des « six » a été rejetée non seulement par M. Genscher mais par les Soviétiques, les Français et les Américains. La demande faite par les Polonais avait, en revanche, reçu un accueil favorable dès lors que Varsovie avait précisé

qu'il ne s'agissait pas de prendre part à tous les travaux de la conférence.

Aucun détail n'a été fourni mercredi sur le mode d'association de la Pologne aux discussions ni sur le contenu de la première réunion qui rassemblait des hauts fonctionnaires des ministères des affaires étrangères.

En outre, le porte-parole de l'Elysée a fait savoir que M. Mitterrand avait appelé le chancelier Kohl mercredi et s'était entretenu avec lui pendant trente minutes. Lorsqu'il avait reçu vendredi dernier les dirigeants polonais avec lesquels il avait demandé que la frontière germano-polonaise soit juridiquement garantie avant l'unification de l'Allemagne, M. Mitterrand avait déclaré qu'il s'entretenait de cette question avec le chancelier dès le week-end suivant.

M. Mitterrand et M^{me} Thatcher rencontreront en avril le président Bush

Le président américain George Bush rencontrera le premier ministre britannique, M^{me} Margaret Thatcher, le 13 avril aux Bermudes et le président François Mitterrand le 19 avril en Floride. Auparavant - le 21 mars - M. Bush aura rencontré le premier ministre polonais, M. Tadeusz Mazowiecki.

Par ailleurs, le premier ministre français, M. Michel Rocard, se rendra le 26 mars à Londres pour une visite officielle de travail au cours de laquelle il doit rencontrer, outre M^{me} Thatcher, le ministre de la Défense, M. Tom King, le chancelier de l'Echiquier, M. John Major, et le chef de la diplomatie, M. Douglas Hurd. Le prochain sommet franco-britannique doit avoir lieu le 4 mai en Grande-Bretagne.

De son côté, le chancelier Helmut Kohl informera la Commission européenne des progrès de l'unification allemande le 23 mars.

En tournée en Afrique à compter du 18 mars, le chef de la diplomatie soviétique, M. Edouard Chevardnadze, rencontrera pour sa part son homologue américain, M. James Baker, à Windhoek, à l'occasion des cérémonies qui marqueront la proclamation de l'indépendance de la Namibie. Enfin, les ministres des

affaires étrangères des pays membres du pacte de Varsovie se réuniront à Prague samedi 17 mars. - (AFP, Reuters)

M. Jean-Pierre Guyot ambassadeur à Oman

M. Jean-Pierre Guyot a été nommé ambassadeur de France auprès du sultanat d'Oman, en remplacement de M. Charles Jeantet, a annoncé mardi 13 mars le ministère des affaires étrangères.

(Né en 1928, diplômé de l'Institut d'études islamiques de l'université de Paris et de l'Ecole nationale des langues orientales (arabe), M. Guyot a notamment été en poste à Ankara, consul adjoint au Caire (1965-67), conseiller technique au cabinet du ministre des affaires étrangères (1971-73), conseiller à Beyrouth (1973-75), Rabat (1975-76) et Londres (1977-80). Affecté au service de presse du Quai d'Orsay, puis à la représentation de la France auprès de la CEE en 1982, M. Guyot était depuis mai 1986 ambassadeur à Lusaka, ainsi qu'au Botswana depuis 1987.)

AFRIQUE

SOMALIE

445 000 personnes sont réfugiées dans le Sud

NAIROBI

de notre correspondant

Il aura fallu près de trois mois aux équipes du Haut-Commissariat pour les réfugiés (HCR) pour mener à bien le recensement des populations qui se sont réfugiées dans le sud de la Somalie.

Selon les résultats de ce recensement, achevé le 26 février, les personnes déplacées seraient au nombre de 445 000. Plus de 70 % d'entre eux (environ 340 000) elles ont choisi l'intégration en Somalie où la plupart sont arrivées il y a douze ou treize ans, pendant la guerre de l'Ogaden. Les 30 % restantes ont préféré être rapatriées chez elles, en Ethiopie. Celles, enfin, qui veulent rester en Somalie au titre de réfugiés, ne constituent que 0,6 % du total.

Les Nations unies, qui se sont engagées à apporter un soutien alimentaire et financier aux « partisans » comme aux futurs « intégrés » afin de les aider à démarrer leur nouvelle vie, espèrent avoir achevé ce programme - et donc résolu le problème des réfugiés du Sud - d'ici la fin de l'année.

Reste la question, beaucoup plus

épineuse, des « réfugiés » installés dans le nord du pays, où la guerre civile fait rage. Aucun recensement sérieux n'a pu y être effectué par les Nations unies, du fait, entre autres choses, de l'insécurité qui règne depuis deux ans dans ces régions. Le HCR et le Programme alimentaire mondial (PAM) ont d'ailleurs officiellement suspendu leur assistance dans le Nord, en novembre dernier.

La récente décision du secrétaire général des Nations unies, de démanteler un nouveau « programme d'aide d'urgence » de six mois dans le Nord a donc de quoi étonner. Les vivres, fournis par les Nations unies, sont destinés à quelque 140 000 « réfugiés » menacés, dit-on, de famine. Le fait que beaucoup de ces « réfugiés » aient été armés par le gouvernement somalien afin de lutter contre la guérilla nordiste, avait été dénoncé en son temps par le HCR. Celui-ci, pas plus que le PAM, n'assurera d'ailleurs la distribution de ces vivres.

CATHERINE SIMON

EN BREF

AFRIQUE DU SUD : assassinat d'un policier. - Le chef de l'unité anti-émeutes de la police sud-africaine pour la région de Pietermaritzburg, dans le Natal, où une véritable guerre civile entre Noirs fait rage depuis trois ans, a été abattu mercredi 14 mars. La police a affirmé ne pas être en mesure de dire si cet assassinat était de nature politique. La victime, le major Deon Terblanche, quarante-trois ans, est l'officier le plus gradé victime de la violence en Afrique du Sud. Son corps a été retrouvé dans sa voiture, arrêtée le long de la route qui relie Pietermaritzburg à Durban. S'il se confirme que l'assassinat est lié à la situation locale, il s'agit, de l'avis des observateurs, d'un coup terrible pour les initiatives visant à ramener la paix dans cette région où plus de 3 000 Noirs ont été tués depuis le début 1987.

COMORES : M. Djohar est déclaré vainqueur de l'élection présidentielle. - M. Saïd Mohamed Djohar a été déclaré président de la République fédérale islamique des Comores, a annoncé, mercredi 14 mars, Radio-Comores après l'officialisation de son élection par la Cour suprême. M. Djohar, soixante-deux ans, a été déclaré vainqueur du second tour de l'élec-

tion présidentielle, qui a eu lieu dimanche dans l'archipel, avec 55,02 % des voix contre 44,98 % à M. Mohamed Taki. Ce dernier conteste, cependant, la « légitimité » de M. Djohar et attend toujours que la Cour suprême statue sur les différentes plaintes qu'il a déposées concernant les « irrégularités » constatées par ses partisans. - (AFP)

PAPOUASIE NOUVELLE-GUINEE : échec d'une tentative de putsch. - Une tentative de putsch organisée par un responsable de la police et un officier de l'armée a échoué mercredi soir 14 mars, a indiqué jeudi un diplomate australien en poste à Port-Moresby. M. Paul Tohian, commissaire national de police, a été contraint de démissionner après avoir tenté de soulever des unités cantonnées dans la capitale, Port-Moresby. Le premier ministre, M. Rabbie Namaliu, et le chef de l'opposition, M. Pias Wingit, prévenus étaient parvenus à se cacher à temps. Certains éléments des forces de l'ordre seraient mécontents de la proclamation d'un cessez-le-feu à Bougainville. Ils qui vient de passer sous le contrôle de rebelles séparatistes (nos éditions du 15 mars). - (AFP, Reuters)

L'ETAT PEUT-IL NE PAS RESPECTER SA PAROLE ?

PLUS LA PICARDIE AVANCE...

Située au coeur du triangle formé par Paris, Londres et Bruxelles, la Région Picardie semble, depuis quelques années déjà, promise à un bel avenir. A l'horizon du Marché Unique, la Picardie devra être dotée de 3 autoroutes nouvelles. Bientôt sa capitale régionale accueillera la gare TGV de la liaison directe entre Paris et Londres.

Au coeur d'un marché de plus de 200 millions de consommateurs, accessible à moins d'une journée de transport, les habitants et les entreprises de Picardie se préparent à un avenir prometteur.

Et pourtant aujourd'hui, l'actuel Gouvernement revient sur les engagements qu'il avait pris en 1988 et qui confirmaient la décision qu'avait prise un Gouvernement différent début 1987.

... PLUS L'ETAT FREINE.

En effet, l'autoroute A29 reliant les deux principaux bassins d'emplois de Picardie, Amiens et Saint-Quentin, et desservant plus de 400 000 Picards devait être mise en service dès 1993. Aujourd'hui, le calendrier de réalisation de cette autoroute connaît déjà un retard de deux années.

Le Gouvernement a-t-il abandonné l'ambition de doter la France d'un réseau d'infrastructures modernes comparable à celui des autres pays de l'Europe en renonçant au vaste plan autoroutier national décidé en 1987 ?

Le Gouvernement a-t-il renoncé au projet de doter la grande couronne parisienne d'une liaison autoroutière reliant Rouen, Amiens, Saint-Quentin, Reims et Troyes et désenclavant les ports de Normandie ?

LA PICARDIE NE L'ACCEPTE PAS.

La Picardie n'acceptera pas que l'Etat revienne sur ses engagements.

Charles BAUR, Président du Conseil Régional de Picardie et Député européen a réuni le 9 mars dernier le Conseil Régional de Picardie en session extraordinaire. Ce fut l'occasion pour les élus régionaux, soutenus par les élus locaux, de protester vigoureusement contre l'attitude inacceptable de l'Etat.

Aujourd'hui la Picardie tout entière demande solennellement au Premier Ministre d'arrêter un nouvel échéancier de construction de l'autoroute A29 permettant de rattraper les retards déjà accumulés.

La Région Picardie



PROCHE-ORIENT

LIBYE : fabriquant selon Washington des armes chimiques

L'usine de Rabta aurait été dévastée par un incendie

L'usine chimique de Rabta, en Libye, que les États-Unis soupçonnent de servir à la fabrication de gaz de combat, aurait été gravement endommagée - voire détruite - dans un incendie, mercredi 14 mars. La nouvelle, venue de Washington, a, selon l'agence Reuters, été confirmée par un porte-parole de l'agence libyenne JANA, qui a déclaré qu'il n'était « pas exclu » que l'incendie « soit dû à un sabotage israélien ou américain ».

Le porte-parole de la Maison Blanche, M. Martin Fitzwater, a indiqué que les États-Unis avaient été informés par plusieurs pays, dont l'Italie, qu'un incendie s'était produit dans l'usine de Rabta, située à quelque 80 kilomètres au sud de Tripoli.

De leur côté, les chaînes de télévision NBC, citant une source proche des renseignements américains, et ABC, se référant à des « responsables libyens », ont affirmé que l'usine de Rabta avait été totalement détruite.

En outre, selon les « sources diplomatiques » citées par le porte-parole de la Maison Blanche, la Libye a fermé ses frontières à la suite de cet incident. Cette dernière nouvelle est, toutefois, contredite par des informations en provenance d'Égypte et de Tunisie indiquant, au contraire, que « tout était normal » à la frontière libyenne.

Interrogé par des journalistes, le président George Bush a affirmé

ne pas avoir de renseignements sur cet éventuel incendie, mais qu'en tout état de cause les États-Unis n'étaient en rien impliqués dans cette affaire. Cette précision n'est peut-être pas inutile, après les récentes déclarations américaines sur Rabta.

« Nous n'excluons rien »

Le 7 mars, et alors que l'on n'avait plus entendu parler de cette usine depuis des mois, M. Fitzwater avait déclaré : « Rabta est dangereuse et il devient de plus en plus ». Dans ce qui pouvait passer comme une menace voilée, le porte-parole, interrogé sur l'éventualité d'une opération militaire, avait simplement répondu : « Nous n'excluons rien ».

Si le porte-parole de JANA a pu confirmer l'incendie et préciser qu'il avait débuté mercredi matin, Radio-Tripoli n'en a, en revanche, pas soufflé mot, consacrant ses principaux bulletins de la soirée à diffuser des messages de « soutien » à la Libye après « la campagne américaine contre l'usine pharmaceutique de Rabta ». Celle-ci avait déjà défrayé la chronique en janvier 1989, lors d'une précédente « offensive » américaine, Washington affirmant que la production d'armes chimiques avait commencé.

Plusieurs sociétés ouest-allemandes ont notamment été mises en cause, accusées d'avoir participé à la construction de Rabta et d'avoir fourni des produits indispensables à la production de gaz de combat. — (AFP, Reuters)

AMÉRIQUES

BRÉSIL : l'investiture du président Fernando Collor

M. Fidel Castro en vedette

Une Rolls Royce de 1953 (cadeau d'Elisabeth d'Angleterre), des dragons à cheval et des canons déjà chargés pour la traditionnelle salva d'honneur tout était prêt, jeudi 15 mars à Brasilia, pour l'investiture du nouveau président Fernando Collor de Mello, qui n'était encore, il y a un an, que l'obscur gouverneur du petit État d'Alagoas, dans le nord-est du Brésil.

Un premier mystère subsiste sur la politique économique de M. Collor, si bien que dans l'attente des mesures économiques que le président doit annoncer, vendredi au Congrès, les Brésiliens se sont rûs ces derniers jours sur les guichets des banques pour obtenir de l'argent et dans les supermarchés pour stocker de la nourriture. En effet, en prévision de ces mesures, un congé bancaire de trois jours a été imposé à tout le pays, ce qui gêne de fait jusqu'à lundi prochain toutes les transactions financières.

Politiquement, en revanche, le président Collor n'aura pas été son entrée. On ne compte pas moins de cent vingt-cinq délégations étrangères et dix-neuf chefs d'État et de gouvernement parmi lesquels les présidents Mario Soares, du Portugal, Daniel Ortega, du Nicaragua, M. Felipe Gonzalez, chef du gouvernement espagnol, ou encore son homologue italien, M. Giulio Andreotti. Dans cet aréopage international, la vedette est revenue sans contexte au dirigeant cubain, Fidel Castro, dont la dernière

visite au Brésil remonte à 1980. De plus en plus isolé, économiquement et idéologiquement, à la suite des changements à l'Est et de la défaite des sandinistes au Nicaragua, M. Castro avait, de son propre aveu, décidé de faire de cette visite une tentative « pour sortir son pays de l'isolement ».

Dans une interview à la télévision O Globo, mercredi soir, le « Lider Maximo » a ainsi déclaré que, contrairement aux rumeurs, les relations entre Cuba et l'Union soviétique sont « normales » et qu'il n'y a « aucune raison pour qu'elles changent ». Interrogé sur la persistance, M. Castro a estimé que « celle-ci » pouvait être « bonne pour eux » (les Soviétiques), mais, a-t-il ajouté, « nous sommes différents de l'Union soviétique, et, pour Cuba, il n'y a rien de mieux que le socialisme ».

Il a aussi déclaré : « Avant, les Soviétiques nous critiquaient parce que nous étions des imitateurs (...) et ils nous attaquaient maintenant parce que nous n'opérons pas les mêmes changements politiques qu'eux ». Il conclut qu'il n'était pas envisageable d'organiser des élections à Cuba, car « c'est le peuple qui a fait lui-même la révolution ». Ces propos sont venus contredire ceux du vice-président américain Dan Quayle, qui, en visite en Argentine, a déclaré au même moment : « Castro est isolé, mais la démocratie et la liberté arriveront à Cuba. Le peuple cubain n'est pas différent des autres. »

MARIE-CLAUDE DECAMPS

(Publicité)
CÉRAMIQUES D'ORIENT : L'ÉBLOUISSEMENT
Un feu éternel, une création permanente, d'un bout à l'autre du monde musulman : du Khorassan à l'Andalous, de Lahore à Séville...
Un reportage en couleurs dans le numéro de Mars d'Azul
en kiosques et en librairies
78, rue Joffroy 75017 Paris
(Tél. : 46.22.34.14)

○ NICARAGUA : la Contra demande un cessez-le-feu sous le contrôle de l'ONU et de l'OEA. — Les rebelles de la Résistance nicaraguayenne (RN) ont demandé, mercredi 14 mars à Washington, un « cessez-le-feu immédiat et bilatéral » sous le contrôle des Nations unies et de l'Organisation des États américains (OEA) afin d'éviter « de nouvelles effusions de sang ». De la vérification de ce cessez-le-feu, a laissé entendre le « commandant Ruben », chef de la délégation de la RN, dépendra la démobilisation de la Contra. — (AFP)

IRAK : Condamné à mort pour « espionnage »

Le journaliste Farzad Bazoft a été exécuté

Farzad Bazoft, journaliste britannique d'origine iranienne, condamné à mort samedi à Bagdad pour « espionnage », a été exécuté, jeudi matin 15 mars, a annoncé l'agence irakienne INA. Celle-ci affirme que « le journaliste, de nationalité britannique et d'origine iranienne, espionnait en faveur des services de renseignements britanniques et israéliens ».

Cette exécution intervient alors que tous les journaux irakiens publient, jeudi, pour la première fois depuis le début de cette affaire, les « aveux complets » en anglais du journaliste, qui travaillait pour l'hebdomadaire dominical britannique *The Observer*, avec une traduction en arabe. Ceux-ci comportent notamment « des révélations sur ses contacts » avec des ambassades occidentales en Irak.

Selon ces « aveux », Farzad Bazoft a obtenu « des informations sur la centrale nucléaire irakienne des ambassades des États-Unis, d'Allemagne fédérale, de l'attaché militaire de l'ambassade de Grande-Bretagne et de l'homme au turban (un Sikh) à l'ambassade de l'Inde ».

Farzad Bazoft, 31 ans, porteur de documents britanniques mais d'origine iranienne, avait été condamné à mort samedi par un « tribunal révolutionnaire » et n'avait pas la possibilité de faire appel. Sa « complicité », une infirmité britannique de 52 ans, Daphné Parish, a été condamnée à 15 ans de prison. Il avait été arrêté le 15 septembre dernier pour avoir enquêté sur une explosion survenue, un mois auparavant, dans une usine militaire au sud de Bagdad et qui, selon diverses sources, avait fait plusieurs centaines de tués.

Le Foreign Office « atterré »

A Londres, le Foreign Office s'est déclaré « atterré » par le fait que les autorités irakiennes aient exécuté Farzad Bazoft — un « acte barbare » — en dépit de la multiplication des appels à la clémence.

« Il y a peu d'occasions dans lesquelles il y a eu aussi d'appels à la clémence universellement lancés par des leaders mondiaux », a ajouté le Foreign Office. De son côté, le rédacteur en chef de *The Observer*, Donald Trefford, s'est déclaré « horrifié » à l'annonce de l'exécution.

Mercredi, le président Saddam Hussein avait rejeté les

POLITIQUE

Le congrès de Rennes

MM. Fabius et Jospin cherchent, chacun pour son compte à recomposer le parti socialiste

Le congrès du Parti socialiste réuni, jeudi 15 mars, à Rennes, était, à l'ouverture de ses travaux, dans l'incertitude la plus complète sur les alliances qui s'y noueraient pour former une majorité en mesure de diriger le parti. M. Jean Popereau a posé explicitement, mercredi 14 mars, sa candidature à la succession de M. Pierre Mauroy au poste de premier secrétaire. Le maire de Lille estime toujours, pour sa part, être seul en mesure de parvenir à une « synthèse » entre les courants.

Toutefois, l'attitude de M. Laurent Fabius, dans l'hypothèse où M. Mauroy s'imposerait avec l'appui de M. Michel Rocard, reste indéterminée. Le président de l'Assemblée nationale pourrait choisir de former, avec ses partisans, une forte minorité au sein du parti.

M. Lionel Jospin pensait que le congrès de Rennes ne pourrait pas être « décisif ». Pour le ministre de l'Éducation nationale, ce n'était pas avant 1992, dans la perspective des élections législatives, sinon 1994, dans celle de l'élection présidentielle, que pourrait s'ouvrir entre les socialistes le débat stratégique de l'après Mitterrand. D'ici là, estimait-il, chacun était tenu par la distribution des rôles hérités de la période précédente. Le PS ne pouvait s'écarter que des sous-courants,

dont la différence avec les courants, selon la formule célèbre de M. Jean-Pierre Chevènement en 1977, est celle qui sépare une arrière-pensée d'une pensée.

M. Jospin s'est trompé. Il est vrai que le congrès qui s'est ouvert jeudi 15 mars n'est pas le théâtre d'un affrontement entre deux ou plusieurs stratégies. Les protagonistes gardent pour eux leur ligne politique et cherchent surtout à ménager l'avenir. Les enjeux n'en sont pas moins décisifs. Le succès inattendu de M. Laurent Fabius dans le vote des fédérations montre que l'évolution du parti est plus avancée que ne le croyait son ancien premier secrétaire. Aussi bien celui-ci parle-t-il maintenant « bien obligé » de « recomposition » d'un axe majoritaire.

Le ministre de l'Éducation nationale a eu la main forcée et, visiblement, il n'aime pas cela. Il en tient pour son analyse et considère que la situation imposée par M. Fabius est artificielle. Il ne lui en faut pas moins l'assumer. M. Jospin avait pris une longueur d'avance au congrès de Toulouse, en octobre 1985, en « écrivant » avec M. Michel Rocard une synthèse qui, pour les mitterrandistes comme pour les rocardiens, fermait le chapitre ouvert par l'affrontement de Metz, en avril 1979. Il en avait pris une autre à Lille, en avril 1987, en fusionnant le courant mitterrandiste et celui de M. Pierre Mauroy, ce qui était une autre manière de dépasser Metz. Cette fois, M. Fabius a rattrapé son retard, et il oppose à M. Jospin le refus d'un « congrès de Metz à l'envers ».

C'est là que réside, peut-être, la faiblesse de la position du président de l'Assemblée nationale. Il n'est pas sûr que la référence au congrès qui avait opposé, il y a onze ans, M. François Mitterrand, sur une ligne d'union de la gauche et de « rupture avec le capitalisme », à M. Rocard, appuyé sur l'« autre culture » de la gauche — celle de l'autogestion — et sur le réalisme économique, soit toujours d'actualité.

La logique de l'évolution

M. Jospin a pour lui la logique de l'évolution du PS depuis neuf ans, à l'épreuve du pouvoir, et celle de la réalité politique, qui veut que M. Rocard soit, aujourd'hui, le premier ministre de M. Mitterrand. M. Fabius ne peut opposer à cela qu'un seul argument, mais il ne manque pas de poids : tant que M. Mitterrand est là, il est exclu que M. Rocard prenne une option décisive sur le PS.

Les congrès décisifs ne sont pas toujours ceux qui s'annoncent comme tels. Celui d'Épinay-sur-Seine, qui avait vu, en 1971, la victoire de M. Mitterrand sur Guy Mollet et son poulain, Alain Savary, avait été tout ce qu'il y a de plus « tactique ». Les jospinistes y référent, d'ailleurs, aujourd'hui, pour rappeler que la motion arrivée en tête dans les votes fédéraux, celle d'Alain Savary, n'était pas sortie victorieuse du congrès (et sur l'observateur, aussi, que M. M. Pierre Bérégovoy et Jean Popereau n'étaient pas, alors, mitterrand-

distes...). Comme dit M. Louis Mermaz, pas une idée ne pouvait voler sans être aussitôt capturée par le camp adverse, et on retrouvait les mêmes dans toutes les motions. Il fallait beaucoup de sang-froid pour deviner qu'une des deux forces en présence était réellement disposée à faire l'union de la gauche, tandis que l'autre était seulement dans l'insouciance d'avancer son hostilité à cette option.

A Rennes aussi, les députés socialistes seront tenus d'avoir l'œil perçant et l'ouïe fine. Une première partie se joue entre celui qui voudrait sortir en beauté du PS — M. Mitterrand — et celui qui aimerait y entrer en force — M. Rocard. La tentative qu'avait faite le président de la République en mai 1988, au bénéfice de M. Fabius, avait échoué. S'il juge toujours que l'ancien premier ministre est le plus qualifié pour dynamiser le parti, M. Mitterrand sait que son protégé n'a aucune chance de s'imposer lui-même, cette fois-ci, à la tête du PS. M. Jean Popereau joue la carte du « troisième homme », mais il n'est pas sûr que, à tout prendre, le chef de l'État préfère le ministre des relations avec le Parlement — allié de jadis, aujourd'hui affaibli dans le parti et, dès lors, imprévisible — à M. Mauroy, son partenaire depuis Épinay et qui, il y a trois ans, a choisi clairement d'entrer avec les siens dans la famille mitterrandiste. Pour M. Mitterrand, le choix de M. Pierre Joxe serait idéal, car il signifierait que le parti va à un homme du président ; à défaut, la reconduction de M. Mauroy serait

loin d'être inacceptable. M. Rocard peut-il se dire, lui aussi, que « mieux vaut moins, mais mieux » ? L'idéal, pour le premier ministre, serait d'être au cœur d'une nouvelle majorité au sein du PS. Le danger est, dans cette hypothèse, d'entrer en conflit larvé avec le chef de l'État. A l'inverse, favoriser M. Fabius assurerait M. Rocard à la bienveillance — étonnée et circonspecte — de l'Élysée, mais ce serait peut-être donner des verges pour se faire fouetter. Il n'y a que M. Bérégovoy pour affirmer, sans rire, que M. Fabius n'aurait d'autre souci, dans ce cas, que de favoriser l'élection future de M. Rocard à la présidence de la République. Le premier ministre pourrait donc se résigner à rester en dehors du jeu et à attendre le coup suivant. A moins que, comme l'en soupçonnent les plus méfiants, il ne choisisse de contribuer au désordre dans le parti afin d'affaiblir l'usage de celui-ci dans l'opinion et d'assurer la tranquillité de l'action gouvernementale dans les mois qui viennent.

Une deuxième partie se joue, à Rennes, entre M. M. Jospin et Fabius. L'un compte l'autre, quoi qu'il en soit, n'ont en tête que de « découpler » le parti par rapport au président de la République. Ce découplage est, pour M. Jospin, une donnée de fait, mais il estime que le moment n'était pas venu d'en tirer ouvertement les conséquences. M. Fabius aurait pu s'accorder avec son rival sur le constat, mais il lui était impossible d'en convenir alors qu'il se réclamait de la fidélité envers M. Mitterrand. Tous deux vont bien devoir laisser

paraître, au congrès, leur conception de la sortie du mitterrandisme et leur anticipation de l'avenir. Pour les députés, ce sera un débat sur le parti lui-même : quelle genre de formation politique ont-ils envie de faire vivre dans les années qui viennent ?

La question concerne en priorité les plus jeunes. C'est la troisième partie qui se disputera au congrès, pas sur la table principale, certes, mais ce ne sera pas la moins intéressante. Dans tous les cas, on trouve des jeunes qui s'interrogent. Ceux qui ont choisi M. Fabius craignent l'isolement. Parmi les partisans de M. Jospin, il en est qui se demandent si les logiques d'appareil ne vont pas les faire reculer de plusieurs classes. Chez M. M. Popereau et Chevènement, c'est l'avenir des courants en partie de vices qui crée l'angoisse et oppose partisans d'une fusion avec le courant Mauroy-Jospin et défenseurs d'une identité idéologique et politique. Les « jeunes-junes », compositions de M. Julien Day et de M. Marie-Noëlle Lisenmann, battent entre se placer dans le jeu et rester sur la touche. Tous se demandent si le PS peut assurer la transition des générations.

Rarement congrès socialiste sera paru dépendre autant des réactions de la salle, des choix que feront les députés dans les jours qui viennent. Les socialistes richement unis, ils ne peuvent plus, pour le meilleur ou pour le pire, y échapper.

PATRICK JARREAU

Pierre Mauroy la gestion de l'idéal

Suite de la première page

Pierre Mauroy a combattu avec les communistes, contre eux souvent, pour conquérir le pouvoir, à marche forcée, en 1981, lutté avec les socialistes, parfois contre eux afin de le garder, affronté à Mitterrand les débats inflationnistes, commerciaux et monétaires, les cortèges de l'école « libre » et les pieds de pancarte de la CGT. Lorsque bateau d'estrange, l'ignorance du socialisme lyrique et machiniste du socialisme gestionnaire, on a connu toutes les gloires et quelques uns des « bides » de la scène parisienne, la bataille de marionnettes du congrès de Rennes paraît minable. Pudique, Pierre Mauroy dit que, compte tenu de l'idée qu'il se fait du Parti socialiste, la pièce « n'est pas drôle tous les jours ».

Il a fallu pousser très fort pour qu'au lendemain de l'élection présidentielle Pierre Mauroy accepte d'entrer dans la peau d'un chef de parti. Il s'agissait d'empêcher Laurent Fabius, soutenu par le président de la République, de s'y glisser afin de préparer au mieux son avenir présidentiel. Travaillé au corps par les amis de Lionel Jospin, puis par le ministre de l'Éducation nationale lui-même, Pierre Mauroy s'est retrouvé coriace dans un troupeau d'éléphants. Il y est allé tout en vaillance. On l'a trompé, énormément. Jamais Laurent Fabius, pourtant associé à la direction du parti, n'a reconnu son autorité. Les jospinistes eux-mêmes en ont douté, jusqu'à lui mettre sur le dos une part de responsabilité dans leurs déconvenues de pré-congrès.

Le sale boulot

Depuis le 14 mai 1988, date de son élection au poste de premier secrétaire, Pierre Mauroy s'est coté le sale boulot. Matignon, où plane Michel Rocard, est devenu, phénomène jusqu'alors inconnu, la vitrine des records de popularité. L'Hôtel de Lassay, sur lequel Laurent Fabius règne en attendant mieux, s'est transformé en haut lieu gastronomique du socialisme alimentaire. A l'éducation nationale, Lionel Jospin, ministre d'État, abîme sur le vaste pécuniaire des générations futures. Rue de Solferino, au siège du P.S., Pierre Mauroy passe les plats. S'il n'a pas réussi, il n'a que le droit d'en humer le fumet sans esquiver le moindre geste vers le couteau et la

fourchette. S'ils sentent mauvais, on lui enfonce le nez dedans.

En dix-huit mois, Pierre Mauroy a plongé à six reprises dans la mer, des campagnes électorales. De la majorité relative obtenue par les socialistes aux législatives de juin 1988 (275 députés) on ne lui tient pas rigueur : il n'était premier secrétaire que depuis peu ; il a limité les dégâts d'une recherche virulente de l'ouverture au centre droit ; il n'est pour rien dans l'appréciation désastreuse formulée par le président de la République avant le scrutin, selon laquelle il n'est pas bon qu'un parti dispose d'une majorité absolue à lui tout seul.

Des pays de lune

En revanche, il est en partie tenu pour responsable, faute d'avoir su mobiliser le P.S., de l'indifférence des électeurs socialistes à l'avenir de la Nouvelle-Calédonie (79,99 % de « oui » lors du référendum du 6 novembre 1988, mais seulement 26,01 % des électeurs inscrits) et du résultat médiocre (23,61 %) de la liste conduite par Laurent Fabius aux européennes du 18 juin 1989. Quant aux honnêtes performances des cantonales de septembre-octobre 1988 (89 sièges gagnés) et des municipales de mars 1989 (un gain de vingt et une villes de plus de 20.000 habitants) elles sont naturellement portées au crédit du gouvernement quand ce n'est pas à celui de la « rénovation » et de la contestation du parti (victoire, à Marseille, de Robert Vigouroux en dépit de la direction du P.S.).

Bref, Pierre Mauroy a perdu les élections, les générales, les partielles, toutes les élections, même celles qui ont été gagnées. C'est un spécialiste, le ministre de l'Intérieur, Pierre Joxe, qui le dit. Il est absent de tous les débats internationaux alors même que l'Union soviétique s'écroule et que les envahisseurs craquent. C'est un spécialiste, le président de la commission européenne, Jacques Delors, qui le dit. Il est brouillon, dispersé, archaïque au moment où son parti a besoin qu'on lui mette des boules neuves et qu'on les lui serre bien fort. C'est un spécialiste de l'organisation et de la modernité, Laurent Fabius, qui le fait dire par ses amis.

A tout prendre, mieux vaut qu'il

n'y ait pas d'arbre dans la cour pavée du parti socialiste. Pierre Mauroy aurait pu grand chose à lui confier. Sauf à lui parler de Lille, du Nord et de ses regrets d'en être trop souvent éloigné : « Nous sommes des pays de lune, des pays du vent qui s'écrit, des pays des nuages qui roulent et des brouillards fantasmagiques. Nous sommes du monde où l'on parle par rapport au monde où l'on vit. Du monde qui privilégie la perception plutôt que la connaissance, la sensation plutôt que l'analyse. » Sauf à lui parler, libre ouvert, d'un socialisme — « le socialisme, quoi ! » — qui n'a rien



de commun avec les chipotages du congrès de Rennes autour d'une poignée de mandats. Son socialisme à lui, celui du congrès de Metz de 1979 lorsqu'il s'est retrouvé au côté de son « copain » Michel Rocard pour combattre tous ceux, dont François Mitterrand, qui faisaient semblant de s'appuyer sur les lois du marché. Le socialisme de gouvernement aussi, qui s'est installé dans la durée en 1982 et 1983, grâce à Mauroy-l'autorité.

Il y a longtemps que Pierre Mauroy se revendique social-démocrate, l'injure suprême adressée par les dirigeants communistes à tous les socialistes dont la triste condition est d'être aspirés vers la dérive droite. Social-démocrate, ce n'est pas encore tout à fait bien porté, même au PS. Pierre Mauroy, selon son autoprofession, incarne la synthèse permanente entre les idéalistes obscurés par la construction de la société future et les « pragmatiques préoccupées de gestion quotidienne ».

L'idéal et la réalité

Naguère, il versait tour à tour dans l'idéal et la réalité. En 1972, aux plus beaux jours du programme commun, il avait signé avec Pierre Joxe le texte suivant : « On ne renversera pas le pouvoir du grand capital sans détruire la

propriété capitaliste ; l'appropriation collective des moyens de production est la condition même d'une gestion socialiste. » En 1979, lors du congrès de Metz, Michel Rocard et lui, minoritaires face à François Mitterrand, « tiers état » exclu par la « noblesse d'Épinay qui détestait la vérité révélée », campaient les raisonnables : « Nous étions sociaux-démocrates, quoi ! On trouvait qu'ils exagèrent. La rupture avec le capitalisme, ce n'était pas la route. La radicalisation atteignait au paroxysme. Nous étions là pour tempérer. »

Le verbe en tartré

Tempérer n'a pas toujours été son fort. Pierre Mauroy — « le socialisme, quoi ! » — est un homme du verbe, et le verbe, de sa bouche, sort en torrent. Il emporte des tonneaux de promesses imprudentes dont quelques unes terminent en lambeaux. Au mois de novembre 1981, décidé à tenir, tel un « chef de guerre », la « ligne de crête » des deux millions de chômeurs (Valéry Giscard d'Estaing lui en avait abandonné un million six à un million huit cent mille), il proclame, en Bretagne : « Les conditions de la reprise économique sont réunies. Tout est plus robuste-t-il, comme ces brouillards matinaux qui peinent à se dissiper, une ombre de morosité héritée de ces dernières années. De l'ombre à la lumière, il y aura bon temps. Le même mot, à Limoges, il proclame : « Il n'y a plus de raison d'hésiter, engageons-nous ensemble dans la relance. » La relance conduira la France dans le mur moins d'un an plus tard. Toujours en novembre, à Cusset cette fois, le chef du « gouvernement des honnêtes gens » défend la semaine des trente-cinq heures comme « la politique d'Henri IV et de la poule au pot ». La poule n'est pas encore cuite. Il ajoute : « C'est terminé, tous ceux qui nous font le legs et qui vont mettre leur capitale en Suisse ! » Quand la Suisse sera passée de mode, on reparlera de la bourse.

Bien qu'échaudé par son premier plan de rigueur en 1982, Pierre Mauroy persiste dans l'emporisme. « Franchement, les gros problèmes sont derrière nous (...). Pratiquement, tous les indicateurs de la politique gouvernementale se remettent tranquillement en route », dit-il le 16 février 1983. Cinq semaines plus tard, passées les élections municipales, perdues et au-delà par la gauche (treize grandes villes abandonnées à la droite), Pierre Mauroy dit au revoir à la rigueur et bonjour à l'austérité. En février, Philippe Herzig, l'économiste officiel du PCF, lançait à Pierre Mauroy sa dernière brasse de roses : « Décidément non, pas de pessimisme ! Quelle époque ! Quelle lutte !

Quelle soit d'action et de réalisation est la nôtre ! » En mars, les communistes commencent à lui tresser d'autres couronnes.

On se gausse de ce Mauroy-là, optimiste invétéré qui ne sait pas tenir en langage. Tout ris pour lui. Mais pourquoi ses « amis » socialistes se forment-ils à oublier le rôle déterminant qu'il a joué pour les ramener à la raison, leur permettre de devenir enfin des gestionnaires crédibles de l'économie sans pour autant perdre leur âme ?

« On ne dévalue pas la monnaie d'un pays qui vient de vous faire confiance », avait répondu François Mitterrand, le 21 mai 1981, onze jours après son élection, dans la voiture découverte à bord de laquelle il avait remonté les Champs-Élysées. Le franc ne fut dévalué qu'en octobre 1981, de 6,5 % par rapport au mark, trop tard et trop peu. Pierre Mauroy n'avait pas insisté. Il fut, à la lumière de l'expérience, plus avare de faiblesse ou de complaisance jusqu'à son départ de Matignon, le 17 juillet 1984.

En avril et mai 1982, le premier ministre avait fait préparer un plan d'austérité qui tenait en quarante feuillets destinés à l'Élysée. Le déficit commercial augmentait au même rythme que les réserves de capitaux et autant que diminuaient les réserves de la banque de France. Au beau milieu du sommet des pays industrialisés réuni dans les fastes de Versailles, Pierre Mauroy obtint du président de la République gain de cause : blocage des prix et des revenus, limitation du déficit budgétaire, économies pour la Sécurité sociale, allouement des cotisations de l'UNEDIC, le tout annoncé le 13 juin, un dimanche, au terme d'un conseil des ministres extraordinaire.

Dire « non »

Insuffisant. A la fin de 1982, l'inflation avait certes été limitée, mais si le commerce extérieur ne le faisait pas porter bien, au début de l'année suivante, Pierre Mauroy croisa de plus en plus souvent dans l'antichambre du bureau de François Mitterrand ceux qu'il appelle « les visiteurs du soir », Pierre Bérégovoy, Laurent Fabius, Jean-Pierre Chevènement, Jean Riboud, qui consacraient au président que le franc socle du système monétaire européen. Cela supposait la protection des frontières et la reconquête du marché intérieur, mais aussi, à coup sûr, des mesures de rétorsion de la part des partenaires étrangers, donc le risque d'une aggravation du commerce extérieur. Passées les élections municipales, François Mitterrand, le 14 mars, proposa à Pierre Mauroy la sortie du système monétaire européen. Le premier ministre répondit : « Non, je ne sais pas conduire sur le verglas. » Le 16 mars, convaincu par le directeur du Trésor, l'un des « visiteurs du soir », Laurent Fabius, change

d'avis. Le 22, Pierre Mauroy est reconduit dans ses fonctions. Le 25, après dévaluation du franc, le plan d'austérité est rendu public : réduction de soixante milliards de francs de la demande intérieure.

Qui a dit que Pierre Mauroy est trop bon homme, un peu mou, vétilleux ? L'histoire des plans de rigueur et d'austérité montre qu'il a du caractère, qu'il sait dire « non », prendre des risques et décider de l'important. Le personnage s'étoffera encore un peu plus lorsque, en février 1984, la gauche s'attaquera aux restructurations industrielles dans la construction navale, les bouillottes et la sidérurgie. « C'est dramatique pour moi », dira Pierre Mauroy, qui est né à Cartignales, dans un village de sidérurgistes du Nord. Ils sont tous, dit-il, « ses copains », bien que, à l'époque il ait fallu « nettoyer pas mal » et que son gouvernement n'y soit pas allé « avec le dos de la cuiller ».

« C'était terrible, terrible... »

Emporter la conviction de François Mitterrand à deux reprises et à deux moments du premier septennat déterminants pour l'histoire du socialisme, cela n'est pas rien. D'avoir échoué à la troisième — il pensait conclure celle que coûte sur le dossier de l'école privée lorsque le chef de l'État a mis fin à la guerre scolaire et à sa carrière de premier ministre en annonçant le retrait des projets de gouvernement — lui vaudra du pays une reconnaissance décevante. Il y fallait, chaque fois, du courage. Il a fait preuve à nouveau lorsqu'il s'est porté candidat à la tête du PS en 1988 contre Laurent Fabius et contre l'avis de François Mitterrand.

Contre François Mitterrand dont il n'est pas l'ancien de la SFIO, « de la couvée », mais dont il se sent si proche que les larmes lui montent aux yeux lorsqu'il évoque sa séparation d'avec le président de la République, le 16 juillet 1984, dans le bureau présidentiel : « Alors on se lève, on ne sait trop pourquoi. Et l'on va vers la porte. On se regarde. On ne sait plus se parler. C'était terrible, terrible, terrible. »

Un Pierrot à l'œil embué, cela pose mal pour un premier secrétaire du premier parti de France. Pierre Mauroy n'a pas le « look », et c'est désastreux puisqu'il en fait un de bon goût, paraît-il, pour gouverner la France, un parti, même socialiste, on n'importe quoi d'autre. Il a une carrure de bœuf de foire, un gros ventre et la face angulaire. Il va finir par ne plus parler qu'en son arbré généalogique planté profond dans le socialisme du Nord. Immigré dans son parti, serait-il victime du « déficit de sale gueule » ?

JEAN-YVES LHOMEAU

POLITIQUE

Le communiqué du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni, mercredi matin 14 mars, au palais de l'Élysée, sous la présidence de M. François Mitterrand. À l'issue des travaux, le service de presse de la présidence de la République a diffusé le communiqué suivant :

La réforme de la Cour de discipline budgétaire et financière.

Le ministre délégué chargé du budget a présenté au conseil des ministres un projet de loi tendant à sanctionner les fautes de gestion commises à l'égard de l'Etat et de diverses personnes morales et portant réforme de la Cour de discipline budgétaire et financière.

Créée par la loi du 25 septembre 1948, la Cour de discipline budgétaire et financière est la seule juridiction habilitée à engager la responsabilité personnelle des ordonnateurs de fonds publics pour les actes relevant de leur gestion.

L'expérience a révélé que son efficacité doit être améliorée.

1. - La Cour pourra réprimer les fautes de gestion les plus graves lorsque ces fautes auront causé un préjudice important à l'Etat ou à une autre personne publique.

Les supérieurs hiérarchiques qui, sans avoir donné d'ordre écrit, ont autorisé ou laissé l'un de leurs subordonnés commettre une infraction pourront également être déferés à la Cour de discipline budgétaire et financière.

2. - La Cour veillera à une meilleure exécution des décisions de justice concernant les collectivités publiques. Conformément aux recommandations du Conseil d'Etat, la compétence de la Cour sera étendue au maire, au président de conseil général et au président de conseil régional en cas d'inexécution par les collectivités territoriales de décisions de justice.

En outre, à l'occasion des faits dont elle a à connaître, la Cour pourra adresser des recommandations aux personnes qui ne relèvent pas de sa compétence.

3. - Le fonctionnement de la Cour sera amélioré : les délais de traitement des affaires seront réduits, les possibilités de saisine seront élargies, le principe du caractère public des audiences sera institué.

La force maritime de complément.

1. - Le ministre de la défense a présenté au conseil des ministres un projet de loi relatif à constitution d'une force maritime de complément.

Regroupant des navires civils placés sous statut de navires de guerre et les équipages de ces navires placés sous statut militaire, cette force pourra être constituée, notamment en cas de mise en garde ou de menaces pesant sur une partie du territoire, dans les conditions prévues par l'ordonnance du 7 janvier 1959 portant organisation générale de la défense. Elle assistera ainsi la marine nationale en cas de crise grave ou de conflit.

2. - De son côté, le ministre délégué auprès du ministre de l'équipement, du logement, des transports et de la mer, chargé de la mer, a présenté un projet de loi modifiant la loi du 20 mai 1969 sur les transports maritimes d'intérêt national.

La loi du 20 mai 1969 organise les conditions dans lesquelles les navires privés français peuvent être appelés à faire, pour le compte de l'Etat, des transports jugés d'intérêt national par le gouvernement.

En pratique, cette loi est destinée à faire assurer par des navires marchands des transports nécessaires aux missions d'assistance humanitaire et des missions de soutien logistique d'un groupe aéronaval ou d'une force amphibie sans participation directe au combat.

Pour s'adapter aux particularités de ces missions qui présentent un caractère exceptionnel où l'urgence est souvent déterminante, le projet de loi autorise à déroger exceptionnellement aux règles normales de l'utilisation de ces navires, qui s'exerce sous la responsabilité de l'Etat.

Les transports de matières dangereuses

Le ministre de l'équipement, du logement, des transports et de la mer a présenté au conseil des ministres une communication sur les transports de matières dangereuses.

La prévention des risques liés au transport des matières dangereuses est une préoccupation de la collectivité nationale. Le rapport remis sur ce sujet par M. Bernard Carton, parlementaire en mission, a montré que le niveau de sécurité atteint est satisfaisant. Il suggère cependant diverses améliorations, que le gouvernement a adoptées.

Les mesures présentées ont pour objet d'accroître la compétence des hommes et des entreprises chargés de ces transports et de prévenir les risques par la concertation à l'échelon local entre l'Etat, les collectivités territoriales et les professionnels.

Le transport ferroviaire présente de bonnes garanties de sécurité, à condition qu'une attention particulière soit portée à la fiabilité des matériels et aux procédures de sécurité.

La SNCF s'est engagée dans cette voie par des mesures concrètes. Elle développera encore la formation du personnel et la préparation de ses interventions en cas d'accident.

La recherche en santé publique

Le ministre de la recherche et de la technologie a présenté au conseil des ministres une communication relative à la recherche en santé publique.

Les équipes françaises de recherche en santé publique ont une très bonne qualité, mais manquent encore de moyens et d'organisation.

L'effort de recherche est principalement conduit par l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM), mais aussi par le Centre national de la recherche scientifique (CNRS), l'Université, l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE), le Centre d'études des revenus et des coûts (CERC) et l'Institut national d'études démographiques (INED). Une organisation plus rigoureuse est donc nécessaire.

Les orientations suivantes ont donc été arrêtées :

1. - La recherche en santé publique sera mieux organisée.

Un comité d'orientation de la recherche en santé sera institué. Il sera présidé par le directeur général de l'INSERM et réunira les représentants des ministères et des organismes intéressés. Les moyens que consacre l'INSERM aux recherches en matière de santé publique passeront de 10 % à 15 % de ses activités en 5 ans, ce qui entraînera à terme, en matière de fonctionnement, un coût supplémentaire de 100 millions de francs.

Vingt postes par an, répartis entre l'INSERM et le CNRS, seront réservés à des chercheurs en santé publique : un effort sera fait en même temps pour des créations de postes d'ingénieurs, techniciens et person-

nels administratifs (ITA). L'effort de formation par la recherche sera accru par la création de nouveaux diplômes d'études approfondies (DEA) et par l'attribution d'allocations de recherche et de bourses.

2. - Des thèmes de recherche seront développés en priorité :

- L'évaluation des techniques et des pratiques médicales ;
- La prise en charge des états de dépendance, tels que le vieillissement, les conséquences fonctionnelles des pathologies et des accidents et les handicaps ;
- Les toxicomanies de tous ordres, comme l'alcool, le tabac, l'abus des médicaments et l'usage de drogues ;
- Les inégalités d'accès aux soins préventifs et curatifs.

Les recherches seront menées dans ces domaines en étroite concertation avec les organismes de protection sociale.

3. - Une maison des sciences de la santé sera créée en 1991.

Elle accueillera plusieurs laboratoires et constituera un centre de références pour les équipes de toutes disciplines et de toutes origines.

Le commerce et l'artisanat dans la politique de la ville

Le ministre délégué auprès du ministre de l'industrie et de l'aménagement du territoire, chargé du commerce et de l'artisanat, a présenté au conseil des ministres une communication sur le commerce et l'artisanat dans la politique de la ville.

1. - Le gouvernement encourage les actions menées par les collectivités locales avec les organisations consulaires et professionnelles.

a) Dans les petites villes, qui ne peuvent être dissociées du milieu rural environnant, soixante opérations de reconstruction de l'artisanat et du commerce ont été lancées depuis 1989 ; cent vingt devraient l'être au cours du plan 1989-1992 ;

b) Dans les villes plus importantes et parfois dans leurs quartiers, le ministre du commerce et de l'artisanat a lancé à la fin de 1989 un « appel à idées ». Cette initiative conduira à des actions de formation et à l'amélioration des moyens d'accès, du stationnement et de la signalétique. Elles se traduiront aussi par des campagnes commerciales et par la modernisation des implantations.

Ces actions seront menées avec le délégué interministériel à la ville. Des opérations sont en cours à Nancy, à Nevers et à Oustréham.

c) Le ministre du commerce et de l'artisanat participe aussi à des opérations de développement social des quartiers à Toulouse, à Mulhouse, à Brest, à Chanteloup-les-Vignes et à Rouen.

2. - A la suite des instructions adressées aux préfets à l'été 1989 en matière d'urbanisme commercial, une réduction de l'ordre de 25 % des surfaces autorisées a pu être obtenue en 1989 par rapport à 1988.

a) Le ministre du commerce et de l'artisanat demandera au Conseil d'Etat son avis sur les mesures juridiques qu'il convient de prendre pour mettre fin au fractionnement des projets d'implantation des grandes surfaces ;

b) L'Etat mettra une concertation avec les collectivités locales et les professionnels pour définir les conditions dans lesquelles la taxe professionnelle versée par les hypermarchés pourra, à l'avenir, être redistribuée entre l'ensemble des communes directement touchées par ces implantations. (Lire page 31, section C.)

LA MAISON DES BIBLIOTHEQUES

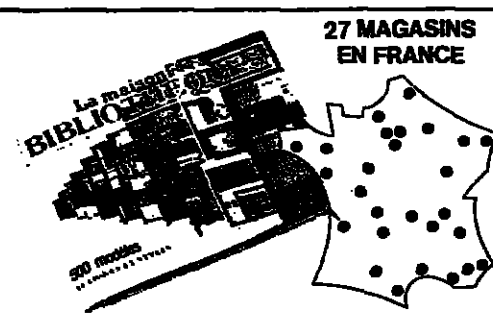
61 rue Froidevaux 75014 Paris



Bibliothèques "Ligne Standard" Acajou - Près de 200 modèles - 12 hauteurs - 4 largeurs - 4 profondeurs - 12 autres versions de teintes et placages d'essences véritables.

Du meuble traditionnel... au meuble contemporain.

**500 modèles
16 lignes et styles
85 versions (coloris, teintes ou essences de bois)**



CATALOGUE GRATUIT dans nos magasins
PARIS : 61, rue Froidevaux (14^e)
"en Montparnasse"

Magasin ouvert le lundi de 14h à 19h30 et le mardi au samedi inclus de 9h30 à 19h30 sans interruption.
RER : Denfert Rochereau - Métro : Denfert Rochereau - Gaité - Edgard Quinet - Autobus : 28, 38, 58, 68 - SNCF : Gare Montparnasse.

NOUVEAU EN REGION PARISIENNE :
VERSAILLES, 84-70, Rue des Chantiers. Tél. : 39 53 65 09.

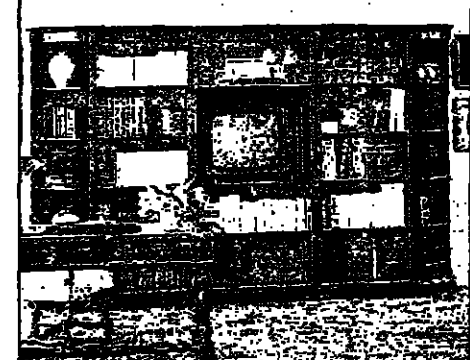
OU DANS NOS MAGASINS REGIONAUX

- | | |
|--|--|
| ARPAJON (200 m avant la sortie Arpaion Centre), 13, route nationale 20, tél. 84 50 05 47 | NANCY 8, rue St-Michel (face Saint-Evremont) tél. 83 32 84 84 |
| BORDEAUX 10, rue Bourfaud, tél. 84 44 35 42 | NANTES 16, rue Gambetta, (près rue Coulmiers), tél. 40 74 59 35 |
| BRIVE (Point Expo) 30, rue Louis-Latrade, tél. 55 74 07 32 | NICE 2, rue Chénouet, tél. 93 88 84 85 |
| CLERMONT-FERRAND 22, rue G. Clemenceau, tél. 73 83 97 05 | PERPIGNAN, Km 3, Rte de Prades (zone commerciale), tél. 98 90 63 35 |
| DIJON 100, rue Monge, tél. 80 45 02 45 | POITIERS 42, rue du Moulin-à-Vent, tél. 49 41 88 46 |
| DRAGUIGNAN (Point Expo), ZAC de St-Hermier, tél. 94 67 33 18 | QUIMPER (Point Expo) 17, av. de la Liberté, tél. 98 90 63 35 |
| GRENOBLE 59, rue St-Laurent, tél. 78 42 55 75 | REIMS (Point Expo) 39 bis, avenue de Paris, tél. 26 04 08 01 |
| LILLE 88, rue Esquermose, tél. 20 55 89 39 | RENNES 18, quai E.-Zola, (près du Musée), tél. 99 78 56 33 |
| LIMOGES 57, rue Jules-Norck, tél. 58 78 15 42 | ROUEN 43, rue des Chartres, tél. 35 71 96 22 |
| LYON 9, rue de la République, (métro Hôtel-de-Ville), Louis Pradel, tél. 78 28 38 51 | ST-ETIENNE 40, rue de la Monnaie, tél. 77 25 91 46 |
| MARSEILLE 100, rue Paradis, (métro Esplanade), tél. 81 37 50 54 | STRASBOURG 11, rue des Bouchers, tél. 88 36 73 78 |
| MONTPELLIER 8, rue Sévère, (près Gare), tél. 67 58 19 32 | TOULOUSE 1, rue des Trois-Rivières, (près place St-Sernin), tél. 61 22 92 40 |
| | TOURS 5, rue H. Barbusse, (près des Halles), tél. 47 38 63 65 |

Magasins ouverts du mardi au samedi inclus
par téléphone 24 h / 24
(1) 43 20 73 33
OU AVEC CE BON ➤



Bibliothèques "Ligne Standard" (version Frêne Naturel).



Bibliothèques "Louis XIII" - 28 modèles - 4 hauteurs - 4 largeurs - 3 profondeurs - 5 versions.



Bibliothèques "Ligne Or" - 30 modèles - 4 hauteurs - 2 largeurs - 5 profondeurs - 6 versions.

BON POUR UN CATALOGUE GRATUIT

A renvoyer à :
La Maison des Bibliothèques 75680 Paris Cedex 14
J'aimerais recevoir rapidement et gratuitement votre dernier catalogue complet sur tous vos modèles de bibliothèques, avec l'adresse et la liste des magasins, ceci sans aucun engagement de ma part.

Mr, Mme, Mlle _____
Prénom _____
Adresse _____
Code postal _____
Ville _____
Tél _____
Profession _____

Les députés PR « globalement favorables » à la « Force unie »

Réunis, mercredi 14 mars, en journée d'études, les députés du PR se sont montrés « globalement favorables » à l'initiative de la « Force unie » de MM. François Létard et Michel Noir, ayant exprimé « un accord général sur la méthode ». Les députés PR ont dans le même temps donné leur accord au projet de réforme de l'UDF proposé par M. Valéry Giscard d'Estaing, à deux conditions : « plus de démocratie dans ce projet », renforcement du groupe parlementaire UDF « avec, à terme, le retour de l'UDF dans l'UDF ». Par ailleurs, s'exprimant le même jour sur une radio locale de Lyon, M. Noir a laissé entendre que, selon lui, MM. Dominique Baudis et Charles Millon « rejoindraient la Force unie dans les prochains jours ». « Tout naturellement, a-t-il estimé, compte tenu de la manière dont nous avons présenté notre initiative, il n'y a plus rien qui les gêne. J'imagine que M. Méhaignerie va peut-être se mettre à réfléchir en disant après tout que ceci est acceptable ».

Les divergences s'accroissent au CNL entre le général Lacaze et M. Briant. - Dans un entretien au Figaro du 14 mars, le général Jean-Louis Lacaze indique qu'il ne se rendra pas au conseil national du CNL, samedi 17 mars à Lyon, et précise qu'il n'a assisté à aucune réunion du comité directeur depuis l'élection de M. Yvon Briant à la présidence de ce parti, « poste qu'il m'avait lui-même proposé », souligne-t-il. Il reproche à M. Briant de tenir, « par des pressions, une majorité des fédérations » du CNL et il affirme que ce dernier « a beaucoup de difficultés », en précisant que « des circonstances » pourraient contraindre le président à « remettre son mandat à la disposition du mouvement ». Le général Lacaze laisse planer la menace d'une scission interne.

M. Bourlanges et M. Le Pen. - M. Jean-Louis Bourlanges, député démocrate-chrétien (PPE) au Parlement européen, avait été enregistré comme n'ayant pas participé au vote de l'Assemblée de Strasbourg, lundi 12 mars, levant l'immunité parlementaire de M. Jean-Marie Le Pen (le Monde du 14 mars). Il nous a fait savoir qu'il s'agissait d'une erreur de la machine de vote ; il voulait voter contre la levée de cette immunité.

Mesures d'ordre individuel

Le conseil des ministres a adopté les mesures individuelles suivantes.

- Sur proposition du ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et du budget :

M. Marinette Girard, inspecteur général de la Sécurité sociale, est nommée conseiller maître à la Cour des comptes.

M. François Muller, administrateur civil hors classe, est nommé directeur du personnel et des services généraux.

- Sur proposition du ministre de l'intérieur :

M. André Berhaut, sous-préfet hors classe, sous-préfet de Saint-Malo, est nommé préfet, chargé d'une mission de service public relevant du gouvernement.

- Sur proposition du ministre de l'industrie et de l'aménagement du territoire :

M. Philippe-Charles Paillart est nommé délégué à l'information et à la communication.

Le Monde

CADRES DÉBUTANTS. CADRES CONFIRMÉS

VOS RENDEZ-VOUS AVEC L'EMPLOI

dans la section C - Economie

LUNDI

(numéro daté mardi)

LES DIRIGEANTS

Les postes à plus de 400 KF annuels. La rubrique des cadres de direction prêts à s'engager dans des responsabilités de haut niveau.

LES JURISTES

Du contentieux à la rédaction de contrats, des montages juridiques aux négociations internationales, tous les métiers du droit.

L'UNIVERS DE LA GESTION

Des opportunités de carrière pour les contrôleurs de gestion, les directeurs financiers, les directeurs administratifs, les analystes financiers, les auditeurs, les chefs comptables.

MARDI

(numéro daté mercredi)

« LE MONDE DES CADRES »

La rubrique généraliste des cadres débutants et des cadres confirmés. Leurs domaines de compétence : les études, les ressources humaines, la communication, le marketing.

LA FONCTION COMMERCIALE

Toutes les annonces d'avenir pour les ingénieurs commerciaux, les directeurs des ventes, les directeurs export, les chefs de produit.

MERCREDI

(numéro daté jeudi)

CARRIÈRES EUROPÉENNES EN ENTREPRISES

De véritables carrières européennes à fort potentiel d'évolution. En liaison avec sept quotidiens européens.

L'INTERNATIONAL

Une sélection de postes basés à l'étranger dans des organismes internationaux ou dans des firmes multinationales.

« LE MONDE DES CADRES »

La rubrique généraliste de l'emploi des cadres.

UN SUPPLÉMENT SPÉCIAL EMPLOI

► L'informatique :

un secteur clé de l'entreprise qui offre de nouvelles perspectives : ingénieurs système, spécialistes des logiciels, des bases de données...

► Secteurs de pointe :

pour tous ceux qui souhaitent valoriser leur expertise en électronique, dans les biotechnologies, en chimie, en mécanique, en aéronautique.

SUPPLÉMENT SPÉCIAL,
diffusé gratuitement avec
votre quotidien.

36 15
EM

un mois d'offres
d'emplois parues dans **le Monde**.
Le service télématique expert
de l'emploi des cadres.

**LE MONDE, point de rencontre
des grandes ambitions**

صباحنا من الامل

هكذا من الأصل

- 14 Le Parlement européen et la lutte contre le tabagisme
- 15 Les « enfants » de Lucas devant « Marian Papi »
- 16 Pasqua menacé de la Haute Cour
- 17 Quatre cents livres qui ont fait la France
- 18 Architecture : un pavillon en creux pour Séville

La renaissance des médias polonais

Six cents nouveaux journaux en cinq mois

Sans attendre l'abolition de la censure et malgré l'inflation galopante du prix du papier, la presse polonaise vit une révolution. Les journaux clandestins apparaissent au grand jour, tandis que se multiplient dans les villages, les écoles, les entreprises, des publications au destin fragile. Six cents nouveaux journaux en cinq mois...

VARSOVIE

de notre envoyé spécial

La censure, dans la presse polonaise, vit officiellement ses derniers jours. D'ici à quelques semaines, le redoutable Office central de contrôle de la presse, des publications et des spectacles, qui a vu se succéder dans ses locaux assises de la rue Mysińska, à Varsovie, tant d'auteurs, d'éditeurs et de journalistes venus quémander le feu vert nécessaire à la parution de leur publication - sera démantelé. Une loi, en préparation au Parlement, en décrètera l'abolition, proclamant la liberté d'expression sans contrôle préalable et mettant fin à des années de censure drastique et de manipulation de l'information. « La bête immonde va disparaître, commente un jeune écrivain de Cracovie, conspu par un peuple réfractaire au bâillon, animé par la démocratie. »

Vaincue, oui. Narguée longtemps par la résistance et la vitalité d'une presse clandestine exceptionnellement forte, vivier de talents et ferment de débats. Battue en brèche aujourd'hui par l'irruption de centaines de journaux de toutes sortes et de toutes dimensions qui, censurés ou pas, mobilisent avec fièvre toutes les photocopies, toutes les imprimantes du pays. « La censure ? Connais pas ! », lance, l'autre jour, Piotr Rachtan à la directrice d'une imprimerie qui lui réclamait le visa de contrôle avant d'accepter d'imprimer le numéro zéro de son bulletin sur l'économie polonaise. « La censure, je m'en moque ! », dit encore cette journaliste de Gazeta Wyborcza, le quotidien lié à Solidarność qui, depuis son lancement il y a un an, a dynamisé la presse polonaise, mais dont chaque soir passer sous les fourches caudines de la rue Mysińska. « La censure ? Le gamin éclate de rire en camouflant sous son anorak une liasse de feuillets imprimés recto verso pour les protéger de la neige. « Ah ! Il ne manquerait plus qu'elle vienne me mettre les bâtons dans les roues ! Si vous croyez que c'est déjà simple, sans elle, de fabriquer un journal de lycéens... »

Sujets tabous et auto-censure

Pourtant, et contrairement à ce qui s'est passé dans d'autres pays de l'Est, la censure, en Pologne, n'a pas été abolie d'un coup. Elle a été abolie par étapes. « C'est que nous ne sommes pas dans un processus révolutionnaire, mais dans un Etat de droit », explique M. Henryk Wozniakowski, porte-parole du gouvernement. Nous n'aimons ni les coups de théâtre ni la poudre aux yeux. Les choses se font donc peu à peu, en respectant les procédures et la loi. La situation est, en bien des points, inédite. Il nous fallait du temps pour évaluer la meilleure façon de rendre aux rédactions de publications détenues auparavant par le Parti communiste leur indépendance et abolir la censure tout en instituant le principe de la responsabilité juridique des journaux. »

Le débat s'est déplacé. Exit le contrôle a priori - les nouvelles publications devront simplement déclarer leur existence. - voici le contrôle a posteriori, soutenu par un gouvernement qui entend permettre la saisie de journaux dès lors qu'ils contrediraient « des traces de délit de presse ». De quoi relancer la polémique. Qu'est-ce qu'un délit de presse ? Sur quels critères un procureur pourra-t-il fonder sa plainte ? Ne cherche-t-on pas à camoufler ainsi un type plus hypocrite de censure ? « Contentons-nous donc de reprendre les dispositions prévues dans les codes civils des pays civilisés pour punir les abus à la liberté d'expression », suggère sagement Barbara Labuda, députée du groupe Solidarité. Mais certains esprits ne

semblent pas prêts à accepter une législation aussi libérale. « Un seul mot imprimé peut tuer, avertit un membre de la gauche démocratique. Sans parler des publications pornographiques et de celles qui avilissent la culture ! ». « Que la culture se défende toute seule ! Ce n'est pas au censeur de le faire à sa place ! », rétorque Adam Michnik, député et directeur de Gazeta.

Pour l'heure, la Pologne, appauvrie et exsangue, vit une incroyable révolution de la presse. Pas un jour sans qu'apparaissent en kiosque une nouvelle publication. Les villes voient éclore des petites feuilles locales par centaines ou par quartier : les villages se procurent une ronéo pour réaliser leur propre bulletin ; les paroisses et les communautés diverses ont désormais leur organe de liaison. Sans compter les entreprises, les universités, les lycées. Sans oublier les amateurs de jazz, les chauffeurs de taxis, les fous de cinéma, et les cercles de poètes. « C'est incroyable, reconnaît Stefan Bratkowski, président de la renaissance association des journa-

listes polonais. Affolant et magnifique. Je prévoyais l'arrivée de près de cinq cents publications dans un délai d'un an. J'en ai recensé six cents en l'espace de cinq mois. L'heure n'est pas à la tragédie pour la presse, mais à l'espoir, à l'énergie, au renouveau. Comme au Far West au bon vieux temps de la nouvelle frontière ; ou comme en France, après la seconde guerre. Il y a un tel besoin d'expression ! » Stefan Bratkowski a donc préparé un manuel de B.A.-B.A., à l'usage de ces nouveaux entrepreneurs - le plus souvent des amateurs qui avaient de passer par la clandestinité n'avaient-elle pas aussi son livre de référence - « le petit malin » - expliquant comment un stencil, une flanelle encrée et un rouleau à pâtisserie pouvaient transformer chaque homme citoyen en parfait imprimeur. Toutes les nouvelles de l'état civil sont désormais publiées dans les feuilles locales qui n'hésitent pas à faire appel à la mémoire de leurs anciens. A Witkowo, petit village de deux mille âmes, le directeur de la Gazeta Witkowska - journaliste, maquetiste et vendeur - affirme diffuser chaque semaine deux mille exemplaires. « Les journalistes professionnels n'ont qu'à bien se tenir », dit Stefan Bratkowski. Ces amateurs débordent d'énergie et d'idées. »

Pourtant, les Polonais veulent encore autre chose. Ravis du bouillonnement d'initiatives locales qu'ils soutiennent le mieux qu'ils peuvent et selon leurs moyens, ils attendent de leur presse qu'elle leur ouvre davantage de fenêtres sur le monde ; qu'elle leur parle des autres pays, qu'elle raconte les mutations difficiles de l'Europe centrale ; qu'elle leur explique l'économie avec d'autres voix que celle de leur ministre des finances, le soir, à la télévision. Ils exigent aujourd'hui plus d'indépendance, fatigués, comme le dit une librairie de Wrocław d'avoir à décoder les articles de fond, et impatientes de « se réconcilier » avec leurs médias.

« C'est l'étape la plus difficile, reconnaît Mieczyslaw Gill, député à la Diète de Cracovie. Mais elle est essentielle. Il nous faut retrouver les racines et les réflexes du journalisme, mettre l'accent sur la formation des jeunes reporters, abandonner définitivement l'idée qu'un journal doit délivrer un message, être une courroie de transmission. Mais qui sait faire aujourd'hui, dans ce pays, autre chose que du journalisme militant ? » Gazeta Wyborcza ? Ses journalistes le croient qui, par la qualité de leurs articles, ont fait de leur journal, une référence obligée de la profession. « Gazeta Quest le premier journal privé, financé à 10 % par la publicité, 90 % par les ventes, et nous sommes indépendants », affirme Ernest Skalski, son

rédacteur en chef. Nous soutenons le gouvernement de Solidarité, mais ne craignons pas de publier des lettres de lecteurs très critiques sur sa politique. » Le propos fait sourire un journaliste. « Aux lecteurs d'être critiques... Les journalistes, eux, n'y parviennent pas tout à fait. Il y a quelques sujets tabous ; des traces d'autocensure. On n'efface pas en un jour des années de propagande ! Et le recrutement est aujourd'hui la plus difficile des choses. »

C'est le problème que rencontre à Cracovie, Mieczyslaw Gill, en train de former la rédaction d'un nouveau quotidien - Czas (le Temps). « Il y a les journalistes professionnels, prêts à appliquer à l'égard de ce gouvernement la même docilité que celle dont ils ont auparavant fait preuve envers les communistes. Et puis les amateurs qui viennent de la presse clandestine, la plume volontiers militante, et les informations souvent approximatives... Pas sim-

ple. Mais le recrutement n'est qu'un des nombreux problèmes que M. Gill, comme tous ceux qui veulent lancer une publication indépendante, rencontre aujourd'hui. Le financement, l'imprimerie, la distribution... « Tout n'est pas résolu, même si nous espérons le soutien de nombreux petits actionnaires, dit-il. Un apport extérieur aurait été bienvenu à condition qu'il reste minoritaire, mais le groupe Hersant, lui, voudrait carrément racheter le titre... »

J.-L. Servan-Schreiber et S. Czeszka Bankowa

M. Michel d'Ornano qui, étant d'origine polonaise, s'exprime parfaitement dans la langue de Lech Wałęsa, a multiplié, ces derniers mois, les voyages en Pologne. Rien n'a encore abouti, dit-il le jour de l'inauguration de la radio du groupe à Cracovie. Mais la rumeur de Varsovie veut qu'il ait conclu un accord avec le mensuel Res Publica pour éditer prochainement un quotidien appelé l'Observateur. Les nouvelles vont vite dans le monde de la presse. Ruppert Murdoch vient-il passer une journée au mois de février que tous les éditeurs souhaitent le rencontrer, curieux de savoir s'il est venu parler de nouvelles ou de télévisions. Robert Maxwell est-il annoncé à Budapest qu'on se renseigne sur la date de sa prochaine arrivée à Varsovie. Quant à Jean-Louis Servan-Schreiber, qui a décidé d'ouvrir à l'Est Europe une « sonde » réseau européen d'informations économiques et financières déjà présent dans neuf pays, - il a signé un accord avec le président de Zarzadzanie Bankowosc pour l'exploitation en commun du plus influent magazine économique polonais : Gazeta Bankowa. C'est d'ailleurs la première fois que la loi polonaise sur les « joint-ventures » s'appliquera à la presse. L'hébdomadaire qui a été lancé en novembre 1988 et diffuse chaque semaine seize pages à vingt-deux mille exemplaires, espère profiter d'apports éditoriaux, marketing et informatique du groupe français et doubler au mois de juin sa pagination.

Mais l'euphorie du moment cache mal les difficultés structurelles de la presse en Pologne. Une presse jusqu'à présent placée sous le contrôle du Parti communiste par l'intermédiaire de son instrument RSW (Robotnicza Spółdzielnia Wydawnicza), une coopérative qui détenait un quasi-monopole sur l'impression, l'édition et la distribution de livres et de journaux et qui aujourd'hui se craquelle. La dissolution du parti a en effet en raison de l'édifice, lequel pose au gouvernement un vrai problème de droit. Est-il possible de récupérer les propriétés mobilières et immobilières

de RSW ? De donner leur indépendance aux diverses rédactions ? De disposer du matériel si convoité par d'autres ? Une commission gouvernementale en est encore à faire l'inventaire des propriétés de RSW tandis que des experts planchent sur une solution juridique... En attendant, les imprimeurs ont retrouvé leur autonomie et tournent à fond tandis que d'anciens journaux à la parti, discrédités et privés de leurs anciens privilèges, périclitent les uns après les autres. Une cinquantaine ont ainsi disparu, regrettés par personne sinon par leurs équipes aujourd'hui au chômage.

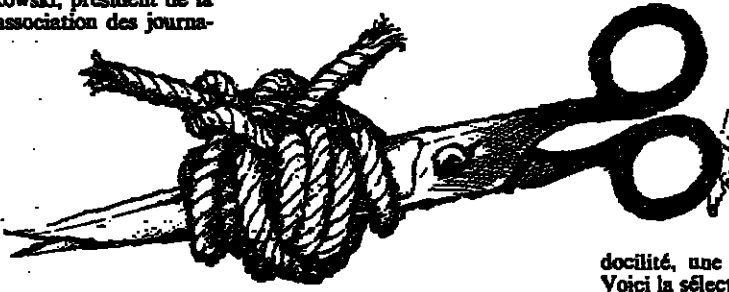
Pas une publication, en fait, qui ne soit, aujourd'hui, dans le rouge. La libéralisation du marché du papier a multiplié son prix par trois en une nuit, par vingt-quatre en l'espace de six mois. Fini le rationnement sur des critères politiques - chaque maison d'édition, chaque journal se voyait octroyé, selon sa

docilité, une quantité de papiers. Voici la sélection par le prix. Et les journaux, qui rivalisent maintenant d'astuce pour se procurer du papier hors de la Pologne (en Allemagne ou en Finlande), se promettent aussi de contourner le réseau officiel - et coûteux - de distribution de RSW.

Qui pourrait cependant prévoir ce que sera, d'ici à un an, la presse polonaise ? Combien de publications se seront effondrées ? Combien auront passé sous contrôle étranger ? Combien de clandestins auront finalement refusé de faire le saut du passage au grand jour ?

« L'économie des médias est à reconstruire, dit un député de Solidarité. L'organisation précédente reposait sur des bases totalement artificielles sans aucun lien avec les demandes du lectorat. Ce n'est qu'aux journaux clandestins que l'on doit l'intérêt qui subsiste aujourd'hui pour les médias. Les autres peuvent aujourd'hui crever en inscrivant sous leur titre, à la place du traditionnel « Proletaires de tous les pays unissez-vous », une mention due aux lecteurs trompés pendant si longtemps : « Proletaires de tous les pays... excusez-nous. »

Dessin paru dans « Gazeta » international du 1^{er} mars 1990.



Après l'arrêt favorable au PDG de la Cinq

MM. Hersant et Berlusconi tendent la main à M. Seydoux

Dans un arrêt rendu mercredi 14 mars (nos dernières éditions), la cour d'appel de Paris a débouté M. Jérôme Seydoux et confirmé le jugement du tribunal de commerce du 4 décembre 1989 favorable à son adversaire, M. Robert Hersant. Le long feuilleton judiciaire, qui, depuis sept mois, oppose les actionnaires de la Cinq, s'achève ainsi par une victoire du PDG de la chaîne.

« Le triomphalisme n'est pas de mise. Prenant ses interlocuteurs à contre-pied, le bras droit de M. Robert Hersant, M. Yves de Chaisemartin, ne s'abandonne pas à la grisaille d'une victoire à laquelle il a, pourtant, beaucoup contribué. Quelques heures à peine après un arrêt de la cour d'appel qui lui donne entière satisfaction, le nouveau codirecteur général de la Cinq, pratique le pardon à l'adversaire. « Notre porte est et reste ouverte. Nous sommes prêts à discuter dans tous les domaines. M. Jérôme Seydoux a sa place dans un tour de table prestigieux, aux côtés de Robert Hersant, Jean-Marc Vernes et Silvio Berlusconi. Ce point de vue est partagé par l'entourage du magnat italien, où l'on balaie d'un revers de main toute allusion aux mots très durs prononcés par M. Seydoux après la volte-face de son ex-allié en janvier dernier (le Monde du 1^{er} février).

L'échec de l'offensive conduite par le PDG des Chargeurs SA est aujourd'hui pourtant patent. Présidée par Mme Myriam Erraty, la première chambre de la cour d'appel de Paris lui donne en effet tort sur tous les points. A ses avocats qui plaident ainsi l'irrégularité de la dernière augmentation de capital de la Cinq, la cour répond que M. Robert Hersant et ses alliés (les sociétés SCI et SPM de M. Vernes, la SIMA), ainsi que la filiale Clinvest du Crédit lyonnais, « ont valablement souscrit » ; qu'il est « sans incidence sur la validité de cette opération, qu'avec l'autorisation de souscripteurs (...) les fonds versés n'aient pas aussitôt été déposés » par la chaîne sur le compte prévu à cet effet, « mais aient été utilisés par cette dernière en avance de compte courant » ; que les « remboursements effectués aux dites sociétés », quatre jours après la clôture de l'augmentation de capital, avaient « pour but de retourner » aux intéressés « les sommes en trop perçues » ou bien encore qu'« il n'est pas démontré que les bulletins de souscription » et le chèque de la société Clinvest « aient été antidatés ».

Parallèlement, Chargeurs SA prétendait que son accord avec les Mutuelles agricoles (Groupama),

scellé par un échange de lettres du 11 septembre 1989, ne constituait pas une promesse croisée d'achat et de vente, équivalente à une cession des 16,83 % du capital de la Cinq détenus jusque-là par les Mutuelles. Une cession qui aurait alors ouvert automatiquement le droit de préemption prévu en faveur de tous les actionnaires par l'article 11 des statuts de la chaîne, et dont Chargeurs SA contestait par ailleurs la légalité. L'arrêt de la cour d'appel affirme, au contraire, que « cet échange de promesses » s'analyse bien comme un « projet de cession » ouvrant un droit de préemption « qu'aucune prescription légale n'interdit ». La cour ordonne donc « un transfert de propriété des titres des Mutuelles » au profit des parties qui le réclament.

La remise en ordre

Battu sur tous les tableaux - il est même condamné à verser 150 000 F d'indemnités à M. Hersant et à ses alliés, - le patron de Chargeurs SA, M. Seydoux, n'a plus aucune chance, aujourd'hui, de fédérer autour de lui une majorité d'actionnaires et d'administrateurs susceptibles de renverser le PDG de la Cinq, comme cela avait failli se faire en septembre dernier. Avec la cession - jamais contestée, elle - des actions détenues jusqu'ici par les Echos, ce sont en effet plus de 20 % du capital de la chaîne qui s'approprient à changer de mains, au bénéfice principalement des amis du PDG du Figaro, épaulé qui plus est, depuis janvier, par M. Berlusconi.

Pour le patron de la Cinq, l'heure est maintenant à la remise en ordre d'une chaîne qui a souffert des dissensions de ses actionnaires. Faute d'argent frais, ses responsables ont largement fait appel aux rediffusions ; l'audience s'en est ressentie, qui plafonne depuis des mois à 13 % de parts de marché. M. Hersant devrait très prochainement réunir un conseil d'administration puis une assemblée générale des actionnaires. Ces réunions statutaires devraient enregistrer à la fois la probable démission de trois administrateurs représentants des Echos et des Mutuelles et autoriser la société à procéder à une nouvelle augmentation de capital. Une augmentation dont le montant reste à déterminer en fonction de la future stratégie de la Cinq.

C'est à l'occasion de ces remaniements que M. Seydoux, s'il le souhaite, pourrait faire un retour remarqué à l'intérieur de la chaîne, en acceptant des responsabilités et une place plus grande dans le capital de la société, que le clan des vainqueurs se dit prêt à lui offrir.

PIERRE-ANGEL GAY

MARIE CHAIX

le fils de Marthe

Un vol. 240 pages 89 F

Calmann-Lévy

« Le fils de Marthe est pavé de révoltes, qui ne sont que la face cachée de la détresse et de la tendresse. »

Françoise Ducout, Elle

« Un beau roman, âpre et bouleversant, dépourvu de toute mièvrerie et de mélodrame. »

Eve Liatis, Femme Actuelle

« Un beau récit, dur, insupportable parfois, mais qui puise son essence même dans une réalité sans fard. »

Eliane Fournier, La Liberté

MÉDECINE

Avec l'adoption de recommandations vigoureuses

Le Parlement européen veut accélérer la lutte contre le tabagisme

Au titre de l'Europe contre le cancer, le Parlement de la CEE a voté, mercredi 14 mars, plusieurs résolutions visant à réduire la consommation de cigarettes dans les Etats membres. Les recommandations de l'Assemblée vont contraindre les producteurs communautaires à se tourner vers la culture d'autres variétés de tabac.

STRASBOURG
(Communautés européennes)
de notre correspondant

A la demande de M^{me} Simone Veil (libéral, France), une large majorité de députés européens se sont prononcés pour une dotation plus élevée — 80 millions d'écus (1 écu = 6,90 francs) contre 55 millions proposés par la Commission de Bruxelles — du programme communautaire de lutte contre le cancer (1990-1994). Parmi les mesures préconisées figurent notamment l'interdiction de fumer dans les établissements d'enseignement et les hôpitaux, la généralisation des dispositifs systématiques et de la diffusion gratuite par les chaînes publiques de spots télévisés sur les dangers du tabagisme.

Les parlementaires invitent, en outre, les Douze à décorer l'interdiction totale de la publicité sur les cigarettes. M^{me} Vassou Papandréou, commissaire européen chargé des affaires sociales, a rejeté cette proposition, faisant valoir que le conseil des ministres de la CEE ne l'accepterait jamais. Le texte de Strasbourg signifie, par exemple, que les manufacturiers ne pourront plus parrainer les courses automobiles sur les circuits européens.

En ce qui concerne la diminution de la teneur en goudron par cigarette, l'Assemblée a finalement

renoncé à se montrer plus stricte que ne le prévoit le projet des Douze. A l'exception de la Grèce, pour laquelle un délai plus long d'adaptation est admis, les autres Etats membres seront tenus de n'autoriser que la commercialisation des cigarettes ne dépassant pas 15 milligrammes de goudron par unité à compter du 1^{er} janvier 1993. La teneur maximale est fixée à 12 milligrammes au 1^{er} janvier 1998.

La première échéance ne semble pas trop poiser de problèmes aux planteurs européens, même si certaines marques (par exemple les Gauloises et les Gitanes) devront réduire la quantité de goudron. A

leur avis, les installations existantes permettent d'atteindre les limites qui seront exigées dans trois ans avec les variétés cultivées actuellement.

En revanche, le respect du seuil des 12 milligrammes exigera, selon les producteurs français, italiens, espagnols et grecs, de s'orienter de plus en plus vers la culture de tabac blond. En France, la production de tabac noir est toujours majoritaire (60 % des trente mille tonnes annuelles).

Aussi les planteurs de la CEE demandent-ils une aide à la conversion vers de nouvelles variétés. Pour l'instant, rien n'est prévu. L'Assemblée ne limite à inviter les gouvernements membres à mettre

en œuvre un programme destiné à adapter la production communautaire aux exigences de la santé.

La difficulté est que la culture du tabac coûte déjà cher au budget européen (1,2 milliard d'écus, soit 8,3 milliards de francs, prévus en 1990) pour deux cent vingt mille planteurs dans la Communauté, dont quinze mille en France et cent vingt mille en Grèce. Les primes des Douze représentent de 70 % à 80 % du prix payé aux producteurs. Cette assurance a en tout effet d'inciter les planteurs à développer leur production au cours de ces dernières années, notamment en Italie.

M. S.



Intérêts et dommages

par Jean-Yves Nou

La décision du Parlement européen réjouira tous ceux qui estiment que, face au fléau qui constitue le tabac, toutes les mesures permettant de réduire sa consommation sont à la fois nécessaires et urgentes. Toutefois, compte tenu du poids économique de cette industrie, mais aussi de la puissance considérable du lobby des fabricants de cigarettes, il apparaît clairement, aujourd'hui, que ce combat, indispensable, au service de la santé publique ne pourra être mené sans mal. L'affrontement dans ce domaine est actuellement particulièrement vif en France, affirmant que c'est à l'origine depuis plusieurs mois déjà d'une vague-insistance gouvernementale riche d'enseignements.

Tout avait commencé avec la volonté affichée de M. Claude Evin, ministre de la Santé, de prendre une série de mesures préventives vis-à-vis, entre autres, de la consommation d'alcool et de tabac, responsables de la mort prématurée de 100 000 personnes chaque année en France. Après la révolution par la presse (le Monde du 14 novembre 1989) du contenu du rapport qui avait été demandé sur ce thème aux professeurs Got, Tubiana, Hirsch, Grémy et Dubois, le ministre de la Santé s'était engagé à présenter en conseil des ministres un « plan de santé publique » incluant notamment pour ce qui concerne le tabac une augmentation très importante des prix et une interdiction totale de la publicité.

Régulièrement remise à plus tard, cette communication devrait, assure-t-on de bonne source, être faite au conseil des ministres du 28 mars prochain.

D'ores et déjà, les oppositions à ces mesures se sont manifestées, souvent de manière souterraine, mais aussi cette fois au grand jour. C'est ainsi que, faisant cause commune, les professionnels de la publicité ont adressé il y a quelques semaines une lettre de protestation au premier ministre. « Il est anormal, expliquaient-ils à M. Rocard, que puisse être totalement interdite la communication portant sur des produits ou des services dont la commercialisation est par ailleurs licite. » Le chiffre d'affaires de la publicité pour l'alcool et le tabac est en France de l'ordre de 1,7 milliard de francs annuels.

Liberté d'expression

Développant cette démarche, M. Jacques Séguéa avait, à la veille du vote du Parlement de Strasbourg, lancé par voie de presse un appel afin que tous ceux qui voient dans l'interdiction de la publicité pour le tabac une « atteinte à la liberté d'expression » le fassent savoir. « Demain, en Europe, certains produits vont peut-être perdre la liberté de communiquer. Demain, en Europe, les consommateurs vont peut-être perdre la liberté de choisir, expliquait ce publicitaire. Chaque interdit est une blessure faite à la liberté. »

Cette spectaculaire initiative a immédiatement provoqué une très vive réaction chez les spécialistes de la santé publique. « Un consommateur ne perd pas le droit de choisir quand il est éclairé par la fausse communication publicitaire, déclare le professeur Claude Got. Il peut bien au contraire y gagner la liberté de vivre s'il évite de tomber dans les pièges du tabagisme, qui provoque 60 000 morts prématurées en France chaque année. La publicité associe systématiquement le tabac au plaisir, au sport et à l'aventure. Il contribue au conditionnement culturel des adolescents au tabac. Chaque fumeur qui achète un paquet de cigarettes paie pour son malheur et pour les publicitaires qui ont contribué à l'organiser. Quand les publicitaires ne sont opposés en 1987 à notre initiative, couronnée de succès, d'interdire la publicité

pour l'alcool à la télévision, ils utilisaient déjà la technique de l'arnage abusif, confondant l'outil et son usage, allant jusqu'à dire que toucher à la publicité c'était toucher à la liberté de communiquer, scénario conduisant au nazisme. Ce n'est pas mettre en péril la publicité qui de lui demander de se tenir à l'écart d'un problème de société d'une gravité exceptionnelle, celui de la consommation de drogues licites. »

Il reste aujourd'hui à savoir si, fort de données épidémiologiques incontestables concernant les ravages du tabac, le gouvernement ira jusqu'au bout de sa démarche de santé publique jusqu'à emprunter d'un courage politique certain, mais qui se heurte aujourd'hui à l'opposition de puissants intérêts catégoriels.

DÉFENSE

Selon le directeur du programme

Le Rafale pourra transporter un missile nucléaire

TOULOUSE

de notre envoyé spécial

Le Rafale pourra transporter le missile nucléaire préstratégique ASMP (air-sol à moyenne portée). Le directeur du programme Rafale à la délégation générale pour l'armement, l'ingénieur en chef Robert Finauc, l'a annoncé, mercredi 14 mars à Toulouse, aux auditeurs de l'association régionale Aéronautique et Astronautique de France (AAF) que préside l'ingénieur général Jean-Claude Ripoll. C'est la première fois qu'un responsable de ce programme d'avion de combat, destiné à l'armée de l'air et à l'aéronautique navale française, révèle officiellement cette possibilité.

Estimant que « ce programme avait été très bien préparé » à la suite d'« une succession de décisions très cohérentes », M. Finauc a détaillé les catégories d'armement que le Rafale pourrait recevoir selon ses missions : des missiles air-air Mica (électromagnétique ou infrarouge), Magic 2 et un canon pour le combat aérien ; des missiles air-sol Apache tirés à distance de sécurité pour le pilote, des missiles anti-radar de nouvelle génération ou des missiles AS-30 laser, pour des missions d'attaque au sol ; des missiles air-surface AM-39 Exocet ou des missiles ANS (anti-navires supersoniques) pour le combat contre des bâtiments.

Le directeur du programme Rafale a ensuite ajouté que l'avion pourrait être armé du missile ASMP, qui emporte, aujourd'hui, une tête nucléaire de 300 kilotonnes (quinze fois la puissance de la bombe sur Hiroshima), avec

une portée de 100 à 300 kilomètres selon l'altitude de son largage.

C'est en ce sens qu'on peut qualifier le Rafale de « système d'arme polyvalent », qui pourra remplir les missions de défense aérienne du Mirage 2000 C et du Crusader, celles d'attaque au sol des Mirage 200 N et des Super-Etendard et, donc, les missions de frappe nucléaire préstratégique des Mirage 2000 N et Super-Etendard armés du missile ASMP.

« Sauf imprévu », a estimé M. Finauc, le Rafale sera le premier avion des années 90 faisant la synthèse de technologies nouvelles. Par rapport au Mirage 2000, le Rafale emportera le double d'armement sur des distances supérieures de 35 % environ. Ces performances pourraient permettre au Rafale, avec un missile nucléaire à portée égale par rapport à celle de l'ASMP, de prendre en partie la relève des Mirage IV stratégiques qui devraient être retirés du service dans cinq ans.

Mais, devant ses auditeurs de Toulouse, le directeur du programme n'a pas évoqué cette éventualité que, dans certains États-majors, on commence d'imaginer pour continuer à disposer d'un « outil piloté » de la dissuasion.

Le premier prototype du Rafale — cinq sont prévus au total — fera son premier vol avant le 28 février 1991. Le premier avion produit en série sera le modèle Rafale M destiné aux porte-avions. A l'heure actuelle, les besoins de l'aéronautique navale sont évalués à quatre-vingt-six exemplaires et ceux de l'armée de l'air à deux cent cinquante.

JACQUES ISNARD

Nominations militaires

Le général Jean Cot commandera la 1^{re} armée

Sur la proposition du ministre de la Défense, M. Jean-Pierre Chevènement, le conseil des ministres du mercredi 14 mars a approuvé les promotions et nominations suivantes :

● **TERRE**. — Est élevé au rang et à l'appellation de général d'armée, le général de corps d'armée Jean Cot, nommé commandant de la 1^{re} armée et gouverneur militaire de Strasbourg, en remplacement du général d'armée Michel Femeberque, qui atteint la limite d'âge de son rang le 21 mars prochain.

[Né le 6 avril 1934 à Montfermeil (Seine) et ancien sous-officier, le général Cot a notamment commandé en 1977 le 110^e régiment d'infanterie à Domesschingen (Allemagne fédérale). Promu général de brigade en 1983 à l'âge de quarante-neuf ans, ce qui fut à l'époque une mesure exceptionnelle voulue par Charles Hernu, il est successivement directeur de cabinet du secrétaire général de la Défense nationale (1983), commandant la 15^e division d'infanterie et la 43^e division militaire territoriale (1986) et, depuis avril 1988, il était inspecteur de la défense opérationnelle du territoire (DOT). Il avait été élevé au rang et à l'appellation de général de corps d'armée en août 1989 et — nouvelle ascension très rapide — il prend le rang de général d'armée le 1^{er} avril pro-

chain. Pour ce poste de commandant la 1^{re} armée, soit cent soixante-dix mille hommes et, notamment, les cinq régiments Pluton d'artillerie nucléaire, le général Cot était en compétition avec le général de corps d'armée Christian Claude de Dromargis, qui commande la 1^{re} armée d'armée (à Metz) et dont l'état-major sera prochainement dissous.]

● **ARMEMENT**. — Sont promus : ingénieur général de première classe, les ingénieurs généraux de deuxième classe Michel Javelot, Jacques Champel, Bernard Schrupp, André Dubresson, Yves Dupont de Dinechin et Jean-Claude Pujol ; ingénieur général de deuxième classe, les ingénieurs en chef Gérard La Rosa, Yann Pivet, Jean Gillybeuf, Alain Cuny, Jean-Luc Vogel et Roger Chert.

Sont nommés : chargé de la mission « atome » auprès du délégué général pour l'armement, l'ingénieur général de première classe Jean Castellan ; chef du service technique des engins balistiques de la direction des engins, l'ingénieur général de deuxième classe Daniel Estournet ; chef-adjoint du service technique des programmes aéronautiques, l'ingénieur général de deuxième classe Michel Bailly.

SPORTS

SKI ALPIN : Coupe du monde

Quatrième victoire de Carole Merle

La skieuse Carole Merle a remporté, mercredi 14 mars, le slalom géant de Kviteseid (Norvège) comptant pour la Coupe du monde. La Française signe ainsi sa quatrième victoire consécutive, une performance que n'avaient pas réalisée ses aînées sur le cirque blanc.

La régularité des skieuses suisses faisait rêver, la puissance de l'armada autrichienne impressionnait en cette saison 1990 où la neige était souvent absente des randonnées alpines. Et voilà qu'en fin de parcours d'une Coupe du monde faite de reports et d'annulations, la surprise vient d'une petite Française. Carole Merle, avec un immuable sourire, remporte les courses les unes après les autres comme si un seul succès ne suffisait pas à assouvir une boulimie toute récente.

L'enfant de Saaze (Alpes-de-Haute-Provence) avait abordé la saison en sachant qu'elle pouvait gagner des courses. Une méchante

blessure au genou, au mois d'août lors d'une épreuve en Argentine, a très vite réduit ses ambitions. La skieuse écartere des pistes se morfond, la jeune femme de vingt-neuf ans perd un peu de sa confiance en elle. Mais l'isolement dans le chalet-hôtel familial n'a pas que des effets négatifs. Ses parents, ses proches l'aident à surmonter ces difficultés passagères. Et Merle la gagnante, retrouve sa volonté, cette envie de vaincre qui l'a propulsée depuis les compétitions qu'elle a remportées dans la catégorie junior.

Revenue sur les pistes au mois de janvier, la skieuse au genou grippé souffre pour oublier quatre mois de quasi-inactivité. La reprise est difficile sur les pentes autrichiennes, et une place de quarante-cinquième en descente blesse son amour-propre autant qu'elle développe son agressivité. La vice-championne du monde de slalom géant souhaite montrer à ses adversaires qu'elle n'a rien perdu du « toucher de neige » qui a fait sa réputation.

La preuve, elle l'a fournie dans une station française. C'est à Mé-

bel, futur site des Jeux olympiques de 1992, que la skieuse aux cheveux de jais monte sur la plus haute marche du podium. Par deux fois elle remporte le super-G disputés dans la station savoyarde. Elle décroche son troisième succès en Norvège le week-end dernier en remportant un slalom géant. « Le fait d'être restée sur la touche pendant plusieurs mois m'a déchaînée ; depuis que j'ai repris la compétition je fonce sans me soucier de rien », explique Carole Merle pour justifier sa déconcentration et sa réussite.

Mardi, en Suède, elle s'est de nouveau imposée dans un slalom géant, comme pour signifier qu'elle était décidément la skieuse au mieux de sa forme en cette fin de saison. « Je suis surprise de ma forme actuelle, jamais je ne me suis sentie aussi bien », a déclaré la championne sur l'aire d'arrivée de la course. Mais elle souhaite ne pas trop penser à la prochaine course, un super-G vendredi 16 mars, où elle compte encore briller pour enrichir sa paillasse de médailles. Son invincibilité durant

quatre courses a fait d'elle la première Française réussissant cette performance en Coupe du monde. Mais Carole vise toujours plus haut.

S. S.

Résultats

BASKET-BALL

COUPE DES CLUBS CHAMPIONS

Le CSP Limoges a battu les Polonois de Lech Poznan (118-91), mercredi 14 mars à Poznan, en match de la poule finale de la Coupe d'Europe des clubs champions.

FOOTBALL

CHAMPIONNAT DE FRANCE

En matches en retard de la vingtième journée du championnat de France de première division, disputés mercredi 14 mars, Lyon et Nantes ont fait match nul (0-0) et Marseille a battu Sochaux (0-2). Après cette victoire, l'olympique de Marseille ne compte plus que deux points de retard sur Bordeaux, leader du classement.

SOCIÉTÉ

JUSTICE

Affrontements de psychanalystes au tribunal de Paris

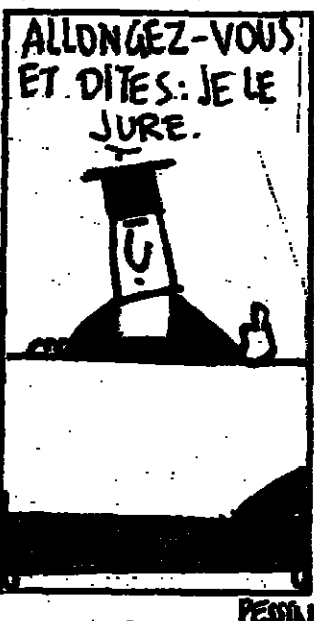
Les « enfants » de Lacan devant « maman-papa »

Chez les enfants, le fatidique « c'est la guerre à la récré », rebondissement ordinaire des querelles inexplicables, entraîne parfois plus de honte que prévu. Papa, maman, l'instituteur s'en mêlent alors invariablement.

Certains psychanalystes, demeurés proches de cet âge que les maîtres réputent tendre, admettent les situations analogues, mais en mieux. Sans quoi, c'est pas la peine d'être devenu grand et d'avoir lu Freud et Lacan.

Mercrdis, par exemple, maman-papa, Huguette Le Foyer de Costil, présidente de la première chambre civile du tribunal de grande instance de Paris, Gérard Pommier, médecin et psychanalyste, exerce à la fin de l'année dernière de l'association l'École de la cause freudienne (ECF), et l'adite école, qui a pour président Serge Cottet et pour gourou Jacques-Alain Miller, s'affrontaient.

Gérard Pommier a été chassé de l'École de la cause freudienne pour avoir, lors des journées d'études de 1989 de ce groupe d'analystes, fait valoir force piles de livres annoncées sur des tréteaux. Ce passage à l'acte fâcheux mais sans grande conséquence n'était pas, soutient-il, sans cause. Gérard Miller, qui est le frère de Jacques-Alain Miller qui est le mari de Judith Lacan qui est la fille de feu Jacques Lacan, s'opposait farou-



chement à ce que son dernier livre à lui, Pommier, fût exposé. Un ouvrage intitulé, malice ou hasard, *La Névrose infantile de la psychanalyse*. Gérard Pommier poussait-il ainsi trop loin le bouclon d'une discorde depuis longtemps avérée entre lui et le beau-frère de Jacques Lacan ? Menaçait-il de dissoudre dans l'acide de la zizanie la mèche associative qui nouerait ensem-

ble les membres de l'ECF avant de courir jusqu'aux mânes de Lacan et plus loin peut-être ?

Toujours est-il que les instances de l'ECF, d'abord bombardées de notes en vingt-cinq points, de courriers circonstanciés et d'analyses millésimées du problème, radient Gérard Pommier. En théorie, il peut toujours demander à partir de 1991 sa réintégration. Il n'en a cure apparemment et veut seulement que la justice dise qu'il a été irrégulièrement exclu de l'ECF.

L'injustice presque nulle

Fatalement conduits devant « maman-papa » en même temps que leurs clients pour voir un différend qui ne tendra en effet que peu de chaudières, et pas très longtemps, les avocats ont fait de leur mieux. Yves Baudouin pour présenter Gérard Pommier comme la victime d'une injustice (presque) nue. Christian Charnière-Bourgeois pour assurer que, sans doute, Gérard Pommier « souffre (...) depuis la mort de Lacan, (...) ne supporte pas de n'être pas le plus important au sein de cette école ».

Attentive par devoir, M^{me} Le Foyer de Costil avait bien entendu l'avocat de Gérard Pommier répéter à l'envi que dans le milieu psychanalytique « la règle est la zizanie la mèche tout dire ». Et son contradicteur

s'échamait à suggérer que, dans le livre-objet du délit de Gérard Pommier et casus belli, on pouvait lire une ou deux pages inadmissibles. Alors, mue par une curiosité comme toute assez saine, elle en a demandé lecture.

Et M^{me} Charnière-Bourgeois a lu, donnant du même coup, malgré lui, à la chienne de grands enfants la dimension d'une sombre et ample querelle de famille : « La fille de Lacan n'est pas psychanalyste (...) Elle n'a donc jamais publié aucun travail à ce titre, et (...) c'est seulement le faux-voix familial qui est utilisé dans toute sa nudité, au titre d'un signe de ralliement. Dans quelle déconfection théorique, et dans quel désarroi grégaire, faut-il donc se trouver pour se contenter d'aussi peu ? (...) Le genre de Lacan, J.-A. Miller, a commencé à recevoir des patients juste après la mort de son beau-père, après un temps de formation plutôt court (...) Cette précipitation est d'ailleurs secondaire lorsque l'on sait que son analyse s'est interrompue (...) alors que son analyse (...) avait refusé de poursuivre sa formation, et cela pour des motifs graves. » Gérard Pommier ajoute : « Comme il en existe plusieurs témoignages, J.-A. Miller écrivait les derniers séminaires que Lacan signait. » Jugement le 4 avril.

MICHEL KAJMAN

Devant la cour d'appel d'Aix-en-Provence

Trois médecins nîcois poursuivis après une opération sur un transsexuel

Trois médecins nîcois, deux urologues, les docteurs Jean Vacant et Jean-Claude Masson, et un neuro-psychiatre, le docteur Jean Just, étaient poursuivis, le lundi 12 mars, devant la 7^e chambre correctionnelle de la cour d'appel d'Aix-en-Provence, pour coups et blessures volontaires - compliqué de ce délit pour le docteur Just - ayant entraîné une mutilation, à la suite d'une plainte déposée par un transsexuel, Jean-Eric Oyac. Celui-ci leur reprochait de l'avoir opéré et s'est suicidé, huit ans après l'intervention chirurgicale. La cour a mis son jugement en délibéré au 24 avril.

AIX-EN-PROVENCE

de notre correspondant régional

Une vieille histoire. Et précisée parce qu'elle remonte à dix ans elle ne peut être jugée en fonction des progrès qui ont été réalisés, aujourd'hui, dans l'étude de la délicate question du transsexualisme. Jean-Eric Oyac, infirmier psychiatrique d'origine martiniquaise, alors âgé de vingt-cinq ans, avait, depuis son enfance, la certitude d'appartenir à l'autre sexe. Au début de 1980, il consulte le docteur Vacant dans le but d'obtenir une transformation corporelle pour mieux vivre son identité. Avant de prendre sa décision, l'urologue l'adresse à son confrère neuro-psychiatre, le docteur Just, qui pense avoir affaire à un sujet « dont le vécu intérieur est féminin » et ne voit pas, malgré des réserves d'ordre personnel, de contre-indication formelle à l'opération.

A l'époque, certes, l'émasculation n'est pas formellement autorisée. Mais Jean-Eric Oyac insiste et menace les médecins de se suicider si on ne lui donne pas satisfaction. L'opération, qui consiste en l'ablation des organes génitaux externes masculins du patient et la confection d'un néo-vagin, est effectuée, le 24 mars 1980, par le docteur Vacant assisté du docteur Masson. Elle sera suivie de plusieurs autres interventions de caractère plastique et entraînera certaines complications sans, toutefois, que Jean-Eric Oyac ne regrette, à aucun moment, son changement de sexe.

Mais, quatre ans plus tard, déception : le tribunal de grande instance de Nice, sur le rapport négatif d'un expert, refuse sa demande de rectification d'état civil. Jean-Eric Oyac se retourne alors, aussitôt, contre les médecins et dépose plainte pour mutilation. L'affaire est renvoyée en correctionnelle alors que, parallèlement, le conseil de l'Ordre des médecins, également saisi, adresse un avertissement au docteur Vacant. Selon les experts chirurgiens, il n'y a pas eu faute de l'urologue, mais les experts psychiatres, eux, se refusent à affirmer le diagnostic de

transsexualisme vrai. Finalement, le 25 mai 1989, les magistrats nîcois se déclarent compétents et constatent l'existence de l'acte public pour prescription. Entre-temps, le 12 mai, Jean-Eric Oyac s'est suicidé d'une balle de revolver dans la tête, mais sa famille poursuit la procédure en faisant appel du jugement qui est partiellement infirmé, sur la prescription, par un arrêt de la cour d'appel d'Aix-en-Provence en date du 11 décembre 1989.

Des pressions « presque irrésistibles »

Dix ans après, le procès s'est transformé en une bataille d'écrits. Le plaigiste est décédé. Ses ayants droit ne se sont pas déplacés, pas plus que les médecins. La salle d'audience est vide. On ne saura rien, ou presque, du problème humain de Jean-Eric Oyac. Pour le défenseur de la famille, M^{me} Jacques Salvatera, l'opération n'était pas justifiée car il ne s'agissait pas d'un cas de transsexualisme vrai, qu'elle n'était pas nécessaire et qu'elle n'a pas été précédée d'une observation prolongée. La faute des médecins a été, en l'occurrence, de ne pas avoir résisté aux phantasmes de leur patient.

Mais peut-on leur reprocher d'avoir agi comme ils l'ont fait, alors qu'ils ont été soumis à des pressions que le conseil de l'Ordre, lui-même, a jugé « presque irrésistibles » ? Et, surtout, que les bases juridiques de l'opération d'émasculation n'ont été définies, lors d'un congrès du Groupe d'étude du droit médical, qu'en juin 1983 ? L'avocat général, M. Pierre Bérard, a estimé, pour sa part, que l'intervention chirurgicale n'était « pas entièrement correcte » et a réclamé « au moins des peines de principe ».

Mais pour les défenseurs des trois médecins, M^{me} Henri Bastiani, Robert Giaufray, Jean-Louis Lazarro, Claude Gaillard et Yves Klénec, qui ont plaidé la relaxe de leurs clients, la détermination de Jean-Eric Oyac a été constante, son identification sexuelle était « nettement féminine ». Il s'habillait en femme, se maquillait, se faisait appeler Jennifer, et exerça, en dernier lieu, après son licenciement comme infirmier, la profession de danseuse nue dans un cabaret cannois. Et son suicide est exclusivement lié à des déboires sentimentaux, son concubin lui ayant signifié son intention de rompre une liaison de huit ans. De surcroît, la cour d'appel, dans son arrêt du 11 décembre 1989, a reconnu le but thérapeutique de l'acte médical qui exclut, en lui-même, toute condamnation pénale.

La famille de Jean-Eric Oyac, qui avait primitivement demandé 2 millions de dommages et intérêts, s'est contentée de se joindre à l'action engagée par le ministère public tout en se réservant le droit de saisir, ultérieurement, la juridiction civile afin d'obtenir réparation.

GUY PORTE

Adolphe Touffait, ancien procureur général à la Cour de cassation, est mort

Du football à la magistrature

Ancien procureur général à la Cour de cassation, ancien juge à la Cour de justice de la Communauté économique européenne, et, par ailleurs, ancien international de football, Adolphe Touffait est décédé à l'âge de quatre-vingt-trois ans, lundi 12 mars, à Nanterre (Hauts-de-Seine).

Originaire de Reanes (Ille-et-Vilaine) où il était né le 29 mars 1907, Adolphe Touffait après études de droit s'était d'abord consacré à la grande passion de sa jeunesse le football. Capitaine de l'équipe du Stade rennais dans les années 30, international contre l'Italie en 1932, il devait jouer par la suite un grand rôle dans l'instauration du football professionnel en France. Longtemps vice-président de la Fédération française de football (FFF), il fut l'un des artisans du statut actuel des joueurs professionnels dans la CEE.

Mais lui-même, au niveau de la compétition, renoua très vite à pratiquer le football pour entamer une longue et brillante carrière dans la magistrature dès 1933. Résistant sous l'Occupation, il devait être nommé en 1945 directeur du service des recherches des crimes de guerre au ministère de la justice. Entre 1949 et 1953, il devint directeur de cabinet de Pierre-Henri Teitgen (MRP) dans

tous les postes ministériels successifs occupés par celui-ci. Directeur du cabinet du garde des sceaux Robert Lecomte en 1957-1958, il est nommé procureur de la Seine en 1958, puis conseiller à la Cour de cassation en 1961, et l'année suivante en avril 1962, accède au poste de directeur du personnel et de l'administration générale au ministère de la justice. C'est en exerçant ces fonctions, que lors d'une visite d'inspection à Alger, il sera victime d'une méprise du service d'ordre et grièvement blessé par balles.

En 1966, lors de l'affaire Mehdi Ben Barka, il est premier président de la cour d'appel de Paris et, de ce fait, se rendra à Matignon pour entendre le premier ministre Georges Pompidou, et place Beauvau pour recueillir la déposition de M. Roger Frey, ministre de l'Intérieur à l'époque.

Nommé procureur général auprès de la Cour de cassation le 5 février 1968, il le restera jusqu'au mois d'octobre 1976, avant d'être désigné par les autorités françaises comme juge à la Cour de justice des Communautés européennes, où il sera président de chambre jusqu'en octobre 1982.

Grand officier de la Légion d'honneur, grand officier de l'Ordre du Mérite, Adolphe Touffait devait être inhumé, dans l'intimité, jeudi 15 mars, à Lancy (Côte-d'Or).

Un député (CDS) des Bouches-du-Rhône inculpé d'abus de confiance

M. Christian Kert, quarante-trois ans, député (CDS) des Bouches-du-Rhône, a été inculpé, mercredi 14 mars, d'abus de confiance par un conseiller de la chambre d'accusation de Lyon dans l'affaire du déficit d'associations proches de la municipalité de Salon-de-Provence (Bouches-du-Rhône), pour laquelle M. Jean Francon, soixante-dix ans, ancien sénateur et ancien maire (CDS) de Salon-de-Provence, avait déjà été inculpé le 14 février (le Monde du 17 février).

M. Francon avait reconnu, peu après les élections municipales de 1989, avoir prélevé entre 1975 et 1988 sur les comptes d'associations parmutunicipales des sommes qui avaient totalisé environ 4 millions de francs. Les prélèvements étaient opérés soit directement, soit par l'intermédiaire de M. Christian Kert, qui à l'époque, était son premier adjoint. Les chèques encaissés par M. Kert seraient d'un montant total de 200 000 francs. L'ensemble des

prélèvements par les deux hommes était destiné à financer leurs campagnes électorales. M. Francon avait d'ailleurs remboursé, sur ses deniers personnels, environ 4 millions de francs par trois chèques émis entre le 28 avril et le 17 mai 1989.

Le nouveau maire socialiste de Salon-de-Provence, M. André Vallet, a été autorisé par son conseil municipal à se constituer partie civile dans cette affaire.

Le trafic d'armes dans la région de Saint-Etienne. — Un réseau de trafic d'armes dont Saint-Etienne était la plaque tournante depuis plusieurs années a été démantelé début mars. Il s'agissait d'armes dont les éléments de percussion avaient été, dans un premier temps, enlevés afin d'être cédés à des collectionneurs. Mais après avoir été remises en état de parfait fonctionnement, elles étaient vendues à des

L'affaire du Carrefour du développement

M. Pasqua est à son tour menacé de la Haute Cour de justice

Affaire dans l'affaire du Carrefour du développement, l'épisode du « vrai-faux » passeport risque d'entraîner la mise en accusation de M. Charles Pasqua devant la Haute Cour de justice. C'est en tout cas le sens de la décision d'incompétence prise par un juge d'instruction parisien.

Après Christian Nucchi, Charles Pasqua ? Juge d'instruction parisien chargé de l'épisode du « vrai-faux » passeport dans l'affaire du Carrefour du développement, M. Philippe Jeannin s'est déclaré incompétent pour instruire les faits qui pourraient être reprochés à l'ancien ministre de l'Intérieur. Prise mercredi 14 mars, cette décision de juge est conforme aux réquisitions du parquet de Paris (le Monde du 11-12 mars) : si M. Pasqua a bien donné l'ordre à la DST de délivrer un vrai-faux passeport à Yves Chaler, qui cherchait à fuir la justice française, ce ne peut être que dans l'exercice de ses fonctions de ministre ; en conséquence, en vertu de l'article 68 de la Constitution, la justice ordinaire ne peut s'appliquer, et M. Pasqua ne saurait relever que de la Haute Cour de justice, composée de parlementaires.

Révisée à l'époque des faits par la presse (le Monde du 13 décembre 1986), l'affaire du « vrai-faux » passeport fut d'abord convertie par le « secret défense » invoqué par M. Pasqua pour refuser toute explication à la justice. En levant tardivement, en septembre 1989, ce prétexte juridiquement contestable, son successeur, M. Pierre Joxe, a permis au directeur de la DST, M. Bernard Gérard, de venir s'expliquer devant le juge d'instruction : l'ordre de délivrer un « vrai-faux » passeport à l'ancien chef de cabinet de M. Nucchi, devenu son principal accusateur et lui-même soupçonné

de détournements de fonds publics, avait bien été donné par M. Pasqua lui-même. Toutefois, dans son ordonnance d'incompétence, M. Jeannin rappelle que M. Joxe n'a fait que parachever le secret défense : ce dernier est maintenu sur les documents internes à la DST et susceptibles de confirmer le témoignage de M. Gérard. Du coup, le juge n'a pu établir un lien matériel entre l'ordre reçu par M. Gérard et la filière de confection du vrai-faux passeport.

La même procédure qu'en 1987

Considérant de fait la situation de M. Pasqua comme celle d'un inculpé potentiel - passible des articles 153 et 154 de code pénal sur la falsification de documents administratifs, - les réquisitions du parquet obligèrent M. Jeannin à se déclarer incompétent sur le sort de l'ancien ministre. Il n'en continuera pas moins à instruire les cas des autres personnes impliquées dans cette affaire : M.M. Jacques Deloche, haut fonctionnaire de police, et Edmond Raffalli, ancien directeur de cercle de jeux, tous deux proches de M. Pasqua.

Désormais, la procédure concernant M. Pasqua va suivre le même itinéraire que celle ayant visé avant M. Nucchi en 1987 : saisie, la chambre criminelle de la Cour de cassation, si elle suit les avis du parquet et du magistrat instructeur, adressera une requête au garde des sceaux aux fins de poursuite devant la Haute Cour. Le ministre de la justice saisira alors les présidents de l'Assemblée nationale et du Sénat. Puis députés et sénateurs se prononceront sur une résolution de mise en accusation. Si elle est adoptée, une commission d'instruction sera mise en place qui pourra conclure au non-lieu ou au renvoi en Haute Cour.

Mêlé aux détournements de fonds publics lors de son passage au ministère de la coopération, M. Nucchi attend pour début avril la décision d'une telle commission d'instruction sur son cas (le Monde du 14 mars). En attendant, M. Pasqua a qualifié la décision du juge d'instruction de « belle petite opération politique ». Nul doute, en effet, que, si M. Nucchi est finalement renvoyé devant la Haute Cour, M. Pasqua n'y échappera pas non plus.

SCIENCES

Nouvel échec pour l'industrie spatiale

Une fusée américaine rate la mise en orbite d'un satellite de télécommunications

La mise en orbite, mercredi 14 mars, d'un satellite de télécommunications par une fusée américaine Titan 3 a échoué, le satellite ne s'étant apparemment pas séparé de son lanceur, indique la firme américaine Martin Marietta, constructeur de la fusée.

Le lancement, effectué depuis Cap Canaveral (Floride), semblait s'être déroulé normalement. Mais, quatre heures après le tir, les installations de contrôle n'avaient toujours capté aucun signal du satellite, un Intelsat-6 de l'organisation internationale de communications par satellites Intelsat. Les premières informations fournies par Martin Marietta indiquent que, si l'engin a bien atteint son orbite de transfert, il ne s'est pas séparé du dernier étage de la fusée. Il est donc impossible pour l'instant de mettre à feu le moteur d'apogée du satellite pour l'envoyer sur son orbite de travail géostationnaire, à 36 000 km d'altitude.

Un porte-parole de la société a indiqué cependant que, dans les

quelques jours à venir, des tentatives seront faites pour essayer de séparer le satellite de sa fusée portatrice. Intelsat estime cependant dans un communiqué que, « d'après les premières indications, le satellite est perdu », même s'il a été possible « de le localiser, d'établir la communication et de lui envoyer des directives ».

S'il se confirmait, cet échec porterait un rude coup à l'organisation Intelsat, qui n'avait pas assuré son satellite (d'une valeur de 270 millions de dollars, près de 1,6 milliard de francs, coût du lancement compris). Ce second lancement raté après l'explosion en vol d'Ariane le mois dernier risque en outre de faire flamber les prix de l'assurance.

Ce tir était la quatrième mise en orbite commerciale effectuée aux Etats-Unis par des lanceurs civils depuis l'explosion de la navette Challenger en janvier 1986. Il était le second effectué avec une Titan de Martin Marietta, les deux autres ayant été réalisés avec une Delta de McDonnell Douglas. — (AFP, Reuter, UPI.)

CARNET DU Monde

Naissances

— Guy DANA
et Myriam MAZOUZ
ont la très grande joie d'annoncer la naissance de

Marcus,

le 28 février 1990.

24, rue de Condé,
75006 Paris.

— Louis et la Tont-Painant qui a
révisé à la vie libre

Jean Georges Hubert
LOUVEGNEZ,

en ce 16 mars 1990.

Amour, pardon et sacrifice guidant
sur les pas d'Angèle dans le droit chemin.

« L'été était dans le vent et
regardait l'été. »

Marriages

— Elise et Charles CRETTEIN

sont très heureux de faire part de leur
mariage, célébré le 17 février, à Mogé-
dieu.

Décès

— Les familles Bataillon, Maillard
et Derreux ont la douleur de faire part de la mort de

Léon BATAILLON,
traducteur littéraire,
chevalier des Arts et Lettres,

survenue le 6 mars 1990, à l'âge de
soixante-deux ans.

— La Maison de l'Amérique latine
à la grande tristesse de faire part de la disparition de

M^{me} Léon BATAILLON,
grande traductrice
de la littérature latino-américaine.

(Lire dans Le Monde des livres,
page 28.)

— M. Marcel Chantry
Et toute sa famille,
font part du décès de

M^{me} Pierrette CHANTRY,
née Fédéric,
professeur honoraire de philosophie
au lycée de La Varenne-Saint-Hilaire.

Les obituaires ont été célébrés dans
l'intimité à Sully (Ardennes), le
10 mars 1990.

2, rue du Moulin,
94210 Saint-Maur (La Varenne).

— M^{me} Denise Calvo,
son épouse,
et M^{me} Philippe Calvo,
et leurs enfants,
M^{me} Marie Calvo,
M^{me} Jean-Paul Calvo,
et leurs enfants,

M^{me} Marie Calvo,
M^{me} Jean-Paul Calvo,
et leurs enfants et petits-enfants,
ont la douleur de faire part du décès
sûr de

M. Jules Joseph CAISSO,
professeur de physique
à l'université de Poitiers,

survenue le 10 mars 1990, dans sa
soixante-quinzième année.

Les obituaires ont eu lieu à Poitiers,
le mardi 13 mars.

71, route de Gexay,
86000 Poitiers.

Pompes Funèbres
Marbrerie

CAHEN & C^{ie}

43-20-74-52

MINITEL par le 11

SOLDES

Tous les jours
du lundi 12 mars
au vendredi 16 mars
inclus.

9h à 12h/14h à 18h.

HERMÈS
PARIS

24, boulevard Saint-Hippolyte, PARIS 1^{er}

PRÉSENTATION, MARC QUINQUENNE,
CARRELL, CHATELAIN, GAYET,
CHAUSSEUR, TISSIER, FROCHE.

— Le directeur et les personnels du
Laboratoire de métallurgie de Poitiers
(URA 131 du CNRS)
ont le profond regret de faire part du
décès de leur ancien directeur

Jules CAISSO,
ancien doyen de la Faculté
des sciences,
ancien président de la section
Physique des solides du CNRS,
vice-président de l'université
de Poitiers,
président de la vingt-huitième section
du Conseil national des universités,
officier des Palmes académiques.

Né en 1928 à Marçay (Indre), Jules Caissou,
après des études d'ingénieur à l'ENSM de
Poitiers de 1947 à 1950, était entré au CNRS
en 1952, maître de conférences en 1958, puis
professeur en 1962. Jules Caissou fit toute sa
carrière à l'université de Poitiers. Succédant en
1989 à son oncle, Raymond Jacquemont, à la
direction du Laboratoire de métallurgie phy-
sique, il fut président de la section Physique des
solides du CNRS (1987-1991), président de la
section Mécanique des matériaux en CNRS,
doyen de la Faculté des sciences (1982-1988)
et membre de l'Académie pour le dévelop-
pement de la recherche et de la technologie.

— M. et M^{me} François Rode,
Marie-Françoise, Nathalie,
Anne-Sophie et Fabrice,
M. et M^{me} Armand Rode
et François.

M^{me} Hélène Paulin,
font part du décès de

Fernand RUDE,
sans-papiers,
historien.

Les obituaires ont été célébrés dans
l'intimité familiale au cimetière de la
Croix-Rouge, à Lyon, le 14 mars
1990.

6, rue Louis-Bérlioz,
91420 Morangis.

— Simone SVAGELSKI

a quitté sa famille et ses amis, le
5 mars 1990.

256, avenue du Général-Sarrail,
51000 Châlons-en-Marne.

— M^{me} Adolphe Touffait,

son épouse,
M. et M^{me} Jacques Touffait,
M. Michel Touffait,
M. et M^{me} Jean Touffait,
Nicolas et Frédéric,
M. François Touffait,
M. et M^{me} Georges Tirlé
et leurs enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Adolphe TOUFFAIT,
procureur général
honoraire près la Cour de cassation,
président de chambre honoraire
de la Cour de justice
des Communautés européennes,
grand officier de la Légion d'honneur,
grand officier
de l'Ordre national du mérite
survenue le 12 mars 1990.

Les obituaires ont été célébrés dans
l'intimité familiale, le 15 mars, à Lan-
ciennes (22).

Cet avis tient lieu de faire-part.
8, boulevard Julien-Potin,
92200 Neuilly-sur-Seine.

5, boulevard Julien-Potin,
92200 Neuilly-sur-Seine.

37, avenue Franklin-Roosevelt,
75008 Paris.

7, rue Méditerranée,
75015 Paris.

(Lire page 15.)

Anniversaires

— Pour le vingt-cinquième anniver-
saire du rappel à Dieu de

André LISSILOUR,

une prière pensée est demandée à ceux
qui l'ont connu et aimé.

— Il y a trois ans, le 15 mars 1987,

Yves LOYER

nous quitte.

« Ne me laissez pas pour mort
penser que les journaux auront
annoncé que je n'y suis plus. Ne me
laissez pas seul avec les morts
comme un soldat sur le front qui
ne reçoit pas de lettres. Châtiment
merci pour tout ce que vous m'avez
donné et pour mon grand désir. Partez-
moi alors, je vous en prie, j'y
compte. »

Henri Michaux

Messes anniversaires

— Le samedi 24 mars 1990, à
10 heures, Les Auxiliaries des aveugles
Et la famille d'Herbement,
souhaitent réunir tous les amis de

M^{me} Guilly d'HERBEMENT.

A l'occasion de la messe qui sera célé-
brée par le Père Rouquet à Notre-
Dame-de-Bon-Cœur, 5, rue Albert-
de-Lapparent, Paris-7^e (métro: Ségur)
pour commémorer le dixième anniver-
saire de sa mort.

Souvenons-nous que c'est grâce à
elle qu'a été reconstruite mondiale-
ment la part de la came blanche.

Après la messe, les amis de Guilly
d'Herbement se réuniront pour évo-
quer son souvenir.

Communications diverses

— Espèce J.-F. Guyot, du 9 mars
au 8 avril, exposition Patrick Albert.
Des tableaux épiques et postérieurs, des
blocs blancs et des pages bruniées, de
couleurs d'ivoire (G1, boulevard Hauss-
mann, 75008 Paris), qui diffuse aussi
des renseignements sur répondant
téléphonique au (1) 42-66-64-28 ou
par mail : 36-15 code CORUS.

Soutenances de thèses

— Université Paris-III, le mardi
19 mars, à 14 heures, salle Bourjac,
17, rue de la Sorbonne, M. Pierre Ser-
vet : « Mystère de la Résurrection de
Notre Seigneur Jésus-Christ et de son
Ascension et de la Pentecôte. Edition
critique de la première journée ».

— Université Paris-I (Panthéon-
Sorbonne), le mardi 27 mars, à
17 heures, salle 406, Institut de géo-
graphie, 191, rue Saint-Jacques,
M. Alberto José De Sousa : « L'habitat
des peuples de la grande ville indus-
trielle. Une étude centrée sur le cas de
Reims ».

— Université Paris-IV (Paris-
Sorbonne), le samedi 24 mars, à
14 heures, amphithéâtre Guizot,
17, rue de la Sorbonne, M^{me} Camille
Auzan, « Mythe gaulois et
mythe tectonique. Perception des Gau-
lois par les auteurs de l'Antiquité à nos
jours ».

— Université Paris-I (Panthéon-
Sorbonne), le vendredi 30 mars à
9 h 30, salle 308, entrée 1, rue Victor-
Cousin, Galerie Jean-Baptiste Dumas,
accusé L. (Sorbonne), M^{me} Françoise
Fischer-Ramus : « Mythe gaulois et
mythe tectonique. Perception des Gau-
lois par les auteurs de l'Antiquité à nos
jours ».

— Université Paris-III, le samedi
31 mars, à 14 heures, salle Bourjac,
17, rue de la Sorbonne, M^{me} Françoise
Bernard, épouse Martin : « Les romans
anglo-irlandais de Maria Edgeworth ».

An sommaire de « Dossiers et documents » de mars 1990

Le grand chantier de l'Ile-de-France

La mal-vie de la région
parisienne vient de faire l'objet
d'un livre blanc qui a suscité de
vives réactions. Pour mieux
comprendre le débat actuel,
« Dossiers et documents » rap-
pellent comment la croissance
s'est faite, de façon incontrô-
lable : le Grand Paris est en
miettes, le diagnostic établi
par le Livre blanc fait ressortir
lacunes et disparités inquié-
tantes. Difficile de savoir qui
décide quoi : la situation est
très embrouillée, les querelles
de clochers abondent et le
désordre est aussi politique,
provoqué et entretenu par les
lois de décentralisation.
Conseil régional, Etat, collecti-

vités locales : il y a plethore de
patrons.

Et les Franciliens subissent :
la spéculation foncière et
l'envolée des prix freine la
construction de logements
sociaux, la course à l'immobi-
lier de bureau ne s'arrête plus
à l'ouest et repart vers l'est.

Les transports sont au cœur
de l'aménagement et si les
autoroutes coûtent cher, les
usagers des transports en
commun ne sont pas toujours
à la fête. Autant de problèmes
à résoudre si Paris veut tenir
une place internationale.

L'Iran sans Khomeiny

La mort de l'imam Kho-
meiny, le 3 juin 1989, a prati-
quement mis fin à la « révo-
lution islamique ». Après un
rappel des événements qui ont
précédé l'arrivée au pouvoir de
Khomeiny et un portrait du
patriarcat de Ouom, l'accent
est d'abord mis sur la recon-
struction économique depuis la
fin de la guerre Iran-Irak et les
problèmes humains qui en ont
résulté. La transition politique
de l'après-Khomeiny s'est faite
sans accroc, rapidement, mais

il reste les points noirs sont
inquiétants : les exécution de
multiples, la loi islamique
peut-être est encore bien
loin.

L'Iran s'ouvre vers l'occident,
le calme revient lentement :
l'ennemi porte de l'air, l'affaire
Rushdie a isolé des adhérents,
les troubles récents à la fron-
tière soviétique ne peuvent
être ignorés.

En vente chez tous les
marchands de journaux, 8 F.

MÉTÉOROLOGIE

Evolution probable du temps en
France entre le jeudi 15 mars à 0 heure
et le dimanche 18 mars à 24 heures.

Quelques brèves notations ne dis-
sent rien à l'essentiel, à un soleil particu-
lièrement gênant.

Vendredi : très beau, nuageux, puis
douceur et soleil.

Au lever du jour, les températures
seront fraîches. Elles seront comprises
entre -2 et 3°C dans les terres, entre 3
et 7°C sur les côtes, surtout au voisinage
de la Méditerranée et de la Manche.

Le soleil s'imposera pour la journée.
Quelques petites nuages de beau temps
pourront par moments gêner la vue
dans les régions d'altitude du Puy de
Dôme et du Mont-Dore et sur le Nord-
Ouest. Les températures, remontant
rapidement pour atteindre 15 à 18°C en
milieu d'après-midi, le matin 10 à 12°C
au nord de la Garonne.

A noter, un temps plus nuageux sur la
Côte d'Azur et la Corse où le vent de sud-
est soufflera modérément.

Samedi : soleil et chaleur.

Les brèves notations seront rares.
Aucun obstacle ne s'opposera à un soleil
général sur l'ensemble du pays. Près de
la Méditerranée, toutefois, quelques
nuages bas pourront gêner la vue.

Les températures maximales seront en
haute d'un ou deux degrés par rapport à
la veille. Celles de l'après-midi s'élève-
ront les 20 et 22°C sur les côtes, 18 et
20°C en milieu d'après-midi, 15 et 17°C
au nord de la Garonne.

Le vent sera modéré de secteur est en
Méditerranée. Le reste du pays bénéfi-
ciera d'un léger vent de sud, plus marqué
en Bretagne.

Dimanche : toujours de soleil.

La Météo veut du sud et les hautes pres-
sions qui concerneront l'ensemble du

paye nous permettront de bénéficier
d'une journée généralement ensoleillée et
chaude pour la saison. Néanmoins, quel-
ques nuages épars pourront gêner la
vue sur l'Ouest, et des nuages cils
s'élèveront le long de la côte.

Les températures maximales seront de 20
à 25 degrés dans l'ouest, de 18 à
22 degrés dans l'est, de 15 à 18 degrés
dans le sud-est, de 12 à 15 degrés dans le
nord-est et de 10 à 12 degrés dans le nord-
ouest.

Les températures minimales seront de 5
à 8 degrés dans l'ouest, de 3 à 5 degrés
dans l'est, de 0 à 3 degrés dans le sud-est
et de -2 à 0 degrés dans le nord-est et le
nord-ouest.

Les températures maximales seront de 20
à 25 degrés dans l'ouest, de 18 à 22 degrés
dans l'est, de 15 à 18 degrés dans le sud-est
et de 12 à 15 degrés dans le nord-est et de
10 à 12 degrés dans le nord-ouest.

Les températures minimales seront de 5
à 8 degrés dans l'ouest, de 3 à 5 degrés
dans l'est, de 0 à 3 degrés dans le sud-est
et de -2 à 0 degrés dans le nord-est et le
nord-ouest.

Les températures maximales seront de 20
à 25 degrés dans l'ouest, de 18 à 22 degrés
dans l'est, de 15 à 18 degrés dans le sud-est
et de 12 à 15 degrés dans le nord-est et de
10 à 12 degrés dans le nord-ouest.

Les températures minimales seront de 5
à 8 degrés dans l'ouest, de 3 à 5 degrés
dans l'est, de 0 à 3 degrés dans le sud-est
et de -2 à 0 degrés dans le nord-est et le
nord-ouest.

Les températures maximales seront de 20
à 25 degrés dans l'ouest, de 18 à 22 degrés
dans l'est, de 15 à 18 degrés dans le sud-est
et de 12 à 15 degrés dans le nord-est et de
10 à 12 degrés dans le nord-ouest.

Les températures minimales seront de 5
à 8 degrés dans l'ouest, de 3 à 5 degrés
dans l'est, de 0 à 3 degrés dans le sud-est
et de -2 à 0 degrés dans le nord-est et le
nord-ouest.

Les températures maximales seront de 20
à 25 degrés dans l'ouest, de 18 à 22 degrés
dans l'est, de 15 à 18 degrés dans le sud-est
et de 12 à 15 degrés dans le nord-est et de
10 à 12 degrés dans le nord-ouest.

Les températures minimales seront de 5
à 8 degrés dans l'ouest, de 3 à 5 degrés
dans l'est, de 0 à 3 degrés dans le sud-est
et de -2 à 0 degrés dans le nord-est et le
nord-ouest.

Les températures maximales seront de 20
à 25 degrés dans l'ouest, de 18 à 22 degrés
dans l'est, de 15 à 18 degrés dans le sud-est
et de 12 à 15 degrés dans le nord-est et de
10 à 12 degrés dans le nord-ouest.

Les températures minimales seront de 5
à 8 degrés dans l'ouest, de 3 à 5 degrés
dans l'est, de 0 à 3 degrés dans le sud-est
et de -2 à 0 degrés dans le nord-est et le
nord-ouest.

Les températures maximales seront de 20
à 25 degrés dans l'ouest, de 18 à 22 degrés
dans l'est, de 15 à 18 degrés dans le sud-est
et de 12 à 15 degrés dans le nord-est et de
10 à 12 degrés dans le nord-ouest.

Les températures minimales seront de 5
à 8 degrés dans l'ouest, de 3 à 5 degrés
dans l'est, de 0 à 3 degrés dans le sud-est
et de -2 à 0 degrés dans le nord-est et le
nord-ouest.

Les températures maximales seront de 20
à 25 degrés dans l'ouest, de 18 à 22 degrés
dans l'est, de 15 à 18 degrés dans le sud-est
et de 12 à 15 degrés dans le nord-est et de
10 à 12 degrés dans le nord-ouest.

Les températures minimales seront de 5
à 8 degrés dans l'ouest, de 3 à 5 degrés
dans l'est, de 0 à 3 degrés dans le sud-est
et de -2 à 0 degrés dans le nord-est et le
nord-ouest.

Les températures maximales seront de 20
à 25 degrés dans l'ouest, de 18 à 22 degrés
dans l'est, de 15 à 18 degrés dans le sud-est
et de 12 à 15 degrés dans le nord-est et de
10 à 12 degrés dans le nord-ouest.

Les températures minimales seront de 5
à 8 degrés dans l'ouest, de 3 à 5 degrés
dans l'est, de 0 à 3 degrés dans le sud-est
et de -2 à 0 degrés dans le nord-est et le
nord-ouest.

Les températures maximales seront de 20
à 25 degrés dans l'ouest, de 18 à 22 degrés
dans l'est, de 15 à 18 degrés dans le sud-est
et de 12 à 15 degrés dans le nord-est et de
10 à 12 degrés dans le nord-ouest.

Les températures minimales seront de 5
à 8 degrés dans l'ouest, de 3 à 5 degrés
dans l'est, de 0 à 3 degrés dans le sud-est
et de -2 à 0 degrés dans le nord-est et le
nord-ouest.

Les températures maximales seront de 20
à 25 degrés dans l'ouest, de 18 à 22 degrés
dans l'est, de 15 à 18 degrés dans le sud-est
et de 12 à 15 degrés dans le nord-est et de
10 à 12 degrés dans le nord-ouest.

Les températures minimales seront de 5
à 8 degrés dans l'ouest, de 3 à 5 degrés
dans l'est, de 0 à 3 degrés dans le sud-est
et de -2 à 0 degrés dans le nord-est et le
nord-ouest.

Les températures maximales seront de 20
à 25 degrés dans l'ouest, de 18 à 22 degrés
dans l'est, de 15 à 18 degrés dans le sud-est
et de 12 à 15 degrés dans le nord-est et de
10 à 12 degrés dans le nord-ouest.

Les températures minimales seront de 5
à 8 degrés dans l'ouest, de 3 à 5 degrés
dans l'est, de 0 à 3 degrés dans le sud-est
et de -2 à 0 degrés dans le nord-est et le
nord-ouest.

Les températures maximales seront de 20
à 25 degrés dans l'ouest, de 18 à 22 degrés
dans l'est, de 15 à 18 degrés dans le sud-est
et de 12 à 15 degrés dans le nord-est et de
10 à 12 degrés dans le nord-ouest.

Les températures minimales seront de 5
à 8 degrés dans l'ouest, de 3 à 5 degrés
dans l'est, de 0 à 3 degrés dans le sud-est
et de -2 à 0 degrés dans le nord-est et le
nord-ouest.

Les températures maximales seront de 20
à 25 degrés dans l'ouest, de 18 à 22 degrés
dans l'est, de 15 à 18 degrés dans le sud-est
et de 12 à 15 degrés dans le nord-est et de
10 à 12 degrés dans le nord-ouest.

Les températures minimales seront de 5
à 8 degrés dans l'ouest, de 3 à 5 degrés
dans l'est, de 0 à 3 degrés dans le sud-est
et de -2 à 0 degrés dans le nord-est et le
nord-ouest.

Les températures maximales seront de 20
à 25 degrés dans l'ouest, de 18 à 22 degrés
dans l'est, de 15 à 18 degrés dans le sud-est
et de 12 à 15 degrés dans le nord-est et de
10 à 12 degrés dans le nord-ouest.

Les températures minimales seront de 5
à 8 degrés dans l'ouest, de 3 à 5 degrés
dans l'est, de 0 à 3 degrés dans le sud-est
et de -2 à 0 degrés dans le nord-est et le
nord-ouest.

Les températures maximales seront de 20
à 25 degrés dans l'ouest, de 18 à 22 degrés
dans l'est, de 15 à 18 degrés dans le sud-est
et de 12 à 15 degrés dans le nord-est et de
10 à 12 degrés dans le nord-ouest.

Les températures minimales seront de 5
à 8 degrés dans l'ouest, de 3 à 5 degrés
dans l'est, de 0 à 3 degrés dans le sud-est
et de -2 à 0 degrés dans le nord-est et le
nord-ouest.

Les températures maximales seront de 20
à 25 degrés dans l'ouest, de 18 à 22 degrés
dans l'est, de 15 à 18 degrés dans le sud-est
et de 12 à 15 degrés dans le nord-est et de
10 à 12 degrés dans le nord-ouest.

Les températures minimales seront de 5
à 8 degrés dans l'ouest, de 3 à 5 degrés
dans l'est, de 0 à 3 degrés dans le sud-est
et de -2 à 0 degrés dans le nord-est et le
nord-ouest.

Les températures maximales seront de 20
à 25 degrés dans l'ouest, de 18 à 22 degrés
dans l'est, de 15 à 18 degrés dans le sud-est
et de 12 à 15 degrés dans le nord-est et de
10 à 12 degrés dans le nord-ouest.

Les températures minimales seront de 5
à 8 degrés dans l'ouest, de 3 à 5 degrés
dans l'est, de 0 à 3 degrés dans le sud-est
et de -2 à 0 degrés dans le nord-est et le
nord-ouest.

Les températures maximales seront de 20
à 25 degrés dans l'ouest, de 18 à 22 degrés
dans l'est, de 15 à 18 degrés dans le sud-est
et de 12 à 15 degrés dans le nord-est et de
10 à 12 degrés dans le nord-ouest.

Les températures minimales seront de 5
à 8 degrés dans l'ouest, de 3 à 5 degrés
dans l'est, de 0 à 3 degrés dans le sud-est
et de -2 à 0 degrés dans le nord-est et le
nord-ouest.

Les températures maximales seront de

EXPOSITIONS

Quatre cents livres qui ont fait la France

Du « Serment de Strasbourg » à la « Route des Flandres »
une exposition à la Bibliothèque nationale

Nous sommes désormais habitués aux grandes expositions organisées par la Bibliothèque nationale, prêtes pour célébrer un fonds inépuisable et méconnu du grand public. Toutes les occasions sont bonnes pour exhiber manuscrits enluminés, gravures inconnues, éditions originales, reliures précieuses et monnaies rares. Le thème aujourd'hui retenu est « Dix siècles de littérature » qui ont fait la civilisation française, du *Serment de Strasbourg*, premier texte rédigé dans une langue qui allait devenir le français, à la *Route des Flandres*, roman de Claude Simon, notre dernier prix Nobel de littérature. Les figures imposées de notre Panthéon littéraire ne laissent guère de place à l'imagination ou à l'art-traité.

Même si on peut glosier sur la présence de Noverre (Jean-Georges), rédacteur d'une *Lettre sur la danse et les ballets* (1760) ou d'Agassiz (Louis), auteur d'une *Etude sur les glaciers* (1840) et l'absence de Viollet-le-Duc, de Gautier ou de Senghor. Si l'exposition est une réussite, elle le doit d'abord à sa mise en scène, qui utilise à merveille les galeries où se déploient les trésors de la langue française.

Racine, Proust, Hergé...

Notre émerveillement est de plusieurs sortes. Esthétique d'abord, à la vue des volumes médiévaux enluminés, *Roman de la Rose*, *Le Livre des merveilles* de Marco Polo, *Grande chirurgie*, *Le Livre de la chasse* de Gaston Phébus. Des *Chroniques* de Froissart au *Livre de la Cité des Dames* de Christine de Pisan, il faudrait tous les citer. Mais il est redoublé parce que, ici, on sent bien que le livre est beaucoup plus qu'un texte, aussi splendidement illustré soit-il. Il fait partie d'une chaîne mystérieuse et fragile, méticuleusement et lentement élaborée, qui perpétue la connaissance et la mémoire.



Illustration de Manet pour l'Après-midi d'un faune, de Mallarmé.

Gérard de Nerval nous dit avoir éprouvé ce trouble en feuilletant, dans le grenier de ses grands-parents, d'obscurs recueils alchimiques dont les allégories indéchiffrables lui apportaient l'idée confuse d'une vérité transcendante. Gutenberg a fait perdre au livre, en le multipliant, cette somme de mystères, encore que la sophistication des frontispices et la qualité de la typographie lui aient longtemps épargné la banalité.

On peut éprouver un autre type d'émotion en trépanant les galeries de Mansart ou Mazarine, à la lecture d'une lettre autographe de la marquise de Sévigné - griffonnage pointu et régulier, d'une page de l'*Iphigénie* de Racine - écriture ronde et posée - ou des notes de Pascal - hiéroglyphes illisibles. Plus connus : les pattes de mouche

hautaines de Chateaubriand, les épreuves balzaciennes, surchargées de corrections, les portefeuilles spécialement conçus pour le manuscrit de ses *Mémoires* par Saint-Simon, les carnets oblongs de Marcel Proust, débordant de papeteries, ou le plan des *Thibault* établi par Roger Martin du Gard.

Il ne manque ni les cahiers d'Artaud, tachés, brûlés, ni même une planche originale du *Lotus bleu*, d'Hergé. On peut, ainsi, avoir l'impression de jeter un coup d'œil par-dessus l'épaule de l'auteur, de pénétrer les secrets de la création. Illusion sans doute. Mais illusion séduisante. Cette exposition n'est que le socle du quatre cent unième livre, nous dit Yves Bonnefoy dans une préface qui ouvre le gros catalogue. Celui qui est à venir. « Car les quatre cents livres qui désignent

rien et ne veulent rien que ce livre en plus, c'est celui qui bouge et de ce fait les autres, c'est lui qui fait de leurs constellations, de leurs feux, un signe qui a un sens. »

EMMANUEL DE ROUX

« En français dans le texte ». Bibliothèque nationale, 58, rue de Richelieu, Paris-2^e. Tél. : 47-03-81-26. Jusqu'au 13 mai. Un fort bel ouvrage collectif sort de catalogue à l'exposition, 382 pages, 395 F. On regrettera seulement que les légendes des très nombreuses illustrations soient renvoyées en fin de volumes.

éclatée en plusieurs Salons écho-lonnés sur l'année. Que la Foire internationale du Livre 1991 auras lieu un mois plus tard - du 24 au 29 avril - remplaçant le projet commercial initial par une série de débats et de lectures par des auteurs et des critiques.

Dix éditeurs sur soixante...

Déjà, des maisons d'édition de Leipzig qui s'étaient transportées après 1949 en République fédérale - Brockhaus Verlag, Kiepenheuer - envisageant de se réfugier à l'Ouest. Déjà, Buchexport, l'organisme d'Etat par lequel devait passer obligatoirement jusqu'à tout ce qui concernait l'exportation du livre et les conditions avec les éditeurs de RDA, n'a plus de raison d'exister dans un marché de libre concurrence.

Déjà, il est sûr que plus rien n'oblige à faire deux éditions différentes des livres allemands comme des traductions. Déjà, on sait qu'il va y voir une hécatombe parmi les maisons d'édition de l'Allemagne de l'Est et que sur la soixantaine présentes à la Foire de Leipzig 1990, à peine une dizaine pourront subsister... Perspective qui affole la plupart des éditeurs, puisque même Aufbau, la plus prestigieuse maison d'édition de RDA, n'a plus de propriétaire, et craint de disparaître.

Dans cette perspective, on remarquait l'omniprésence des représentants de la République fédérale venus en force, afin de recueillir les débris d'un Etat en faillite et profiter de la privatisation pour monter quelques joint-ventures. Pour la première fois, la plus importante banque de RFA, la Deutsche Bank était présente, et avec un immense stand. On comptait que la moitié des 9 000 sociétés étaient occidentales, plus d'un million pour la seule Allemagne de l'Ouest (dont 15 éditeurs jamais venus à Leipzig).

On se souciait peu qu'il y ait, sur un stand la visite d'un des ministres « provisoires », jadis gage d'une commande certaine. Pour cette même raison, sans doute à cause de la prochaine disparition du mark est-allemand, on remarquait une quasi-absence des éditeurs français représentés seule-

ment par quelques volumes sur le stand collectif de l'OEPE (Office de promotion de l'édition française). Peut-être est-ce dû à une politique à courte vue... Ou à une inquiétude omniprésente à l'égard du futur...

Les visiteurs s'intéressaient surtout aux éditeurs de l'Ouest, consultant les livres, ramassant les catalogues. Cependant, peu de nouveaux titres attirant autant qu'un mince volume qui vient de paraître sur un vilain papier : *Difficultés avec la vérité*, de Walter Janka, un ancien directeur des Editions Aufbau condamné à cinq ans de prison, en 1956, après Budapest, à l'issue d'un procès fondé sur de fausses accusations ; son livre, qui démasque l'arbitraire dont il a été lui-même victime ; a pu être publié après le départ de Honecker. Exposé sur le stand de Aufbau, il était volé dès le second jour (à paraître en français aux Editions de La nuée bleue/Lattès).

Dans les rues, spécialement approvisionnées et décorées pour la Foire - où, parfois, les bannières saxonnes ont remplacé le drapeau ou figurent le marteau et le compas - la foule, compacte, se pressait ou faisait la queue près d'une banane géante en plastique, une publicité pour un produit introuvable d'ordinaire. On s'arrachait des choux-fleurs ou des kiwis payables en marks ouest-allemands, des carottes, des vêtements, de la bière, des produits de beauté occidentaux, de la moquette, la *Frankfurter Allgemeine* ou le *Bild* spécialement rédigé pour l'Est. On déchiffrait les affiches électorales et les graffitis qui ont fait leur apparition depuis peu. Comme tous les hindis, la prière remplissait la Nikolaï Kirche, et le chancelier Kohl déplaça finalement moins de gens que la manifestation hebdomadaire du lundi.

Qui se souvenait encore que l'an dernier, il y avait eu, le premier jour de la Foire, pendant quelques minutes, cinquante manifestants criant « A bas la Stasi ! ». La première manifestation de masse... Tous on conscience que cette Foire, la 82^e du nom, est historique. Mais est-ce la dernière Foire de Leipzig ?

NICOLE ZAND

Une deuxième dation Picasso

49 tableaux, 38 dessins, 24 carnets de dessins, 19 céramiques, 240 gravures, 7 lithographies de Picasso et un collage de Georges Braque vont enrichir les musées nationaux (nos dernières éditions du 15 mars). M. Michel Chassagne, ministre du budget, et M. Jack Lang, ministre de la culture, ont en effet décidé, mercredi 14 mars, d'accepter une deuxième dation Picasso, provenant de l'héritage de Jacqueline, la dernière épouse de l'artiste.

La procédure de dation permet à des héritiers, en l'occurrence la fille de Jacqueline Picasso, de s'acquiescer des droits de succession « en nature ». Les héritiers du peintre avaient déjà choisi cette solution en 1979. Elle avait permis l'ouverture du Musée Picasso à Paris en 1985. Le ministère du budget n'a pas dévié le montant de cet impressionnant trésor. Il

peut être estimé à quelques centaines de millions de francs. Selon la direction des musées de France, les 24 carnets de dessins constituant le plus beau fleuron de cette deuxième dation. Ces pages couvertes de croquis témoignent de toutes les périodes de l'œuvre de Picasso. Certains sont totalement inédits, comme les trois carnets d'études pour le *Ballet Mercure* (1924), ou deux autres qui retracent la genèse des *Demotelles d'Avignon* (1907).

Deux œuvres de la période bleue - un portrait de 1902 et un nu exécuté en 1905 - entreront également dans les collections nationales, ainsi que des toiles importantes comme *Femme à l'oreiller* (1969), les *Elreintes* (1970) ou la quatrième version de la parapsychologie *sur l'herbe de Mars* (1961). La « dation Jacqueline » sera exposée au Musée Picasso du 22 mai au 3 septembre.

THÉÂTRE

Festival d'Avignon : art et savoir

Avignon, pôle artistique de la grande Europe : c'est pour bientôt

Tout va bien au Festival d'Avignon. Les reproches du député, maire (PS), M. Guy Ravier, sur le « parisianisme » de la manifestation et de la nécessité de la rendre aux habitants de sa ville n'ont pas eu de suite. Les choses se sont arrangées, à la satisfaction, semble-t-il, générale. M. Ravier, qui a d'ailleurs assisté à la conférence de presse donnée à Paris, le 14 mars, pour l'annonce du programme (le Monde du 15 mars) a affirmé la complète indépendance d'Alain Crombecque à la tête du Festival et lui a renouvelé l'assurance de sa totale confiance. Toute idée de direction bicéphale étant écartée, Alain Crombecque, dont le mandat a été prolongé jusqu'en 1992, reste seul responsable artistique. Il nous explique ses projets.

« Le directeur du Festival, explique Alain Crombecque, est également président de l'Institut supérieur de formation des techniques du spectacle, qui existe depuis trois ans. Christiane Bourbonnaud, collaboratrice de Bernard Faivre d'Arquier lorsqu'il était à la tête du Festival, devient directrice déléguée et dirige cet institut. Cette réorganisation est nécessaire pour construire à partir de l'événement Festival une continuité, une sorte de maison commune qui réunirait cet institut, plus l'organisme chargé de former les directeurs de projets culturels (et mis sur pied par Bernard Faivre d'Arquier). D'autre part, nous avons des perspectives de collaboration avec le Théâtre de l'Europe, pour un centre de formation de metteurs en scène et une académie expérimentale de théâtre.

Avignon pourrait devenir un atelier dans l'esprit de la Renaissance, consacré à la transmission du savoir à un haut niveau. Il faut

capitaliser les apports du Festival et travailler en amont. L'idée n'est pas originale, elle appartient à Vilard, a été développée par Faivre d'Arquier, nous devons lui apporter une dimension supplémentaire. Ainsi la DATAR nous a demandé quatre pilotes d'émissions interactives sur l'enseignement du théâtre. La ville est un endroit qui va de soi pour ce type d'expérience. A cause du Festival et de ce lieu de mémoire qu'est la Maison Jean-Vilard. Travailler avec Patrice Chéreau à Nanterre m'a fait comprendre l'importance de la notion d'héritage.

Nous organisons en 1990 des résidences pour des personnalités comme Matthias Langhoff, ou Kantor, qui resteront un temps à déterminer, choisissant la forme de leur enseignement. J'ai parlé avec Armand Gatti, il a accepté de venir pendant six mois l'an prochain, travailler comme il l'a fait avec des gens étrangers au théâtre. Je pense que ce type de pratique à la charnière du culturel et du social ne peut être que l'œuvre d'un poète.

En tout cas, ça me plaît, ça ne me déplaît pas. Pour la première fois, j'ai obtenu une actualisation des financements. L'Etat et la ville donnent chacun 1 million supplémentaire. En tout, les différences subventionnées de l'Etat atteignent 4,5 millions, celles de la ville, 7,2. Le département donne 3,5 millions, la région, 1,2. Et pour le *Ramaya*, le ministère des affaires étrangères donne 0,7 million. Il faut compter également sur les recettes, le mécénat - Crédit local de France, Caisse des dépôts, UAP, etc. - qui ne doit pas dépasser 15 % du budget.

Mon contrat est renouvelé jusqu'en 1992. Pour la suite, je ne veux pas m'avancer. Je ne sais pas si je resterai. Mais j'ai de toute façon l'intime certitude qu'Avignon peut devenir un pôle artistique dans la grande Europe, à condition de faire fructifier ses atouts. En définitive, le Festival, par lui-même, est le moteur de ces projets, il en est aussi le maillon le plus fragile, sur le plan financier comme sur le plan artistique. Il est remis en question chaque année. Il faut l'étayer, construire dans la durée sans pour autant mettre en place de nouvelles bureaucraties culturelles. Construire autour de l'art, je dis bien l'art théâtral. »

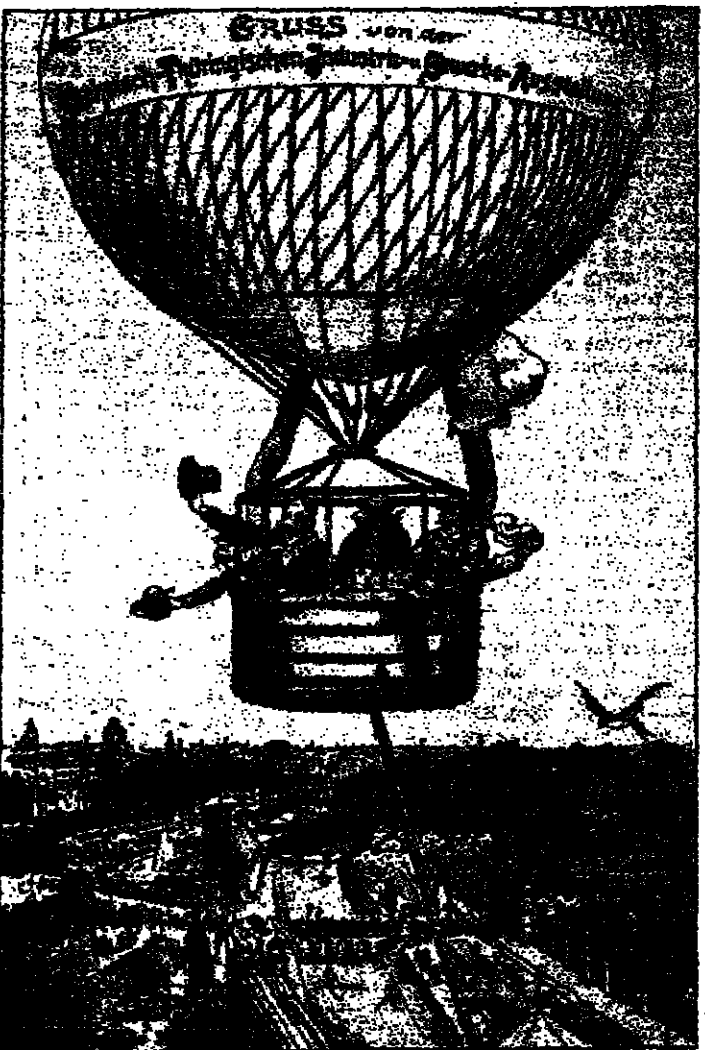
Propos recueillis par COLETTE GODARD

La foire de la fin d'un monde

Suite de la première page

Sur une superficie de plus de 100 000 mètres carrés, la Foire de Leipzig, resuscitée il y a quatre décennies par la République démocratique allemande, traitait des biens d'équipement : industries électriques, machines agricoles, machines-outils, grosse construction mécanique, électrotechnique, télécommunications, mais aussi industries textiles, habillement, four-

rure, verrerie, etc. Pourtant, selon la tradition ancienne, dans le centre de Leipzig, jadis cité des grands éditeurs, une place restait réservée au livre (900 éditeurs et libraires de 20 pays), place réduite certes (4 500 mètres carrés), mais symboliquement importante. Déjà le ministre du commerce extérieur a laissé entendre que l'an prochain la formule de la Foire serait changée,



« Salut de l'industrie de Saxe-Thuringe » (1897)

AMERICAN LANGUAGE PROGRAM de l'American Center se trouve maintenant dans le 6e et le 8e.

3e trimestre : du 2 avril au 30 juin (Véhicules de l'école du 9 au 22 avril)

Public Speaking - English for Economics and Trade - Film Course - Medical English - Wine Right I - American Today - Video - Popular Writing and the American Press - Sounds English.

Sessions intensives Préparation au bac Préparation au T.O.E.F.L. F.P.C.

Une Classe 1 place de l'école 47, rue Pierre Curie 75006 Paris Tél. 42 33 18 52

Une Classe 1 place de l'école 47, rue Pierre Curie 75006 Paris Tél. 42 50 25 49

RESCUEZ-VOUS MAINTENANT

CENTRE CULTUREL SUISSE

LIRE MAX FRISCH

SPECTACLES LITTÉRAIRES JEUDI 15 MARS 20 H 30 JOURNAL 1946-1949 extraits par Michel Kailmann musique Renaud Garcia-Fons

VENDREDI 16 MARS 20 H 30 COMTE OBERLAND version du Journal avec Armand Abjainth Catherine Bengel

Entrée libre Réservation et programme 42 71 88 58 38, rue des Francs-Bourgeois (au fond du passage) Paris 11^e

ans visa

châtelet

THEATRE MUSICAL DE PARIS

Molière
Marc-Antoine Charpentier

16 mars - 8 avril 1990

Le Malade imaginaire

Comédie mêlée de musique
et de danses

Mise en scène : Jean-Marie Villégier
et Christophe Galland
Direction musicale : William Christie
Chorégraphie : Francine Lancelot
Décors : Carlo Tommasi
Costumes : Patrice Cauchetier
Lumières : Philippe Arianod
Commedia dell'arte : Adriano Sinivia

Comédiens et chanteurs
Ris et danceries

Les Arts Florissants

Coproducteur Opéra de Montpellier

FONDATION
SOCIÉTÉ GÉNÉRALE
POUR LA MUSIQUE MAIRIE DE PARIS RTL 40.28.28.40

ENSOR AUTOUR D'ENSOR

MARS	
16, 17, 18	MAISON DES ARTS CRETEIL Karin Vyncke : "Kreuzet"
20	EGLISE ST-JULIEN LE PAUVRE Sigiswald Kuijken : concert
22	INSTITUT NEERLANDAIS Les poètes flamands : Hugo Claus, Dirk Van Bastelaere, Luuk Gruwez, Stefan Hertmans, Geert Van Istendael
Du 27 mars au 21 mai	CENTRE GEORGES POMPIDOU Les must de la vidéodanse
AVRIL	
7	LA NUIT DES INSTRUMENTS ANCIENS OPÉRA D'HIVER-BOUGLIONE Philippe Mallé : concert
Du 24 au 27	CENTRE GEORGES POMPIDOU Autoportrait de James Ensor Film de Luc de Heusch
Du 26 avril au 22 juillet	MUSÉE DU PETIT PALAIS Exposition James Ensor
MAI	
29	THEATRE GERARD PHILIPPE Théâtre d'enfance et de la jeunesse : Teater Froe Froe, De Modderbrigade
31	FERME DU BUISSON C.A.C. DE MARNE LA VALLÉE L'Orchestre Philharmonique Royal de Flandre
JUIN	
8	LES GEMEAUX C.A.C. DE SCEAUX Blindman Quartet : concert
15	LES GEMEAUX C.A.C. DE SCEAUX X-Legged Sally : concert
19, 20, 21, 22, 23	THEATRE DE LA VILLE Rosas : nouvelle création



UNE INITIATIVE
DU MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FLAMANDE
DE BELGIQUE

Renseignements : (1) 43 43 23 00

MACO3
BUBIGNY

LUCRECE - LA NATURE DES CHOSES

Jean JOURDHEUIL - Jean-François PEYRET

Benoît REGENT - Jorge SILVA MELO - André WILMS
Françoise DEGEORGES - Lila GREENE - Philippe HERSANT
Tina MASELLI - Maritza GLICO - Hervé AUDIBERT - Paul BERGEL

DERNIÈRE LE 1^{ER} AVRIL

LOC. 48 31 11 45

CULTURE

ARCHITECTURE

Un pavillon en creux pour Séville

L'image de l'Hexagone à l'exposition universelle de 1992,
longtemps marquée par le flou, se définirait finalement par le « creux »

La deuxième semaine de l'architecture, qui, du 26 mars au 1^{er} avril, va agiter toutes les filiales du ministère de l'équipement et de l'ordre des architectes, les instituts spécialisés et les musées, va être, pour les Français, l'occasion de se plonger frénétiquement dans un bain d'architecture hexagonale. Comme pour devancer symboliquement ce moment, le président de la République, qui garde toujours par-devers lui les résultats du concours pour le futur centre de conférences internationales du quai Branly, a récemment divulgué son choix pour le pavillon français à l'exposition universelle de Séville. Il s'agit du projet de l'équipe Viguier et Jodry Associés, et Seigneur.

L'image de la France de Séville, en 1992, cela faisait un bon moment qu'on en était tourmenté. Les Anglais, par exemple, avec Peter Grimshaw, ou les Suisses, avec Vincent Mangin, avaient non seulement remis mais déjà choisi leur copie, que les quinze équipes françaises sélectionnées pour la consultation commencent à plancher. Un flou extrême entourant par ailleurs le programme, ces équipes devaient mettre à contribution leur « imagination créatrice » afin de donner une « traduction architecturale de l'image de la France ». Mais au fil du programme devait d'abord répondre un flou égal des réponses, soit que les projets évitent toute manifestation concrète de l'imagination, craignant

sans doute que le jury y lise un appauvrissement du flou original, soit qu'ils misent sur les manifestations organiques du flou (tremblement télévisuel, vagues et drapeaux, parcours erratiques...).

A l'issue d'un premier tour, cinq candidats furent malgré tout retenus, auxquels, tout soudain, fut confiée une sorte de programme élaboré par un comité ad hoc, lui-même présidé par Jacques Attali. Programme : un pavillon centré « sur les problèmes d'éducation, de formation, de communication ». Trois spécialités éminemment françaises, au moins en ce qu'elles ont d'immuable : « L'image de la France apparaît en creux », explique à ce propos Jacques Attali, le conseiller spécial du président de la République, à la revue *Le Monde* (9 mars). Toutefois, le bâtiment réalisé devra pouvoir être transformé ensuite en bibliothèque pour l'université de Séville.

Ainsi armés, les projets des cinq lauréats se sont singulièrement modifiés. Au point qu'il serait souhaitable de montrer, pour chacun d'eux, les deux états successifs lors de l'exposition qui doit prochainement ouvrir à l'Institut français d'architecture (IFA) sur ce concours de Séville. Ainsi, le projet Hauryette, qui, dans sa version initiale, minimaliste mais poétique, avait eu notre préférence, se trouve un peu rigidifié. Alain Sarfati, parti d'un objet brutal, stérile, acquiert un

souçon de légitimité par une sorte de conversion aux formes cataclysmiques de l'architecture japonaise contemporaine, sur le mode théorique du « Ma », naguère chanté par le musée des Arts Déco.

Du Besset et Lion, d'une part, Hammoutène d'autre part (deux challengers du concours pour le bâtiment de la rédaction du *Monde*, rue Falguère, dont la construction, par les premiers, touche à sa fin), sont restés plus proches de leur formulation d'origine. Ce qui ne veut pas dire que, si l'un ou l'autre projet avait dû s'imposer, la réalisation finale aurait pu être vraiment fidèle à leurs concepts, assez échevillés à dire vrai. Mais cela sera-t-il plus facile pour le projet lauréat ?

Style méditerranéen

Viguier, Jodry et Seigneur, les lauréats, après le choix final du président de la République, ont en effet proposé l'image la plus superbement abstraite dont la France puisse rêver pour Séville, et techniquement la plus sophistiquée. Un « ciel » à 15 mètres de haut, sur quatre minces poteaux en fibre de carbone, couvre un parvis-piédestal assez théâtral. Sous le parvis, au fond d'un trou, à 20 mètres sous terre, un écran géant donnera des nouvelles de la France éducative, formatrice et communicante. Le projet est froid mais élé-

gant, compassé mais efficace, arrogant mais généreusement désavoué. Faut-il y voir la marque de la France contemporaine, ou celle de cette architecture méditerranéenne dont le meilleur résultat se trouve peut-être à l'Arche de la Défense, et le moins heureux à la Bastille ?

L'exposition à l'IFA, puis la réalisation du projet, dans des délais extrêmement brefs (livraison des 10000 mètres carrés prévus, pour la somme de 120 millions de francs, d'ici au 2 février 1992), enfin, la confrontation avec les autres pavillons internationaux de Séville apporteront d'intéressantes réponses à qui s'interroge sur l'image de la France dans le monde.

Mais un bonheur ne vient jamais seul, les Français peuvent donc, depuis le 15 mars, découvrir au Centre Pompidou comment leurs artistes ont déjà su manier le double concept de « communication et monumentalité », à l'occasion du concours pour le symbole France-Japon. Un concours gagné par Patrick Berger avec un projet qui, par bien des aspects rejoint les propositions théoriques de Séville.

FRÉDÉRIC EDELMANN

► Projets pour Séville. Institut français d'architecture, 17, rue de Tournon, 75006 Paris, du 20 mars au 21 avril.
Communication et Monumentalité, Centre d'information du Centre Pompidou, du 15 mars au 8 avril.

MUSIQUE

L'enfant de James Brown et de Malcolm X

Le premier concert parisien de KRS1 et Boogie Down Productions
a montré que sur scène aussi le hip hop voyageait bien

On dit concert, par commodité, mais meeting ou baloché conviendrait aussi bien. S'ils sont nés de la musique noire américaine, telle qu'elle se joue, se chante et se danse depuis James Brown, le rap et le hip-hop, deux termes aujourd'hui à peu de chose près interchangeables, sont un peu plus et un peu moins que de la musique.

C'est pour ça que malgré une sonorisation catastrophique, navigant entre l'inaudible et le médiocre, KRS One et Boogie Down Productions n'ont pas vraiment raté leur première apparition en France, mercredi soir 14 mars. Reprenant le flambeau des rockers des années 60, les rappers se sont fait une spécialité

d'arriver trop tard sur les lieux de leurs concerts pour effectuer une balance digne de ce nom. A l'Élysée-Montmartre, qui n'a jamais été un temple de l'acoustique, cette négligence a été fatale aux groupes qui ont précédé Boogie Down Productions, Tribe Called Quest (inaudibles) et les Jungle Brothers. Les Frères, qui viennent de commettre un album plus que brillant (*Don't Stop the Music*, WEA), ont à peine laissé entrevoir la richesse sonore et la luxuriance de leur hip hop exotique.

Il ne restait à KRS1 qu'à sauver la soirée. En à peine plus d'un an, le leader de Boogie Down Productions a été bombardé, d'assez bon gré,

porte-parole des rappers politisés par ses pairs et les médias, position à laquelle se pouvait plus prétendre Public Enemy, enfoncé dans les controverses suscitées par les déclarations antisémites du Professeur Griff, membre à l'éclipse du groupe. La première intervention marquante de KRS1 sur la scène rap new-yorkaise a été le lancement du mouvement *Stop the Violence*, qui vise les agressions de Noirs contre des Noirs, guerre des bandes, bavures policières ou trafic de stupéfiants.

KRS1, de son nom Kris Parker, était sans doute plus qualifié qu'un autre pour prendre la tête du mouvement. Après avoir fugué à treize ans (il en a aujourd'hui vingt-trois), il est resté six ans sans domicile fixe. Un éducateur de jour et rapper de nuit, Scott LaRock, lui a permis de trouver sa vocation, de mettre en pratique toutes les théories élaborées pendant les journées passées dans les bibliothèques new-yorkaises. Dans une récente tribune libre publiée par le *New-York Times*, KRS1 rappelle que, si son parcours se terminait exceptionnellement bien, l'immense majorité des jeunes des ghettos restaient sans travail ni formation, sans autre modèle que le dealer au coin de la rue.

Cette histoire, ce parcours intellectuel peuvent prendre des détours déconcertants, comme la lecture africaniste de la Bible (*Why Is That?* sur *The Blueprint of Hip Hop* [BMG], son dernier album). Mais ils sont la base d'un discours, et KRS1 monte sur scène avant tout pour le faire passer. L'inventivité musicale est limitée au strict nécessaire, pour

A quoi dire « oui » ?

Sa diction est impeccable - à entendre la salle parisienne reprendre des passages entiers en chœur, on se dit que quelques professeurs d'anglais se préparent d'étranges surprises, c'est un tribu. Qui souligne et répète, aligne les synonymes et les raccourcis saisissants qui convergent tous vers le même point : c'est à la jeunesse des ghettos de prendre sa vie en main. KRS1 sait travailler une salle, lui faire partager le mélange de colère et de plaisir qui propulse son hip hop. Derrière lui, sur une toile, les portraits de Bob Marley, Martin Luther King, et, au-dessus des autres, plus grand, Malcolm X. C'est lui le premier à avoir refusé le nom que l'on avait imposé à ses ancêtres, comme Kris Parker, devenu KRS1. Un quart de siècle après son assassinat, c'est son discours que reprennent les rappers ou Spike Lee. « Quand Nancy Reagan a demandé à tout le monde de « dire non » à la drogue, elle n'a pas indiqué à quoi il fallait dire oui », indiquait KRS1 dans son article pour le *New York Times*. Instinct de survie et ambition folle, la génération de KRS1 veut combler ce vide.

THOMAS SOTTINEL

CASINO
DE
PARIS

A PARTIR DU 13 AVRIL

SARAFINA!

LE RIRE, LA MUSIQUE,
ET LA REVOLTE

DU MARDI AU SAMEDI 22H00
D'AMBIANCE 15H

LOCATION : AU THEATRE • FNAC
VIRGIN MEGASTORE • AGENCES
ET PAR TELEPHONE
49.95.98.98

JARDIN D'HIVER
42 62 59 49

THEATRE OUVERT

3 auteurs
Parcours

DURIF
LAGARCE
LLANAS

MISES EN ESPACE
Lectures, exposition, débat

Par
Adrien
Bongiovanni
Cloos
Coupat
Didym
Lavelli
Neddard
Ogé
Poulange
Pouthier
Rancillac
Torres
Voies-off

14-31 mars

► Un concert à la mémoire de John Lennon organisé à Liverpool. Lou Reed et Kylie Minogue ont confirmé leur participation au concert organisé à Liverpool le 5 mai à la mémoire de John Lennon, assassiné il y a dix ans. Entre le rocker new-yorkais et la nymphe du Top 50, le programme accueillera également, Robert Flack, Aretha Franklin, BB King, Randy Travis, Herbie Hancock, Sarah Vaughan, Joe Cocker... La coordination musicale du concert sera assurée par le rocker gallois Dave Edmunds. Pour l'instant, les organisateurs se refusent à confirmer l'information selon laquelle Yoko Ono, la veuve de Lennon, s'efforcerait de réunir les trois membres survivants du groupe des Beatles.

THEATRE
MONTMARTRE

CLAUDE RICH
CLAUDE BRASSEUR

UN TRIOMPHE
150

LE SOUPER

JEAN-CLAUDE BRISVILLE
JEAN-PIERRE MICHEL

LOG. : 43.22.77.74

سكننا من الراحل

pour Séville

AGENDA

JEUDI 15 MARS

EXPOSITIONS

CENTRE GEORGES-POMPIDOU

Pièce Georges-Pompidou (42-77-12-33). T.J. et mar. de 12 h à 22 h, sam., dim. et jours fériés de 10 h à 22 h.
DESIGN AUTOMOBILE. Grande galerie. Jusqu'au 30 avril 1990.
FLONOV. Grande galerie, 5 étages. Jusqu'au 30 avril 1990.
TONY GARNIER. Galerie du Col. Jusqu'au 21 mai 1990.
GÉANT GATIAN DE CLÉRAMBAULT. Psychiatrie et photographie. Galerie de la BPI 2 étages. Jusqu'au 14 mai 1990.
DANIEL SPORRI. Galeries contemporaines. Jusqu'au 6 mai 1990.
TENDANCES MULTIPLES DES ANNEES 80. Galerie contemporaine. Jusqu'au 6 mai 1990.

MUSÉE D'ORSAY

Entrée par Anatole-France, pl. Henri-Matthieu (40-45-14). Mer., ven., sam., mar. de 10 h à 18 h, jeu. de 10 h à 21 h 45, dim. de 9 h à 18 h. Fermé le lundi. Visites de groupes, ren. au 45.49.45.45.

LE CORPS EN MORCEAUX

25 F (dimanche : 18 F). Billet journalier exposition musée : 40 F. Jusqu'au 3 juin 1990.

CHARLES GARNIER (1825-1899)

ARCHITECTE DE L'OPÉRA. Exposition-dossier. Entrée : 27 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 10 juin 1990.

L'OPÉRA DE MONTE-CARLO : CHARLES GARNIER, ARCHITECTE

Exposition-dossier. Entrée : 27 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 10 juin 1990.

L'OPÉRA, PHOTOGRAPHIES DE CHANTIER

Exposition dossier. Entrée : 27 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 3 juin 1990.

UN PHOTOGRAPHE VICTORIEN : LADY HAWARDEN (1822-1885)

Exposition dossier. Entrée : 27 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 29 avril 1990.

PALAIS DU LOUVRE

Porte Jaeger - côté jardin des Tuileries (40-20-53-17). T.J. et mar. de 9 h à 17 h 15. Visites conférences les jeudis et samedis à 15 h jusqu'au 14 avril.

LE PAYSAGE EN EUROPE DU XVI^e AU XVIII^e SIÈCLE

Pavillon de Flore. Entrée : 25 F (prix d'entrée du musée). Jusqu'au 23 avril 1990.

LE PEINTRE, LE ROI, LE HÉROS

L'Andromède de Pierre-Mignard. Pavillon de Flore. Entrée : 25 F (prix d'entrée du musée). Jusqu'au 23 avril 1990.

PARIS EN VISITES

« Exposition : « Egypte-Egypte », 10 heures

Institut du monde arabe, entrée de l'exposition (P.-V. Jaslet).

« Troubadours et troubadours », 12 h 30

6, place Paul-Painlevé (Musée de Cluny).

« Le priétre médiéval de Saint-Martin-des-Champs », 14 h 30

métro Arts et Métiers, sortie rue Saint-Martin (Sauvageur du Paris historique).

« De Cézanne à Vlaminck », 13 h 15

1, rue de Bellechasse, sous le rhinocéros (Arts et Métiers).

« Sculpture : de Rodin à Rodin, au Musée d'Orsay », 13 h 30

hall du musée, accueil groupes.

« Les salons du palais Soubise, siège du Musée de l'Histoire de France », 15 heures

60, rue des Francs-Bourgeois (Monuments historiques).

« Le Musée Picasso en l'hôtel Salé », 14 h 15

5, rue de Thorigny (M^{me} Caze).

« Le vieux Versailles », 14 h 30

1, rue de l'Indépendance-Américaine (Office de tourisme de Versailles).

« Rues, maisons du Moyen Âge autour de la rue de la Harpe », 14 h 30

Paris pittoresque et insolite.

« Hôtels et jardins du Marais, place des Vosges », 14 h 30

sortie métro Saint-Paul (Régénération du passé).

« Exposition : « Egypte-Egypte », 15 heures

IMA, caisse, entrée angle quai Saint-Bernard/rue des Fossés-Saint-Bernard (O. Bouchard).

« Fougères et symboles méconnus des Celtes. Le parcours initiatique des anciens druides. La géographie sacrée des menhirs », 15 heures

sortie métro Temple (L. Haudert).

« Figures de sorcellerie et curiosités optiques au Musée Grévin », 14 h 30

10, boulevard Montmartre (Paris et son histoire).

MUSÉE D'ART MODERNE DE LA VILLE DE PARIS

12, av. de New York (47-23-81-27). T.J. et mar. de 10 h à 17 h 30, mer. jusqu'à 20 h 30. Visites commentées grat. les jeu. à 15 h et les 18 mars. T et 15 avril à 11 h.

HERBERT BRANDL, ERNST CARAMELLE, FRANZ WEST

Entrée : 18 F. Jusqu'au 18 mars 1990.

SOPHIE TAUBER. Rétrospective

Entrée : 15 F. Jusqu'au 18 mars 1990.

GRAND PALAIS

Av. W.-Churchill, pl. Clemenceau, av. Gal-Eisenhower.

ART PRÉCOLUMBIEN DU MEXIQUE

Galeries nationales (42-89-54-10). T.J. et mar. de 10 h à 20 h, mer. jusqu'à 22 h. Entrée : 33 F. Du 16 mars 1990 au 30 juillet 1990.

LES ENVOIS DE JACQUES LATTURE

Cent. photographiques en noir et blanc de 1904 à 1944. Galeries nationales (42-89-54-10). T.J. et mar. de 10 h à 20 h, mer. jusqu'à 22 h. Entrée : 12 F. Jusqu'au 30 avril 1990.

SOLMAN LE MAGNIFIQUE. Galeries nationales

(42-89-54-10). T.J. et mar. de 10 h à 20 h, mer. jusqu'à 22 h. Entrée : 33 F. Jusqu'au 14 mai 1990.

CENTRES CULTURELS

ACQUISITIONS 1989 DU FOND NATIONAL D'ART CONTEMPORAIN

Centre national des Arts plastiques, 11, rue Baryer (45-63-50-55). T.J. et mar. de 11 h à 18 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 18 mars 1990.

ALCOCCO, DEZEUEZ, DOLLA, PAGES, PINCEMIN, SAYTOUT, VIALAT

1989 - Ecole spéciale d'architecture - 1990. Ecole spéciale d'architecture, galerie, 256, bd Raspail (43-22-53-70). T.J. et mar. de 10 h à 18 h. Jusqu'au 30 mars 1990.

LE BAUHAUS DE DESSAU. Centre culturel de la République démocratique allemande

117, bd Saint-Germain (45-34-25-97). T.J. et dim. et lun. de 13 h 30 à 20 h.

HELLA BOHM, DAGMAR FEDDERKE

31, rue de Condé (43-26-06-21). T.J. et mar. de 10 h à 20 h. Du 16 mars 1990 au 21 avril 1990.

CÉLÉBRITÉS À L'AFFICHE. Cent ans de personnalités célèbres dans la publicité

Bibliothèque Forney, hôtel de Sers, 1, rue du Figier (42-78-14-80). T.J. et mar. de 12 h à 20 h. Du 16 mars 1990 au 21 avril 1990.

CÉSAR DOMELA. Institut néerlandais

121, rue de Lille (47-05-85-89). T.J. et lun. de 13 h à 18 h. Du 18 mars 1990 au 29 avril 1990.

DUVILLER (PEINTURES), GIADA-BRUCHI (SCULPTURES)

Envolée d'un regard. Musée du Vieux-Colombier, 78, rue Bonaparte - place Saint-Sulpice (43-29-12-18). T.J. et dim. de 11 h 30 à 18 h, sam. de 11 h 30 à 17 h. Jusqu'au 30 mars 1990.

EGYPTE - EGYPTE. Institut du monde arabe

12, av. de New York (47-23-81-27). T.J. et mar. de 10 h à 17 h 30, mer. jusqu'à 20 h 30. Visites commentées grat. les jeu. à 15 h et les 18 mars. T et 15 avril à 11 h.

MAIRE-LOUISE EXAMAM. Centre culturel autochtone

11, rue Peyronne (42-71-82-20). T.J. et lun. de 12 h à 18 h. Du 16 mars 1990 au 22 avril 1990.

KOLOUS-VARY ET TAO. Institut hongrois

92, rue Bonaparte (43-28-06-44). T.J. et sam. et dim. de 15 h à 18 h, jeu. jusqu'à 20 h. Jusqu'au 20 avril 1990.

LA LIGNE RETROUVÉE. Art et décoration en Hollande autour de 1900

Institut néerlandais, 121, rue de Lille (47-05-85-89). T.J. et lun. de 13 h à 18 h. Du 15 mars 1990 au 29 avril 1990.

MORCEAUX CHOISIS. Sculptures

50, rue de Valenciennes (45-00-01-50). T.J. et lun. de 11 h à 18 h. Entrée : 15 F (entrée libre le mercredi). Jusqu'au 7 avril 1990.

LA PARISIENNE. Signé Harcourt

Vidéo, 121, rue de Lille (47-05-85-89). T.J. et lun. de 13 h à 18 h. Du 15 mars 1990 au 29 avril 1990.

ADRIAN SCHIESS, BERNARD VOITA

Centre culturel suisse, 32-38, rue des Francs-Bourgeois (42-71-44-50). T.J. et lun. de 14 h à 18 h. Jusqu'au 22 avril 1990.

LOUX PEINTRES SOVIÉTIQUES D'ALOUÏZ. Fondation Mona Bismarck

34, av. de New York (47-23-88-88). T.J. et dim. de 10 h à 18 h. Jusqu'au 7 avril 1990.

LE TAPIS : PRÉSENT DE L'ORIENT A L'OCCIDENT

Institut du monde arabe, 12, av. de New York (47-23-88-88). T.J. et lun. de 13 h à 20 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 25 mars 1990.

TIRE LA LANGUE, OU LES IRRÉGULIERS DU LANGAGE

Centre Walther, 121, rue de Lille (47-05-85-89). T.J. et lun. de 13 h à 18 h. Du 18 mars 1990 au 29 avril 1990.

CHRISTIAN VOGT. Espace photographique de Paris

117, bd Saint-Germain (45-34-25-97). T.J. et dim. et lun. de 13 h 30 à 20 h.

RENÉ FEURER. Galerie Franke Bernitz

31, rue de Condé (43-26-06-21). T.J. et mar. de 10 h à 20 h. Du 16 mars 1990 au 21 avril 1990.

COLETTE ALVAREZ URBALTE

Galerie Agathe Gallard, 3, rue du Pont-Neuf (42-77-38-24). Jusqu'au 24 mars 1990.

ANTICHER. RÉTROSPECTIVE (1927-1981)

Galerie Karin Granoff, place Beauvau - 82, Fg-Saint-Honoré (42-66-24-41). Jusqu'au 31 mars 1990.

KAREL APPEL. Gallery Urban, 220

ARTS POUVERA, MULTIPLES 1969-1970. Galerie Durand-Dessert, 43, rue de Montmorency (42-78-28-86). Jusqu'au 24 mars 1990.

RICHARD ARTSCHWAGER

Galerie Hans Hoyer, 121, rue de Lille (47-05-85-89). T.J. et lun. de 13 h à 18 h. Du 18 mars 1990 au 29 avril 1990.

VINCENT BATESBAT. Galerie Michèle Broutis

31, rue des Berges (45-77-93-78). Jusqu'au 7 avril 1990.

BERNARDINE. Galerie Caroline Corne

14, rue Guénégaud (43-54-57-87). Du 15 mars 1990 au 25 avril 1990.

BENNETT. Galerie Claude Le

16, rue Littré (45-48-28-85). Jusqu'au 21 avril 1990.

BEUYS. Galerie Icy Brachot

40, rue Mazarine (43-25-09-22). Jusqu'au 28 avril 1990.

ALBERT BITRAN. Galerie Louis Carré

10, av. de Messine (45-62-57-07). Jusqu'au 14 avril 1990.

NORMAN BLUMH, ARNULF RANER, ANTONIO SALMA

Galerie Stadler, 51, rue de Seine (43-26-81-10). Jusqu'au 24 mars 1990.

MARTINE BOILEAU. Galerie Jacques Barlier

Caroline Beltz, 7, rue Paquoy (40-27-84-14). Du 20 mars 1990 au 7 avril 1990.

JEAN-PIERRE LE BOUL'CH. Galerie du Centre

5, rue Pierre-au-Lord (42-77-37-82). Jusqu'au 31 mars 1990.

ANDRÉAS BRANDT. Galerie Gilbert Brownstone

et Cie, 9, rue Saint-Gilles (42-78-43-21). Jusqu'au 14 avril 1990.

GIANNI CARLO BURNATTONI. Galerie Gauthier Babin

47, rue de Lappe (47-00-32-10). Jusqu'au 14 avril 1990.

CHARLES BÉZIE. Galerie Convergen

39, rue des Archives (42-78-57-45). Jusqu'au 17 mars 1990.

EUGENIO CARRA. Galerie Sylvia Loren

13, rue Chapon (48-04-53-02). Jusqu'au 24 mars 1990.

ERNEST CARAMELLE. Galerie Crouzet-Robelin

Bama, 40, rue Quincamp (42-77-98-87). Jusqu'au 29 mars 1990.

TOM CARR. Galerie Baudouin Lebon

34, rue des Archives (42-72-09-10). Jusqu'au 24 mars 1990.

PHILIPPE CAZAL. Galerie Claire Burns

30-32, rue de Lappe (43-55-38-90). Jusqu'au 17 mars 1990.

DAVID CHAMBARD. Galerie Lacourrière

Fridant, 23, rue Sainte-Croix-de-la-Bretonnerie (42-74-02-30). Jusqu'au 7 avril 1990.

CHAMBAIS. Galerie Krieff

50, rue Mazarine (43-29-32-37). Jusqu'au 17 mars 1990.

CHARRON, SOULÉ, TEXIER. Galerie Bernard Davignon

76, rue de Valenciennes (48-04-52-50). Du 15 mars 1990 au 15 juin 1990.

CLAUDE CHAUSSARD. Galerie Regard

11, rue des Blancs-Manteaux (42-77-19-61). Du 17 mars 1990 au 7 avril 1990.

CHAUVIN. Sculptures. Galerie Artur

8, av. Montaigne (42-99-15-18). Jusqu'au 21 avril 1990.

JOHN CHRISTOFOROU. Galerie Michèle Sadoun

108, rue du Faubourg-Saint-Honoré (42-66-32-72). Jusqu'au 14 avril 1990.

COLLECTION VINGT ANS DE PASSION

ALAIN DELON. Galerie Didier Imbert Fine Arts, 18, rue de Valenciennes (48-04-52-50). Jusqu'au 13 avril 1990.

CHRISTOPHE CIZIN. Galerie Bernard Dinot

30, rue de Valenciennes (42-72-38-94). Jusqu'au 5 avril 1990.

LES DERNIERS QU'ON SERT. LUC LAURAS ET PHILIPPE MAYAUX

Galerie de Paris, 8, rue du Pont-de-Lois (42-25-42-63). Jusqu'au 31 mars 1990.

ECOLE NÉO-CARABE. Serge Helouan

Louis Laouchez (peintures). Galerie Maine Duriou, 87, quai des Grands Augustins (43-28-82-62). Jusqu'au 17 mars 1990.

JUMANA EL HUSSEINI. Galerie Etienne Dinot

30, rue de Valenciennes (42-58-43-26). Jusqu'au 5 mai 1990.

RENÉ FEURER. Galerie Franke Bernitz

31, rue de Condé (43-26-06-21). T.J. et mar. de 10 h à 20 h. Du 16 mars 1990 au 21 avril 1990.

LIONEL GODART. Galerie Françoise Palluel

91, rue Quincamp (42-77-84-15). Jusqu'au 31 mars 1990.

JACQUES GRINBERG. Galerie l'Œil-de-bois

58, rue Quincamp (42-78-38-68). Jusqu'au 30 mars 1990.

LOIC LE GOUINELLE. Galerie Yvon

108, rue de Valenciennes (42-71-09-33). Jusqu'au 20 mars 1990.

GROUPE BP. Galerie Crenniter

Leffanour (Down-Town), 33, rue de Seine (48-33-82-41). Jusqu'au 30 mars 1990.

JACQUES GRUBER. Galerie la Po

chade, 11, rue Guénégaud (43-54-89-03). Jusqu'au 31 mars 1990.

HABBAH. Galerie Lara Vinc

47, rue de Seine (43-26-72-51). Jusqu'au 4 avril 1990.

NORMAN BLUMH, ARNULF RANER, ANTONIO SALMA

Galerie Stadler, 51, rue de Seine (43-26-81-10). Jusqu'au 24 mars 1990.

MARTINE BOILEAU. Galerie Jacques Barlier

Caroline Beltz, 7, rue Paquoy (40-27-84-14). Du 20 mars 1990 au 7 avril 1990.

JEAN-PIERRE LE BOUL'CH. Galerie du Centre

5, rue Pierre-au-Lord (42-77-37-82). Jusqu'au 31 mars 1990.

ANDRÉAS BRANDT. Galerie Gilbert Brownstone

et Cie, 9, rue Saint-Gilles (42-78-43-21). Jusqu'au 14 avril 1990.

GIANNI CARLO BURNATTONI. Galerie Gauthier Babin

47, rue de Lappe (47-00-32-10). Jusqu'au 14 avril 1990.

CHARLES BÉZIE. Galerie Convergen

39, rue des Archives (42-78-57-45). Jusqu'au 17 mars 1990.

EUGENIO CARRA. Galerie Sylvia Loren

13, rue Chapon (48-04-53-02). Jusqu'au 24 mars 1990.

ERNEST CARAMELLE. Galerie Crouzet-Robelin

Bama, 40, rue Quincamp (42-77-98-87). Jusqu'au 29 mars 1990.

TOM CARR. Galerie Baudouin Lebon

AGENDA

CAMPUS

Le Centre paie pour ses universités

M. Maurice Dousset, UDF-PR, président du conseil régional du Centre, est particulièrement satisfait de sa politique de constructions scolaires. La région a construit pas moins de six lycées en trois ans. A présent, elle entend contribuer au développement de l'enseignement supérieur : là aussi le retard va être comblé. Pourtant le taux de scolarisation est inférieur à la moyenne nationale. Le Centre ne délivre que 1 % des diplômes d'ingénieur. Aucun bâtiment universitaire n'a été construit à Tours depuis 1971... Mais ce constat morose est en train de changer rapidement : les étudiants « montent » moins à Paris et préfèrent étudier sur place. Les responsables régionaux s'attendent à une « explosion » des effectifs : la rentrée 1989 à Tours a déjà été acrobatique.

C'est pourquoi certaines collectivités locales ont décidé d'ouvrir largement les cordons de leur bourse dans le cadre du contrat de plan Etat-région, mais aussi dans des opérations spécifiques. A Tours, par exemple, où les besoins en locaux sont estimés à 45 000 mètres carrés, quatre nouvelles UFR vont être construites en cinq ans. Le président de l'Université, M. Jean Germain, un socialiste chef de l'opposition au conseil municipal, bénit son maire, M. Jean Royer, qui va lui « donner » 60 millions de francs en six ans. Le conseil régional n'est pas en reste. Il vient de décider d'appuyer à titre exceptionnel le plan d'urgence de l'Etat en débloquent 20 millions de francs que se partageront les deux universités d'Orléans et de Tours et qui permettront de financer notamment 1 500 mètres carrés de constructions supplémentaires pour la rentrée 1990. Mais, prévient le président du conseil régional, « les régions ne sauraient se satisfaire d'un transfert de charges qui ne s'accompagnerait pas d'un réel transfert de compétences ». — (Corresp.)

R. G.

Alfred Hitchcock

L'Institut national de recherche pédagogique organise, les 20, 21 et 22 mars, une présentation avec des débats de six films de la période anglaise d'Alfred Hitchcock : *Blackmail*, *Rich and Strange*, *The Thirty-Nine Steps*, *Secret Agent*, *Young and Innocent* et *The Lady Vanishes*. En version originale non sous-titrée.

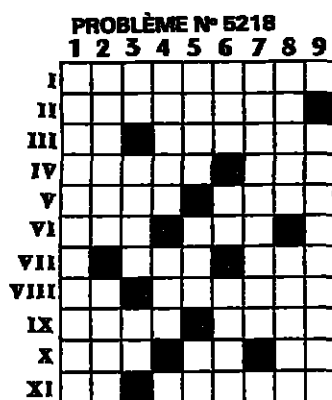
■ INRP, 28, rue d'Ulm, 75005 Paris. Tél. : 46-34-90-09.

Traitement du signal

Le groupement de recherche du CNRS en traitement du signal et image (TDSI), le Club EEA et la SEE organisent à Bordeaux, le 30 mars, une journée d'étude sur « L'enseignement du traitement du signal ».

■ Renseignements : M. Najim, ENSERB, 351, cours de la Libération, 33405 Talence, Cedex. Tél. : 56-84-61-42. Fax : 56-37-20-23.

MOTS CROISÉS



HORIZONTALEMENT

I. Assure la reproduction. — II. Endroit où l'on peut « pêcher » des carpes. — III. Entraîne des échecs. Groupe des hommes de robe. — IV. On fait pleurer quand on la quitte. Pronom. — V. Résulte d'une décapure. Qui ont donc perdu leur « situation ». — VI. Article. Porte des anneaux. — VII. Forme certaines étendues. On y prend des coups. — VIII. Note. Celui qui y a sa place fait parfois des courbettes. — IX. Est dû à une certaine réflexion. Qui n'a pas forcément un poil dans la main. — X. Faite pour les faits. A souvent des points noirs. Préposition. — XI. Est dans l'eau. Pousse à l'action.

VERTICALEMENT

1. Quelqu'un qui peut être amené à dégrader en vitesse. — 2. Employé pour faire des couvertures. Touche la peau. — 3. Révèle des façons de faire. Fait donner et recevoir. Interjection. — 4. Va dans les cafés. Grand fumeur. — 5. Susceptible de se faire lessiver. Est exposé aux tirs. Note. — 6. Se fait entendre lors d'une tournée. Son eau est fraîche. N'est pas à faire quand on n'a rien à déclarer. — 7. Facile à transporter. — 8. C'est quand on a besoin d'elle qu'on la plaque. Echappait à certaines obligations. — 9. Fait perdre du poids.

Solution du problème n° 5217

Horizontalement
I. Abolition. — II. Maussade. — III. Bis. Pie. — IV. Istres. Su. — V. D. Dé. Ironie. — VI. Eridan. — VII. Serpente. — VIII. Tiercé. Tu. — IX. Etres. — X. Encastel. — XI. Sain. Ego.

Verticalement
1. Ambidextres. — 2. Baiser. Na. — 3. Oust. Is. Cl. — 4. Is. Rider. An. — 5. Espérances. — 6. Maisonnette. — 7. Ede. Reg. — 8. Né. St. Stèle. — 9. Muet. Usée.

GUY BROUTY

LOTTO **TALOTAC** LISTE OFFICIELLE DES SOMMES À PAYER AUX BILLETS ENTIERS

Le règlement du TAC-O-TAC ne prévoit aucun cumul (J.O. du 03/01/90)

Le numéro **7 6 6 5 1 1** gagne **4 000 000,00 F**

Les numéros approchant	gagnent
066511	466511
166511	566511
266511	666511
366511	

40 000,00 F

Les numéros approchant aux	gagnent
Dizaines de mille	10 000,00 F
Mille	
Centaines	
Dizaines	
Unités	

706511	760511	766011	766501	766510
716511	761511	766111	766521	766512
726511	762511	766211	766531	766513
736511	763511	766311	766541	766514
746511	764511	766411	766551	766515
756511	765511	766511	766561	766516
766511	766511	766511	766571	766517
776511	767511	766711	766581	766518
786511	768511	766811	766591	766519

Tous les billets se terminant par

6 5 1 1	gagnent	4 000,00 F
5 1 1		400,00 F
1 1		200,00 F
1		100,00 F

LOTTO N° 11 TRIAGE DU MERCREDI 14 MARS 1990

3 9 20 29 38 46 41

TALOTAC TRIAGE DU MERCREDI 14 MARS 1990

RESULTATS OFFICIELS - INFORMATIONS 38-15 LOTTO

RADIO-TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi daté dimanche-mardi. Signification des symboles : > Signifié dans « Le Monde radio-télévision » □ Film à évaluer la On peut voir ■■ Ne pas manquer ■■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Jeudi 15 mars

TF 1

20.40 Série : Navarro.
Barbe, de l'aube à l'aurore.
22.15 Magazine : Ex libris.
Épique-moi ! Nadine Vaujour (Filles de l'Est, Maître Paul Lombard (Histoire de la répression politique), Lisa Silva (Rapport en Méditerranée), Paul Guth (Le Retour de Barbe Bleue), Scénario livre : Patricia Highsmith (Cadavre exquis), Alain Louchier et Frédéric Ploquin (Les Fées) ; Exploration : Agathe Christie.
23.15 Série : L'heure Simonon.
Cour d'amour, de Jean-Charles Tacchella.
0.15 Journal, Météo et Bourse.
0.35 Série : Mémoires.
1.00 TF 1 nuit.

A 2

20.40 > Magazine : Envois spécial.
Présenté par Bernard Benaym.
21.40 Série : Un commissaire enquête.
On ne joue pas avec la loi, de Wolfgang Storch, avec Karin Asselin, Michael Leuch.
23.10 Informations : 24 heures sur la 2.
23.25 Météo.
23.30 Eurochallenge 90.
23.35 Magazine : Du côté de chez Fred.
La famille Hugo.

FR 3

20.35 Cinéma : La tour infernale. ■
Film américain de John Gullermin et Irwin Allen (1974). Avec Paul Newman, Steve McQueen.

TF 1

13.35 Feuilleton : Les feux de l'amour.
14.30 Feuilleton : La clinique de la Forêt-Noire.
15.15 Série : Tribunaux.
15.55 Variétés : La chance aux chansons.
16.20 Série : Vivement lundi.
16.45 Club Dorothée. Mes tendres amies : Mask ; Série : Cap danger : Le clip : Les jeux.
17.50 Série : Hawaii, police d'Etat.
18.50 Avis de recherche.
18.55 Feuilleton : Santa-Barbara.
19.20 Jeu : La route de la fortune.
19.30 Diversité : Les folles les bêtes !
20.00 Journal, Météo et Tapie vert.
20.40 Variétés : Avis de recherche.
22.45 Magazine : 52° sur la Une.
De Jean Bartolino.
Maya, de Dominique Agnès et Jean-Marc Pilles.
23.45 Documentaire : Le legs de la chanson française.
De Christian Lécuyer.
3. Yves Montand.
0.40 Journal, Météo et Bourse.
1.00 Série : Chapeau melon et bottes de cuir.
1.50 Info revue.
2.50 Téléfilm : Le vignoble des maudits.
De Christian Lécuyer.
3.50 Documentaire : Histoire naturelle.

A 2

13.40 Série : Falcon Crest.
14.05 Série : Les enquêtes du commissaire Maigret.
16.00 Sport : Football.
Coupe d'Afrique des nations : finale.
17.50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
18.10 Magazine : Giga.
18.20 Série : Mac Gyver.
19.25 Jeu : Dessinez, c'est gagné !
20.00 Journal et Météo.
20.40 Série : SOS-Disparus.

à Apostrophes le 16 mars

DOMINIQUE LAPIERRE
Plus grande que l'amour
ROBERT LAFFONT

21.35 Apostrophes.
Magazine littéraire de Bernard Pivot.
Thème : Le sexe homicide. Invités : William Giff (Conrad Detour), Hervé Guibert (A l'ami qui ne m'a pas sauvé la vie), Dominique Lapière (Plus grande que l'amour), Jean-Denis Vincent (Casanova, le conteur du plaisir).
22.55 Journal et Météo.
23.15 Eurochallenge 90.
23.25 > Cinéma : Un ami viendra ce soir. ■■■
Film français de Raymond Bernard (1946). Avec Madeleine Sologne, Michel Simon, Paul Bernard.

M 6

20.35 Cinéma : The Ross. ■
Film américain de Mark Rydell (1978). Avec Bette Midler, Alan Bates, Frederic Forrest.
22.50 Série : Brigade de nuit.
23.40 Feuilleton : Jo Gaillard (rediff.).
0.30 Six minutes d'informations.

CANAL PLUS

20.30 Cinéma : Une poignée de plombs. ■■
Film américain d'Allen Smith (1989). Avec Richard Widmark, Lena Horne, John Saxon.
22.10 Flash d'informations.
22.20 Cinéma : Les maris, les femmes, les amants. ■■■
Film français de Pascal Thomas (1988). Avec Jean-François Stevenin, Susan Monner, Emile Thomas.
0.10 Cinéma : L'Infirmière.
Film français classé X de Gérard Kikoïne (1978). Avec Agnès Merlier, Marie-Dominique Calonne.
1.25 Cinéma : Overdose.
Film franco-belge de Jean-Marie Paterdy (1988). Avec Laura Albert, Gordon Mitchell, Jess Hahn.

LA 5

20.40 Cinéma : C'est facile et ça peut rapporter... vingt ans ! □
Film français de Jean Lurtz (1983). Avec Robert Castel, Michel Galabru, Karin Tchenko.
22.10 Série : Deux flics à Miami.
23.15 Magazine : Ciné Cinq.
23.25 Magazine : Désir.
0.00 Journal de minuit.

Vendredi 16 mars

FR 3

13.30 Magazine : Regards de femme.
Invité : Yo Marchand, peintre.
14.03 Magazine : L'heure du tee.
14.30 Magazine : La vie à cœur.
15.03 Série : Sur la piste du crime.
16.05 Magazine : Tété pour tété contre.
16.30 Magazine : Tété-Caroline.
17.30 Feuilleton : Guillaume Tell.
17.55 Dessin animé.
18.03 Magazine : C'est pas juste.
18.30 Jeu : Questions pour un champion.
19.00 Le 19-20 de l'information.
De 19.10 à 19.30, le journal de la région.
20.05 Jeux : La classe.
20.35 Magazine : Thalassa.
21.35 Feuilleton : Pierre le Grand.
22.30 Journal et Météo.
22.55 Magazine : Faut pas rêver.
23.55 Musique : Carnet de notes.
0.05 Documentaire : Aventures de l'esprit.

CANAL PLUS

13.30 Cinéma : La couleur pourpre. ■■
Film américain de Steven Spielberg (1985). Avec Danny Glover, Whoopi Goldberg, Margee Avery.
16.05 Téléfilm : Prélude à l'après-midi d'un mari trompé.
17.20 Cabou cadin.
En clair jusqu'à 20.30
18.15 Dessins animés : Ça cartoon.
18.30 Top album.
19.20 Magazine : Nulle part ailleurs.
Invité : Monica Vitti.
20.05 Sport : Football. Les couilles.
20.30 Sport : Football.
Championnat de France : Le Havre-Rennes, en direct du Havre.
22.35 Flash d'informations.
22.40 Magazine : Exploite.
23.00 Cinéma : Salignon.
L'enfer pour deux flics. □
Film américain de Christopher Crowe (1987). Avec William Defoe, Gregory Hines, Fred Ward.
0.40 Cinéma : Soleil de nuit. ■
Film américain de Taylor Hackford (1985). Avec Michael Baryshnikov, Gregory Hines (v.o.).
2.50 Cinéma : Ni vu ni connu. ■■■
Film français d'Yves Robert (1967). Avec Louis de Funès, Noémie Adam, Moustache.
4.15 Cinéma : L'Infirmière.
5.45 Magazine : Bizarrozooom.
De Luc Jague et André Chevalier.
6.30 Documentaire : Les allumés...
La merisation des Andes, de Gérard Uguet.

LA 5

13.35 Série : 200 dollars plus les frais.
14.40 Série : L'inspecteur Derrick.

M 6

13.20 Série : Cooby show (rediff.).
13.45 Feuilleton : Dynastie.
14.35 Musique : Boulevard des clips.
(8.10, 17.05, 0.40).
Informations : M 6 info (et à 18.25).
17.30 Série : L'homme de fer.
18.30 Série : Incroyable Hulk.
19.25 Série : Les années coup de cœur.
19.54 Six minutes d'informations.
20.00 Série : Cooby show.
20.35 Téléfilm : Les secrets d'une call-girl.
0.00 Journal de minuit.
0.05 Aux frontières du possible.
1.05 Docteur Carabes (rediff.).
1.35 Série : Salut champion.

LA SEPT

14.30 Méthode Victor : Anglais.
15.00 Cinéma : Un chapeau de paille d'Italie. ■■■
Film français de René Clair (1927). Avec Albert Préjean, Vital Geymond, Olga Tcheikova.
18.30 Court métrage : La pince à ongles.
18.45 Court métrage : La fièvre monte à Castelnau.
17.00 Documentaire : La lucarne.
18.00 Téléfilm : L'homme idéal pour une mission délicate.
18.35 Magazine : Dymamo.
De Benoît Delphine et Matthias Sanderson.
20.05 Documentaire : Jean-Jacques, chronique villageoise.
21.00 Concert : Claudio Abbado dirige l'Orchestre de chambre d'Europe.
22.45 Court métrage : La femme qui se poudre.
De Patrick Bokanowski.
23.00 Concert : Messiaen en ut mineur. De Mozart, par le Concertus Musicus de Vienne, dir. Nikolaus Harnoncourt.

FRANCE-CULTURE

20.30 Radio-archives. Andersen.
21.30 Musique : Black and blues.
Buddy, premier musicien de jazz (1877-1931).
22.40 Nuits magnétiques. Tendres barbares.
0.05 Du jour au lendemain.
0.50 Musique : Coda. Concerto pour écorces.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné le 25 mai 1988 à Paris) : Symphonies d'instruments à vent, de Stravinski ; Sérénade n° 10 pour trois instruments à vent en si bémol majeur K 370 a (K 361) Gran Partita, de Mozart ; La nuit transfigurée op. 4, de Schönberg, par le Nouvel Orchestre philharmonique, dir. Marek Janowski.
22.20 Musique légère. Œuvres de Denz, Lizz, Harlud, Wiesnwald.
23.07 Le livre des mélanges.
0.30 Poissons d'or.

LE PLAISIR DE SORTIR,
MODE D'EMPLOI

Le Monde

ARTS-SPECTACLES

CHAQUE MERCREDI
(NUMÉRO DATÉ JEUDI)

سكنا من الامم

L I V R E S • I D E E S

La colonisation de l'imaginaire

La conquête du Mexique par les Espagnols ne fut pas seulement une prise de possession des terres et des biens, mais aussi une « guerre des images »

LA GUERRE DES IMAGES
de Christophe Colomb
à Blade Runner (1492-2019)
de Serge Gruzinski,
Fayard, 385 p., 120 F.

Avec la Guerre des images, Serge Gruzinski donne le dernier volet de sa tétralogie mexicaine. Les quatre livres qu'il a publiés depuis 1985 ont profondément bouleversé notre manière de comprendre l'entreprise coloniale dans la Nouvelle-Espagne (1). Tout autant que l'imposition d'un ordre politique, qu'une exploitation des corps ou une capture des biens, elle est colonisation de l'imaginaire, volonté d'obliger le vaincu à penser — et à se penser — avec les catégories du conquérant. Dans cette tentative, qui ne va pas sans refus ni résistances, les images tiennent une place essentielle, manifestant, tout ensemble, les incompréhensions les plus radicales et les compromis les plus surprenants entre le colonisateur et le colonisé, les Espagnols et les Indiens.

La force du livre de Gruzinski tient à ce que, constamment, il noue deux histoires : l'histoire d'une acculturation dont les modalités, plus ou moins brutales, dépendent des conceptions changeantes que les Espagnols se font des images — les leurs propres comme celles des Indiens, — et l'histoire de l'appropriation par la culture indigène des nouveaux objets, partant des nouveaux concepts qui lui sont imposés.

Du côté des vainqueurs, en un demi-siècle, trois temps se succèdent. D'abord, celui, bref, de la découverte des terres et des hommes. Habité par une « sensibilité ethnographique » (qui, par exemple, est celle de Colomb), le regard porté sur les images des Indiens — les statues qui ont allures humaines, les têtes en forme de masques, les multiples objets assemblés dans les « paquets sacrés » ou *cemtes* — se veut respectueux d'une étrangeté qu'il s'efforce de déchiffrer sans l'annuler.

Puis, très tôt, dès 1517-1520, vient l'époque des certitudes. Soldats et franciscains deviennent sûrs de ce qu'ils voient et savent le nommer : les statues des Indiens ne sont que des idoles, et ceux-ci trouvent leur place dans la longue cohorte des peuples païens adorateurs d'images. De là, le double mouvement de l'offensive christianisatrice, menée avec zèle par les frères mendicants, espagnols mais aussi flamands, qui arrivent dans la Nouvelle-Espagne.

D'un côté, avec une fureur toute vétérinaire, ils abattent les images impies et détruisent, avec les sanctuaires, ces figures de hommes que les Indiens sont censés révéler. D'un autre, ils installent de nouvelles images, avec profusion mais aussi avec précaution afin d'éviter tout « dérapage » idolâtrique. Fresques, tapisseries, tableaux d'église, toiles peintes, sculptures, crucifix, doivent enseigner et remémorer les mystères de la foi, mais sans produire à leur tour une adoration scandaleuse.

A partir de la mi-seizième siècle, tout change. La société coloniale se transforme du fait de l'urbanisation et du métissage. Le clergé séculier prend le premier rôle dans la tâche d'évangélisation, à la place des ordres mendicants. S'estompe alors la prudence qui, jusque-là, maintenait fermement la distinction entre les représentations (peintes, gravées, sculptées) et le divin dont elles étaient le signe ou l'imita-



tion. De la nouvelle politique de l'image, l'extraordinaire succès du culte de la Vierge de Guadalupe, superbement analysé par Serge Gruzinski, est le plus bel exemple. Au grand dam des franciscains, outrés par cette « invention satanique », la nouvelle image de la Vierge, qui fait installer subrepticement en 1555 dans le sanctuaire de la colline du Tepeyac — un ancien lieu de culte pré-hispanique —, suscite la ferveur dévotion des Indiens, frappés par son apparition, ses miracles et ses mérites, fort proches de ceux de l'ancienne déesse-mère révéérée sur le même site.

L'immanence du divin

Un siècle plus tard, en 1648, alors que le culte s'est un peu essoufflé, un prêtre espagnol, Miguel Sanchez, fixe le récit canonique de l'apparition de la Vierge de Guadalupe : en 1531, elle apparaît par trois fois à l'Indien Juan Diego avant que son image — celle-là même qui est vénérée dans le sanctuaire — ne s'imprime sur la cape de celui-ci. Donnée comme d'origine divine, et non pas comme créée par la main de l'homme, l'image miraculeuse abolit tout

écart entre le sacré et sa représentation. « Je ne doute pas que sur cette toile la Vierge soit là avec son image », écrit Sanchez, assimilant présence divine et image visible.

Portée par la piété indigène et la prédication missionnaire, l'image baroque conquiert le Mexique, en ses formes matérielles — la Guadalupe n'est pas la seule Vierge apte au miracle — mais aussi immatérielles. Les visions, les rêves, les délires, liés à la consommation traditionnelle et ordinaire des hallucinogènes, deviennent alors les auxiliaires risqués de la pastorale jésuite. Les rigueurs érasmiennes des franciscains de 1525 paraissent fort oubliées et les dangers inhérents à la récupération chrétienne d'une sensibilité idolâtrique totalement assumés.

Tout se passe comme si, en un demi-siècle, dans le Mexique colonial, se retrouvait en raccourci la trajectoire de longue durée qui avait fait passer l'Occident chrétien du refus radical de tout ce qui pouvait s'apparenter à un culte des images à l'acceptation, vers l'an mil, d'objets dévotionnels (ainsi les Vierges romanes) manifestant la présence immédiate et accessible du sacré.

A partir de ces premiers constats, Serge Gruzinski nous donne à comprendre ce

qu'ont pu être les perceptions indigènes des images chrétiennes. Là aussi, trois temps. Le premier est celui de l'écart irréductible. Tout oppose l'œil des Indiens et celui des conquérants.

Pour lire les images qu'apportent les nouveaux venus, l'Indien manque de tous les repères nécessaires : il ne connaît pas nombre des référents représentés, qui appartiennent en propre à l'expérience et à l'imaginaire des Occidentaux, il ne maîtrise pas les conventions qui permettent de distinguer différents registres (réaliste, historique, surnaturel, etc.) dans une représentation, il n'est aucunement accoutumé à une figuration ressemblante et individualisée de la personne ou au traitement de l'espace selon les lois de la perspective.

Et surtout, pour lui, l'image n'est pas une représentation, mais une manifestation d'un sacré polymorphe, qui transite d'un objet ou d'un individu à l'autre, qui fait irruption à travers les êtres ou les choses qui le rendent présent. Dans la langue nahuatl, un mot désigne cette immanence du divin, située aux antipodes de la piété franciscaine du début du seizième siècle : *teipila*.

Or c'est justement en recourant à des termes dérivés de cette notion que les frères mendicants désigneront, dans leurs sermons, les nouvelles images. De là, un deuxième temps : celui des malentendus et des syncrétismes, des « parasitages » et des « interférences ». De même que les colonisateurs avaient ramené les images et les objets indigènes à une catégorie qui leur était familière — l'idole, — les Indiens verront les statues des Vierges et des saints comme de nouvelles formes de l'icépila.

Favorisée par les audaces de la pastorale baroque, friande en images qui saignent, pleurent, guérissent et protègent, cette identification autorise de multiples appropriations des images chrétiennes, des plus licites aux plus condamnables, assurant du même coup la christianisation en profondeur des gestes et des pensées — même si, dans des pratiques discrètes et des objets ordinaires, que les autorités ne voient même pas ou qu'elles jugent insignifiants, survit quelque chose des anciennes croyances.

Aux dix-septième et dix-huitième siècles, cette histoire connaît un troisième moment, marqué par le retournement contre le maître chrétien et colonial des images qu'il a lui-même imposées. Ainsi avec l'iconoclasme indien, qui profane les objets de la religion importée. Ainsi avec les visions hallucinatoires qui, parfois, échappent au contrôle des confesseurs. Ainsi avec les hommes-dieux, véritables messies rebelles, qui brandissent la symbolique chrétienne pour affirmer leur condition d'icépila vivants.

Roger Chartier
Lire la suite page 26

(1) Serge Gruzinski, *Les Hommes-Dieux du Mexique. Pouvoir indien et société coloniale*, Paris, Éditions des Archives contemporaines, 1985 ; *La Colonisation de l'imaginaire. Sociétés indigènes et occidentalisation dans le Mexique espagnol XVI^e-XVIII^e siècles*, Paris, Gallimard, 1988 (voir le Monde du 15 avril 1988) et, avec Carmen Bertrand, *De l'idolâtrie. Une archéologie des sciences religieuses*, Paris, Seuil, 1988 (voir le Monde du 14 avril 1989).

LE FEUILLETON
de Michel Braudeau

Homards et parapluies

Patrick Roegiers sous le signe du homard, les histoires drôles de Morcyr Solier et les canulars érudits et incongrus de Dominique Noguez.

Page 22

ESSAI



La science de Casanova

Philippe Sollers s'enthousiasme pour l'essai du biologiste Jean-Didier Vincent qui réhabilite avec passion Casanova, le « surdoué du plaisir ».

Page 25

HISTOIRE

Splendeurs et misères des intellectuels

Loin des interrogations et des essais sur la défaite de la pensée ou la mort de « nos chers intellos », trois livres d'histoire — recherches et documents à l'appui — sont consacrés aux intellectuels.

Page 26

HISTOIRE LITTÉRAIRE

Soupault reporter chez les nazis

Philippe Soupault, qui est mort lundi 12 mars, fut aussi un journaliste. Il fit notamment plusieurs reportages sur les débuts du nazisme.

Page 28

Le grand livre de l'Allemagne

Les Aventures de Simplicissimus de Grimmelshausen: une vision terrible de l'existence humaine, l'épopée des perversions de l'homme

LES AVENTURES DE SIMPLICISSIMUS
de Hans Jakob Christoffel von Grimmelshausen.
Traduit de l'allemand par Jean Amster, Fayard, 454 p., 140 F.

Il n'aura fallu, somme toute, qu'un peu plus de trois siècles pour que les lecteurs français puissent découvrir, dans son intégralité et dans une traduction enfin digne de son modèle, l'œuvre fondatrice de la littérature allemande. Les Aventures de Simplicissimus Grimmelshausen étaient certes connues chez nous depuis la parution de la première édition du livre de Grimmelshausen en 1669. Une édition abrégée était sortie au cours des années 50 chez Aubier, dans une traduction de M. Colleville.

Mais on se contentait de piocher plus ou moins goulument dans le texte, d'en extraire des histoires et des tableaux que l'on cousait ensemble. Comme si Simplicissimus était une accumulation d'anecdotes et de scènes de genre — à la manière de Till Eulenspiegel, par exemple, ou de l'Histoire amoureuse des Gaules, de Bussy-Rabutin — qu'il était possible d'isoler en faisant fi de l'ensemble.

L'illusion s'autorisait aussi du fait que le succès du roman, dès sa parution, fut tel qu'il provoqua une épidémie de « simplissimades » (petits ouvrages bâtis sur le même modèle) et que Grimmelshausen lui-même fut pressé par ses éditeurs de donner des suites aux aventures de son

héros — ce dont il s'acquitta avec talent, mais sans enthousiasme, même si l'une de ses simplissimades, la Yagabonde Courage, revisitée par Brecht, devait accéder à la célébrité contemporaine. Or Simplicissimus n'est pas, à la manière des Volksbücher allemands, de maints romans picaresques espagnols ou des aventures écrites à la hâte du Francion de Charles Sorel (que Grimmelshausen connaissait et admirait néanmoins), une simple série de tribulations qui mènent le héros dans les divers milieux de la société de son temps.

Pierre Lepape
Lire la suite
et la chronique de Nicole Zaud
« Allemagne », page 30

DANTE
la divine comédie
LE PARADIS
TEXTE ORIGINAL - TRADUCTION DE JACQUELINE RISSET

Flammarion

Divine
traduction de
Jacqueline
Risset.

Vient de paraître

Flammarion

DERNIÈRES LIVRAISONS

BIOGRAPHIE

JOHN TYTEL : *Essai Pound, le volcan solitaire*. — S'appuyant sur des témoignages, correspondances, dossiers psychiatriques et du FBI, John Tytel a tenté, dans cette biographie parue aux États-Unis en 1987, de recomposer la figure très controversée du poète des Cantos. Traduit de l'anglais par Philippe Mikriammos. (Saghe, 428 p., 210 F.)

CRITIQUE LITTÉRAIRE

NICOLE MOZET : *Balzac au pluriel*. — Entre « l'intention totalitaire » et « l'éclatement kaléidoscopique » de la Comédie humaine, l'auteur étudie l'évolution et la disparité d'une œuvre qui est « collection plutôt que poème, même si cette collection se donne pour un grand poème unique ». Nicole Mozet s'attache également à montrer la place de Balzac dans l'institution littéraire de son époque. (PUF, 318 p., 165 F.) Chez le même éditeur paraît le dixième volume de la nouvelle série de l'Année balzacienne (1989) (400 p., 240 F.)

MARC GONTARD : *Victor Segalen, une esthétique de la différence*. — L'auteur analyse l'œuvre poétique et narrative de Segalen à partir de la notion de « différence », « élément fondamental d'une esthétique qui nourrit les recherches formelles » de l'écrivain et origine d'une véritable pensée de l'être. (L'Harmattan, 328 p., 170 F.) Signalons également l'existence d'une association Victor Segalen (38, rue de Vaugirard, 75006 Paris), qui a récemment publié son quatrième bulletin.

JEAN RICARDOU : *Une maladie chronique*. — Romancier, théoricien du nouveau roman, Jean Ricardou se penche sur un problème technique et sur les solutions qu'il a tenté d'y apporter certains écrivains, d'Homère à Claude Simon : comment convertir, dans une narration, le « simultané » en « successif » et faire passer des événements synchrones dans une phrase linéaire, étant entendu que « seul un optimisme indu pourrait se croire à croire que la syntaxe diminue sans plus de peine la chronique malaisée de l'écrit ». (Ed. Impressions nouvelles, 7, rue Tactet, 75020 Paris, distribution Distique, 84 pages, 68 F.)

HISTOIRE

PHILIPPE RÉGNIER et AMINE ABDELNOUR : *Les Saint-Simoniens en Égypte (1833-1851)*. — Par l'animateur français de la Société égyptienne libérale de Napoléon III et par un financier égyptien copte, un passionnant livre-album retraçant l'aventure idéologique et économique des disciples de Saint-Simon (1780-1825), premier socialiste français. Publié à l'occasion du colloque et de l'exposition sur les saint-simoniens tenus récemment au Caire. (Ed. B.U.E., 3, rue Ahmed-Nessim, Gizeh, Le Caire, ou librairies orientalistes, 200 p., nombreuses illustrations et cartes, 150 F.)

PHILOSOPHIE

YVES-CHARLES ZARKA et JEAN BERNHARDT (sous la direction de) : *Thomas Hobbes. Philosophie première, théorie de la science et politique*. — Sont rassemblées dans cet épais volume les contributions présentées lors du colloque international qui s'est tenu à Paris, en mai 1988, à l'occasion du 400^e anniversaire de la naissance du philosophe. (PUF, 418 pages, 320 F.)

FRANÇOIS MARTY : *La Bénédiction de Babel. Vérité et communication*. À partir du mythe de Babel et en s'appuyant sur Saussure et Wittgenstein, l'auteur s'interroge sur le défi que constitue la pluralité des langues pour la communication humaine et l'« enjeu de vérité » qui en est l'horizon. (Cerf, collection « La nuit surveillée », 272 p., 139 F.)

PSYCHANALYSE

MICHEL H. LEDOUX : *Introduction à l'œuvre de Françoise Dolto*. — Une première étude d'ensemble sur l'œuvre et la pensée de Françoise Dolto. Pensée davantage mise en acte et en pratique, en particulier dans l'approche psychothérapique des enfants, qu'en théorie. (Rivages, 296 p., 130 F.)

SOCIÉTÉ

NOË RICHTER : *La Lecture et ses institutions, 1919-1989*. — Après un premier volume paru en 1987, qui portait sur la période 1700-1918, voici le deuxième volet de ce panorama très bien informé et documenté sur la lecture publique en France, les idéologies qui l'ont façonnée et l'ont conduite sur les voies difficiles d'une démocratisation de la culture. (Ed. Plein Chant, 22, rue Lauriston, 75016 Paris, distribution Distique, 238 p., 120 F.)

L'école de Chicago
Naissance de l'écologie urbaineTextes traduits et présentés
par Yves Grafmeyer et Isaac Joseph

Nouvelle édition remaniée

Aubier

Le Grand Prix de l'ACADÉMIE EUROPÉENNE DU LIVRE

récompense chaque année l'auteur de préférence encore inconnu, d'une œuvre littéraire inédite. Toutes les œuvres sélectionnées :

Romans - Nouvelles - Essais - Poésie - Théâtre

sont publiées et diffusées après établissement d'un contrat régi par la loi du 11 Mars 1957 sur la propriété littéraire et bénéficient d'une véritable promotion auprès de tous les médias :

Radio - Télévision - Presse - Jury Littéraires

Les manuscrits sont à adresser à :

L'ACADÉMIE EUROPÉENNE DU LIVRE-ÉDITEUR

17, rue de Gallée - 75116 PARIS - Tél. : (1) 47 80 11 08

— LA VIE DU LIVRE —

100.000 LIVRES
EN STOCK

5 CATALOGUES PAR AN

LIBRAIRIE LE TOUR DU MONDE

42 NS 55 20

9 RUE DE LA POMPE 75116 PARIS

LIVRES D'HISTOIRE

ACHAT-VENTE

LIBRAIRIE

PAGES D'HISTOIRE

8, rue Bréa, 75006 PARIS

(1) 43-54-43-61

CATALOGUES

MENSUELS

Service de recherche de livres

d'histoire épuisés

LE FEUILLETON

de Michel Braudeau

Dominique Noguez : Normand, normalien
et très sérieusement farceurHomards
et parapluies

pace, amollie par l'eau bouillante, se fendillait d'une infime écharcure qui n'arrêta pas de grandir et coulisait en douce, tel un rideau de nacre ouvert sur la nudité de la chair qui apparaissait pour la première fois, de teinte ivoire, étrangement souple et colorée. Il y a dans ce texte opaque et intense le charme bizarre d'un strip-tease mortel, comme un banquet de fantasmagories, un rêve écouté à la porte, en toute indiscretion.

MOACYR SCLIER, dont le nom doit faire la joie des dames des postes brésiliennes, s'est fait connaître en France avec le *Centaure dans le jardin* et le *Carnaval des animaux* entre autres. Né à Porto-Alegre en 1937, il descend d'une famille d'immigrants russes installés dans le sud du Brésil, nous dit son éditeur, savant cocktail de cultures qui devrait le mettre à l'abri des idées reçues et de l'intolérance. De fait, Sclier manie la parabole avec beaucoup d'humour et une aimable férocité. Son grand talent est de faire tenir ses petits univers en une ou deux pages, quatre au plus, sans qu'on y soit à l'étroit.

Il y est question de Raphaël et de l'Holocauste ; de cinq anarchistes en prison à qui l'on distribue des petits pains, autant qu'ils sont moins un, afin de les obliger à éliminer l'un d'entre eux, puis un autre, volontairement (« Au fond, j'en avais vraiment assez d'être un intellectuel, dit-il avant de se pendre ») ; d'un homme qui dans le secret de sa chambre fait brûler des anges minuscules qui sortent d'une fente du mur ; d'un voleur de timbres sans cœur ; d'une guerre à laquelle on se rend en taxi (mais ce n'est pas sur la Marne) et où l'on pointe avant de rentrer dans la tranchée sous le panneau « Guerre, ne pas s'approcher », avec les camarades qui sont astreints à la même corvée routinière. A la fin de la journée, on retourne chez

soi, en paix, on monte sur son vélo ergométrique en compagnie de sa femme et, en suivant des yeux la route sur la carte, on continue à faire le tour de l'Italie (« Nous pensons faire l'Italie en un an. Ensuite nous aviserons. Je n'aime pas les projets à long terme ; à cause de la guerre, naturellement, mais surtout parce que l'inconnu que comporte l'avenir est pour moi un motif d'excitation permanente »).

Raconté au présent, sur le ton des « histoires drôles », sans fioritures, ces nouvelles sont plus efficaces que littérairement étudiées mais s'imposent avec une allégresse dans le pessimisme, qui est à l'opposé de la mélancolie. « Traitement de racines » aurait mérité un développement : une femme en sortant de chez le dentiste rencontre un homme mal en point qui lui avoue être atteint d'un cancer. Elle s'enfuit, puis se dit que l'homme devait avoir un dernier désir, on devine lequel, une faveur qu'on ne peut refuser à un mourant et, prise de remords, elle se met à sa recherche. Une idée savoureuse de la charité humaine, toujours bien ordonnée. Sclier ne se fait pas trop d'illusions sur notre espèce et on ne peut lui donner tort. Il faut le lire dans le métro ou, si on est en province, en autocar, au milieu de ses semblables.

DOMINIQUE NOGUEZ peut se lire partout mais plutôt en silence, le ton, la phrase comptent beaucoup chez lui, les incongruités voulues, les effets de style — parfois un peu nombreux, au bord de la surcharge, comme dans les ascenseurs — doivent être dégustés dans la montée constante d'un léger fou rire. L'auteur de *l'Ouverture des veines* et autres distractions, *les Trois Rimbaud* et *Léonie Dada* — ces deux derniers titres manifestant un penchant certain pour les vies imaginaires et les biographies truquées — est un Normand de quarante-huit ans, normalien et très sérieusement far-

ceur. *Les Deux Veuves* est un petit roman drôle et noir, son meilleur à ce jour, tout à fait délectable.

Le narrateur, statisticien débordant de chiffres, entretient des relations amicales-amoureuses avec deux jeunes femmes séparées de leur ex, Marie-Adèle et Marie-Odile, soit Adèle et Léda (« Elle avait minci, portait des talons hauts et avait troqué sa vieille coupe mériquie à la Jeanne d'Arc pour une espèce de discrète choucroute années cinquante »), toutes deux animées du « redoutable appétit de vivre des veuves ». Il leur présente un de ses amis, le viril Giacomo, dit Djadja, alias le Vela, qui porte un tatouage bien placé où l'on peut lire, par beau temps, le nom du destinataire : « Donne » (« femmes », en vrac et en italien).

Tous les quatre partent en week-end à Etretat en passant par Rouen et son Musée des beaux-arts qui leur fournit matière à d'intéressantes réflexions sur le sang dans la peinture religieuse. Des idées justes et bisornées, ce récit en a à revendre, sur l'amour et les spaghetti, sur la danse moderne et le mal de la route, sur la vigueur de nouvelles injures (« Bête comme une ouvreuse » fait-il plus mal que « con comme un péage » ?), sur la sensualité des bords de mer (« Cette souffrance des plages, la terrible écriture des regards, tous ces subtils petits désirs qui poignent et qu'il faut éteindre sur à un comme des incendies ! »). On y fera aussi connaissance avec l'ignoble individu qui, le soir de la réception de M. Mitterrand, s'est masturbé en frottant son organe contre la bosse de M^{me} Duras à la Maison de l'Amérique latine. On y croiera également Jean Dutoit en des circonstances moins effusives, chez le crémier.

Bref, tout le charme qu'on a trouvé en son temps aux écrits de Boris Vian, dont la mode semble-t-il est en train de passer ou de se faire plus discrète, ce qui est bien dommage. On ajoutera, chez Noguez, une tendance Oulipo au canular érudit, dont témoigne son impeccable recueil de pastiches *Sémiologie du parapluie*. Il y démontre que rien n'arrête un sémioticien enragé et qu'il peut trouver le moyen de déployer le parapluie comme un langage avec ses significations multiples, sa double articulation et tout l'appareil conceptuel élaboré par Martinet, Saussure, Eco, Barthes et Algirdas Julien Greimas. Ce n'est pas plus absurde que la sémiologie de l'escalier ou de la soupe attribuée à Eco, sans remonter à des exemples plus sérieux.

Que se serait-il passé si Robespierre avait perdu le 9 Thermidor ? Comment saluer l'événement artistique de l'année 2059 ? Ignorez-vous ces pages brillantes du *Bonheur de Sophie* où la divine comtesse de Ségur lâche le frein de ses élans lubriques ? Les cinéphiles ont-ils vu les six films célèbres dont Noguez fait une critique très singulière ? On en doute. Les versions de *Cris* et *chuchotements* et d'*Apocalypse Now* qu'il cite défient le résumé. Quant aux quatre volets d'*Aurelia Steiner*, de M^{me} Duras, on les attend avec impatience, fièvre. On le voit, il faut lire Noguez sans tarder, avec ses veuves, son Djadja et ses parapluies.

LIVRES • IDÉES

ROMANS

Socrate 1990

Un roman philosophique d'André Brincourt. Des leçons de sagesse pour cette fin de siècle

LA PAROLE DÉROBÉE
d'André Brincourt,
Grasset, 115 F.

L'anagramme le dit. Téraos c'est Socrate au XX^e siècle. Comme son exemple antique, il n'a pas de goût pour le repos, méprise richesses, fonctions et honneurs, s'emploie à ne rien ôter de sa personne, préfère suggérer que convaincre, se plait aux conversations de la rue, vénère la beauté. Reculer les bornes de l'esprit, aller au plus secret des êtres, les affranchir des simulacres afin de préserver leur essence, traquer l'insupportable : voilà ce qui occupe sa vie.

« Connais-toi toi-même » : le conseil gravé sur le temple de Delphes se trace ici en filigrane. Et ce n'est pas un séjour aux Indes, avec ses mystères voire les certitudes de ses sages, qui en délivrera Téraos. Au contraire. Homme à l'humour le moins floué, il étendra davantage encore les champs de ses dédications.

La maladie viendra et un renoncement flamboyant qui, par ce ne sait quel paradoxe, dépose en nous l'impression que le silence peut être chez les hommes le cri le plus intense. Qui n'élève pas le ton nous vaille parfois le cœur. « Aux époques des clameurs, il n'est que la voix du silence qui porte loin », écrit Hermann von Keyserling.

Téraos, lui, n'écrit pas, bien sûr. Il parle. Il possède au plus haut degré l'art d'encourager ceux qui l'approchent à traquer la vérité, à ne plus berner leur conscience, à se créer. Quant aux polichinelles dont le prestige décline de la sortie ou de la lâcheté des anonymes et des combinards : malheur à eux ! De la cure de Téraos, ils sortiront plus minables et plus haineux encore.

Ce jeu obsessionnel, où ni les gens ni les institutions ne sont épargnés, court tout au long du roman d'André Brincourt, la Parole dérobée. Livre d'idées s'il en est, il ne cesse jamais d'être passionnant. Est-ce parce qu'il est en prise directe avec notre



histoire ? Est-ce l'adroit et divertissant mélange de personnages de fiction (si l'on peut dire) et de bipèdes pensants qui furent ou sont encore vivants ? « Soyez remplis d'esprit », conseille l'Evangile. Voilà une recommandation qu'André Brincourt n'a pas négligée. Pour notre plus grand plaisir.

Violence et palabres

La première partie se déroule à Nice pendant la guerre, Nice où « le monument branlant de la pensée française engagée » (et même Gide qui déplore les événements, car ils l'obligent « désormais à ne rien faire d'insignifiant ») s'est en partie déplacé. Pour suivre Martial, le

bel adolescent pervers, Téraos participera au sabotage du viaduc d'Antheor. Martial sera blessé. Comme Socrate sauva Alcibiade et Xénophon, Téraos le sauvera. Mais il aura beau émettre des signes et lui tendre la main, il ne l'arrachera pas, plus tard, à sa destinée tragique et sulfureuse.

De la Résistance, des palabres, de la violence, d'un temps où l'homme entra « dans l'incroyable », d'une vision de la Côte d'Azur qui ne trompe pas le lecteur sur la connaissance des lieux et de l'époque, André Brincourt passe à mai 68 et à d'autres palabres. Un être comptait surtout pour Téraos dans le premier volet de l'ouvrage : Martial de La Cibey. Là, c'est Olivier Pontal qui sera l'objet essen-

tiel de ses attentions. L'un redoutait que l'histoire ne se fasse sans lui. Le second, « qui ne voyait l'univers en grand que dans les petites lucarnes », écouterait le maître, « qui craint moins la crasse que l'asséptisme moral », et se privera d'une carrière confortable. « Ses trois téléphones ne le rattachant qu'à un monde de pantins », pour écrire et réfléchir (entre autres) « aux enjeux planétaires » de l'audiovisuel : « ... d'un côté les épiciers de l'espace, de l'autre les apprentis sorciers ».

Mais Olivier ira plus loin. A travers le souvenir de Téraos (« Je vais vous quitter, mais qui de nous a la meilleure part ? », avait demandé celui-ci avant son suicide), c'est la révélation qu'il cherche. La crociera-t-il en frappant la médaille de l'homme capable d'extase, qui enregistrerait toutes les voix, car il tenait à ne rien laisser échapper du « borborygme universel » ? Eleverait-il l'ensorcelleur Téraos dans la lumière des mythes ?

L'univers est une erreur », nous lance de temps à autre Cioran avec cet humour qui permet de traverser les terribles déserts du désespoir, la gorge nouée mais le sourire aux lèvres. Erreur ? N'empêche que l'aventure se prolonge. Olivier Pontal va se mettre à la tâche. Et tant pis si certains grands penseurs de ce monde déçoivent, et si les donneurs de leçons à bonne conscience continuent de ne prendre pour tout risque que celui « de traverser le boulevard Saint-Germain sans se faire écraser entre Lipp et les Deux Magots ». Olivier va remplir les blancs laissés par Téraos et esquisser quelques points de suspension.

C'est sur cette perspective que se termine le roman stoïque, lucide, intelligent et superbement écrit d'André Brincourt. « Je n'ai pour fortune que les signes d'amitié », disait Téraos. Voilà un bon vaticane pour lever l'ancre, appareiller et bâtir des légendes.

Lois Nucera

L'ombre de la folie

L'histoire de Fred et Amélie, le « couple perdu » du premier roman d'Armelle Cressard

DESCENDRE LE BOULEVARD DANS LA LUMIÈRE DU SOIR
d'Armelle Cressard, Laffont, 240 p., 85 F.

« Prend-on la vie autrement que par les épinettes ? » Amélie, la narratrice de Descendre le boulevard dans la lumière du soir, ne pourrait répondre que par l'affirmative à cette question de René Char. Mais, d'ailleurs, est-ce vraiment une vie qu'elle mène dans son premier roman, sans effet de mots ? Une longue absence, plutôt.

Fred et Amélie auraient dû être un couple ordinaire avec, au fil des années, les inévitables trahisons, mesquineries et autres médiocrités. Mais, si Amélie poursuit une carrière professionnelle sans heurts dans un journal, Fred, prisonnier de ses exigences

et de ses rêves, va d'échec en échec avec, en prime, un abominable quasi permanent au chômage. Armelle Cressard sait décrire avec émotion la « chute libre » de ces êtres, en évitant les pièges du mélodrame.

Pour Fred, l'alcool devient la seule consolation. Il trouve dans les bistrotiers l'illusoire fraternité que sa femme et ses trois enfants ne lui donnent plus. L'ivresse le mène, sans qu'il en soit conscient, aux portes de la folie et les coups remplacent bientôt les mots. L'orgueil d'Amélie lui impose le silence. « J'étais une femme battue, dit-elle, mais je ne serais fait battre plutôt que de l'avouer ».

Amélie éprouve toutes les tentations, y compris celle de boire pour comprendre l'inconnu qui, désormais, vit auprès d'elle. Elle se sent coupable d'être sa victime. De crise en rémission et en rechute, Fred et Amélie fréquenteront, chacun son tour, des hôpitaux. Armelle Cressard, par petites touches sensibles, dresse le portrait des ombres que son héroïne croise dans un service de psychiatrie. « La vue d'un pays me réjouissait car ils étaient à la médecine ce que certains présentateurs étaient à la télévision : hommes gonflés d'importance, à la bêtise complaisante et le cœur au ras du sexe ».

Amélie apprendra à se méfier des faux amis qui se délectaient de sa solitude et à maîtriser son envie de mourir. Elle essaiera, surtout, de devenir indifférente envers Fred. Mais divorce-t-on jamais d'avec sa mémoire ?

Pierre Drachine

L'îlot magique de Jean-Louis Pinte

LES TEMPS ABANDONNÉS
de Jean-Louis Pinte,
Mercure de France, 212 p., 98 F.

« Je ne sais pas aimer. Je n'ai jamais su », écrit Jean-Louis Pinte au début des Temps abandonnés, tout en reconnaissant n'avoir jamais manqué de l'amour des autres. Peut-être est-ce pour résoudre cette énigme de son existence qu'il part à la recherche de son enfance. Dans un premier temps, il en restaure — comme pour sauver cet îlot magique de la débâcle de sa vie — l'harmonie absolue. Elle était due à sa mère qui, couturière célèbre, incarnant ses désirs dans le drapé des robes, semblait emportée ; sans jamais commettre de faux pas, dans une valse perpétuelle d'élégance et de frivolité générale.

Quant à son père, écrivain calme, dandy courtois, il paraissait considérer le moindre entorse au bonheur comme une faute de goût. L'auteur évoque — avec un art subtil de la récréation des ambiances préservées — la torpeur interminable du jardin d'hiver qui lui donnait « l'impression d'être au bord de l'évanouissement » et, à la campagne, le phénomène « couleur de terre » de l'orangeur où, dans l'enivrement de la musique de Mahler, il connaissait un état de connivence grisée avec sa sœur Camille.

Pourtant, il ne peut pas toujours entourer ses souvenirs d'une « part de rêve ». Des ombres apparaissent sur son chemin de retour vers l'îlot perdu et obscurcissent le récit. Le bonheur préservé n'a peut-être été qu'une suite de malentendus. « Nous croyions à l'innocence des voyages des parents, alors qu'ils n'étaient

que fuite, égarement, aliénation des sentiments », reconnaît-il.

Éprouant parfois le besoin nerveux de se délivrer de ses « malédictions », tapie derrière le chatoiement des triomphes professionnels, la mère du narrateur dévoilait, dans des confidences brutales, les abîmes de son passé : son amour pour Vivien, un comédien américain qui s'était tué en voiture sur la route de Long ; sa passion, pendant la guerre, pour un officier allemand et le sentiment de l'« impardonnable » qui, depuis, n'a cessé de la tourmenter.

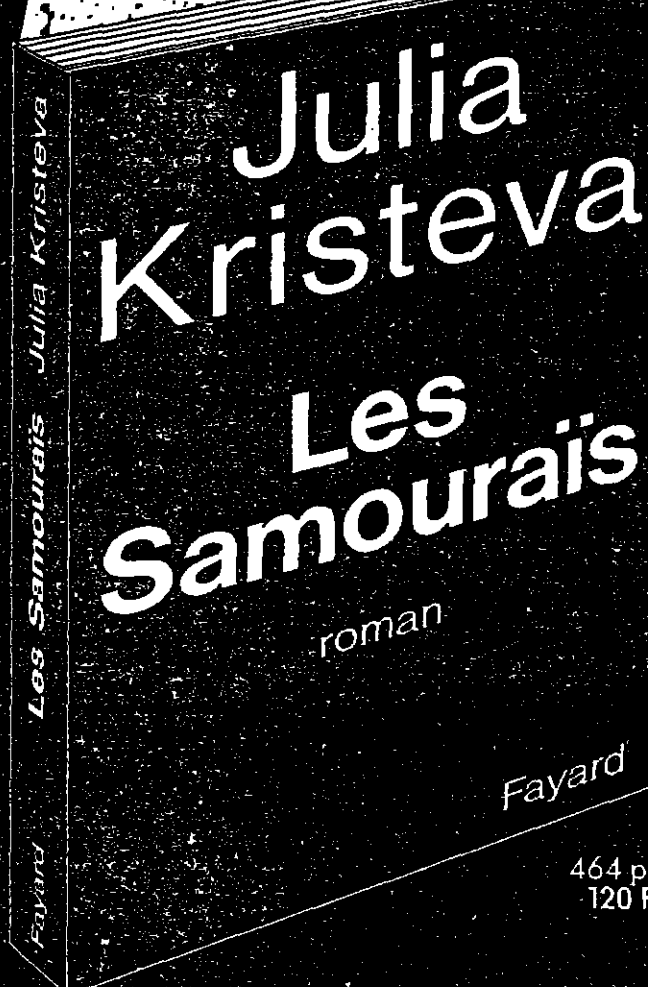
Ce qui continue à bouleverser le narrateur, ce n'est pas tant la nature de ces révélations — il a en lui trop d'indulgence éblouie pour se permettre la moindre condamnation — que le geste même de l'avoué.

Il le ressent comme une cruauté inutile. « Faut-il souffrir pour connaître la vérité ? Le mensonge n'est-il pas préférable à l'aveu ? », dit-il. Aussi s'est-il toujours cantonné au bord de la déclaration qui, pour lui, détruit l'illusion, n'ajoute que la réalité : il perd l'amour de la jeune comédienne Lumière, car il n'a pas su prononcer le mot unique qu'elle attendait de lui.

Ce dégoûtement de la vérité de ses désirs — que favorise son métier d'acteur, réfugié dans le pays des chimères — le mène peu à peu au renoncement, au désert des sentiments. Jean-Louis Pinte traduit bien le silence des temps abandonnés quand dans l'appartenance de ses parents, dispersés, il erre entre les harmonies révolues et l'avenir aride.

Jean-Noël Pancrazi

Julia KRISTEVA



A la fin des années 60, Paris est le centre intellectuel du monde. Une jeune Bulgare nommée Julia Kristeva se jette alors dans cette fournaise conceptuelle. Les Samourais — son premier roman — est la chronique féroce et mélancolique de ces années où la théorie tenait lieu, pour le meilleur ou pour le pire, d'art de vivre... On sort de sa lecture plus lucide et plus heureux.

Pascal Quignard, Le Nouvel Observateur

Nous avons tous été amoureux de Julia Kristeva, ceux qui l'ont connue dès 1966 à son arrivée à Paris, aussi bien que ses étudiants en sémiologie, ses amis plus ou moins dans la mouvance de Tel Quel, ses analystes à tortion depuis qu'elle est analyste, et maintenant probablement les lecteurs de son gros roman autobiographique, à peine camouflé et finissant de dés diverses, plein de reflets, d'anecdotes, de souvenirs partagés et d'amour. Le charme de l'auteur, sa beauté chinoise ne sont pas seuls en cause, mais aussi son intelligence souple et opiniâtre, son goût de la vie, sa générosité et sa droiture intellectuelle, toutes vertus cardinales qui ne se rencontrent pas souvent réunies, et peuvent à l'occasion tourner bien des têtes et en remplir avantageusement quelques autres.

Michel Braudeau, Le Monde

Au fond, si Julia Kristeva avait tant besoin de la fiction, c'était peut-être moins pour décrire une génération intellectuelle que pour écrire le roman d'un grand amour.

Josyane Savigneau, Le Monde

On peut lire Les Samourais comme un roman à clefs. Un rendez-vous mondain de l'université française, de l'École des hautes études et du Collège de France. Une chronique ethnologique du sixième arrondissement parisien... Mais Julia Kristeva dit merveilleusement le bonheur des corps, la tendresse et la sensualité des étreintes, la joie de vivre au soleil de l'émotion, la tristesse face à l'autre qui meurt à jamais... Son livre sonne vrai, juste, clair.

Michèle Gazier, Télérama

FAYARD

THÉOLOGIE HISTORIQUE 81

CHRISTIANISME ET RELIGIONS PAÏENNES

DANS LE CONTRE CELSE D'ORIGÈNE

par

MICHEL FÉDOU

AU CŒUR DES DÉBATS ACTUELS SUR LES RELIGIONS

255 FF 672 pages

BEAUCHESSNE

72, rue des Saints-Pères • 75007 PARIS

ROMANS

ÉCRITS INTIMES

De l'assassinat comme un des beaux-arts

Jean-Louis Curtis traite un drame sanglant en opéra bouffe tandis qu'Irène Frain fait un feu de paille de l'Histoire de Lou

LE TEMPLE DE L'AMOUR,
de Jean-Louis Curtis.
Flammarion, 276 p., 99 F.
HISTOIRE DE LOU,
d'Irène Frain. Régine Deforges,
198 p., 85 F.

Les amateurs de romanesque seront comblés par le nouveau livre de Jean-Louis Curtis. Voilà un romancier qui n'intimide guère la mise en garde lancée par Milan Kundera dans *l'Immortalité* (1) : « La tension dramatique est la véritable malédiction du roman, parce qu'elle transforme tout, même les plus belles pages, même les scènes et les observations les plus surprenantes, en une simple étape menant au dénouement final, où se concentre le sens de ce qui précède. Dévoré par le feu de sa propre tension, le roman se consume comme une botte de paille. »

Jean-Louis Curtis adopte le parti exactement contraire. *Le Temple de l'amour* est presque entièrement soumis à une optique théâtrale. D'abord il aboutit à un drame violent minutieusement préparé. Ensuite il donne une importance très grande au décor. Et quel décor ! Un château de style médiéval, bâti au siècle dernier, dont le parc est rempli de « fabriques » : une pagode, un pont chinois, le temple de l'amour... Il se déroule enfin dans une suite de conversations où les personnages se définissent par leurs propos, leur vocabulaire, leurs intonations, leurs mimiques. Dans ces entretiens où se joue une comédie de mœurs, les révélations lentement se distillent, les situations se retournent, les coups de théâtre se multiplient.

Dira-t-on que le roman s'enflamme sans laisser de cendres ? Mais non. On peut lui trouver jusqu'à des intentions éducatives : une réhabilitation de l'amour vrai, même s'il est charnel, pourvu qu'il s'accompagne de sentiment. Il y a aussi de la morale dans les *Liaisons dangereuses*, mais comme chacun l'éprouve, le charme du livre vient d'ailleurs. De même le *Temple de l'amour* doit son attrait pervers aux deux crimes qui s'y perpétrent. Le premier, dicté par l'intérêt, n'offre aucun mystère. On l'attend. On y assiste. Le second est plus éminemment et suppose une conversion des acteurs.

Tout se passe en deux semaines dans le domaine mirobolant de Granges où règne un milliardaire de quatre-vingt-deux ans que l'infarctus ou l'apoplexie guettent, mais avec

moins de vigilance que ses héritiers. Brice Kergillan, malgré son âge et sa peur de la mort, vient d'épouser une belle jeune femme étrangère, Mira, qui loge sa parentèle dans une dépendance du château. Le vieux satrape dominateur est tombé sous la coupe de cette reine barbare, aussi mystérieuse qu'inquiétante. La fille et le gendre de Kergillan voient d'un mauvais œil cette union tardive. Ils possèdent un atout, leur propre fille, dont ils vont jouer : Sylvie que son grand-père n'a jamais vue est invitée au château.

A dix-sept ans, Sylvie n'est pas une adolescente comme les autres. Ses parents, grands bourgeois « branchés », s'en tracassent et parlent de psychiatrie. Douce, timide, bien élevée, vierge évidemment, mais elle ne va pas longtemps le rester, elle s'intéresse aux êtres plutôt qu'à leurs biens ou à leur position sociale et elle se plait dans la société des vieillards. Elle a tôt fait d'attendrir son terrible grand-père et le parasite octogénaire qui lui sert d'amuseur. Ce personnage en apparence secondaire est un des mieux venus du livre. Modeste confident, moitié espion, pique-assiette de grand style, le cynisme et intarissable Léo est une projection du romancier et c'est lui qui donne au livre sa coloration particulière.

Une histoire de mégots

Quand on fait descendre dans un milieu corrompu par l'argent la frivolité, la luxure, l'esthétisme, un ange venu du ciel, il provoque des ravages. Tel sera le rôle involontairement joué par Sylvie. Dans ces « infortunes de l'innocence » elle perdra les deux êtres qu'elle s'était mise à aimer : son grand-père et le jeune étranger sans nom, sans langage, que Mira faisait passer pour son frère et qui était son amant. Il ne lui restera que Léo, avec son art bon à transformer un drame sanglant en opéra bouffe ! Cet art, c'est celui de Jean-Louis Curtis dans ce roman roué : il mêle ironiquement les deux registres et greffe avec subtilité, sur un fait divers sordide, une tragédie où brûle la passion.

Sur cette voie du policier psychologique, où il s'engage pour la première fois, Jean-Louis Curtis est rejoint par Irène Frain qu'on n'attendait pas, non plus, dans ces parages. Elle a d'abord lié son nom à l'histoire de Madec, un aventurier parti conquérir la gloire et la fortune aux Indes (le

Nabab (2). Après un long détour par la Touraine et ses balconniers, *Secrets de famille* (2), la voici qui se met en scène pour nous conter l'histoire de Lou qu'elle dit avoir vécue. Mais c'est peut-être un truc de romancier.

Elle a autrefois hébergé à Paris cette étudiante américaine qu'elle a ensuite perdue de vue, puis retrouvée aux États-Unis où elle se documentait pour un roman en cours. En France, elle n'a connu qu'une Lou pauvre, silencieuse, lisse, partageant le sort d'amants déshérités. A Philadelphie, elle a découvert une femme riche qui loue une suite à l'hôtel dans le plus bel hôtel de la ville, mais garde toujours son allure de quakeresse mal habillée. Lou, mystérieuse, n'a pas expliqué l'origine de sa fortune, mais elle a présenté à Irène son nouvel amant qui, dans l'attente d'un divorce, maintient sa maîtresse dans une totale clandestinité. Irène aura été la seule à rencontrer cet Howard qui n'inspirait pas confiance et arrachait les fibres de ses cigarettes. Par déformation professionnelle, elle « gamberge » devant ces êtres opaques.

Aux deux tiers du livre, Irène Frain bascule Lou par la fenêtre à guillotine de sa suite au quatrième étage. Entendons-nous : c'est la romancière qui tue son personnage. Irène, elle, est restée en France et le silence s'est reformé entre les deux amies. A Philadelphie, tout le monde a conclu au suicide. Mais la Parisienne, plus fine mouche que la police américaine, se dit que quelque un a peut-être poussé Lou... ou l'a poussée à bout. Un cendrier rempli de frites révèle que Lou n'était pas seule quand elle s'est défenestrée.

L'histoire de Lou est une histoire de mégots, rapide, efficace, qui a tenu une place honorable, pendant trois semaines, au palmarès des meilleures ventes. Autour de mystères coulés de fil blanc, elle maintient une ambiguïté artificielle, sans que le fil blanc ni l'artifice ne soient exhibés comme tels. On serait alors dans du Robbe-Grillet. Irène Frain nous donne seulement à penser que la fiction dépasse la réalité... ou qu'elle est promptement à s'en servir. C'est une minime acquisition. Et, là, le plaisir ne dure pas plus qu'un feu de paille.

Jacqueline Piatier

(1) Gallimard. (*Le monde des livres* du 12 janvier).
(2) Letitia.

« Secrets volés »



« CHER CAHIER... »
Témoignages
sur le journal personnel,
recueillis et présentés par
Philippe Lejeune.
Gallimard, coll. « Témoins »,
256 p., 98 F.

Imaginons une société secrète dont les membres ne se connaissent pas, certains ignorant même leur appartenance à cette organisation. Une annonce parait dans un journal des lettres s'échangeant, et voici que le club se forme. Telle était sans doute l'idée de Philippe Lejeune quand il lança, en avril 1988, dans le *Magazine littéraire*, un appel à tous les anonymes qui tiennent un journal intime pour leur demander un témoignage sur cette activité qui, une fois commencée, ne les lâche plus. Quarante-sept réponses lui parvinrent. Quarante-sept manuscrits de l'écriture intime ont accepté de déshabiller leur histoire d'amour, impossible, décevante, malheureuse, mais toujours exaltante, avec leur « cher cahier ».

Ces quarante-sept témoins sont d'abord des témoins à charge. Ils parlent du journal comme d'un mensonge érigé en habitude : « Je le tiens comme je respire », dit l'un. Une autre, se relevant, ne décide qu'une « odeur de faiblesse ». Une jeune documentaliste confie que, longtemps, elle a recopié dans son cahier des passages du *Journal d'Anne Frank* et que, à travers ses carnets intimes, elle

a acquis une grande maîtrise de l'art du plagiat.

Un instituteur ne cherche, en griffonnant la nuit, qu'à « recycler le syllabaire ». Un docteur consigne tout avec le sentiment de l'urgence et l'impétuosité d'exploiter les situations qui se présentent : il se souvient avoir passé des veillées funèbres à prendre des notes.

Cette impression d'échec irrémédiable et d'inanité ressaisie, un correspondant l'exprime mieux que d'autres en comparant son journal à un « lieu d'absence » : « Dans ces carnets, dit-il, je psalmodie les destructions quotidiennes, les cassures, les fractures, les morts répétées qui jalonnent mon existence... » Aucun de ces quarante-sept témoins n'ouvrirait sans réticence son « enfer discret » à un tiers. Chacun forme, avec son « cher cahier », une société secrète.

Un recueilleur de crimes

Comme le remarque Philippe Lejeune, le journal personnel est silencieux, répété, « il n'est pas écrit pour séduire ». C'est un « atelier d'écriture », un royaume désolé où chacun peut régner en maître, et où chacun est à soi-même son agent secret. C'est aussi une salle de dissection où le diariste fait l'autopsie de son propre cadavre.

Une lecture attentive permet toujours de découvrir, pressé

entre deux pages du journal, un cadavre (celui d'un père trop aimé, d'une mère tyrannique ou d'une grand-mère graphomane). Chaque diariste est un recueilleur de crimes. A la différence cependant du roman, le journal est un « crime sans préméditation », remarque un correspondant, un médecin qui, à la mort de son père, confie son cahier à une jeune inconnue rencontrée dans le train. « Il y a, note-t-il, entre journal et roman la même différence qu'entre le fils qui assassine sa mère de douze coups de couteau à viande et le tueur professionnel que l'on paye pour éliminer quelqu'un qu'il ne connaît pas. »

Criminels qui n'ont pas prémédité leur acte, ou militants solitaires d'une cause perdue, ces diaristes parlent de leur passion sur tous les tons. Les uns se veulent détachés, d'autres obéissent à la sentimentalité, une vieille dame de quatre-vingt-deux ans se souvient qu'elle a voulu créer un « club d'amateurs de journaux intimes », tandis qu'un quadragénaire met en garde - ses carnets sont, dit-il, « radioactifs ». Avec embarras, avec un rien d'ironie, avec nervosité, avec rage ou avec lucidité, chacun raconte ses déboires avec son cher cahier. Ce n'est plus un livre fait de témoignages que nous avons sous les yeux, mais un film, qui aurait sans doute plu à François Truffaut et qui aurait pu s'intituler : « Secrets volés ».

Roland Jaccard

Brèves chroniques des années 80

L'art du voyage selon Jean-Claude Guillebaud : du Vietnam à son « petit Lyré » de Charente

L'ACCENT DU PAYS,
de Jean-Claude Guillebaud,
Le Seuil, 225 p., 85 F.

Ceux qui ont aimé les grands reportages parus naguère dans le *Monde* sous la signature de Jean-Claude Guillebaud retrouveront avec plaisir dans les brèves chroniques des années 80 qu'il publie aujourd'hui la perception aiguë des choses et le goût intense des mots qui faisaient le prix de ses anciennes filandres.

Jean-Claude Guillebaud excelle en effet à suggérer une atmosphère, à noter les deux ou trois détails qui permettent de saisir l'essentiel, à cerner en quelques traits un personnage ou une situation : une bribe de conversation avec un professeur iranien en dit plus long sur le pays de Khomeiny que ne le ferait une minutieuse description et l'extrait d'une lettre d'un ami vietnamien suffit à faire comprendre la vie à Ho-Chi Minh-Ville.

Notre auteur visite-t-il, comme tant d'autres, l'URSS de Gorbatchev, deux images fortes - celle d'une foule qui se presse pour acheter des poèmes de Vissotsky, celle d'une église en reconstruction - résumant avec assez de précision ses impressions pour qu'il se dispense de tout autre commentaire. Raconte-t-il quelques-uns de ses séjours à Beyrouth, il sait nous

faire voir, à travers ces adolescents surarmés qui circulent dans la ville, la « déraison majuscule et gesticulante » qui transforme l'affrontement interlibanais en un conflit à nul autre pareil, comme si l'on y voyait « la guerre marchant toute seule dans son délire ».

Le microcosme parisien

Cet art du voyage qui suppose une sensibilité toujours en éveil, une curiosité toujours en alerte, Jean-Claude Guillebaud en définit bien le mécanisme : « Ce lieu précis, ce paysage-là, cette vibration particulière du silence, écrit-il, nous ont atteints de telle sorte qu'ils seront désormais incorporés à nous. Pour toujours. Dès lors, nous voilà plus riches qu'avant. »

Il n'est pas nécessaire d'aller à des milliers de kilomètres de chez soi pour vivre une telle expérience. Les plus belles pages de Jean-Claude Guillebaud sont probablement celles qui portent sur son « petit Lyré » de Charente, où il passe chaque fin de semaine. Il parle avec une émotion communicative des lilas de son village et de ces étés alanguis où la vie suspendue procure à l'homme une halte salutaire.

Il a même le bon goût de ne pas proclamer la supériorité de

la campagne sur la ville, sachant trop bien qu'on n'y est ni plus sage ni plus innocent.

Jean-Claude Guillebaud est moins convaincant lorsqu'il dénonce les vanités du « microcosme » parisien, comme s'il avait quelques comptes à régler avec ses « bons confrères ». Il arrive que la critique tombe juste, quand est mise en cause, par exemple, l'« hypermédiation des affaires judiciaires », mais les coups de griffe remplacent trop souvent l'analyse pour que l'aimable chroniqueur n'apparaisse pas de temps en temps comme un irritant donneur de leçons.

Déformation professionnelle ? Sans doute. Ce sont les mauvais côtés du journalisme. Ils ne doivent pas nous faire oublier les bons.

Thomas Ferenzi

OÙ TROUVER UN LIVRE ÉPUISE ?

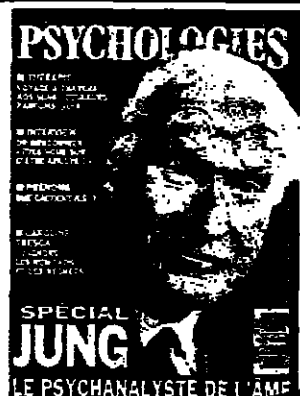
Ecrivez ou téléphonez :
LIBRAIRIE
LE MONDE DU LIVRE
80 RUE ST-ANDRÉ-DES-ARTS
75006 PARIS
(1) 43.25.77.04

JUNG, L'HOMME DES PROFONDEURS

Dans *L'homme à la découverte de son âme*, son livre clé, Jung, dauphin présumé de Freud, parle d'une autre psychanalyse. Il repère dans chacun de nos rêves la trace du sacré et la marque des grands mythes de l'humanité, et découvre alors l'inconscient collectif. Jung refuse dorénavant de limiter le fonctionnement de notre inconscient à la seule et exclusive théorie de la sexualité de Freud. L'héritier devient rebelle.

PSYCHOLOGIES, dans son numéro spécial de mars, lui consacre 35 pages : des articles de fond, des photos exclusives, des interviews, dont celle de Roland Cahen, traducteur de ses ouvrages, et analysé par Jung lui-même.

Une bibliographie exceptionnelle.



JUNG PSYCHANALYSTE DE L'ÂME
PSYCHOLOGIES
« SPÉCIAL JUNG »

N° 74 - MARS 1990 - EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX - 28 F

صكرا من الامم

LIVRES • IDÉES
ESSAIS

La modernité malade de ses docteurs

Les fossoyeurs de la modernité ne s'encombrent pas tous de nuances ni de savoir

LA MÉTAMORPHOSE DES MÉDIAS
de Laurent Danchin et Philippe Rivière, La Manufacture, 380 p., 110 F.
LES CINQ PARADOXES DE LA MODERNITÉ
d'Antoine Compagnon, Seuil, 196 p., 89 F.
L'ARTISTE ET LES COMMISSAIRES
d'Yves Michaud, Ed. Jacqueline Chambon, 248 p., 110 F.

Jusqu'au plus paisible canton, à la métairie la plus rustique, au plus profond de la France la plus profonde, on le sait : il n'est plus de bon ton de se dire moderne. Postmoderne à la rigueur, quoi que nul ne sache exactement ce que cela signifie. Mais moderne, non. C'est vieux jeu.

La nouvelle se répandant suscite des réactions en foule, qui ont une résonance à l'échelle d'un idéal à exalter. La métamorphose des médias, sous-titrée *Sens et non-sens de l'art contemporain*, dénonce ainsi avec virulence les ridicules des académismes actuels, sortes de modes para ou post-dadaïstes entretenues par le marché. Les deux auteurs déplorent l'absence d'indigence intellectuelle de ce qui se montre de nos jours dans les musées d'art contemporain. Ils s'ont pas tort. Ils daubent sur la prétention des supposés artistes et de leurs commentateurs ? Fort bien. La consommation culturelle les réveille ? A merveille. Comme ils ont de l'ardeur, on leur pardonne quelques simplismes et trahisons un peu rudes.

Mais ils ont des remèdes, hélas, à administrer. Ils veulent redonner un sens aux beaux-arts, par la malice et l'art brut. On voit l'antinomie : contre la chlorose, parlons sur la santé des fils de la terre ! Ne soyons plus modernes, soyons primitifs ! L'opposition est commode et le conseil, qui a beaucoup servi depuis un siècle, peu attirant. Car ce primitif, ce sacré sauvage et enfoui, à supposer qu'il ne soit ni pur artifice ni pastiche d'archaïsme, finit nécessairement dans l'ethnomanie, le spiritualisme post-surréaliste et la régression mentale. On a des racines dans ce système, mais ni culture ni pensée.

Antoine Compagnon suit la même ligne. Son traité veut une réflexion sur l'idée de modernité de Baudelaire à nos jours et sur ses supposés paradoxes — qui ont peu le mérite de l'indigence. L'auteur s'efforce ainsi de découvrir que l'abstraction, qui est moderne, repose sur des discours théosophiques anciens. Il y a cependant dix ans que les historiens de l'art ont popularisé l'idée d'une genèse symboliste de l'abstraction et s'interrogent sur ses liens avec le puritanisme et la Réforme.

Comme prévu, la critique conclut que toute modernité précède en fait l'art. La solution : encore l'indigence, l'enfouissement, l'archaïsme, « *Dubuffet en peinture et Beckett en littérature* ». Autrement dit, le néoprimitivisme et le postsymbolisme, le système du graffiti et la rhétorique du balbutiement. On Pollock et son œuvre, « *la plus authentique et immédiate qui fut jamais* » — rien de moins, — mais surtout pas Warhol. Celui-ci, Antoine Compagnon le hait parce qu'il a vidé l'art de sa « transcendance » et révélé « la nature élitiste et érotique de la tradition moderne ». Élitiste et érotique ? Ah, la grosse insulte ! On comprend qu'un art populaire et immédiat vaudrait mieux. Quelques naïfs, quelques brutes, mais surtout pas d'élaboration, pas d'ironie, pas de grâce. Qu'une telle doctrine ose se réclamer de Baudelaire laisse rêveur. Car si peintre fut jamais « *peintre de la vie moderne* », et de ses misères, c'est assurément Warhol.

On prendra à ce propos la liberté de suggérer à Antoine Compagnon la lecture de l'ouvrage d'Yves Michaud, *L'Artiste et les commissaires*. Il y lira ceci : « *La réception de l'œuvre de Warhol témoigne de manière exemplaire et quasiment comique que les significations les plus simples peuvent tout simplement n'être pas vues : les portraits de Warhol parlent de la mort, de l'ennui, de la solitude et de la communion sociale élémentaire autour de ces drames, on n'y a vu, contre toute évidence, que la banalité et le vide* ». Comique, en effet.

Tout l'ouvrage est de ce ton, acrimonieux et mordant, écrit avec moins d'art que de colère. Catalogues, terminologies et stéréotypes y sont cruellement tournés en ridicule et les commissaires, comme l'on nomme les organisateurs d'expositions, accusés, avec raison, de se substituer aux artistes. Puisant dans l'immense réservoir à bêtises de la littérature artistique contemporaine, Yves Michaud n'a guère de peine à démontrer l'incohérence et la vacuité des théories en vogue.

D'autant moins de peine qu'il très près ceux dont il stigmatise désormais la pauvreté intellectuelle. Rédacteur en chef des *Cahiers du Musée national d'art moderne*, aujourd'hui directeur de l'École des beaux-arts de Paris, il a appartenu, s'il n'appartient encore, à l'espèce des commissaires. Le voici aujourd'hui criant haro sur le bandit modernisme. La métamorphose est étrange. Conversion ou opportunisme ?

Philippe Dagen



La science de Casanova

par Philippe Sollers

CASANOVA, LA CONTAGION DU PLAISIR
de Jean-Didier Vincent, Odile Jacob, 230 p., 98 F

Il n'y a sans doute pas d'inspiration funéraire plus tristement scandaleuse que celle que l'on peut lire en Bohème : Jakob Casanova, Venedig-Dux, 1725-1788. Jakob, c'est bien entendu Giacomo, et Venedig, Venise. L'Italie en est allemand, quel programme de discussion ! Quant aux *Mémoires* (1), le récit le plus libre qu'on ait jamais écrit, nous n'avons eu le droit de les lire dans leur version originale non « arrangée » qu'en... 1862. S'il fallait une preuve décisive de la chute de plomb qui a recouvert l'Europe pendant deux siècles, ces deux exemples suffiraient. Un corps et son langage pris en otages et mis au placard de la pruderie prussienne : film accablant.

Mais quel est ce rayon de lumière, tout à coup ? Cette réhabilitation passionnée ? Cette résurrection insolente ? Un bref essai d'un savant biologiste et neuro-physiologiste consacré à Casanova. On avait déjà lu, de Jean-Didier Vincent, *Biologie des passions* (2) et c'était comme si, de nouveau, la science se réoccupait du corps vivant dans sa fluidité rythmique. Mais de là à imaginer une compromission aussi courtoise avec l'ombrage de l'existence, il y avait un abîme. La voici allégrement franchi. Ce qui prouve :

1. — Que la vie aventureuse est plus en sécurité dans l'antiquité des musiciens, des joueurs, des savants déniaisés et des femmes, qu'en compagnie des philosophes, des politiciens, des marchands ou des religieux. Évident ? Sans doute. Mais le musicien, lui, s'appelle Mozart, à Prague en 1787, et l'ombre de Casanova derrière Don Giovanni est quand même un événement supérieur à deux guerres mondiales et à leurs chemins de fer.

2. — La vie aventureuse est une automatisation continue, une automatisation spontanée. Les « *vérités* » de Casanova, et la façon dont il s'en tire, démontrant une technique

du plaisir comme contagion s'opposant à la mort épidémique ambiante. Casanova est une « *anti-maladie* » en acte. Voyons : « *Qui a décidé de vivre selon ses désirs devant insaisissable* ». Ou bien : « *La jouissance est l'absolu préservatif contre l'angoisse, les états morbides et l'agonie précoce* ». Ou encore : « *La véritable science à créer est celle de la jouissance de soi hic, nunc et semper* ». De qui est-ce ? De Casanova ? De Stendhal ? Non, de Vaneigem, aujourd'hui même, dans son *Adresse aux vivants* (3) censurée comme par hasard presque partout. Le soleil sensible est toujours nouveau, l'obscurantisme qui s'en effusque, aussi.

Le parti du vivant

3. — Le vrai problème scientifique n'est d'ailleurs ni la jouissance, ni la culpabilité, ni la mort, mais l'ennui. Thèse admirable. Merci à Jean-Didier Vincent, commentant Casanova, d'écrire que l'ennui est « *la pire des choses, c'est un état insupportable et il n'est crime plus impardonnable que d'ennuyer son prochain* ». Il est très révélateur que les physiologistes et les psychiatres n'aient rien à dire de l'ennui. Casanova, cette fois : « *Enfermé dans la sphère unique du plaisir, j'ai envoyé à l'enfer la tristesse et le besoin* ». Ou, plus clair : « *Jouer et laisser jouer, telle a toujours été ma devise* ».

Ici, mines crispées de ceux que Vincent appelle les « *moralistes enrobés de leur propre sexualité* ». La liste des insultes permanentes de Casanova est très édifiante, de Marabon à Fellini (lequel « *poursuit également Venise de sa hargne, comme si elle symbolisait la femme quiante et bouffie, compagne de copulation du surmûle excité* »). Test infailible : sentez-vous la mort à Venise ? Ou ? Non ? Si c'est non, prudence : votre tribunal est prêt.

4. — Don Giovanni, Casanova, sont-ils donc des surhommes, des surmûles ? « *Non* », dit Vincent, simplement des « *surdoués du plaisir* ». Une seule ennemie : la

mort. « *O mort, cruelle loi de la nature que la raison doit réprover car elle n'est faite que pour la détruire* ». Réprovez-vous violemment la mort ? Oui ? Non ? Si c'est non, prudence redoublée, c'est comme si vous étiez coupable d'athéisme. « *Le parti de la mort est le plus grand respect pour le malheur* » (encore Vaneigem). Le parti du vivant, lui, non-violent par définition, est seulement conforme aux possibilités nerveuses.

5. — Le sexe est réputé être un continent noir, on se demande pourquoi, et Casanova, face à lui, est bien l'incontinent lumineux. C'est un être de sécrétions (sang, sperme, larmes, odeurs), la sécrétion des sécrétions étant d'ailleurs la parole. La vie aventureuse est un théâtre merceniel d'action, de mémoire et surtout de conversation. « *Stendhal, adepte forcené de la conversation, appartenait encore au dix-huitième siècle. Au dix-neuvième, on parle tout seul. Au vingtième, on ne converse plus, on communique* ». La répétition casanovienne (le catalogue) n'a rien d'une compulsion : c'est une série de conversations animées et brillantes. Trompeuses ? Peut-être, mais Casanova est sans doute le premier à établir avec rigueur que la tromperie est la substance nécessaire du plaisir.

6. — « *J'ai vécu en philosophe, je meurs en chrétien* ». Voilà qui est mieux que le contraire. Philosophie : spécialiste du boudoir concret. Chrétien : vérité. La resta, au fond, peut être abandonnée à la malice mortelle de la haine.

Le chanceux éditeur de ce livre étincelant et gai — le contraire, en somme, du gros, kitsch et ennuyeux Eco (4), — nous apprend que l'auteur est bordelais. Dont acte.

(1) *Histoire de ma vie* par Jacques Casanova de Séngalli, Vénitien, Bockhaus - Pion, 1960-1962.

(2) *Biologie des passions*, éditions Odile Jacob, 1986.

(3) *Adresse aux vivants sur la mort qui les gouverne et l'opportunité de s'en débarrasser*, de Raoul Vaneigem, Seghers (Le Monde du 19 janvier).

(4) *Le Pendule de Foucault*, d'Umberto Eco, Grasset, (Le Monde du 9 février).

Une ethnologue chez les Hagars

Enquête sur la peur ordinaire autour d'une usine nucléaire

LA PRESQU'ÎLE AU NUCLEAIRE
de Françoise Zonabend, Odile Jacob, 188 p., 99 F.

Les Hagars, vous connaissez ? Non, il ne s'agit pas d'une peuplade survivant dans quelque lointain désert, mais de citoyens français installés à 300 kilomètres de Paris. Les Hagars sont les habitants de la Hague, cette pointe du Cotentin naguère occupée par quelques pêcheurs et éleveurs de moutons, et abruti aujourd'hui par l'usine nucléaire la plus moderne du monde sur le plus grand chantier d'Europe.

Comment passe-t-on ainsi, en moins d'une génération, d'une économie de survie pastorale à une activité industrielle d'extrême pointe, qui reçoit sa matière première du monde entier ? En ethnologie de terrain, Françoise Zonabend y est allée voir, interrogeant aussi bien « *l'indigène* » — les paysans normands pas encore aspirés par Cherbourg — que le travailleur « *immigré* » — dont beaucoup d'ingénieurs et techniciens à blouse blanche. Son ouvrage, *La Presqu'île au nucléaire*, est le résultat de quelque cent cinquante entretiens menés entre 1983 et 1989.

Françoise Zonabend s'efforce d'abord de traquer le non-dit, particulièrement tenace dans un milieu paysan traditionnellement

fermé au « *horain* ». Mais le non-dit, selon elle, reste aussi le code implicite de « *ceux d'en haut* », de ceux qui travaillent à l'intérieur de la grande usine. Les paysans taisent leur peur du monstre nucléaire, mais ils n'en pensent pas moins. « *Une peur ordinaire, quotidienne, rôde ici* », constate-t-elle. Quant aux employés de la CEGEMA (Compagnie générale des matières nucléaires, la société qui gère l'usine de retraitement pour le compte du Commissariat à l'énergie atomique), ils se taisent aussi, mais pour d'autres raisons. D'abord, c'est le devoir de réserve propre aux employés d'installations « *sensibles* ». Ensuite, ils sont attachés à un certain mystère qui les valorise aux yeux de l'extérieur. Enfin, ils préfèrent parfois cacher à leurs proches d'éventuels accidents (irradiation ou contamination), afin de ne pas être considérés chez eux comme des pestiférés.

Les « kamikazes » et les « rentiers »

Les mystères de l'usine se traduisent par des sigles et un vocabulaire délibérément codé. On distingue les « *TNA* » (travailleurs non affectés en zone radioactive) des « *TNDA* » ou des « *TDA* ». Plus trivialement, les personnels de l'usine se répartissent entre « *actifs* », qui travaillent en milieu ionisant, et

« *stratifs* », qui restent dans les bureaux. L'observateur attentif aperçoit bientôt une coupure entre les « *kamikazes* », toujours prêts à se collecter au risque sans les précautions maximales, et les « *rentiers* », qui comptabilisent scrupuleusement les doses reçues à chaque opération « *en zone* » (radioactive).

A force de traquer le non-dit, l'ethnologue finit par ne plus rien croire de ce qu'on lui dit et retourne systématiquement les propos qui lui sont tenus. L'affirmation de non-peur devient une ruse, l'ignorance manifeste du danger un artifice pour masquer son angoisse, etc. Françoise Zonabend avoue son trouble lorsque, à l'occasion d'un stage de formation, l'un des participants pose naïvement la question : « *Est-ce qu'on est payé pareil quand on est mis au vert ?* » (après contrôle dosimétrique dépassant le seuil autorisé). Et Françoise Zonabend de s'interroger : « *Est-ce ainsi que les hommes vivent le risque ?* »...

A défaut de toujours donner les réponses, l'ethnologue pose au moins les questions. Beaucoup de questions. Car la presqu'île au nucléaire ne se livre pas facilement à une enquête qui a le double défaut d'être étrangère à la région et surtout étrangère au monde clos de l'industrie nucléaire.

Roger Cans

VIENT DE PARAÎTRE



Nello Ponente

RAPHAËL

120 pages, 64 illust. 138 FF



magazine littéraire

Tous les mois, un dossier consacré à un auteur ou à un mouvement d'idées ; et l'actualité littéraire en France et à l'étranger

MARS 1990 - N° 275

VIRGINIA WOOLF

par Gérard de Cortanze, Jorge Luis Borges, Eleanor Levison, Cécile Wajsbrot, Gérard Georges Lemaire, Viviane Forrester, Monique Huars, Diane de Margerie, Christine Jordis, Anne Bragance, Françoise Defromont, Chantal Chavaf, Dominique Rolin, Daniel Lang-mauer et Françoise Pellier.

Entretien : Claude Simon.

Chez votre marchand de journaux : 26 F

OFFRE SPECIALE

6 numéros : 108 F.

Cocher sur la liste ci-après les numéros que vous choisissez

☐ Vladimir Nabokov

☐ Malraux

☐ Tzvetkovitch

☐ Italie aujourd'hui

☐ Voltaire

☐ Idéologies :

☐ le grand chambardement

☐ Sherlock Holmes : le dossier

☐ Camus Doyle

☐ Littérature chinoise

☐ Georges Bernier

☐ Littérature et métamorphose

☐ Stefan Zweig

☐ Proust, les recherches du temps perdu

☐ 50 ans de poésie française

☐ La rive des intellectuels

☐ Federico Garcia Lorca

☐ Flaubert et ses héritiers

☐ Écrivains arabes aujourd'hui

☐ Écrits intimes

☐ André Breton

☐ Les écrivains de Prague

☐ Les suicides de la littérature

☐ Gilles Deleuze

☐ La Révolution française, histoire et idéologie

☐ Jorge Luis Borges

☐ Françoise Ponge

☐ Albert Camus

Nom :

Adresse :

Réglement joint par chèque bancaire ou postal.

magazine littéraire

40, rue des Saints-Pères

75007 Paris. Tél. : 46-44-14-61

LIVRES • IDÉES
SCIENCES

Kepler et les lois du cosmos

Celui qui sortit l'astronomie du Moyen Age reste, pour l'essentiel, ignoré de notre époque, comme il le fut de la sienne

KEPLER
LE CHIEN DES ÉTOILES
d'Henriette Chardak.
Librairie Séguier, 760 p., 250 F.

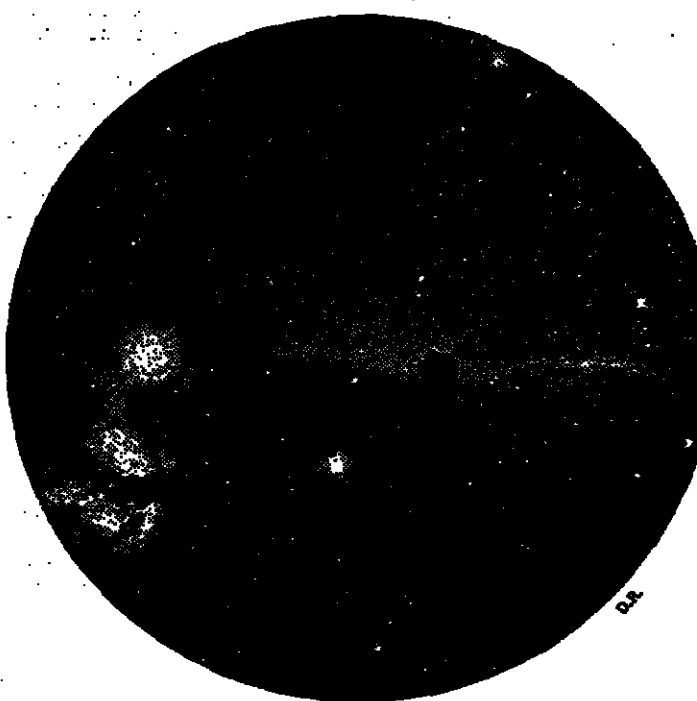
« La seule chose qui est certaine, c'est que je n'ai rien trouvé dans le ciel qui puisse expliquer la destinée », écrivait-il. Pour assurer son gagne-pain, Johannes Kepler ne cessa pourtant, des années durant, de dresser des horoscopes aux dignitaires de l'État.

Le même homme, architecte du monde planétaire et faiseur de prédictions pour gagner sa vie ? A l'aube du dix-septième siècle, la philosophie d'Aristote, agrémentée d'une bonne dose de métaphysique, expliquait encore l'univers.

Affligé dès son plus jeune âge d'une santé fragile et d'une terrible myopie, l'astronome allemand élaborait, sur ses vieux jours, la théorie optique du microscope et de la lunette. Défenseur enthousiaste du système héliocentrique de Copernic, on lui doit, surtout, les trois célèbres lois du mouvement planétaire.

Astrologue à la cour

Mais curieusement, celui qui sortit l'astronomie du Moyen Age, celui sans qui, dit-on, les progrès de cette science eussent été retardés d'un siècle, reste pour l'essentiel ignoré de notre époque. Comme il le fut, pour une large part, de la sienne.



On connaît, bien sûr, son état civil : né en 1571 à Weilderstadt, dans le Wurtemberg, Johannes Kepler fait ses études à l'université de Tübingen. On sait encore que le double poste qu'il se voit proposer en 1594 — professeur à l'école protestante de Graz et mathématicien des États de Styrie — le détourne définitivement de la carrière d'ecclésiastique.

Lorsque meurt en 1601 le plus éminent astronome de l'époque, le Danois Tycho Brahe, Kepler hérite de son titre de mathématicien impérial du Saint-Empire romain germanique. Traduissez : astrologue à la cour.

En 1609 paraît son œuvre maîtresse, *Astronomia nova*. Énonçant ses deux premières lois, Kepler y décrit la trajectoire elliptique de Mars autour du Soleil, déduite grâce à la géométrie et au calcul des observations consignées par Tycho Brahe. Une loi reconnue aujourd'hui comme « naturelle », qui demanda au savant allemand plus de dix ans de labeur et un effort technique sans précédent.

Qui se souvient, en revanche, de cette année 1618 — début de la guerre de Trente Ans — où Kepler, jonglant avec les chiffres de la musique et des planètes,

énonce sa troisième loi des mouvements célestes ? De ce cimetière désert où l'accueillera la fosse commune, par une triste matinée de décembre 1630 ?

Henriette Chardak a choisi de réhabiliter la mémoire de ce « chien des étoiles », fils inculte d'une sorcière et d'un mercenaire. Cinéaste, elle a su camper les personnages, réinventer les dialogues et les situations de l'époque.

L'estime réciproque, non exempte de jalousie, que se portent Galilée et Kepler ; les relations de ce dernier avec l'empereur Rodolphe II de Hambourg ; la rencontre — étonnante — avec le jeune René Descartes ; sur fond de misère, d'épidémies et de guerres de religion, c'est toute la vie d'un inconnu, mi-chien, mi-astrologue, qui se dévoile.

Sur cette biographie « à gros budget » dont elle espère tirer un film, l'auteur a travaillé six ans, partant des documents existant en France et surtout en Allemagne. Le résultat, peut-être, aurait gagné à être resserré sur quelques centaines de pages. Il n'en constitue pas moins une étonnante réussite, une biographie romancée comme il en existe peu dans le domaine scientifique.

Seul regret devant ce foisonnement de détails : l'absence d'une réelle annexe chronologique, qui aurait fourni au lecteur d'utiles points de repère sur les avancées scientifiques les plus marquantes de l'époque.

Catherine Vincent

AU FIL DES LECTURES

Léon Foucault, physicien français

On connaît de lui le pendule : l'un des plus grands succès populaires du Second Empire qui confirma expérimentalement, plus de deux cent cinquante ans après, l'intuition de Galilée que la Terre tournait bien sur son axe. Mais l'un oublie plus vite les autres découvertes que doit le dix-neuvième siècle à Léon Foucault, physicien français : le premier daguerrétype du Soleil, la mesure de la vitesse de la lumière — différente dans l'air et dans l'eau, — les courants électriques qui portent son nom... et encore le gyroscope, dont les descendants dirigent désormais bateaux et avions.

Les éditions Carré, qui traitent des beaux-arts et des civilisations, ont saisi l'opportunité du dernier roman d'Umberto Eco, *Le Pendule de Foucault* (« le Monde des livres » du 9 février), pour sortir ici leur premier titre. L'initiative est heureuse. Alliant un vrai talent d'écriture au souci trop rare de clarifier la démonstration scientifique, cet ouvrage vient rappeler que l'aventure des techniques est avant tout celle d'une poignée d'hommes, unis par la passion d'observer et de comprendre.

► *Foucault et ses pendules*, de Stéphane Deligeorges. Ed. Carré (distribué par Casterman), 130 p., 98 F.

Qui a dérobé la lumière ?

Pourquoi fait-il noir la nuit ? Sous son apparente naïveté, la question que se posent tous les enfants du monde cache l'une des plus profondes énigmes du cosmos. Une énigme sur laquelle se sont de tous temps penchés les humanistes, des astronomes de l'Antiquité aux astrophysiciens modernes en passant par Descartes, Kant... et Edgar Poe : « La vision spirituelle même ne se heurte-t-elle pas en tout point aux ramparts dorés et continus de l'univers ? », écrivait en 1848 le célèbre poète, trois ans avant de donner, à la Society Library de New-York, une conférence sur « la cosmogonie de l'univers ».

Qui a donc dérobé la lumière des étoiles lointaines ? Professeur de physique et d'astronomie à l'université américaine du Massachusetts, Edward Harrison, sur la piste des différentes conceptions cosmologiques, mène une véritable enquête policière. Accessible à tous et accompagnée d'une solide annexe pour les plus érudits.

► *Le Noir de la nuit. Une énigme du cosmos*, d'Edward Harrison. Seuil, 320 p., 120 F. Viennent également de paraître au Seuil, dans la collection *Points Sciences* : Une histoire de l'astronomie, de Jean-Pierre Villet ; la Recherche en astrophysique (nouvelle édition) ; Petit Guide du ciel, de Bernard Pelletier.

L'avenir de l'espèce

D'où venons-nous, que sommes-nous, où allons-nous ? A ces questions universelles, les avancées de la science permettent sans cesse d'affiner les réponses. Avant même la mort annoncée de notre système solaire, il est désormais possible de prévoir ce qu'il adviendra de l'espèce humaine : si elle ne s'autodétruit pas, elle disparaîtra un jour comme toutes les autres — par transformation en une espèce nouvelle, voire par extinction pure et simple.

Astrophysique, paléontologie, génétique, mais aussi psychologie et sociologie : professeur de psychiatrie à la faculté de Créteil, Alain Bourguignon réunit et ordonne les disciplines qui, aujourd'hui, étayent cette théorie.

Très documentée, cette vision transverse de la science risque de paraître un peu confuse au profane. Mais elle a le mérite, à l'heure où le savoir se morcelle en spécialités toujours plus nombreuses, de rappeler que l'unité est la seule garantie de l'évolution — celle des idées comme celle des espèces.

► *L'Homme imprévu. Histoire naturelle de l'homme* (tome 1), d'André Bourguignon. PUF, 340 p., 148 F.

L'« affaire » Benveniste

Publier ou périr : tout chercheur qui se respecte a désormais cette maxime sur les lèvres. Confiant, ironique ou blasé, il sait que la publication est devenue le « lieu commun » où se retrouvent et s'affrontent les scientifiques du monde entier. Parfois à leurs dépens, comme l'ont montré les travaux menés par Jacques Benveniste sur la « mémoire de l'eau », dont la publication dans la revue *Nature*, en juin 1988, déclencha la polémique que l'on sait.

Pourquoi un tel « scandale » ? Sa découverte risquait-elle de remettre en question des règles trop bien établies, de bouleverser l'échiquier économique et financier du milieu biomédical ? Journaliste et homme de télévision, Philippe Alfonsi a voulu vérifier si la science — une certaine science, du moins — était désormais à vendre.

Après avoir longuement interviewé les principaux protagonistes de l'« affaire » Benveniste, il a poursuivi son enquête, en France et aux États-Unis, dans d'autres coulisses de la recherche médicale et des groupes industriels qui la nourrissent. Son constat est inquiétant. Sida, cancer, pharmacologie, thérapies parallèles : il y a bien quelque chose de malade du royaume de la recherche. Au détriment du patient, du consommateur, et tout simplement de la science.

► *Au nom de la science*, de Philippe Alfonsi. Ed. Barrault-Taxi, 230 p., 98 F.

Pour une information responsable

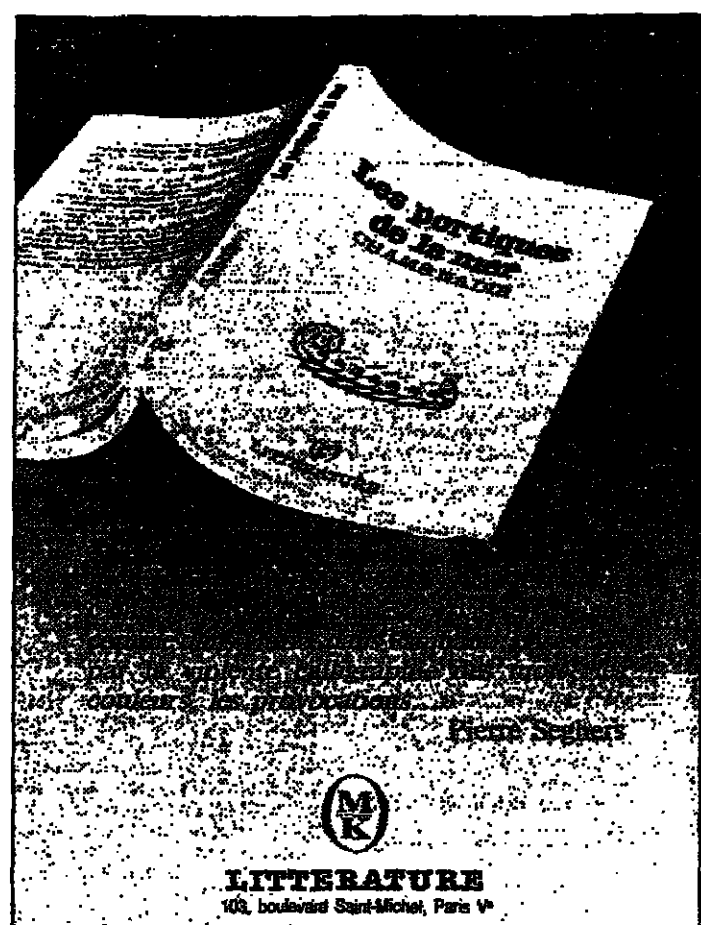
« Vendre » un sujet inconnu à son rédacteur en chef, « accrocher » le lecteur, contourner le « jargon » des spécialistes sans perdre son humilité devant les faits : journaliste scientifique, Nicolas Skrotzky connaît toutes les ficelles de ce métier, qu'il a contribué à faire naître il y a cinquante ans à peine.

A travers les exemples puisés dans sa propre carrière, il nous livre aujourd'hui, avec humour et chaleur, une radioscopie des relations entre sciences et médias.

Plaidant pour une information scientifique responsable, à laquelle « il est indispensable que les rédactions en chef et les responsables des grands organismes de diffusion » accordent une plus large place, il retrace au passage, à travers la presse écrite ou le petit écran, la prodigieuse accélération des découvertes scientifiques et techniques de ce dernier demi-siècle.

► *Science et communication. L'homme multidimensionnel*, de Nicolas Skrotzky. Ed. Belfond, 210 p., 98 F.

Ca. V.



DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde SANS VISA

LE RIVAGE DES ADIEUX



CATHERINE HERMARY-VIEILLE



Soupault reporter chez les nazis

Philippe Soupault, qui est mort lundi 12 mars (voir le Monde du 13 mars), fut aussi un journaliste. Il fit notamment plusieurs reportages sur les débuts du nazisme. Bernard Morin évoque cet aspect méconnu du poète surréaliste dans Philippe Soupault, qui êtes-vous ? (Ed. de La Manufacture).

« A Berlin, le mardi 17 octobre 1933, il téléphone à deux amis rencontrés lors de son voyage outre-Rhin de 1924. Le lendemain, il publie cette journée dans Excelsior : « Kurt et Hermann étaient deux jeunes gens très doux, d'un romantisme désuet, bien allemand, ils sont devenus d'authentiques nazis. »

« Ver ? Qui ? »

« Soupault. »

« Je n'ai rien à vous dire... »

« Et Kurt coupe la communication. »

Hermann, plus courtois, se déplace, « vêtu d'un superbe uniforme. Il avait chaussé des bottes neuves. Sa chemise brune paraissait un peu passée, mais c'est, je crois, la mode dans ce milieu ». Dans les rues de Berlin, Hermann salue, toutes les cinq minutes, les passants en levant le bras : « Heil Hitler ! » Soupault ironise : « C'est un peu gênant pour suivre une conversation... »

Hermann : « Ce qui importe avant tout, c'est de modifier l'esprit, de chasser des âmes allemandes ce qui risque de les corrompre. »

« Par exemple ? »

« Par exemple, l'internationalisme. Nous devons d'abord être allemands, surtout allemands, avant tout allemands. »

« Je sais déjà tout cela. Mais comment pouvez-vous accepter cette militarisation ? »

« Quelle militarisation ? Nous aimons l'ordre. Nous préférons marcher au pas que d'aller comment dites-vous ? — « en pagaille ». Cela donne de la force et de l'entraînement. Nous sommes plus heureux de nous sentir les

coudes autour du drapeau que nous avons choisi comme signe de ralliement que d'être isolés dans une chambre en nous demandant ce que nous allons faire et comment nous allons vivre. La solitude pour nous est mortelle. »

« Vous savez donc maintenant ce que vous allez faire ? »

« Non ! »

« Mais alors ? »

« Ceux qui sont chargés de nous conduire savent où ils nous mènent. »

« En êtes-vous bien sûr ? »

« Oui. Et d'ailleurs, peu importe ! Vous êtes français ; je suis allemand. Vous avez besoin de savoir, de voir clair, de comprendre, d'expliquer. Nous, nous voulons agir, servir, être utiles, nous sentir unis pour une lutte, un combat. Le but peut être lointain, vague, incertain. Nous sommes prêts, nous obéissons, et nous marchons. Nous sommes régénérés... »

« Vous allez donc tête baissée, comme des moutons, des esclaves ? »

« Pour vous, les mots liberté, démocratie, justice signifient encore quelque chose. Depuis 1918, nous avons appris, nous autres, et nous l'avons appris durement, que cela ne signifiait plus rien à notre époque. Si, à mon tour, je vous demandais ce que les mots exaltation, enthousiasme, fraternité, camaraderie signifient pour les Français, que répondriez-vous ? »

« Vous oubliez que depuis que Hitler a prononcé ces mots : « Allemagne, éveille-toi ! », c'est surtout la jeunesse qui a répondu. C'est à elle que notre Führer s'adresse. C'est sur elle, avant tout, qu'il compte. [...] Vous souvenez-vous de notre situation avant la révolution naziste ? Nous n'avions rien à faire, nous les jeunes. Il n'y avait pas de place pour nous. Quand nous voulions parler, on nous faisait taire. Quand nous voulions agir, on se moquait de nous.

« Et il suffit d'un appel, du cri d'un homme qui ne proposait rien de précis, qui n'avait que des idées anciennes, pour que nous soyons devenus des étrangers... »

« Nous faisons une révolution. Vous êtes restés à la même place. Et puis vous avez vécu dans un pays heureux, riche, calme, uni. Moi, je n'ai vu qu'une Allemagne misérable, sans direction, pauvre, sans avenir. Enfin, chez vous, tous les Français, sans exception, malgré leurs opinions différentes, étaient fiers,



Soupault par Picabia.

Tout a changé [...]. Tous les vieux combinards, sociaux-démocrates et autres, tous ces vieillards qui s'accrochaient à leur sécurité ont disparu, comme des feuilles balayées par le vent [...]. Nos chefs sont jeunes : Hitler, Goebbels... »

« Hindenburg... »

« C'est un symbole. Il représente l'honneur allemand. En outre, il est le président du Reich et n'a rien à voir, rien à faire avec le parti. Vous êtes toujours persien, dit-il, vous aimez la plaisanterie. »

« Nous avons le même âge, nous avons jadis aimé les mêmes choses et nous avons beaucoup d'idées en commun... »

« Oui... Eh bien ? »

« Et il suffit d'un appel, du cri d'un homme qui ne proposait rien de précis, qui n'avait que des idées anciennes, pour que nous soyons devenus des étrangers... »

« Nous faisons une révolution. Vous êtes restés à la même place. Et puis vous avez vécu dans un pays heureux, riche, calme, uni. Moi, je n'ai vu qu'une Allemagne misérable, sans direction, pauvre, sans avenir. Enfin, chez vous, tous les Français, sans exception, malgré leurs opinions différentes, étaient fiers,

« Au revoir, Hermann ! »

Philippe Soupault termine son article par : « Nous ne nous fixons pas de rendez-vous... »

Le chapitre des œuvres de Philippe Soupault, paru chez L'Asphodèle, aux éditions L'Asphodèle et L'Asphodèle, est une collection de 12 volumes, édition revue, 1986 ; *Aquarium* nouvelle édition, 1984 ; *Écrits sur la peinture*, 1980 ; *En joue !* nouvelle édition, 1984 ; *Le Grand Homme*, édition revue, 1981 ; *Le Manuscrit des Champs magnétiques* (André Breton, Philippe Soupault), préface de Serge Fauchereau, 1984.

SCIENCE-FICTION

De l'autre côté du miroir

OMBRES COMPLICES de Jonathan Carroll.

Coll. « Science-fiction », J'ai lu, 21 F.

OS DE LUNE de Jonathan Carroll.

Coll. « Blème », Albin Michel, 85 F.

REYES DE SANG de Dennis Eichen.

Coll. « Hantises », Editions Greco, 89 F.

BOULEVARD DES BANQUES de Serge Brussolo.

Coll. « Présence du fantastique », Denoël, 40 F.

LE DRAGON BLANC d'Ann McCaffrey.

Presses pocket, coll. « Science fantasy », 39,50 F.

LES TAMBOURS DE PERU d'Ann McCaffrey.

Coll. « Epées et dragons », Albin Michel, 29 F.

VEC son premier roman, publié l'an dernier chez J'ai lu, le Pays du fou rire, Jonathan Carroll s'était imposé d'emblée comme l'un des voix les plus originales de la littérature d'imaginaire.

Les deux autres romans qui viennent de paraître presque simultanément dans deux collections différentes confortent cette position que son prestigieux patronyme sollicite sans cesse. Dans une interview à la revue anglaise *Fear*, Jonathan Carroll utilise pour qualifier son œuvre les termes de « réalisme magique » : ceux-ci s'appliquent parfaitement à *Ombres complices*, qui se présente avant tout comme l'histoire d'une rencontre, d'une amitié et d'une passion. A Vienne, que Jonathan Carroll connaît bien pour y avoir longtemps résidé et dont il révèle les arcanes avec délicatesse, Joseph Lennox rencontre, au cinéma, un couple d'Américains résidant comme lui dans la vieille cité impériale.

Ce n'est que très tardivement que le réalisme se teinte de magie avec les tours de « Petit Bonhomme » venant insérer des fragments de cauchemar dans le décor sans surprise d'une maison pour basculer d'un coup, au final, dans le fantastique horrifique, lorsque Lennox est enfin confronté à ses propres fantasmes, à ses « ombres complices » de l'enfance qu'il avait cru exorcisées par l'écriture.

Si la première partie d'*Os de Lune* relève elle aussi du réalisme le plus strict — il s'agit du récit autobiographique d'une jeune femme tirée à hue et à dia qui réussit enfin à nous les fils de sa vie en décidant de suivre à Milan, un basketteur de ses amis — la magie ne tarde pas à montrer le bout de son nez. Cullen James est bientôt l'héroïne d'une série de rêves-feuilletons qui la transportent nuit après nuit dans le monde de Rondra, « un monde où des lapins faisaient surgir des magiciens de leurs hauts-de-forme ». Avec cet *Os de Lune*, Jonathan Carroll nous a donné un chef-d'œuvre de la littérature onirique qu'on pourra classer dans sa bibliothèque entre le *Peter Ibbotson* de George du Maurier et le *Est-ce possible ?* de Clarice Eddy.

FRANÇOIS TRUCHAUD, que les amateurs de fantastique connaissent pour le travail effectué chez Néo sur Howard et Graham Masterton, dirige désormais aux

Editions Greco une collection intitulée « Hantises », qui s'inscrit dans le courant actuel du roman d'horreur. Parmi les trois titres publiés, un recueil de nouvelles, *Rêves de sang*, d'un auteur réputé outre-Atlantique dans le domaine du texte court : Dennis Eichen.

Les quinze nouvelles qui le composent couvrent un vaste champ thématique. Leur unité provient de la façon douce et parfois presque abusive qu'a Dennis Eichen de plonger le lecteur dans ces cauchemars éveillés. Au beau milieu, on trouve une perle : la *Femme en noir*, aussi remarquable par le sentiment de malaise qui y est distillé que par son étonnante chute.

Jacques Chambon vient de donner à la collection « Présence du futur » une petite série, « Présence du fantastique », avec laquelle il entend promouvoir une « littérature de l'irréel véritablement moderne » où seraient privilégiés l'ambiguïté, le sous-entendu, le fantastique. Pour son lancement, il a fait appel au meilleur auteur de la jeune SF française : Serge Brussolo, qui sacrifie allégrement dans ce *Boulevard des banques* à son goût des villes « malades » et à son sens surréaliste des images, mais dans le cadre d'une intrigue plus maîtrisée que d'habitude. Sarah, l'héroïne de Brussolo, est chargée par son éditeur de la rédaction d'un guide de voyage sur une île au nom imprononçable qui abrite la Venise de l'Arctique, Gotthard, cité du Grand Nord construite par des descendants de Vikings sur l'emplacement d'un cimetière de bateaux.

Quel est le lugubre secret de Gotthard ? C'est ce que nous révèle Brussolo au fil d'un roman gorgé d'images confondantes, de trouvailles intenses, de morceaux de bravoure visionnaires qui font de ce *Boulevard des banques* une bien fascinante villégiature.

AVEC le *Dragon blanc*, la saga de Pern poursuit sa trajectoire épique de roman de chevalerie transporté, mais s'orne de nouveaux motifs marquant l'évolution sociale de cette civilisation des chevaliers-dragons : la reconquête du continent méridional abandonné jadis à la suite de cataclysmes. Et surtout les découvertes de sites archéologiques laissés par les hommes venus des étoiles pour coloniser Pern.

Ann McCaffrey ne fait qu'ébaucher ces deux motifs, dont on pressent qu'ils seront les moteurs décisifs des autres romans du cycle à paraître comme de l'évolution de la société pernienne. Incidemment, le premier voyage secret sur le continent méridional auquel il est fait abondamment référence dans le *Dragon blanc* est le thème du troisième volume du cycle des herpistes, *Les Tambours de Pern*, paru de façon presque concomitante : voilà deux occasions de voyage à dos de dragon qui méritent l'intérêt.

Jacques Bandon

Revue NYX. Signalons également le dernier numéro de la revue NYX au titre magistral de *Ceci n'est pas de la science-fiction*, qui propose sept nouvelles du genre dues à la plume d'auteurs de la « nouvelle vague française » (NYX, 4, square Saint-Isidore, 75011 Paris), et le premier cahier d'études lovecraftiennes, *Lettres d'Insmouth*, publié sous la direction de Joseph Altairac chez Encrage (BO 0119 Amiens Cedex 80001) pour célébrer le centenaire de la naissance de H.P.L. Lovecraft. Nous y reviendrons.

Un inédit de Queneau

La petite bibliothèque queneau, issue d'une collaboration entre Sixtus-éditions (1) et le Centre international de documentation, de recherche et d'édition Raymond Queneau, publie un texte inédit de Queneau consacré à Gustave Le Bon.

Il s'agit d'un long article que l'écrivain, qui avait désigné Jacques Tati, ministre de la culture et maire de Blois, un Goncourt du premier roman qui sera décerné chaque année à Blois. Le Goncourt du premier roman sera décerné pour la première fois le 31 mars prochain. Voici la sélection : « L'Asphodèle, une fille sans histoire (Calmann-Lévy) ; Luba Jurgenson, le Soldat de papier (Albin Michel) ; Julia Kristeva, les Sarrasins (Fayard) ; Christine Lavin, Maître d'un brin de paille (Gallimard) ; Hélène de Monferand, les Amis d'Héloïse (de Fallois). »

« Les Versets sataniques » en japonais. — Les éditions des Versets sataniques de Salman Rushdie en langue japonaise peuvent s'estimer satisfaites : les quinze mille exemplaires imprimés sont pratiquement tous vendus moins de quinze jours après leur parution le 14 février, date anniversaire de la « condamnation à mort » de Salman Rushdie par l'ayatollah Khomeiny. — (A.F.)

La mort de Laure Bataillon

La voix de Cortazar et celle des traducteurs littéraires

Laure Bataillon vient de disparaître brutalement, le 6 mars 1990. Pour tous, Laure Bataillon est d'abord la traductrice fidèle et remarquable de Julio Cortazar, puis de Juan José Sarr. La plupart de leurs œuvres existent en français par sa voix, son écriture. Mais elle prisa aussi son talent à Hernandez, Skermetta, Onetti, Paig, pour ne citer que ceux-là.

Traductrice d'auteurs reconnus, elle défendait aussi des littératures plus singulières, que les hasards de la mode et de l'édition oublient parfois avec désinvolture. Ainsi fut-elle la traductrice du poète argentin Arnaldo Calveyra.

Mais son enthousiasme, son talent, sa force de conviction, Laure Bataillon ne les mit pas seulement au service de son œuvre de traductrice et des littératures qu'elle aimait. C'est en cela sans doute que sa carrière est unique et exemplaire. Persuadée que le sort des littératures traduites est lié à celui de la traduction et des traducteurs, elle a constamment lutté pour une meilleure reconnaissance,

morale autant qu'économique, du travail des traducteurs.

Elle fut ainsi de la première équipe qui fonda l'Association des traducteurs littéraires de France, en 1973, elle en fut la présidente entre 1981 et 1985 et, à partir de 1984, elle lança l'initiative d'ATLAS, prenant et tenant le difficile pari de tenir des assemblées internationales de la traduction littéraire chaque automne en Arles et de créer dans la même ville, devenue patrie de tous les traducteurs, un Collège international des traducteurs littéraires. A ce projet elle donna beaucoup de temps, d'énergie, d'imagination, avec cette ténacité souriante et cette douceur résignée qu'elle eut aussi le talent de savoir rendre irrésistibles.

Récemment, elle travaillait avec bonheur à une édition des œuvres complètes de Julio Cortazar en français, nouvelle aventure qu'elle n'aurait pas en le temps de mener à terme, mais dont elle parlait avec beaucoup de bonheur.

Françoise Cartano, Présidente de l'Association des traducteurs littéraires de France.

Citadelles ou Mazenod ?

Pour la Cour de cassation, le nom d'une maison d'édition ou d'une collection ne doit pas changer si son créateur quitte ses fonctions

Un éditeur lorsqu'il crée une maison et qu'il lui donne son nom conserve-t-il l'usage exclusif de son patronyme ? Oui, avait déclaré, à propos de Lucien Mazenod, la cour d'appel de Paris le 17 octobre 1988, enjoignant par là-même à la société Editio, propriétaire de la maison d'édition fondée à son nom par Lucien Mazenod, de ne plus utiliser le patronyme Mazenod. Les éditions Mazenod sont devenues les éditions Citadelles.

Non, vient d'affirmer la Cour de cassation dans un jugement rendu le 27 février : « Par une cession implicite, le patronyme [est] devenu un signe distinctif qui s'est détaché de la personne physique qui le porte, pour s'appliquer à la personne morale qu'il distingue et devenir ainsi une propriété intellectuelle. » Bref, Lucien Mazenod comme personne peut n'avoir rien à voir avec Mazenod comme marque.

Par le même jugement, la Cour de cassation précise qu'un directeur de collection ou un éditeur, même s'il a inventé le concept d'une collection ne peut se prévaloir de la qualité d'auteur — avec

les droits moraux qui sont attachés à cette fonction : « L'édition d'une collection d'ouvrages ne constitue pas en soi la création d'une œuvre distincte de ces ouvrages eux-mêmes. »

Sur le premier point, la Cour de cassation ne fait que refléter l'usage commun : la plupart des maisons d'édition d'aujourd'hui portent les noms de leurs fondateurs quand ni eux-mêmes ni leurs descendants ne participent plus aux destinées de l'entreprise : de Grasset à Ramsay en passant par Denoël ou, tout récemment, par Balland.

Le second point est appelé à faire jurisprudence, même s'il ne fait que confirmer la situation d'intermédiaire que les directeurs de collection entre les auteurs de livres et les patrons des maisons d'édition : même s'il crée une collection, qu'il en invente le fond et la forme, qu'il choisit les auteurs, qu'il dirige la réalisation, un directeur de collection ne peut rien revendiquer qui lui appartienne en propre.

P.L.

Grenoble sans polar

La ville ne financera plus le Festival du roman et du film noirs.

Une décision tardive qui menace l'existence de celui-ci

Grenoble ne veut plus financer ni organiser le Festival international du roman et du film noirs, pourtant hautement revendiqué en 1986 pour succéder à Reims. Après trois éditions consécutives, dont la première en lieu en octobre 1987, qui transformèrent les amicales retrouvailles champenoises en une manifestation de dimension internationale, grâce à la présence d'auteurs, d'éditeurs et d'agents étrangers, Grenoble a décidé de jeter l'éponge.

Cette décision, pathétiquement déguisée au travers de deux propositions alternatives : faire de la manifestation une biennale ou étudier les modalités d'une « participation financière des éditeurs au budget général », a été annoncée le jeudi 8 mars à Paris, lors d'un déjeuner auquel M. Bernard Betto, adjoint à la culture de la municipalité, avait convié les principaux éditeurs de la littérature noire et policière ainsi que M. Michel Lebrun, président de l'association 813 (1), qui parvienne depuis l'origine le Festival.

En lâchant officiellement le festival du polar le 8 mars, Grenoble menace purement et simplement son existence et condamne la tenue d'une édition cette année. Les justifications de budget (6 millions de francs prévus initialement pour 1990), les contraintes de gestion, sont évidemment légitimes. Ce qui n'est pas, en revanche, c'est la

flou, cette propension à l'incertitude de la municipalité, qui prétend découvrir soudainement le coût qu'implique un tel festival. Le revirement est encore moins compréhensible si l'on se réfère au budget du festival 1989, pour lequel la municipalité a quasiment doublé sa participation par rapport à 1988.

Dans une série de deux articles (« le Monde Rhône-Alpes » des 24 et 25 novembre 1989) : « Grenoble à la recherche d'une politique culturelle », notre correspondant Claude Francillon relevait que « les fondations de l'édifice culturel grenoblois présentent des lézards inquiétants ; des chantiers marquent le pas, tandis que des projets sont ajournés. » C'est dans ce contexte que se situe la décision de Grenoble, qui il y a encore six semaines (*le Monde* du 2 février) déclarait, par la parole autorisée de M. Bernard Betto : « Nous réfléchissons à l'action à mener pour que cette manifestation, d'un budget de 5 millions de francs, ait tout le rayonnement qu'elle mérite. »

Le polar ira sous d'autres cieux et méditera, pour sa gouverne, les délices de la langue de bois.

Alain Abellard

(1) 813 regroupe les amis de la littérature policière. Son président est vice-président, de droit, de l'association Grenoble-Polar, structure paritaire qui gère le Festival.

سكرا من الامل

***Votre librairie vous proposera ce livre inédit pour l'achat de 3 titres des collections de poche Points.**

UNE SEMAINE EN JUIN.
BERLIN 1953de Stefan Heym.
Traduit de l'allemand par Françoise
Toraille. La Nuée bleue/Lattès, 336 p.,
145 F.UNE FATIGUE
suivi de LA PROMENADE
SUR LA GRÈVEde Hartmut Lange. Traduit de l'alle-
mand par Dominique Tassel. Fayard,
200 p., 98 F.DÉPARTS IMPRÉVUS
(VOYAGE A BEYROUT
et DÉFAILLANCE)de Werner Heidzsek. Traduit de
l'allemand par Bernard Genetton.
Flammarion, 176 p., 95 F.

MATULLA ET BUSCH

de Klaus Schlesinger. Traduit de
l'allemand par Jean-Marie Argelès. La
Nuée bleue/Lattès, 174 p., 88 F.

EN Allemagne de l'Est, depuis qu'elle existe, les écrivains s'étaient donné la tâche d'informer, d'être les « journalistes » dans un pays où la presse n'était que propagande. Ils furent, il est vrai, peu nombreux ceux qui eurent le talent et le courage de parler vrai et de nous faire comprendre, avec le moins possible de métaphores et de langue de bois, la réalité d'un « pays de l'Est » à peu près fermé et inconnu, en plein centre de l'Europe. Qu'aurions-nous perçu, en effet, de la réalité profonde de la RDA sans les grands auteurs de ce pays né d'une amputation, sans Uwe Johnson (la Frontière), sans Christa Wolf (le Ciel partagé, Trame d'enfance), Christoph Hein (la Fin de l'été, le Joueur de tango) ou sans le chanteur Wolf Bierman ? A peu près rien, puisque ceux qui savaient — universitaires, intellectuels, industriels, compagnons de route — se taisaient.

C'est pourquoi, aujourd'hui, alors qu'une presse libre apparaît, alors qu'on accorde dans les journaux une large place aux intellectuels et aux écrivains — entretiens, prises de position, tribunes libres, etc. — une question se pose : celle de la reconversion du littérateur. D'autant plus, la réalité l'a montré depuis l'automne, que la rue comme les partis refusent jusqu'à ce qu'Alexander un vrai rôle politique... Ce qui restera, finalement, ce sera la littérature.

JUSTEMENT, la publication cette semaine du roman de Stefan Heym sur la révolte de juin 1953 à Berlin, *Une semaine en juin*, vient corroborer cette affirmation, qui n'est pas si oiseuse qu'on pourrait le penser. Comment valait-on lire en France, après le 18 mars, un livre écrit après l'échec de 1953, refusé, qui valait à son auteur l'interdiction de toute publication en RDA, l'exclusion de l'Union des écrivains, et qui fut édité en République fédérale d'Allemagne en 1974 seulement ? Comme un document historique ou comme une œuvre littéraire mettant en scène, du point de vue

point de vue de l'Est, la complexité de l'histoire de l'Allemagne moderne ?

Cinq jours en juin (c'est le titre allemand du livre) au cours desquels Martin Witte, ancien militant antifasciste, responsable syndical dans une grande entreprise d'Etat, va voir sous leur visage véritable l'ensemble des « camarades » et des responsables du Parti, auquel, pourtant, il est tout dévoué. Mais, pour s'être rangé au côté des ouvriers et avoir refusé le relèvement des normes de la production, Martin Witte va être chassé de l'entreprise Merkur, privé de ses fonctions. A moins qu'il n'accepte de reconnaître ses « erreurs »... En cinq jours, une carrière, une illusion, une vie se brisent, à l'instar de milliers d'autres, devant les chars de l'Armée Rouge tirant sur des ouvriers sans armes.

En une fresque unanimiste mettant en scène les tenants des différentes tendances, sans oublier l'énorme marais des opportunistes de la « majorité tranquille », Stefan Heym recrée presque heure par heure les prémisses de l'insurrection, truffant l'intrigue de son livre d'articles de journaux, de communiqués officiels, de discours de Walter Ulbricht et de Grotewohl. Autant d'éléments dont l'évocation demeure pendant plus de trente-cinq ans rigoureusement interdite, effacée des mémoires. Préfiguration, cependant, de la grande libération de 1989. Seul, le roman pouvait rendre compte, même si les personnages d'*Une semaine en juin* nous apparaissent le plus souvent comme des archétypes : l'ouvrier modèle, l'ancien nazi non dénazifié, le militant antifasciste profondément communiste, l'opportuniste...

Ce livre, ce fut comme le premier combat est-allemand de Stefan Heym. Un personnage ! Né en 1913 à Chemnitz (aujourd'hui Karl-Marx-Stadt), exilé dès 1933 en Tchécoslovaquie puis aux Etats-Unis. Engagé dans l'armée américaine en 1943, il participe comme officier au débarquement en Normandie avant d'être congédié de l'armée US pour « procommuniste » ; devant la « chasse aux sorcières » et la guerre froide, il décide de renoncer à la nationalité américaine et s'installe à Berlin-Est en 1952. Juste avant la mort de Staline et la « semaine en juin ». Avec cet ouvrage « historique », qui marque les débuts de la « Nuée bleue », une nouvelle collection de littératures allemandes dirigée par Nicole Zand — la

D'AUTRES MONDES

par Nicole Zand

Allemagne



Stefan Heym.

librairie du Roi des aulnes à Montparnasse, — nous sommes en présence du premier livre de Heym traduit de l'allemand (1), et on nous annonce pour cette année l'importante autobiographie *Nachruf* (« Eloge funèbre »).

UNE autre chose reste attachante dans *Une semaine en juin* : la description d'un Berlin non encore coupé par le Mur, mais où plane le souvenir du blocus, une ville détruite, mais où l'on va encore d'est en ouest et retour, laboratoire où les Martin Witte, les Stefan Heym, veulent retrouver Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht. Une ville différente du Berlin vaincu que découvre, en 1946, sous les décombres, le soldat britannique George Clare, l'auteur de *La Dernière Valse à Vienne* (Payot, 1984), interprète pour les interrogatoires de la Commission de dénazification. George Clare, ex-Georg Kler, qui se demande dans *Berlin après Berlin* (2), ce livre-témoignage écrit quarante ans après, comment le pays des poètes, des musiciens et des philosophes, de Goethe et de Beethoven, a pu devenir celui des assassins.

Ce Berlin qui ne cesse de hanter Jean-Michel Palmier tandis qu'il dérive, des jours et des nuits, dans cette ville grosse pour lui de tout ce qu'il en sait, faisant resurgir des ruines l'époque de la république de Weimar, celle de l'expressionnisme ou de la montée du nazisme, jusqu'aux *Ailes du désir* de Wim Wenders et Peter Handke bruisant dans le ciel de Berlin.

Retour à Berlin (3), livre de fragments, de miettes de mémoire — qui reprennent et complètent son *Berliner Requiem* (Galilée, 1976), — dans ce lieu d'errance où J.-M. Palmier culti-

vait romantiquement le goût des ruines, part sur les traces de Franz Hessel, le célèbre « flâneur », pour rencontrer à chaque coin de rue le souvenir de Max Reinhardt et de Bertolt Brecht, Else Lasker-Schüler et les spartakistes, Malakowski et Kokoschka, Musil et Walter Benjamin. Des notes de flâneur nostalgique pour flâner parmi les fantômes.

Ces fantômes nous forcent à faire retour vers la littérature exigeante, constamment hantée par le passé nazi, du Berlin des deux rives (né à Spandau, il vit à Berlin-Ouest), Hartmut Lange, véritable découverte de ces dernières années avec ces superbes nouvelles que sont *le Récital* et *la Sonate Waldstein* (Fayard, 1988 ; Prix du Festival de littérature traduite de Nantes 1989).

Avec son second livre, *Une fatigue*, suivi de *la Promenade sur la grève*, dans ce style tourné vers l'intérieur d'êtres étranges menacés par la folie, Hartmut Lange nous entraîne entre normalité et délire, entre la veille et le rêve. Qui a tué Achterbach, le « nihiliste » qu'on dit suicidé, à qui la femme, Gerda, continue d'accorder une présence réelle, lui mettant son convert à table, lui donnant des rendez-vous, disant avec lui ? Une errance hallucinée jusqu'à Copenhague pour revenir vers la maison de Berlin qui frappe ses habitants d'une infatigable fatigue. Fatigue aussi pour le libraire qui tente d'aller au bout de sa promenade, sur les bancs de sable et de vase que dépose la mer du Nord à marée basse dans un brouillard sans issue, qu'il laisse partir la femme qu'il aime et qui était prête à l'aimer. Le cerveau finit par se diluer dans ses vies hallucinées, ces vies suicidées dans lesquelles nous engueule un Hartmut Lange fasciné par la mort et par la folie. En sortira-t-il, mais pour aller où ?

L'essentiel serait-il de partir ? C'est peut-être la question que pose Werner Heidzsek de Leipzig ? Né en 1926 en Silésie, il s'est installé en 1946 en zone soviétique. Enseignant, il a beaucoup voyagé, comme le rappelle son personnage du *Voyage à Beyrouth*, la première des deux nouvelles de *Départs imprévus*, un reporter-photographe qui agonise près de son auto en flammes entre Liban et Israël, tandis que son père est mourant à Leipzig. Mais Heidzsek immobilise ses personnages. Ils n'ont qu'à rester où ils se trouvent,

Jacob Alain, un docker de Hambourg, et Elizabeth Bosch, une femme de ménage d'une petite ville de Saxe ! Deux veufs qui vont refuser, par fait que peut-être, la passion qui pourrait tout changer de leur vie. Le rapprochement de deux Allemands, de deux Allemandes, qui ne semblent pas impossible, mais contre quoi tout se ligue, l'époque, les voisins, les enfants...

AUTRES voyageurs, exclus eux aussi de partout, Matulla et Busch, les deux septuagénaires qui, un beau jour, quittent leur hospice de Souabe pour Berlin, parce que Franz-Gustav Matulla venait d'apprendre qu'il héritait d'une maison dans le quartier de Kreuzberg. Admirables pépés qui ont fait la guerre de la Bretagne à la Sibérie, qui écrivent et signent encore leur nom en gothique et qui partagent depuis des années la même chambre dans un foyer pour hommes seuls ! Ils vont se mettre en route, l'un sans l'autre, réunis par force, Matulla le grognon et Busch l'optimiste, et voyager en stop, parce que Matulla a perdu au poker leurs billets de train et sa valise, traverser une Allemagne qu'ils ne reconnaissent pas pour arriver dans un quartier, une rue, que Matulla a bien connus jadis. Mais « leur » maison est occupée par une communauté de jeunes squatters. L'un veut les chasser, l'autre s'émouline de voir vivre près de lui cette jeunesse. Tous deux croient que le temps va s'arrêter, va les oublier. Sans se rendre compte que le quartier, tout entier la proie des promoteurs, est promis à la démolition pour construire des immeubles de standing et qu'il ne leur reste plus rien.

Avec ce premier livre traduit en français, Klaus Schlesinger nous donne à lire un beau roman plein de tendresse dans un Berlin de la misère, mais bien vivant. Né en 1937, il a passé son enfance dans les ruines de Berlin de l'après-guerre, côté Est, avant de devenir journaliste et écrivain, d'être exclu de l'Union des écrivains en 1977 et de partir pour Berlin-Ouest dans une de ces communautés d'« alternatifs » qu'il fait revivre dans son roman. Matulla et Busch, deux vieux qui se clochardisent, un couple indissoluble, ces Vladimir et Estragon de Kreuzberg qui s'expriment dans un style indirect plein de vie et d'images dans un monde cocasse qui ne veut plus d'eux.

(1) Deux romans, traduits de l'anglais, avaient paru chez Gallimard : *les Croisés* (1950), *les Yeux de la raison* (1952), et aux E.R.R. : *l'Age cosmique* (1959).

(2) George Clare : *Berlin après Berlin*, 1946-1947. Traduit de l'anglais par Jean Chen. Pion, 280 p., 160 F.

(3) Jean-Michel Palmier : *Retour à Berlin*, Payot, 306 p., 130 F.
Autres lectures d'Allemagne : *Vivre en RDA. Pourquoi le reste ?* par Christian Weber. L'auteur, un pasteur de Dresde, nous invite à réfléchir sur le refus de la fuite. (Éditions de Cerf, 124 p., 85 F.)
La RDA quel avenir ? Numéro Spécial RDA. Revue d'Allemagne et des pays de langue allemande, mars 1990.

Le grand livre de Grimmelshausen

Suite de la page 21

C'est un livre qui, à travers le foisonnement des situations, la multiplicité et la variété des tableaux, des tons, des sentiments, des figures narratives, dessine une ligne ferme, claire, autour de laquelle s'organise et se justifie l'éparpillement. Cette ligne est celle de l'absolue vanité du monde et de l'abandon de l'existence dans les seules mains de Dieu.

A la fin de son récit, le simplissime, l'innocent, l'enfant naît que sa traversée des réalités a transformé en homme ordinaire, tire de son existence ce bilan qui est une magnifique expression de la pensée et de la sensibilité baroque : « Ta vie n'a pas été une vie, mais une mort ; tes jours une ombre épaisse, tes plaisirs de graves péchés, ta jeunesse une rêverie, et ton bien-être un trésor d'alchimiste qui

s'enfuit par la cheminée et l'abandonne avant que tu n'y puisses rien faire ».

Et il achève son livre par une longue citation du prédicateur rigoriste Antonio de Guevara : « Adieu, monde, car on ne peut se fier à toi ni rien espérer de toi ; dans ta maison, le passé a déjà disparu ; le présent disparaît sous nos mains, le futur n'a jamais commencé, le plus constant tombe, le plus fort se brise, le plus durable prend fin ;

donc tu es un mort parmi les morts et, de cent ans, tu ne nous laisses pas vivre une heure ».

La présence permanente de la mort dans la vie, du mal dans le plaisir, de la chute dans l'ascension, de l'animalité dans l'homme, de la tromperie dans les mots, de la pourriture dans la chair, peut être pour de pieux orateurs le thème de belles envolées. Pour Grimmelshausen, homme du peuple, soldat jeté dans les effroyables et interminables tueries de la guerre de Trente Ans, c'est le fil dont est tissé le quotidien.

Une population hagarde et affamée

La dérégulation baroque, la certitude que la vie sur terre est un enfer qui n'a d'autre avantage sur l'autre que de n'être pas éternel, se nourrissent de tout ce qu'il a pu observer depuis sa naissance en 1622, depuis que les troupes croates ont envahi son petit village du Hesse-Nassau en 1635 et l'ont enlevé ; depuis que les soudards de Turenne, ceux des Suédois, ceux des impériaux, se livrent au pillage et au massacre, se battant moins entre eux que contre une population hagarde et affamée.

Mais son livre ne se limite pas à un témoignage, d'une acuité et d'un réalisme étonnants, sur les acteurs et sur les méfaits de la plus effroyable des guerres de l'âge classique. S'il y a bien du Jacques Callot dans la fresque de Grimmelshausen, dans l'apprêt du trait, dans l'horreur

des détails minutieusement décrits, dans la pesanteur physique et morale qui émane des personnages, ces tableaux, ces exemples s'inscrivent dans une vision globale de la société qui n'épargne personne.

Il n'y a pas de victime qui ne soit prête à devenir bourreau. *Simplicissimus* est l'épopée des perversions de l'homme et de la perte de son âme. Mais sur un thème aussi sinistre, Grimmelshausen a compris que, pour être entendu, il fallait composer un livre qui ne le soit pas.

Comment faire rire, comment surprendre, comment attirer l'intérêt des lecteurs en alignant les trahisons, les vanités et les bestialités en tout genre ? En inventant un personnage d'une parodie et d'une naïveté absolues, un « simplex » dont le regard n'est pas, comme le nôtre, usé et émoussé par les concessions qu'enfaine « l'usage du monde ».

Ce déplacement du point de vue est d'une efficacité narrative dont bien des auteurs s'inspireront après Grimmelshausen. Elle permet au romancier de décrire les choses les plus affreuses et les plus insupportables en observant un recul qui permet la farce, la trivialité la plus grossière — le corps humain n'est qu'un sac d'os, de viande, d'humour et de venin, — l'utilisation des anecdotes les plus pittoresques ou les plus piquantes que l'auteur a pu ramasser dans les livres de son époque.

Car Grimmelshausen, s'il a beaucoup vu, beaucoup noté de gestes, de faits, de tournures de

langage, a aussi beaucoup lu. Si *Simplicissimus* appartient par son sujet et par ses figures à la grande littérature populaire, à ces textes qui n'en finissent pas de vivre dans l'imaginaire des nations quand ils ont oublié de faire les délices des lettrés, il s'agit bien aussi de l'œuvre d'un écrivain, parfaitement maître de sa construction et de son style, jouant de toutes les richesses et de toutes les ressources d'une langue à laquelle il donne ses lettres de noblesse littéraire, attentif aux rythmes de son livre, à la coloration de ses chapitres, à la respiration de ses contes.

Il n'y a aucune exagération à prétendre, comme le fait son éditeur, que « *Simplicissimus* occupe dans la littérature et l'image de l'identité allemande la même place que le Don Quichotte en Espagne, le théâtre de Shakespeare en Angleterre, la Divine Comédie en Italie ». On pourrait ajouter que ce roman violemment anti-académique, anti-courtois, anti-mondain, est le plus grand récit en prose de l'âge classique.

Il est donc juste, pour finir, de rendre grâce au magnifique travail de traduction réalisé par Jean Anisier. Rompu à la langue baroque des romans de Günter Grass, Anisier est parvenu à nous offrir une image de celle de Grimmelshausen qui est tout à la fois moderne et marquée par le dix-septième siècle français non classique, plein de vigueur, d'invention et de franche rudesse.

Pierre Lepage

LETTRE INTERNATIONALE	N° 24 printemps 90 en kiosques	
	MOSCOU BERLIN PRAGUE BUCAREST	L. L. NANCY T. GIBSON AIN L. HUBBARD S. BERTIN G. HIRSH M. MANNA N. NIKOLAYEV M. SORESCU P. STERNBERG C. HUBBARDSON
	LES ECRIVAINS FACE AUX ECRIVAINS	K. BRANSTEN C. FURBER A. BEYOV V. KALASHNIKOV J. BLONDIEST S.-M. LEVY W. WOROBYLINS I. OBERNY K. SHAGOSKIN C.-J. CHA
	<p>« Ce journal français est un moment important de la Lettre Internationale. »</p> <p>« C'est la seule vraie grande revue de l'époque internationale. C'est la référence. » Jean Daniel</p> <p>Abonnements : France : 175 FF Europe : 195 FF Autres pays : 240 FF</p>	

Marie-Paule DI FRANCESCO

L'ART DÉVORÉ

Images sucrées au XX^e siècle

Un volume 14 x 21, illustré : 78 F.

Maisonnette & Larose

LIVRES

POLONAIS

et livres français sur la Pologne et l'Europe de l'Est

Catalogues sur demande

LIBELLA

12, rue Saint-Louis-en-l'Île, PARIS-4

Tél. : 43-28-51-09

Avec le rachat de l'américain J and L

Usinor-Sacilor se renforce aux Etats-Unis

d'implantation industrielle d'ampleur. C'est désormais chose faite. J et L dispose de trois usines aux Etats-Unis (Pennsylvanie, Ohio et Michigan). Son siège est situé Pittsburgh, berceau historique de l'acier américain. Cette implantation américaine permet d'ailleurs au groupe français de continuer « à la japonaise » les accords de limitation volontaire auxquels sont soumises les importations d'acier d'origine communautaire jusqu'en 1992.

En outre, leader mondial de l'acier fin (sa production annuelle est de 1,5 million de tonnes, soit 450 000 tonnes) devant le groupe allemand Krupp, grâce à ses filiales Ugine Acier, Ugine Savoie et Imphy Sa, l'acier-Saciator n'était pas parvenu à percer dans cette spécialité outre Atlantique. En rachetant L et V, le groupe sidérurgique français a obtenu la

l'impasse nationale à l'échelle de 22 % du marché américain. M. Francis Mer est resté très discret sur le coût exact de cette acquisition. Mais on peut penser qu'Usinor-Sacilor - dont l'endettement reste très important (plus de 21 milliards de francs en 1989) - n'a certainement pas hésité à payer un prix élevé pour ce rachat qui se situe au carrefour de ses deux priorités stratégiques : l'Amérique du Nord et les aciers spécialisés.

CAROLINE MONNOT

et plus à l'étranger

Year	Percentage (%)	Bar Style
1988	78	Solid
	43	Hatched
1989	71	Solid
	27	Hatched

(% primary male *)

Monde **M.S. HEC** **STRATEGIC MANAGEMENT**

[illegible]

confirmer à :
NET STRATEGIE
ement Stratégie
uy-en-Joëss tél.(1)89.56.72.73
ique libellé à l'ordre de LISPÉ)



SOVAC

L'assemblée générale des actionnaires sera réunie le mercredi 25 avril 1990 à 17 heures, au siège social, 19/21, rue de la Bienfaisance à Paris 8^e.

Un formulaire de vote par correspondance et de procuration ainsi que les autres documents prévus par la loi seront adressés aux actionnaires qui en feront la demande, au plus tard six jours avant la date de la réunion, par lettre recommandée avec accusé de réception adressée soit au siège de SOVAC, soit chez LAZARD Frères et Cie, 121, boulevard Haussmann à Paris 8^e.



LES SICAV DE LA POSTE

AMPLITUDE

LA SICAV COMMUNICATION DE LA POSTE

Le conseil d'administration de la Sicav AMPLITUDE a arrêté les comptes de l'exercice 1989 et a proposé de fixer à 21,56 francs le dividende net versé par action, assorti d'un crédit d'impôt de 3,44 francs pour les personnes physiques.

Sous réserve du vote de l'assemblée générale ordinaire, qui se réunira le 20 mars prochain, le dividende sera détaché le 8 avril et mis en paiement le 9 avril 1990.

Décomposition du dividende pour les personnes physiques, en francs :		
	Net	Crédit d'impôt
Obligations françaises	13,38	0,68
Actions françaises	4,13	2,31
Autres actifs	2,69	0,45
Créances négociables	1,36	
TOTAL	21,56	3,44

PERFORMANCE 1989 (dividende net réinvesti) : + 21,11 %
Valeur de l'action au 29.12.89 : 653,67 F.

LA POSTE

BOUGER AVEC LA POSTE

- GESTION : SOGEPSTE S.A.

Filière de la Compagnie des dépôts et consignations et de la Poste



CGI INFORMATIQUE

BONS DE SOUSCRIPTION D'ACTIONS

Les bons de souscription issus des OSA émises en avril 1987 arrivent à échéance le 31 mars 1990.

Au delà, les bons non exercés auront perdu toute valeur.

Deux bons donnent le droit de souscrire à une action nouvelle au prix d'exercice de 1 100 F.

Les actions ainsi souscrites porteront jouissance à partir du 1^{er} septembre 1989.

Sur décision de la Société des Bourses Françaises, les bons seront radés de la cote officielle de la Bourse de Paris dès le mercredi 28 mars 1990.

Information SICAV

UNIRENTE
Assemblée Générale

1) Les actionnaires de la SICAV UNIRENTE sont convoqués en Assemblée Générale Extraordinaire le jeudi 1^{er} mars 1990, à 15 heures, dans les locaux de la Caisse Nationale de Crédit Agricole, 91-93 boulevard Pasteur, 75015 Paris, pour modifier les statuts.

En cas de défaut de quorum, une seconde Assemblée est prévue le lundi 12 mars 1990 à 9 heures 30, 91-93 boulevard Pasteur, 75015 Paris.

2) Les actionnaires de la SICAV UNIRENTE sont également convoqués en Assemblée Générale Ordinaire le jeudi 29 mars 1990, à 11 heures 30, 90 boulevard Pasteur, Immeuble Cotentin, 75015 Paris.

Cette Assemblée Générale aura principalement pour objet d'arrêter les comptes de l'exercice 1989 et de définir la politique de distribution.

Pour tout renseignement complémentaire, les actionnaires peuvent s'adresser à leur agence habituelle du Crédit Agricole.



PREMIER GESTIONNAIRE D'EUROPE

ECUREUIL TRIMESTRIEL

SICAV OBLIGATAIRE

pour compléter vos revenus chaque trimestre

MODIFICATION DES STATUTS

Le Conseil d'administration, sous la présidence de Monsieur Charles Milhaud, proposera aux actionnaires de la Sicav, réunis en assemblée générale extraordinaire le 25 avril 1990, une mise à jour des statuts conforme aux nouvelles normes, définies par la COB, donnant accès au marché européen des Sicav.

CLÔTURE DE L'EXERCICE COMPTABLE 1989

Le Conseil d'administration, réuni le 13 février 1990, a approuvé les comptes du premier exercice social clos le 29 décembre 1989.

PERFORMANCE 1989 dividende net réinvesti : + 4,97 %
Valeur de l'action au 29.12.89 : 1959,09 F

MONTANT DES ACOMPTES TRIMESTRIELS EN 1990

Conformément aux objectifs de gestion, le montant du revenu versé chaque trimestre par Ecureuil Trimestriel est réactualisé chaque fin d'année pour l'année suivante, en fonction de l'évolution du marché obligataire.

Le revenu par action payé en février, mai, août et novembre 1990 a été fixé à 40F net auquel s'ajoute 0,50F de crédit d'impôt (pour les personnes physiques).

L'Ami Financier

Caisse d'Épargne Ecureuil

Sicav gérée par Ecureuil Gestion
Filière des Caisse d'Épargne et de Prévoyance et de la Caisse des dépôts et consignations.

ENSAE

ECOLE NATIONALE
DE LA STATISTIQUE
ET DE
L'ADMINISTRATION
ECONOMIQUEMASTERS
CERTIFICATS
D'ETUDES
SUPERIEURES
SPECIALISEES
en :
FINANCE-ACTUARIAL
ANALYSE ECONOMIQUE
ECONOMETRIE
MODELISATION

• Ouverts aux diplômés des grandes écoles scientifiques et aux titulaires d'un DEA.

Les CESB offrent une formation à temps partiel compatible avec une activité professionnelle limitée. Les MASTERS offrent une formation à temps plein sur quatre trimestres.

RECHERCHES : Pour recevoir une brochure d'information et un dossier d'inscription, écrire à : ENSAE / SEA

DIRECTION DES ETUDES
3, Av. Pierre-Larousse
92441 MALAKOFF CEDEX
☎ 45 40 10 30

SLIGOS

CROISSANCE DE 36 %
DU RESULTAT CONSOLIDE

Le conseil d'administration, réuni le 12 mars 1990 sous la présidence de Gérard Bauvin, a arrêté les comptes de l'exercice 1989.

Le Groupe a réalisé un chiffre d'affaires de 2 518,2 MF, en progression de 23,1 % par rapport à 1988 (dont 22,7 % à périmètre constant).

L'exercice a été marqué par :

— une très forte progression (+ 40,7 % sur 1988) des activités Conseil et Ingénierie informatique, qui représentent maintenant 41 % du chiffre d'affaires du Groupe contre 36 % en 1988.

— un net accroissement du bénéfice d'exploitation, qui atteint 279,9 MF, soit 11,1 % du chiffre d'affaires.

Dans ces conditions, le Groupe dégage un résultat net avant amortissement de 150,8 MF (6 % du chiffre d'affaires).

Le bénéfice net par action du Groupe ressort à 134 MF, soit 5,3 % du chiffre d'affaires. Il est en augmentation de 36 % par rapport à 1988, et il est découpé en bénéfice par action de 62,50 F.

Le conseil d'administration propose à l'assemblée générale le versement d'un dividende net de 12 F, contre 9 F pour l'exercice précédent.

Les perspectives pour l'exercice 1990 sont bonnes : elles laissent prévoir un chiffre d'affaires de l'ordre de 3 milliards de francs hors croissance externe, et une marge nette supérieure à 5 %.

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
7, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-97-27
Télécopieur : (1) 45-23-06-81

Édité par la SARL Le Monde

Durée de la société :
cette société a compté du
10 décembre 1944.

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile
« Les Rédacteurs du Monde »,
Société anonyme
des lecteurs du Monde,
Le Monde-Entreprises,
M^{me} Geneviève Beauvo-Méry,
M. André Fontaine, gérant.

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037

Renseignements sur les microfilms
et index du Monde au (1) 42-47-89-81.

Le Monde
PUBLICITE

5, rue de Montigny, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Télécopieur : (1) 45-60-30-00

Le Monde
TÉLÉMATIQUE
Composant 38-15 - Tapes LEMONDE
ou 38-15 - Tapes LM

Impression
du « Monde »
12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 95, 96, 97, 98, 99, 100

ABONNEMENTS

11, rue Jean-Maisel, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX Tél. : (1) 49-68-32-90

TARIF	FRANCE	BENELUX	SUISSE	AUTRES PAYS
3 mois	365 F	399 F	504 F	700 F
6 mois	720 F	762 F	972 F	1 400 F
1 an	1 300 F	1 388 F	1 800 F	2 450 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.
Pour vous abonner, RENVOYEZ CE BULLETIN accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus

ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

SERVICE À DOMICILE :

Pour tous renseignements : (1) 49-60-34-70

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____ Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Le Monde
PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330

GROUPE PRINTEMPS

AU PRINTEMPS S.A

En application de l'article 18 de la loi du 2 Août 1989, AU PRINTEMPS S.A. a communiqué au Conseil des Bourses de Valeurs, l'intégralité des Pactes d'Actionnaires signés entre diverses sociétés du groupe LAZARD et des actionnaires issus des familles fondatrices d'EUROMARCHE, d'une part, et PRINTEMPS S.A. d'autre part, relatifs aux sociétés VINIPRIX et EUROMARCHE.

Les dispositions essentielles desdits Pactes, actuellement applicables et relatives aux mutations de titres, peuvent se résumer comme suit :

— Les Parties ont considéré que la participation de VINIPRIX dans EUROMARCHE est l'élément fondamental de l'actif de VINIPRIX et qu'en regard à l'importance de la participation de VINIPRIX dans EUROMARCHE par rapport à l'ensemble de son patrimoine, sa cession devrait être approuvée par les actionnaires de VINIPRIX réunis en Assemblée Générale Extraordinaire.

AU PRINTEMPS S.A. rappelle qu'elle dispose d'une minorité de blocage à une telle assemblée.

— Les Parties se sont reconnues réciproquement un droit de préférence sur les actions VINIPRIX qu'elles possèdent en cas de projet de mutation de ces actions par l'une ou l'autre d'entre elles et se sont déclarées d'accord pour recourir à une procédure d'expertise pour la détermination du prix de ces actions ou cas où ce dernier ne pourrait être fixé par référence au cours de bourse ou à l'amiable.

En vertu de ce droit de préférence AU PRINTEMPS S.A. souligne que l'autre Partie ne peut envisager une mutation ou accepter une offre que si AU PRINTEMPS S.A. renonce préalablement à se prévaloir dudit droit.

— Les cessions d'actions concernées devront en tout état de cause être réalisées dans des conditions compatibles avec la réglementation en vigueur.

Groupe
Docks de FranceOPÉRATION
SUPERMARCHÉS
DOC/BERNARDIN

La société des SUPERMARCHÉS DOC, filiale du groupe DOCKS DE FRANCE, vient de conclure un accord avec M. Jean-François BERNARDIN, président de la société anonyme BERNARDIN & FILS aux termes duquel seront franchisés, dans le courant de l'année 1990, sous l'enseigne SUPER PAKBO, les magasins ESCALE de : CONFLANS, ROMAINVILLE, et sous l'enseigne MAMMOUTH, le magasin ESCALE de SOISY.

Concomitamment à cet accord de franchise, la société des SUPERMARCHÉS DOC prend une participation de 38 % dans le capital de la société BERNARDIN & FILS et les deux sociétés procèdent à un échange d'administrateurs.

La société BERNARDIN & FILS qui exploite par l'intermédiaire de ses filiales 5 magasins PRISUNIC, 3 magasins ESCALE et 1 magasin OBI, a réalisé au cours de l'exercice 1989 un CA consolidé de 617 millions de francs.

ÉCONOMIE

SOCIAL

Grandes manœuvres syndicales à la Sécurité sociale

Suite de la page 31

Fort de ses quatre-vingt-quatorze présidences de caisses d'assurance-maladie (sur cent trente-deux) et de ses quarante présidences de caisses d'allocation familiales (sur cent dix-sept), FO refuse tout « Yalta » préalable des caisses nationales. « Que le gouvernement prenne lui-même la décision de ne pas faire d'élection », considère M. Blondel, qui redoute qu'un scrutin au suffrage universel se traduise par une importante abstention et favorise la surenchère. Néanmoins, il se dit prêt à toute éventualité mais, en revanche, il refuse d'évoquer la question des alliances avec la CFDT et de la place de celle-ci. « J'en discuterai au moment opportuniste », se contente-t-il d'indiquer.

A la CFTC, on se réjouit très sincèrement d'accueillir la CFDT à la présidence d'une caisse nationale mais surtout par à celle des allocations familiales. « La CFTC », explique, un peu embarrassé, M. Robert Gandonnière, secrétaire confédéral, est la plus sensible aux questions familiales.

Le jeu du patronat

Pour l'heure, le patronat se contente d'observer. M. Jean-Louis Girard, président de la commission sociale du CNPF, assure qu'aucun ostracisme ne pèse sur la CFDT tout en soulignant que « Force ouvrière sera un des interlocuteurs privilégiés » du CNPF. Celui-ci sera-t-il tenté de faire jouer une saine émulation entre ses interlocuteurs ? « Dans ce cas, nous prendrions les décisions qui s'imposent », réagit immédiatement M. Blondel.

Pourtant, ce curieux ballet tranche singulièrement avec les enjeux en jeu qu'il recouvre. En effet, chacun s'accorde à constater que l'étroite tutelle de l'Etat ne fait des partenaires sociaux que les gestionnaires appa-

rents de la Sécurité sociale. Au-delà des facilités plus ou moins avouées – possibilité de soulever la trésorerie syndicale en « plaçant » quelques permanents – ou de la valorisation qu'apporte à une organisation telle ou telle responsabilité, qu'est-ce qui fait courir les syndicats ? Certes, M. Kaspar propose que chaque caisse nationale négocie avec l'Etat une « charte contractuelle » d'une durée de cinq ans et M. Blondel revendique « davantage de liberté de manœuvre ».

Ces déclarations amènent à s'interroger fort utilement sur la latitude que l'Etat serait disposé à accorder aux partenaires sociaux dans la gestion des quelque 856 milliards de francs que brasse le seul régime général. On peut aussi se demander si les syndicats et le patronat sont véritablement disposés à assumer, même partiellement, l'équilibre entre les dépenses et les recettes ce qui, dans le contexte actuel, implique nécessairement des choix douloureux. Néanmoins, on peut craindre que le débat autour du renouvellement des caisses de Sécurité sociale ne se réduise à de simples conflits d'appareils. Un luxe que, de toute évidence, les syndicats n'ont pas les moyens de s'offrir.

JEAN-MICHEL NORMAND

Les difficultés du groupe

Le Printemps rappelle que son accord est nécessaire en cas de cession d'Euromarché

A huit jours d'une importante réunion du conseil d'administration d'Euromarché (le 23 mars), le Printemps annonce, dans un communiqué financier, qu'il a transmis au Conseil des Bourses de valeurs l'intégralité des pactes d'actionnaires signés entre les détenteurs du capital d'Euromarché : le Printemps, via Viniprix, détient indirectement 43 % d'Euromarché, en face de la banque Lazard, majoritaire.

Le groupe de grands magasins détient donc la majorité de blocage. De plus, en vertu des pactes d'actionnaires, le Printemps dispose d'un droit de préemption, et son accord est nécessaire en cas de cession, une procédure d'expertise devant déterminer la valeur des actions si aucune solution amiable n'est trouvée.

Euromarché perd de l'argent cette année (autour de 100 millions de francs), et son PDG, M. Antoine Bernheim, associé-gérant de la banque Lazard, ne cache pas qu'il est à la recherche d'une solution. Les 53 hypermarchés du groupe ont de quoi tenter les grands de la distribution (on a beaucoup parlé de Carrefour), à un moment où, en raison de la saturation du territoire français en grandes surfaces commerciales, il devient difficile d'implanter de nouvelles enseignes.

Le Printemps lui-même, qui ne cesse de se diversifier, n'a-t-il pas mangé la Redoute, l'an dernier ? Reste la question du prix, et elle est épineuse, les exigences du vendeur étant toujours jugées exorbitantes par le candidat acheteur (les prix de 5 milliards de francs, 7 milliards, ont circulé).

La marge de manœuvre de M. Bernheim est étroite, puisque rien ne peut se faire sans l'accord du Printemps, et du président de son directoire, M. Jean-Jacques Delort. Or les deux hommes, qui avaient déjà des relations difficiles, sont à couteaux tirés depuis le début de l'année, lorsque M. Delort a révélé publiquement, en termes assez vifs, que la situation d'Euromarché posait des problèmes au Printemps et qu'il attendait des « propositions » (le Monde du 20 janvier).

Le communiqué du Printemps fait donc l'effet d'une pression sur le responsable d'Euromarché. Et la bataille classiquement sans merci du monde des affaires se double d'un affrontement entre deux hommes, qui ne passent ni l'un ni l'autre pour des poids-plume de la finance.

J. D.



DROUOT RICHELIEU
9, RUE DROUOT, 75008 PARIS
Tél. : 48 00 20 20 - Téléc. : DROUOT 642 280
Informations téléphoniques permanentes
en français et en anglais sur : 48 00 20 17
Compagnie des commissaires-priseurs de Paris

Sauf indications particulières, les expositions auront lieu
la veille des ventes, de 11 h à 18 h. * Exposition le matin de la vente.
Régisseur O.S.P., 64, rue La Boétie, 75008 PARIS, 45 63 12 66.

SAMEDI 17 MARS

S. 12 - Fourures. - M. ROGÉON.

LUNDI 19 MARS

S. 1. - 14 h 15 TABLEAUX MODERNES. - PARIS AUCTION.
S. 2. - Tableaux, bibelots, mobilier. ARCOLE (M. OGER, DUMONT).
S. 3. - Cabinet de curiosités. - M. LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR. M. Roudillon, expert.
S. 5 et 6. - 14 h 30 Dessins et tableaux anciens. Objets d'art et de bel ameublement des 16^e, 17^e, 18^e et 19^e s. Tapissieries. Tapis. - M. MILLON, JUTHEAU, MM. de Bayser, Turquin, Kyau, Lapié et Nazare Aga, Coquepot, Roudillon, Corpechot, Chevalier.
S. 7. - 14 h 15 Beaux bijoux anciens et modernes, objets de vitrine, orfèvrerie ancienne et moderne. - M. ADER, PICARD, TAJAN, MM. Déchaud et Stetten, experts.

Veuillez contacter Aurélie Goupil de Bouillé
au (1) 42-61-80-07 poste 429

S. 11. - Tableaux, bibelots, mobilier. - M. LANGLADE.
S. 16. - Biblio. sur Beaux Arts. Mémoires argent. Pailfort. Bijoux. Objets d'art et mob. anc. - M. PESCHETEAU-BADIN, FERRIEN.

MARDI 20 MARS

S. 9. - 14 h 15 ATELIER Pierre-Engèle CLAIRIN. (* et dernière vente de la succession.) Estampes - Aquarelles - Peintures. - M. ADER, PICARD, TAJAN, Expert : M. Romand, 24, rue du Four, 75006 Paris, tél. : (1) 43-26-43-38.

MERCREDI 21 MARS

S. 1. - Estampes, dessins et tableaux modernes. - M. DAUSSY, de RICQUES. MM. Candillier, Marchaux, Pacitti et de Louvencourt, experts.
S. 5 et 6. - et le jeudi 22 mars salles 1 et 7 à 14 h 30. LE 19^e SIECLE. Tableaux, dessins, sculptures. - M. BRIEST. Expo. le 20/3 S. 4, 5 et 6 11 h à 18 h.
S. 7. - Livres histoire naturelle et voyages. - M. PESCHETEAU-BADIN, FERRIEN, M. Blanschong, expert.
S. 10. - Tableaux, bibelots, mobilier. - M. BOISGIRARD.
S. 11. - 14 h 15 Bons meubles. Objets mobiliers. - M. ADER, PICARD, TAJAN.
S. 13. - Art 1900-1925. - M. LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR.
S. 15. - 14 h 30 Tapis d'Orient. - M. MILLON, JUTHEAU, MM. Chevalier, experts.

JEUDI 22 MARS

S. 8. - 14 h 15 Archéologie orientale. Céramiques de l'Iran médiéval. Peintures indiennes. Antiques. Antiquités pré-hispaniques. - M. AUDAP, GODEAU, SOLANET.
S. 12. - Timbres-poste. - M. LENORMAND, DAYEN.
S. 16. - Tableaux, meubles. ARCOLE (M. RENAUD).

VENDREDI 23 MARS

S. 2. - Tableaux modernes, importante collection de Maximilien LUCE. - M. RIBEYRE, BARON.
S. 3. - Livres. - M. LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR. M. Vidal-Mégret et Gomez, experts.
S. 10. - 14 h 15 Objets d'art et de bel ameublement des 18^e et 19^e siècles. - M. ADER, PICARD, TAJAN, M. Dillé, expert.
S. 12. - Timbres-poste, cartes postales. - M. BOSCHER, STUDER, FROMENTIN, M. Figeon, expert.
S. 14. - Tableaux, bibelots, meubles anciens et style. - M. AUDAP, GODEAU, SOLANET.

DIMANCHE 25 MARS

S. 5 et 6. - à 14 h 30 IMPORTANTS TABLEAUX MODERNES COLLECTION DE MADAME BOURDON ET A DIVERS AMATEURS. ŒUVRES MAJEURES PAR : Modigliani, Picabia, Monet, Kandinsky, Matisse, Dubuffet, Léger, Fautrier, R. Dufy, R. Delaunay, Derain, Vlaminck. Expositions publiques les jeudi 22 mars de 11 h à 18 h et de 21 h à 23 h, vendredi 23 et samedi 24 mars de 11 h à 18 h à Drouot. Transmission directe par satellite entre l'Hôtel Drouot à Paris et Tokyo.
A 20 h 30 SUCCESSION DE JEANNE LAURENT TABLEAUX MODERNES APRÈS GUERRE. Léger, Miro, Bazaine, Estève, Soulages, Lapique, Beaudin, Manesier, Ubac, S. Roger, E.-H. Kermadec, Le Moal. Expositions publiques les vendredi 23 mars et samedi 24 mars de 11 h à 18 h à Drouot.

GUY LOUDMER
Commissaire-priseur

S. 10. - 14 h Arts décoratifs du XX^e. Mobilier. Verrerie italienne des années 50. Studio Glass. Pièces de forme. - M. Catherine CHARBONNEAUX.



DROUOT MONTAIGNE
15, AVENUE MONTAIGNE
75008 PARIS
Tél. : 48 00 20 80
Téléc. : 650 873

MARDI 20 MARS à 20 h et SAMEDI 24 MARS à 15 h
IMPORTANTS TABLEAUX DES 19^e ET 20^e SIÈCLES.

SCULPTURES
MM. André Pacitti et Amaury de Louvencourt, Thierry Picard.
Expositions publiques : le 19/3 de 11 h à 22 h, le 20/3 de 11 h à 17 h, le 23/3 de 11 h à 22 h et le 24/3 de 10 h à 12 h. Veuillez contacter Thierry Picard au (1) 42-61-80-07 poste 428.

ADER, PICARD, TAJAN, 12, rue Favart (75002), 42-61-80-07.
AUDAP, GODEAU, SOLANET, 32, rue Drouot (75009), 47-70-67-68.
BOISGIRARD, 2, rue de Provence (75009), 47-70-31-36.
BOSCHER, STUDER, FROMENTIN, 3, rue d'Amboise (75002), 42-60-87-87.
BRIEST, 24, avenue Matignon (75008), 42-68-11-30.
Catherine CHARBONNEAUX, 134, Fbg Saint-Honoré (75008), 43-39-66-56.
DAUSSY, de RICQUES, 46, rue de la Victoire (75009), 48-74-38-93.
LANGLADE, 12, rue Descombres (75017), 42-27-40-91.
LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR (anciennement RHEIMS-LAURIN), 2, rue Drouot (75009), 42-46-61-16.
LENORMAND, DAYEN, 12, rue Hippolyte-Lébas (75009), 42-81-50-91.
LOUDMER, 18, rue de Provence (75009), 45-23-15-25.
MILLON, JUTHEAU, 14, rue Drouot (75009), 47-70-00-45.
OGIER, DUMONT, 22, rue Drouot (75009), 42-46-96-95.
PARIS-AUCTION, de Cagny, Carliet-Kolick, Desbergues, Hoebans-Contamin, 4, rue Drouot (75009), 42-47-03-99.
PESCHETEAU-BADIN, FERRIEN, 16, rue Grange-Batelière (75009), 47-70-88-38.
RENAUD, 6, rue Grange-Batelière (75009), 47-70-48-95.
RIBEYRE, BARON, 5, rue de Provence (75009), 42-46-00-77.
ROGÉON, 16, rue Milton (75009), 48-78-81-06.

HOTEL DES VENTES DE SOEAUX (92330)
29, rue du Dr-Roux, Tél. : 46-60-84-25

DIMANCHE 25 MARS à 14 h 30
Sur ordonnance et à divers. TAPIS D'ORIENT
M. SIBONI, commissaire-priseur.
Expositions publiques : le 24/3 de 11 h à 12 h, et de 14 h à 18 h et le 25/3 de 11 h à 12 h.

M. Lucien Rebuffel devient président de la CGPME

M. Lucien Rebuffel, soixante-trois ans, est devenu le 15 mars Président de la CGPME (Confédération générale des petites et moyennes entreprises et du patronat réel). Organisation-sœur du CNPF où il siégea au conseil exécutif. Il succède à M. René Bernasconi, soixante-quatre ans, qui dirigeait la CGPME depuis 1978 et avait lui-même remplacé Léon Gingenbre.

[Gérant d'une société de distribution de produits alimentaires, administrateur de sociétés, M. Rebuffel est le président-fondateur de la fédération des PME de Paris et de l'île de France depuis 1977 et représente son organisation au conseil d'administration de l'UNEDIC depuis 1987. Conseiller régional d'Île de France depuis 1986, il est également conseiller municipal de Paris (conseiller général de Paris depuis 1989).]

Création d'un comité syndical Renault-Volvo. - Des syndicats français (FO et la CFDT) et suédois (Svenska-Metall, SIF, SALF) de la métallurgie se sont rencontrés récemment à Genève sous l'égide de la FIOM (Fédération internationale des ouvriers de la métallurgie), à la suite de l'accord intervenu entre la régie Renault et le groupe Volvo. Ils ont décidé de créer un comité syndical Renault-Volvo dans lequel siègeront des représentants de tous les pays concernés, la France, la Suède, la Belgique, l'Espagne et le Portugal.

Europe sociale : M. Francis Blanchard est chargé d'une mission de suivi. - M. Jean-Pierre Soisson, ministre du travail, a confié une mission de suivi de la construction de l'Europe sociale à M. Francis Blanchard, ancien directeur général du BIT (Bureau international du travail), et, plus récemment, conciliateur dans le conflit Peugeot.

ÉNERGIE

La Hongrie craint un alourdissement de sa facture pétrolière

La Hongrie pourrait être contrainte d'acheter cette année un million de tonnes de pétrole sur le marché international en raison de la défaillance de son fournisseur traditionnel, l'URSS.

Les livraisons soviétiques de pétrole, selon l'agence de presse hongroise MTI, ne devraient atteindre que 5,5 millions de tonnes en 1990, soit 15 % de moins que les quantités prévues (6,5 millions de tonnes) dans les accords à long terme conclus entre les deux pays. Déjà au cours du premier trimestre la Hongrie a dû acheter 210 000 tonnes de brut irakien pour compenser la baisse des livraisons soviétiques.

Une diversification forcée et coûteuse pour Budapest, qui a payé ce brut 160 dollars la tonne, soit environ quatre fois plus cher que le brut soviétique livré au prix de 100 roubles, soit 42 dollars la tonne.

PUBLICATION JUDICIAIRE

TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE TOURS

Extrait du règlement

D'un jugement rendu le 20 juillet 1989 par la Première Chambre Civile du Tribunal de Grande Instance de TOURS, dans une instance pendante entre :
d'une part, ALAIN MARTINI, Jean-Claude PETIT, la Société Civile Professionnelle Alain MARTINI-Jean-Marie LEGEAY et Jean DUVAL de LAGUERCE, la Société Civile Professionnelle Jacques CHABASSOL-Jean-Claude PETIT, DEMANDEURS,
et d'autre part, JACQUES LE BON, Adolphe TALVARD épouse LE BON, l'Association Nationale de Défense des Victimes de Notaires, DÉFENDEURS.

en présence de la Chambre Départementale des Notaires d'Indre-et-Loire, il a été extrait ce qui suit :
PAR CES MOTIFS :

Dévoit les demandeurs des fins de leur action en responsabilité en ce qu'elle est dirigée contre Adolphe TALVARD épouse LE BON.
Les déclare bien fondés en leur action en responsabilité en ce qu'elle est dirigée contre Jacques LE BON et l'Association Nationale de Défense des Victimes de Notaires ;

Condamne la solidarité l'Association Nationale de Défense des Victimes de Notaires et Jacques LE BON à prendre en charge, à titre de dommages-intérêts au profit de Maître Alain MARTINI, de Maître Jean-Claude PETIT, de la S.C.P. Alain MARTINI, Jean-Marie LEGEAY, Jean DUVAL de LAGUERCE, de la S.C.P. Jacques CHABASSOL, Jean-Claude PETIT, le coût à l'acquiescement de 50 000 F soit de la publication complète du présent jugement, soit de la publication de ce jugement par extraits dans tels journaux et revues qu'ils aviseront, de caractère professionnel ou non, au seul choix des demandeurs ;
Ordonne l'exécution provisoire de cette condamnation ;
Condamne la solidarité l'Association Nationale de Défense des Victimes de Notaires et Jacques LE BON à régler aux demandeurs conjointement la somme de 5 000 F sur le fondement de l'article 700 du Nouveau Code de Procédure Civile ;

Constata la mise en cause par les demandeurs de la Chambre des Notaires d'Indre-et-Loire ; donne acte à cette chambre :
- de ce qu'elle confirme la réception par elle-même et par divers notaires du département d'Indre-et-Loire de la copie de la lettre adressée le 6 juillet 1988 par l'Association Nationale de Défense des Victimes de Notaires à M. le Procureur de la République ;

- de ce que, dans le cadre de ses attributions, elle a estimé que les notaires ne s'étaient rendus coupables d'aucun manquement ;
Condamne l'Association Nationale de Défense des Victimes de Notaires aux dépens. Accorde à la S.C.P. NAIL-CEAUMAIS, avocat, le droit de recouvrer directement contre eux, ceux dont elle a fait l'avance aux demandeurs.
Pour extrait conforme, LE GREFFIER EN CHEF : C. MASIA.

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT



(Publicité)

PROJET DE RÉALISATION
DE L'AUTOROUTE A 16 LIAISON PARIS-BOULOGNE
SECTION L'ISLE-ADAM (RN 184) AMIENS NORD-OUEST
AVIS DE PROMUCTION DE L'ENQUÊTE PUBLIQUE

Le public est informé que par décision de la commission d'enquête du 8 mars 1990, et en application des dispositions des articles R 11-14-12 et R 11-14-13 du code de l'expropriation, l'enquête publique portant à la fois sur l'utilité publique du projet de réalisation de l'autoroute A 16, section L'ISLE-ADAM (RN 184) - AMIENS NORD-OUEST et sur la mise en compatibilité des plans d'occupation des sols rendus publics ou approuvés par plusieurs communes et du plan d'aménagement de la ZAC de Ther de BEAUVAIS-ALLONNE est prorogée d'une durée de 12 jours consécutifs : du 17 mars au 29 mars 1990, inclus afin de permettre l'organisation de deux réunions publiques dans les lieux suivants :

- à SAINT-SAUFIEU (Somme) salle multifonctions le 22 mars à 9 heures : présentation et débats sur les variantes possibles dans ce secteur ;

- à BEAUVAIS (Oise) auditorium (rez-de-chaussée, à droite) de la chambre de commerce et d'industrie de l'Oise, rue du Pont-de-Paris, le 22 mars à 15 heures : réunion d'information.

Les dossiers d'enquête publique, ainsi que les registres seront tenus à la disposition du public aux jours et heures habituels d'ouverture des bureaux dans l'ensemble des communes concernées par le projet et dans les préfectures et sous-préfectures, lieux d'enquête jusqu'au 29 mars 1990. En outre, une permanence sera effectuée le samedi 24 mars 1990 de 9 heures à 11 h 30 et de 14 heures à 17 heures dans les préfectures et sous-préfectures, lieux d'enquête.

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL
agissant en qualité de préfet de l'Oise
coordonnateur de l'enquête publique A 16
Régis THUAU

صلى الله عليه وسلم

Un grand dessein pour les entreprises

La France, pays d'ingénieurs, a été longtemps réfractaire au design, considéré comme une « danseuse ». Les firmes découvrent aujourd'hui que c'est un facteur de croissance et de compétitivité

QU'IL ait fallu des mois de travail pour mettre au point le bouchon en forme de corail qui ferme le flacon du nouveau parfum de Christian Lacroix, n'a rien de nouveau. En revanche, il est moins évident que des spécialistes étudient longuement la forme d'une porte, d'un fauteuil, d'un analyseur de sang, d'un bidon d'essence ou d'un fer à repasser.

Pourtant, les designers revendiquent un large secteur d'intervention. Mais les industriels, particulièrement les Français, sont un peu réticents à intégrer cette « activité créatrice » qui allie par la forme les contraintes internes du produit aux exigences de l'environnement. A la fois inventeur et ergonomiste, artiste et communicateur, le designer est une sorte de médiateur entre le monde de l'entreprise et celui des consommateurs. Il joue sur quatre registres : l'industriel, le stylistique, le graphisme et l'architecture.

A avoir été pionniers en matière de design, certaines entreprises y ont gagné une réputation : Olivetti doit beaucoup aux formes arrondies qu'elle avait décidé de donner aux machines à écrire. Bang et Olufsen est plus connu pour la pureté des lignes de ses téléviseurs que pour la qualité sonore de son matériel hi-fi et Braun s'est imposé dans l'électroménager par des produits soigneusement dessinés.

Un prestataire de services

Imaginé aux Etats-Unis avant la guerre, cette notion d'esthétique industrielle a été introduite en France par les cotés britanniques et scandinaves. Les Italiens l'ont assimilée en lui apportant leur inimitable « patte » et ont fait florès dans l'industrie automobile. Les Français, en revanche, lui ont longtemps interdit l'entrée de leurs bureaux d'études. Résultat : alors qu'en Grande-Bretagne on estime que quelque 300 agences de design réalisent un chiffre d'affaires de 16 milliards de francs, en France, elles sont à peine la moitié pour 2 milliards de francs de chiffre d'affaires.

« Le design a longtemps été considéré par les chefs d'entreprise français comme une danseuse coquette et inutile », accuse M. Paul Schmitt, président pendant trente-deux ans de Le Creuset, dont les cocottes ont eu pour concepteurs trois illustres designers : le célèbre Raymond Loewy

(père du design moderne) en 1960, l'Italien Enzo Mari en 1974 et le créateur fétiche des gammes Moulton-Jean-Louis Barrault en 1987.

Pour se tailler une place en France, il fallait que le design réussisse à faire se reconnaître deux personnages typiques de notre société mais que leurs formations séparent. D'un côté, l'ingénieur, produit de ces grandes écoles où l'on apprend à fabriquer, gérer et diriger sans fantaisie ; de l'autre, l'ancien élève des Beaux-Arts ou des Arts déco, réputé peu soucieux des contraintes techniques et budgétaires.

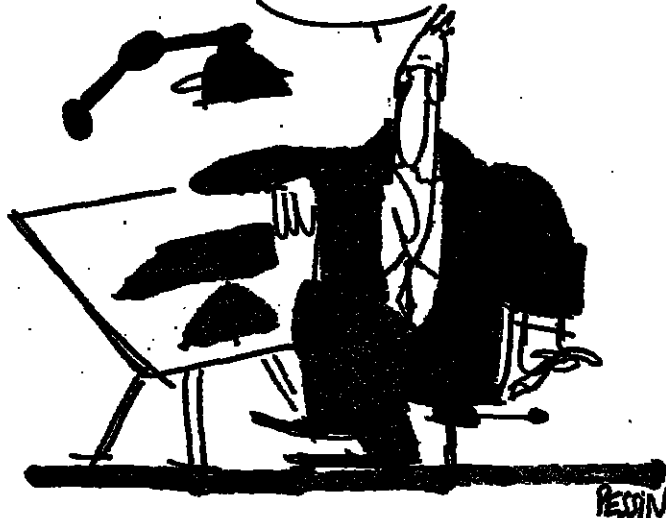
Du coup, les partisans du design ont décidé de partir en guerre contre cette image. « Le designer n'est pas un génie créateur », affirme Anne-Marie Sargueil, présidente de l'Institut français du design industriel (IFDI). « C'est un prestataire de services qui, comme les autres, dérange. »

C'est notamment le cas des produits de haute technologie comme le TGV, dessiné par Roger Tallon. De même, la société Rommelspacher, un des spécialistes mondiaux des remontées mécaniques, emploie un designer depuis vingt ans. « Il est vrai que les fonctions créent souvent les formes, notamment dans les produits très techniques. Mais la manière de jouer sur l'encombrement, le poids, l'économie et les couleurs laisse une place à la création », explique Alphonse Lisa, qui, en décidant de laisser les skieurs debout, a permis de réaliser une cabine de douze places. L'avantage pour la société est évident.

D'ailleurs, lorsqu'elles s'y sont essayées, les entreprises ont plutôt satisfaites. Lefranc et Bourgeois, par exemple, reconnaît que les ventes ont plus que doublé après que Jean-Louis Barrault aient repensé l'allure et la présentation des pincesaux. Cette société crée en 1970 et reprise en 1984 par le groupe Bougeat n'avait pas hésité à y investir 10 % de son chiffre d'affaires.

Quelquefois, les sociétés se contentent de retombées immatérielles. C'est le cas de Fima, une PME de 350 personnes qui fabrique des portes et des fenêtres à Lissieu (Rhône). « Nous souhaitons lancer une nouvelle gamme et en même temps donner une image plus moderne de l'entreprise », explique Jean-Noël Gaunet, directeur du marketing. Après avoir défini un cahier des charges, les responsables de Fima ont demandé au cabinet lyonnais de concevoir le produit. Six mois plus tard, au Salon Batimat, ils pouvaient exposer des portes aux couleurs vives. Pour apporter à une entreprise

EN SUPPRIMANT
LA BOIGNEE DO FER A REPASSER
ON OBTIENT UNE PURETE DE LIGNE
JAMAIS ATTEINTE !!



cette « vitamine de croissance », comme l'appelle Jean-Pierre Vitrac, les designers revendiquent d'être associés le plus tôt possible à l'élaboration du produit. Ils acceptent mal d'être suppléants par les ingénieurs des méthodes ou les cadres du marketing et prennent un malin plaisir à rappeler le succès de la montre Swatch ou que les commerciaux de Renault avaient exprimé de fortes résistances lorsque leur fut présentée la première maquette de la RS lancée en 1972.

Contraintes à la pluridisciplinarité

Dans certains cas, l'intervention des designers s'apparente à du conseil en communication. « Une enquête auprès de notre clientèle a révélé que notre réputation était sérieuse mais vieillotte et qu'il fallait la remettre au goût du jour », explique Jacques Pellet, PDG de la société Pellet à Villeurbanne (Rhône).

L'agence Plan créatif a créé un nouveau logo pour cette entreprise de petit matériel sanitaire. Elle a

transformé le méchant classeur à feuilles détachables imprimés bleu et blanc en un catalogue en couleurs et sur papier glacé. Et pour que cette métamorphose touche aussi les mentalités de l'entreprise, le personnel et notamment les représentants ont été envoyés en stages de formation. Coût total : plus de 1 million de francs pour un chiffre d'affaires annuel de 24 millions de francs.

Dans les grandes entreprises qui possèdent des services intégrés, les designers veillent particulièrement à la cohérence de l'image. C'est une des missions de l'équipe qui travaille autour de Xavier Joutet, responsable du design chez Bull. Mais leur fonction dépasse cela. « En matière de micro et de terminaux, les utilisateurs ne sont généralement pas les décideurs, constate Xavier Joutet. Notre rôle consiste à éviter qu'il y ait un rejet ou un frein à l'utilisation. » Le blanc cassé ou le gris clair avec une petite ligne verte de Bull se veulent plus conviviaux que le noir mat utilisé par la firme Goupil.

Outre ce langage des couleurs, les designers essaient d'influer sur la forme, l'encombrement et la commo-

dité d'utilisation. De même, lorsqu'ils conçoivent des emballages, les designers ne se contentent pas de veiller à l'esthétique et à l'originalité. Ils doivent aussi penser à la lisibilité du mode d'emploi, à la facilité d'ouverture et de portage.

Pour être crédibles dans toutes les phases de leur intervention, les designers sont contraints à la pluridisciplinarité. D'ailleurs, les agences sont souvent bicoïales. Barré Design, à Lyon, est le résultat de l'association entre un homme de marketing et un ingénieur. Des créateurs de Plan créatif, l'un est décorateur, l'autre a fait une école de mécanique. Claude Giasson, le patron d'Abcom Design, d'origine canadienne, est passé par HEC.

En France, les chemins qui mènent au design sont relativement nombreux. Alors qu'en Grande-Bretagne le Royal College de Londres est un passage obligé, en France, une bonne trentaine d'établissements peuvent conduire à cette profession : de l'Ecole Boulle à l'université de Compiègne et à quelques écoles privées.

Cet éclatement des formations est en réalité révélateur du statut de la profession. Ecartelé entre les ministères de l'industrie et de la culture, le design français a beaucoup de parvenus et peu de moyens. Le Centre de création industrielle à Beaubourg, l'Agence pour la promotion de la création industrielle ou l'Institut français du design industriel, qui décerne des « Janus » aux industriels, se mêlent en ordre dispersé de la promotion du design.

Par ailleurs, en 1986, dix centres régionaux ont été créés pour s'insérer dans le tissu économique et convaincre les PME et les PMI des vertus du design, à coups de conférences et de distributions de plaquettes.

Même à Sainte-Florine, une commune de 1 500 habitants dans la Haute-Loire, une réunion consacrée le soir à ce sujet attire une bonne centaine de chefs d'entreprise des environs. Mais sont-ils pour autant prêts à passer à l'acte ? « En réalité, tant qu'il n'y aura pas une réelle incitation financière, les chefs d'entreprise hésiteront à engager des dépenses qui dans un premier temps apparaissent comme un surcoût », estime l'ancien responsable d'un de ces centres. Aucune étude en effet n'a mis sur les retombées économiques du design pour une entreprise auxquelles les designers facturent leur travail entre 300 et 500 francs de l'heure.

Les pouvoirs publics consacrent environ 70 millions de francs par an

au design. Mais, lors de la discussion du budget, Roger Fauroux, le ministre de l'Industrie, n'a pas obtenu que le crédit d'impôt soit élargi à ce type de dépenses. En mal d'idées, Roger Fauroux et Jack Lang avaient chargé Bernard Hanon de concevoir un rapport sur le sujet et de faire des propositions. Mais l'ancien PDG de Renault semble avoir été tellement critique sur la situation et exigeant pour l'avenir que son rapport n'a toujours pas été rendu public !

Un côté « arts déco »

Le système actuel, il est vrai, entraîne quelques aberrations et quelques « ratages ». Ainsi, à l'exception d'une dizaine de sociétés venues de leur propre initiative, la France n'était pas représentée à l'exposition qui s'est tenue en 1989 à Nagoya.

Point fort de l'année du design au Japon, cette manifestation a reçu près de 15 millions de visiteurs. « Au Japon, le design est l'affaire de tous : industriels et consommateurs. Intégrés dans les entreprises comme service à part entière, ils interviennent systématiquement dans la conception des produits et jouent un rôle stratégique sur le développement industriel », cette constatation est celle d'un groupe d'étudiants en design qui ont passé une semaine au Japon. Au fil de leurs rencontres, ils ont observé avec envie que le bureau de design créé par Sony en 1978 emploie... 400 personnes. On estime que cette société consacre plus de 5 % de son chiffre d'affaires au design. D'ailleurs, les services des designers français sont plutôt recherchés dans ce pays.

Jean-Pierre Vitrac, qui y a ouvert un bureau il y a cinq ans, y réalise maintenant un tiers de son chiffre d'affaires. « Notre design s'exporte bien en raison de notre réputation de bon goût, d'enthousiasme, assure Margo Rouard, directeur de l'APCI. Au besoin, les industriels étrangers utilisent notre côté « arts déco » puis leurs ingénieurs assurent la mise au point technique ».

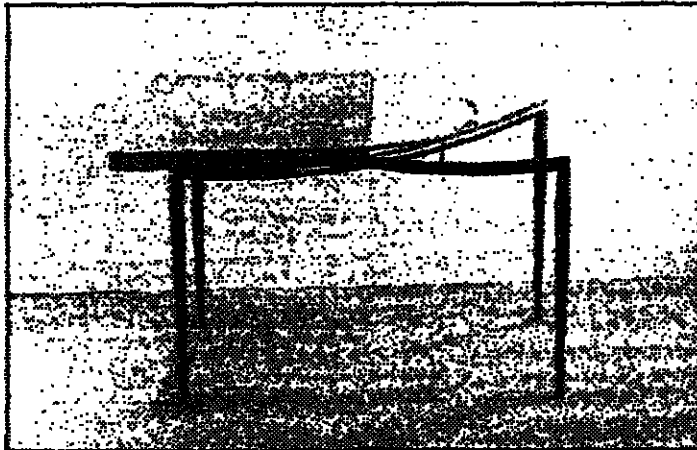
Se retrouver ainsi en amont de la conception des produits est une situation privilégiée pour les designers, dont le rêve est d'imaginer l'évolution d'un produit dans les dix ou quinze années à venir. De la prospective en quelque sorte.

FRANÇOISE CHIROT

CONVICTIONS

La solution c'est la flexibilité

Sylvain Dubuisson, « créateur de l'année » du dernier Salon du meuble, allie au goût de l'utopie le sens de l'industriel



La table portefeuille de Fenêtre sur cour.

Bougeoirs en argent. (Créativ'Agent).



A quarante-quatre ans, Sylvain Dubuisson a été élu créateur de l'année 1990 lors du dernier Salon du meuble en janvier.

Peu connu du grand public, il accumule pourtant les honneurs et les projets (plus de quarante actuellement). Diplômé en 1973 de l'Ecole supérieure d'architecture de Saint-Luc (Belgique), il a mis en scène plusieurs expositions à La Villette et au Centre Pompidou, aménagé des espaces d'accueil (Notre-Dame de Paris, le Musée des Tissus de Lyon et bientôt le hall de la préfecture de Besançon), créé de nombreux objets utilitaires (de la lampe « Beaucoup de bruit pour rien » au vase « Lettera amorosa ») exposés en mai dernier au Musée des arts décoratifs à Paris (Lire le Monde daté 7-8 mai 1989).

Jusqu'ici, la plupart sont restés à l'état de prototype ou ont été fabriqués en séries limitées par des éditeurs (Neova, Ecari, Algorikm, Fourniture, Créativ'Agent). Depuis peu, Sylvain Dubuisson travaille

avec des industriels. Une occasion pour lui de passer de la « haute couture » au « prêt-à-meubler ».

« Le jour du vernissage au Musée des arts décoratifs, Serge Kirszenbaum, l'éditeur de Fenêtre sur cour, m'a demandé de faire quelque chose. Il travaille avec une société familiale spécialisée dans la transformation du métal. Toilex. Là, certains outillages datent de 1930 et permettent encore de réaliser des modèles d'époque. Toute la question est là : faut-il investir dans le système de fabrication ? Comment mesurer les risques ? Comment les amortir ? Les obstacles sont nombreux : on sait que le marché est réduit. Peu important les causes : la traditionnelle méfiance face à l'avant-garde, le manque de génie commercial, de sensibilité du « grand public ».

» Face à un système de mise au point des modèles de plus en plus sophistiqué la solution, c'est peut-être, aujourd'hui, la flexibilité : ne pas chercher à tout faire soi-même, mais établir un réseau de sous-trai-

tance capable de fabriquer moins cher que chez soi, et réaliser dans sa propre usine une partie des opérations, puis l'assemblage, la finition, le conditionnement. Evidemment, cela suppose un minimum de calculs prévisionnels au départ. Pour la table de Fenêtre sur cour, les pieds ont été fabriqués en fibre de carbone, le plateau en nid d'abeille.

» Au bout du compte, le prototype s'est révélé trop cher et donc difficile à commercialiser. Pour la production, les pieds seront en métal, et le plateau en médium. Ce n'est plus la même table. Mais cette expérimentation était nécessaire pour avancer. La légèreté coûte cher...

» Je ne fais jamais de dessin d'exécution sans avoir vérifié sa faisabilité. Mais en France, les industriels ne sont pas prêts à partager la discussion technique : on a le sentiment de marcher sur leurs plates-bandes. En Italie, les industriels ont souvent un projet culturel. Ils mettent à disposition

des petites unités expérimentales permettant d'adapter les nouvelles technologies à un savoir-faire. Artisanat ? Industrie ? Je n'arrive pas à faire la différence : ces unités-là permettent de concevoir un produit qui ne colle pas immédiatement à la logique du marché, mais risque de la devancer. En France, on prend moins de risques : produire du design industriel, c'est faire des mises à la chaîne. Résultat : un fabricant spécialisé dans les pièces d'aéronautique vous fait des prix d'aéronautique. Le produit reste inaccessible.

» Il y a bien sûr l'autre extrême : l'industriel qui vient vous voir pour réaliser son image de marque, s'offrir une opération de relations publiques autour d'un produit ponctuel, sans qu'il s'agisse pourtant d'un projet à long terme.

» Tous les domaines de la création m'intéressent : aménager des bibliothèques Flammarion, dessiner un trophée pour les étoiles du Michelin, une carafe pour les Eaux de Marseille, un cerf-volant pour Her-

mès, une poignée de porte, un tapis ou une chaise pour les gardiens du château de Versailles... Je me rends bien compte que des activités aussi diverses posent un problème d'image... Un produit réussi diffusible et diffusé, c'est un produit bien mené qui suppose une coordination entre le fabricant, le directeur artistique, la société d'édition et le designer. Les industriels français souffrent d'une « image » trop indéfinie. Sur dix projets conçus pour Lita, cinq posaient des problèmes techniques. Les cinq autres n'ont pu être acceptés car on ne voyait pas comment les intégrer par rapport à l'image de la société...

» Au début, je travaillais avec des plans, des indications techniques très précises. Je me suis aperçu qu'en voulant jouer tous les rôles, on finit par évoluer dans un circuit fermé, se saborder. Mes projets sont de plus en plus ouverts souples : j'essaie de donner davantage de liberté aux objets sans renoncer à mes obsessions. Les

thèmes comme l'itinérance, le secret, la légèreté.

» Au fond, il y a un décalage faramineux entre la médiatisation et la réalité économique. On mesure notre vrai pouvoir aux royalties. Mais la quantité n'est pas forcément plus lucrative : mon affaire la plus rentable, c'est l'édition en série limitée des bougeoirs en argent. Evidemment, la paire coûte 30 000 francs. Philippe Starck a toujours été plus clair. Bien qu'il soit plus jeune, il a dix ans d'avance sur moi. La base de mon travail, c'est encore l'utopie, la contradiction. Les références suprêmes sont Mies Van der Rohe, Richard Sapper, Karamata. J'aime aller à l'encontre d'un design lisse, italien, capoté. Que les objets, aussi fonctionnels soient-ils, gardent une part de réserve.

Propos recueillis par LAURENCE BENAÏM

Alain Carré, créateur de prospective

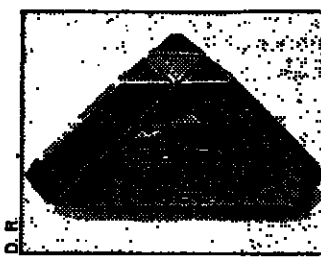
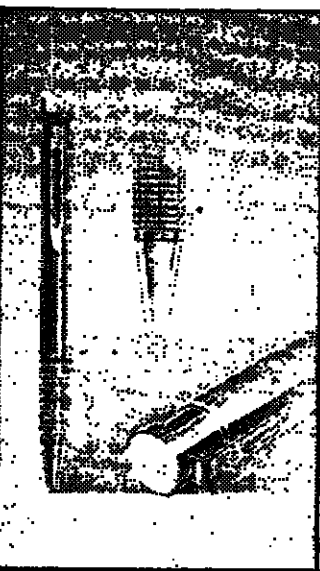
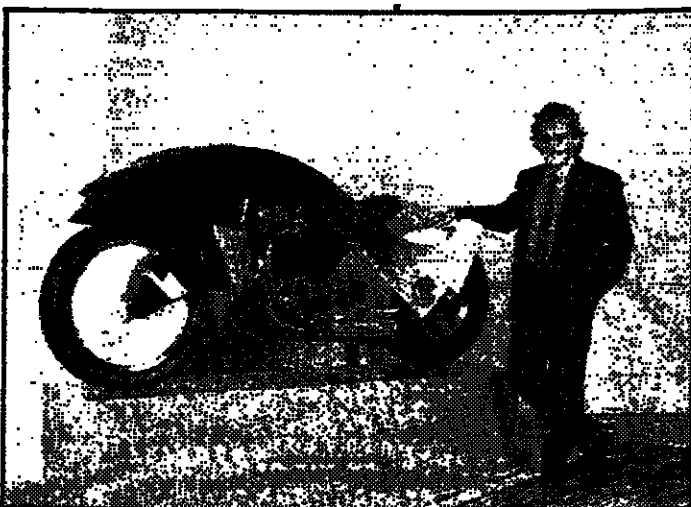
Chercheur autant que créateur, Alain Carré se veut un homme de terrain et de méthode

POURQUOI les Japonais, qui disposent d'une impressionnante cohorte de designers, traient-ils cher un Français pour leur dessiner des robinets, des flacons de parfum ou des bureaux ? C'est qu'en fait il y a design et design... et Alain Carré, qui dirige l'une des trois premières agences françaises du secteur, maîtrise aussi bien l'activité traditionnelle de production de formes (le *l'industrialisation de l'innovation* selon sa définition) que la création des formes de demain (le design prospectif).

C'est pour cette dernière spécialité que le numéro un japonais du mobilier professionnel, Okamura, a fait travailler Alain Carré sur les bureaux du futur. Le résultat, présenté au dernier Salon des artistes décorateurs, la gamme AXE, illustre bien l'approche du créateur français : un mélange de matériaux d'avenir (fibre de carbone...) et d'étude sociologique de l'évolution des relations de travail dans les entreprises japonaises. La programme AXE, selon Alain Carré, « n'est pas symbole de pouvoir mais expression d'intelligence. Sobriété, asymétrie, finesse des éléments, absence de couleur, fonctionnalisme et intemporalité... une manière de prévoir le design de demain ».

Alain Carré connaît bien le Japon : il travaille depuis dix ans pour des entreprises locales (électroménager pour Sharp ; robinetterie pour Toto, leader du secteur ; parfum Xanax pour Kanebo, numéro deux de la cosmétique ; montres pour Seiko...). En 1987 il a ouvert une agence à Tokyo où travaillent une dizaine de « commerciaux » japonais, la création étant réalisée en France.

L'agence qu'il a fondée à Paris en



Du design de motos (sa passion) à celui des stylos Waterman en passant par « Axel », le premier terminal d'audioconférence numérique, Alain Carré est un touche-à-tout à l'imagination bien contrôlée.

1970, alors jeune lauréat de la Fondation de la vocation (vingt-cinq ans), est devenu aujourd'hui un véritable groupe. Basé depuis 1985 dans l'ancienne salle de musique Enard, rue Paul-Lelong à Paris, il est constitué de cinq sociétés. Cinq métiers différents, du dessin d'emballage à l'architecture de magasins, en passant par la promotion, les stands... ou le design de motos (sa passion). La marge brute de l'ensemble a atteint 34 millions de francs en 1989, pour un effectif total de quatre-vingt-cinq personnes.

Une des caractéristiques importantes de l'ensemble est de s'appuyer sur des clients fidèles : ainsi Alain Carré est le designer de Waterman depuis vingt ans et celui de Saint-Gobain Emballage depuis 1974. Pour cette dernière il a réalisé en 1988 une étude de design prospectif sur les petits contenants du futur. Ce genre de travail ne sert pas immédiatement à lancer des produits mais donne aux industriels des axes précieux. Déjà en 1986 il avait mené pour Ferembal (numéro deux dans le domaine de l'emballage métallique) une étude pour créer douze formes typiques de boîtes de conserves, un domaine où l'esthétique n'avait pas bougé depuis cent cinquante ans.

Chercheur autant que créateur, Alain Carré a toujours dressé une frontière très franche entre ses activités de designer et ses affinités d'artiste. A plusieurs reprises il s'est élevé contre la tendance française à faire du design « pour musée branché » et à confondre design et arts décoratifs. Il se veut quant à lui un homme de terrain, à l'aise dans les usines et les supermarchés, réfléchissant sur les matériaux du futur et les évolutions sociologiques porteuses. Mais cet homme de méthode, volontiers tranchant, a gardé « un chevalier à côté de la table à dessiner les moteurs ».

Formé à l'Ecole des beaux-arts de Tours (avant d'étudier les arts appliqués et les arts décoratifs), il crée d'abord des tapisseries et expose les œuvres de ses amis peintres et sculpteurs. En 1968, il se penche sur la rue Paul-Lelong. Il se penche sur le design prospectif, de réver des croquis de bateaux de pêche volants pour la Loire de son enfance. Cet éternel jeune homme sérieux a gardé une imagination d'adolescent, amateur de bolides et d'objets de science-fiction. Mais il ne mélange surtout pas cet côté artiste à son travail, internationalement reconnu.

D. Py.

Panodia, le design est une exigence

Lauréat de l'oscar 1989 du design du « Nouvel Economiste »
Panodia mise sur le créatif pour rester compétitif

PANODIA. Neung-sur-Beuvron, cent personnes... dont trois designers maison (plus un designer extérieur). Une PME comme les autres en apparence, fondée en 1960, reprise par LMBO (reprise de l'entreprise par ses cadres) en 1986, vient de recevoir mercredi 7 mars l'Oscar 1989 du design du *Nouvel Economiste* pour sa gamme de papeterie « Eureka ».

Pour Claude Beaufils, président, cette distinction représente un peu plus qu'une médaille en chocolat pour patron-star. Lorsque, avec une trentaine de collègues, il a repris cette société spécialisée dans l'album photos, elle perdait 800 000 francs pour un chiffre d'affaires de 27 millions. Quatre ans plus tard, le bénéfice net pour 1989 est de 4,7 millions pour un total des ventes de 53 millions de francs.

Outre ses albums photos, elle s'est diversifiée dans la papeterie haut de gamme et les produits publicitaires (agendas, classeurs, porte-visuels...).

« Le design pour nous n'est pas un luxe mais une exigence, explique Claude Beaufils : le marché des albums photos en France est en recul de 35 % par les importations - surtout d'Asie du Sud-Est -. Si nous voulons rester compétitifs, nous devons nous sommes plus créatifs. » Chaque année, 20 % du catalogue Panodia sont ainsi renouvelés. Les des-



Les designers maison explorent formes nouvelles et nouveaux matériaux.

gners maison explorent aussi bien les nouvelles formes que les nouveaux matériaux pour créer en permanence des différences pertinentes.

Comment néanmoins rentabiliser un studio de design intégré quand on est une PME ? Claude Beaufils est avant tout un industriel, qui a pour objectif d'utiliser au mieux ses capacités de production. Il crée donc également des modèles pour d'autres marques : la ligne « Domino » d'Habitat a été conçue et fabriquée dans ses ateliers ainsi que certains produits de papeterie des boutiques du métro (Ticket Chic).

Il fournit aussi à Renault des agendas au sigle de la Régie et travaille beaucoup pour les agences de publicité qui souhaitent soigner la présentation de leurs travaux. « Le dossier de candidature d'Alberville pour les JO a été présenté dans un matériel Panodia », précise-t-il.

Avec ses produits design (et les albums classiques reliés cuir de Rosy, PME achetée par Panodia en 1989), la firme solognotte s'est même permis le luxe d'ouvrir un bureau à Francfort. Elle exporte 35 % de sa production.

D. Py.

Funerarys Gallimard

LA GRANDE RENCONTRE DU DESSIN ET DE LA LITTÉRATURE

5 jours pour ne plus fumer

Vacances à Megève... et stages liberté

Stages organisés par un animateur qui maîtrise les techniques d'aide au sevrage tabagique et vous aidera à modifier votre comportement face au tabac.

Un complexe détente-relaxation... et des repas diététiques, compléments indispensables de votre stage.

Stage du 19 au 23 mars 1990 et du 23 au 27 avril 1990. 1.250 F par personne. (Hébergement non compris.)

Inscription :
Tél.: 50-21-21-08
Fax: 50 58 95 32

Hôtel LE MANÈGE
BP 61
74120 MEGÈVE

Andrée Putman : leçon de style

On l'appelle la « madone » du design. Quand elle reçoit, dans son bureau de la rue du Faubourg-Saint-Antoine, avec pour tout fouillis deux téléphones noirs, deux agendas Flotax, une boîte de cigarettes en argent, Andrée Putman est toujours la plus putmanissime.

Les éditions du Regard lui consacrent un superbe livre de cuivre, dont la couverture est à elle seule un traité de style maison : le noir-blanc, la couleur en imprévu, le goût des lignes pures.

Andrée Putman, qui a commencé comme « gouvillat à Fémina », dirige aujourd'hui Ecart spécialisé dans la réédition de meubles et d'objets, de la lampe Mariano Fortuny à la chaise Mallet-Stevens et Ecart International, bureau d'études d'architecture intérieure.

Au fil des pages, tout l'univers de la dame, injustement qualifiée d'austère, se déploie en couleurs : les salons de beauté Carita, l'hôtel Wassermann à Cologne, la ville turque de Le Corbusier à La Chaux-de-Fonds, l'hôtel Morgan à New-York.

Ennemie du trop, Andrée Putman connaît bien ses modernes. Le luxe est chez elle affaire de contrastes insolites : plateaux en grès cérame, piétements en fonte, néo-gothique victorien, parquet de granit et plinthes en verre. Acier corrodé, médian teinté, chêne cerné : la vocabulaire est un témoignage de la grande époque.

Machines à photographier, ses maisons s'adonnent à de savants jeux de miroirs, de porcelaines de « marbre gris bleuté de Savoie », de panneaux coulissants.

Les accessoires font partie du décor, les peignoirs blancs s'accrochent impeccablement, aussi nets que les souvenirs, les coups de cœur, la maison de Grimaud, les toiles de Georges Corio, Bram Van Velde et ce chapeau égyptien de l'enfance, symbole aujourd'hui pour elle de vigilance et d'éternité.

L. B.

► Andrée Putman, par François-Olivier Rousseau, aux éditions du Regard, 320 pages, 800 francs.



FREDERIC HUBERTS

Chez Andrée Putman le luxe est affaire de contrastes insolites.

BIBLIOGRAPHIE

Livres d'image

■ **Design et esthétique.** - Pour mieux comprendre les débats éternels entre esthétique industrielle et design artisanal, fonctionnel et irrational, ingénieurs et artistes, on pourra consulter avec profit deux ouvrages publiés à peu près simultanément fin 1988 : *Design : le geste et le corps*, de Jocelyn de Noblet, et *Situation du design français*, de Christine Collin.

Prendant comme point de départ l'exposition universelle de 1851, Jocelyn de Noblet dresse une analyse historique très complète du design en tant qu'« activité créatrice (...) fondement de toute production industrielle ». L'auteur étudie avec soin la genèse de la conception de certains objets-clés et les relations entre esthétique fonctionnelle et esthétique figurative. La seconde partie de l'ouvrage est consacrée aux tendances de la période 1970-1990 et au « début très vif entre modernisme et post-modernisme ».

Christine Collin, pour sa part, présente dans son livre la contribution française à la création de ces axes d'analyse : le temps, la fonction et la technologie. Montrant que le designer est tenu de situer son œuvre dans le temps (mode ou classicisme), elle souligne que la création est depuis le début du siècle une notion élastique et que les créateurs ne sont pas tous égaux devant la technologie.

► *« Design : le geste et le corps », de Jocelyn de Noblet, Editions Alimery Somogy, 408 pages, 450 francs.*

► *« Situation du design français », de Christine Collin, Editions Flammarion, Collection « La création contemporaine », 192 pages, 200 francs.*

■ **L'univers des marques.** - Marques de fabrique, poinçons, enseignes, logotypes... la marque est plus qu'un simple point de ralliement commercial ou point de repère. C'est l'identité et surtout le patrimoine d'un produit. Dans l'excellent ouvrage intitulé *Images de marques, marques d'images*, Daniel Cazaud, ancien de Renault, et deux responsables de l'agence de design Style Marque passent en revue cent marques françaises très connues et leur évolution au cours du temps. C'est un véritable « cours de logotype » qui est proposé. On y remarquera la permanence des symboles support de quelques grandes marques (Bic) et, dans certains cas, les ruptures imposées par les créateurs (Crédit agricole). On y verra l'influence des modes et on pourra même lire dans l'évolution des formes des logos l'histoire économique des entreprises (Ball par exemple).

► *« Images de marques, marques d'images - Cent marques du patrimoine français », de D. Cazaud, J. Perrot et Y. Ronin, Editions Ramsay, 228 pages, 270 francs.*

■ **L'empire des objets.** - Ce titre du dernier ouvrage de Bertrand Raison, ancien correspondant de l'Express et de Libération à Tokyo, devenu publicitaire à Paris, pourrait être le titre de la collection « Quintessence » des Editions Du May, qui regroupe sous une forme compacte et intelligemment légendée des photos d'objets qui sont autant de célébrations de la forme et de la mythologie quotidienne.

Bertrand Raison quant à lui a voulu montrer à partir d'un choix subjectif les bornes esthétiques de la réalité japonaise. Le futur extrême y rejoint le pragmatisme le

plus effronté (les sièges de toilette chauffants et musicaux), on y passe en douceur de la tradition (l'autel portable) à l'éphémère (l'appareil-photo jetable). Le design s'y retrouve dans l'éternel flacon de saké et dans la table chauffante.

Les autres livres de la collection « Quintessence » sont également de bons tremplins pour l'imagination de celui qui aime les objets et cherche à « lire » les objets usuels. On apprendra, par exemple, en lisant *Objets d'en France*, de Bernard Chapuis et Ermine Herscher, qu'un bon « packaging » peut être inusable (la bouteille de Ricard) et qu'un produit habilement conçu affronte les années sans ride (le stylo « Bic Cristal »).

► *« L'empire des objets », de Bertrand Raison, Editions Du May, 96 pages, 180 francs.*

■ **Une année d'innovation.** - L'an dernier, quelque 800 produits nouveaux sont apparus dans les rayons des supermarchés français. Pour savoir à quoi ils ressemblent et quelles voies a suivies l'imagination de leurs concepteurs, on pourra consulter la première édition d'un guide professionnel très complet qui analyse en détail près de 300 d'entre eux : *Innova Marketing*. L'amateur de design pourra y trouver le résumé des grandes tendances 1989 : typographies bossuées, couleurs sortant de leurs « codes » traditionnels (le « Bresse Bleu » devient... rouge, les crèmes glacées se parent de noir...). On y trouvera également les références des designers de ces nouveautés et les « raisons marketing » de tous ces lançements.

► *« Innova Marketing », 200 pages, 520 FHT, Editions Concurrences, tél. : 46-03-01-70.*

SPECIAL
DESIGN

AFFAIRES

Les créateurs italiens entre usines et musées

Le designer transalpin est à la fois un observateur des nouveaux besoins de son époque, un artiste et l'homme de confiance de l'industriel

« L'existe pas de différence entre la culture et la ville dans la mesure où cette dernière est en fait définissable en tant qu'ensemble de cultures. » Cette phrase d'Andrea Branzi extrait des statuts de la Domus Academy, école post-universitaire fondée en 1983, donne la mesure du design à l'italienne. Pour qui cherche à le traduire, en se rapprochant le plus possible de son acception anglosaxonne, il existe un mot : « projet ». Si en France, la profession de « designer » a connu son apogée médiatique au cours des années 80, l'Italie entretient avec ses projets des rapports à la fois culturels, économiques et sociologiques sacrés dans son histoire.

Le designer, c'est d'abord l'observateur des nouveaux besoins de l'époque, auxquels il tente de répondre par une forme, une matière, une fonction. Le projet est bon s'il colle à ces trois exigences pratiques. Le reste n'est que l'adaptation d'une méthode : c'est-à-dire sièges, luminaires, pâtes alimentaires, organes électroniques, ou petite culture.

Giorgio Giugiaro, défini par le *Time* comme le « prophète du design », a débuté à dix-sept ans au centre de style de Fiat, puis à la carrosserie Bertone : président d'une société qui porte son nom (2 000 m² à Moncalieri, près de Turin), il est le créateur de produits aussi divers que les Fiat Panda et Uno, la Golf 1, la Saab 900, les Renault 21 et 19, les lunettes et appareils photo Nikon, les stylos à bille Parker, les chaussons de jogging Kappa, les bicyclettes unisexes Bridgestone, les pâtes Marille avec un bord en forme de boucle pour mieux retenir la sauce.

Comble de la consécration, sa présence au Centre Pompidou, parmi les « maîtres de la carrosserie italienne », comme Bertone, Michelotti, Pininfarina, dont les prototypes trônent au milieu des maquettes, des photographies, des dessins. Cet élection à l'italienne obéit à une règle : ne pas confondre design et style. Selon Sergio Pininfarina : « Le premier est un projet alors que le « style » n'entraîne que le vieillissement du produit en transformant son aspect extérieur. Par exemple, on remplace le modèle 89 par le modèle 90. Et ainsi de suite. » Achille Castiglioni, autre figure

marquante du design italien (Flos, Alessi, Danese Diade, Idéal Standard), professeur au Politecnico de Milan depuis 1969, va plus loin : « Dans l'élaboration d'un projet, je privilégie la maquette par rapport au dessin. » Une telle attitude justifie l'attente, la patience, parfois plusieurs années avant la mise au point définitive du produit.

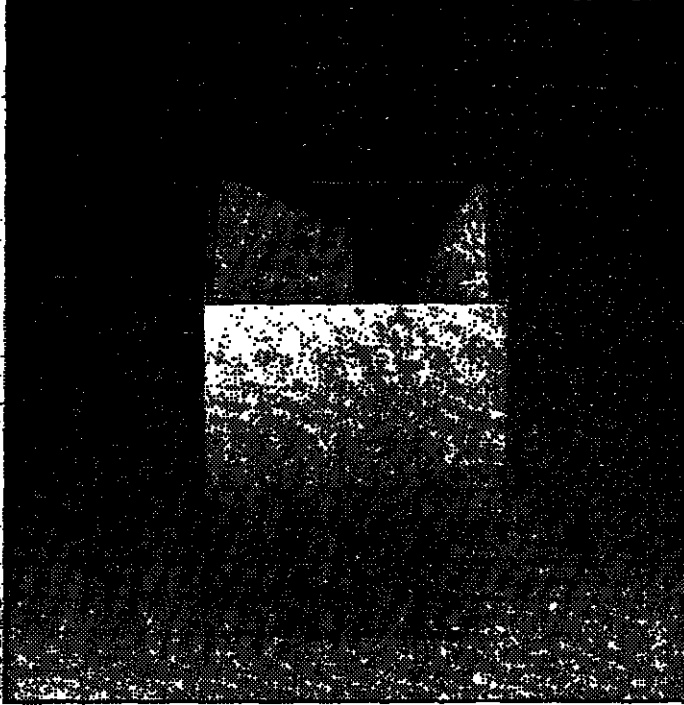
Ainsi, à l'heure où sous l'appellation « design » prolifèrent un grand nombre de formes, de références, de symboles, sans support industriel, le « design italien » réussit à échapper aux caprices de la mode. C'est d'abord une force économique : selon la Délégation commerciale d'Italie un secteur tel que le meuble représente à lui seul 830 000 emplois.

Variété
des matériaux

Par sa souplesse (sur les 83 113 entreprises concernées, 5 % seulement emploient plus de 500 salariés), il a su s'adapter à la demande internationale. Ainsi les exportations (un tiers de la production) représentent 5 432 milliards de lire. Premier client : la France (25 %), suivie de l'Allemagne (17,1 %), des États-Unis (13,6 %), de l'Espagne (12,8 %), de la Grande-Bretagne (7,9 %), de la Suisse (7 %). Concentrée dans le nord du pays (la moitié des entreprises se situent en Lombardie, Vénétie, Toscane, et aux environs de Bologne), l'industrie liée à l'équipement domestique (éclairage, cuisine, chaises, meubles de bureau...) scelle l'identité du « made in Italy ».

Au moment de la foire de Milan, toute la ville se mobilise : affiches, panneaux, banderoles signalent l'événement dont l'importance se chiffre à 137 000 visiteurs, 350 000 mètres carrés de surface d'exposition, 2 500 expositifs.

Le stand fait le moule : une société telle que Castelli (retenue pour l'aménagement des nouveaux locaux du *Monde* et de son imprimerie d'Ivry), n'hésite pas à investir 3 millions de francs pour exposer ses nouveaux systèmes de bureau. Les nouveautés sont mises en valeur grâce à toute une série d'expositions, de trophées : c'est le « Compas d'or » décerné en 1989 à la cuisinière noire façon 2001, l'*Odyssée de l'espace* de Roberto Pezzetta (Zanussi), la lampe fusée (Mario Botta pour Artemide), une



Le candrier cube de Bruno Munari, 1957 (Danese).

baillonne, des pots à épices, un aspirateur, etc. Cette énergie-là s'exporte : en janvier dernier, lors du dernier Salon du meuble à Paris (1 082 exposants), l'Italie, parmi les 34 pays représentés, affichait la plus importante participation numérique (140 exposants).

Avec le soutien de l'ICE (Délégation commerciale d'Italie) 75 fabricants ou éditeurs s'étaient réunis sur 600 mètres carrés autour du thème « Moi et chez moi ». La bonne surprise, c'est d'abord l'incroyable variété des matériaux, du verre de Murano au laminé transparent, associant à la fois technologie et artisanat.

L'idée semble se fonder dans la réalisation, elle ne reste pas en dehors. Cette fusion-là est sans doute l'un des principaux atouts du design italien. Bruno et Jacqueline Danese, dont les produits investissent à la fois les musées d'art moderne, les cafés et les aéroports, affirment : « Dès le début, en 1957, nous avions en tête une idée bien précise. Il ne devait y avoir aucune différence entre un

objet en porcelaine fait à la main et un objet produit en série avec des méthodologies industrielles. Tous deux devaient être parfaits et parfaitement conçus, ce devait être de l'art industriel. »

Souplesse, disponibilité, complicité : le design italien bénéficie d'une collaboration très étroite entre le producteur et le concepteur, le premier lui laissant carte blanche, le deuxième étant conscient des limites techniques du projet.

Marquer
une pause

Les exemples sont nombreux : le plus célèbre restant Olivetti, dont la vocation « culturelle » s'affirme dès 1952 : c'est la première fois qu'un industriel européen est invité par le Musée d'art moderne pour présenter ses produits. L'ensemble de cette réussite reste bien sûr la « Valentine » (1969), première machine à écrire portable, rouge, dessinée par Ettore Sottsass, d'ailleurs rééditée cette année... A

chaque fois, il s'agit d'un « contrat de confiance » entre deux personnes, qu'il s'agisse d'Ettore Sottsass (fondateur du mouvement Memphis, ou avec Richard Sapper. Sa lampe Tizio (1970), demeure l'un des best-sellers du design contemporain avec plus de 100 000 exemplaires vendus en 1989.

Restent Alberto Alessi et Alessandro Mendini, choisis comme directeur artistique de la société après avoir longuement étudié son histoire... Cette confiance suppose des bases reconnues et communes. La clé de voûte du système, c'est d'abord la formation. Les « maîtres » tels que Castiglioni, Sottsass, Gae Aulenti, Dalisi, Ugo la Pietra sont tous diplômés de la faculté du Politecnico de Milan.

D'autres facultés d'architecture existent à Florence où ont étudié Michele de Lucchi, Maggiori, Zanini, à Palerme, Turin, Venise (Gaetano Pesce). Spécialisé, l'enseignement revendique pourtant une vision très large du « projet » : ainsi à la Domus Academy, les matières de base étudiées la première année vont de la « socio-économie prévisionnelle » aux « nouveaux modèles d'habitation » en passant par le mobilier urbain et la « technologie industrielle ».

On note que la plupart des professeurs ne s'en tiennent pas à la théorie : ce sont des designers, des architectes, d'ailleurs souvent liés à des publications dont ils sont rédacteurs en chef. Sur les traces de Gio Ponti, fondateur de Domus, dont s'occupe aujourd'hui Mendini, Andrea Branzi dirige Modus. L'activité se ressente autour d'un public d'initiés avide de conférences, d'articles, d'expositions permettant de faire émerger des mouvements d'avant-garde (Alchimia, Superstudio, Libidarch, Memphis, etc.) sous l'œil attentif des industriels.

Une tradition se perpétue : l'Institut européen du design de Milan a remporté en 1989, lors de l'Italia's Cup, le trophée international des écoles spécialisées.

L'un de ses anciens élèves, Emmanuel Babled, travaille aujourd'hui à l'intérieur d'une toute nouvelle société, Oxido, antenne expérimentale créée par Masterly (qui fait le gros de son chiffre d'affaires dans le mobilier de style ancien). Il reconnaît : « Nous avons un rapport direct avec

l'industriel. Il n'y a pas d'objectif marketing à respecter. L'important, c'est de convaincre le fabricant qu'il fait une bonne chose. » Cette préoccupation au dialogue « fait partie du « miracle » italien. Au-delà du goût, de la sensibilité à l'art héritée de la Renaissance, il y a la formation fondée sur l'expérience du terrain. Comme l'explique Emmanuel Babled : « Contrairement aux ateliers de la Bastille, on ne fabrique pas les prototypes nous-mêmes. On travaille à un niveau de représentation, avec des maquettes en carton, pour trouver ensuite des sponsors... »

Tout n'est pas rose dans le meilleur des mondes. Le système a ses limites : on n'a pas fini de disserter sur les problèmes d'organisation, les inconvénients du système et du travail au noir, les luttes idéologiques (les « mendinistes » seraient des « anti-mollinistes »), et le protectionnisme, l'avenir du « design italien » dont l'âge d'or date des années 70. La relève est assurée par des personnalités comme Massimo Iosa Ghini remarqué cette année par sa gamme de canapés Newton (Moroso). Pourtant les Italiens subissent aujourd'hui l'affront esthétique de toute une génération de Français, de Japonais, d'Anglais, de Belges.

Cette concurrence explique sans doute l'envie de marquer une pause : le Salon de Milan, qui se tient habituellement en septembre, aura lieu désormais en avril 1991, donc à long terme six mois avant Paris et Cologne.

L. B.
► Les maîtres de la carrosserie italienne. Grande Galerie, 5^e étage, Centre Pompidou. Jusqu'au 30 avril.

À l'occasion de l'exposition du Centre Pompidou, l'ICE (Délégation commerciale d'Italie) organise une série de conférences sur le design.

Giuseppe Raimondi, architecte et historien du design italien, le 20 mars à 17 h 30, à l'Institut culturel italien, 50, rue de Valenciennes, 75007 Paris : « Modus design, mass-media : leur influence sur l'habitat en Italie. »

Michèle de Lucchi, architecte-designer (Alchimia, Memphis...), le 10 avril à 17 h 30, à la Délégation commerciale d'Italie : « Perception personnelle du design italien de par le monde. »

Angelo Cortesi, architecte designer, le 23 avril à 17 h 30, à l'Institut culturel italien avec la participation de Sylvain Dubuisson « Caractéristiques de la production italienne. »

Alberto Alessi

« Bouilloire avec sifflet à oiseaux », « Moment », « Ceinture d'Orion », etc. En inscrivant à son catalogue ces références poétiques pour qualifier des... bouilloires, montres et autres ustensiles de cuisine haut de gamme produits dans l'usine familiale de Crusinallo (région du lac Majeur), Alberto Alessi n'aurait sans doute pas déçu au surréalistes.

D'autant que son regard bleu ciel, son vaste front, son sourire d'enfant, sa ténacité à produire des « objets qui donnent une émotion à mi-chemin de l'art » peuvent lui conférer l'air d'un rêveur éveillé à la Desnos. Pourtant, à quarante-quatre ans, le co-PDG chargé du développement et de la création au sein de l'entreprise familiale (aux côtés de son frère Michele, chargé de la production) est aussi un industriel milanais au projet déterminé.

D'autres
matériaux

Profondément attaché à son lac natal, adepte de ski et de squash, lecteur assidu des recherches sémiotiques d'Umberto Eco — notamment dans les avions qu'il prend pour vendre Alessi dans le monde, — il entend bien continuer à se battre pour que la petite firme lombarde, sans doute l'une des entreprises-phases du design domestique mondial (hors aménagement), continue de trouver, de New-York à Tokyo, de Londres à Munich et Barcelone, une clientèle attentive.

« La patience est sans doute ma seule vraie qualité et mon plus vieux défaut. Surtout quand il faut faire aboutir ce qui nourrit votre vie », s'esclaffe l'ainé de

la troisième génération des AFRA (Alessi Fratelli). En 1989 leur firme a réalisé un chiffre d'affaires de quelque 250 millions de francs — dont le moitié à l'export — « avec un million et demi de pièces vendues, couverts non compris », commente son coprésident. Mais son chiffre d'affaires parviendra-t-il à suivre, comme lors de la décennie 80, une croissance de 20 % par an environ ?

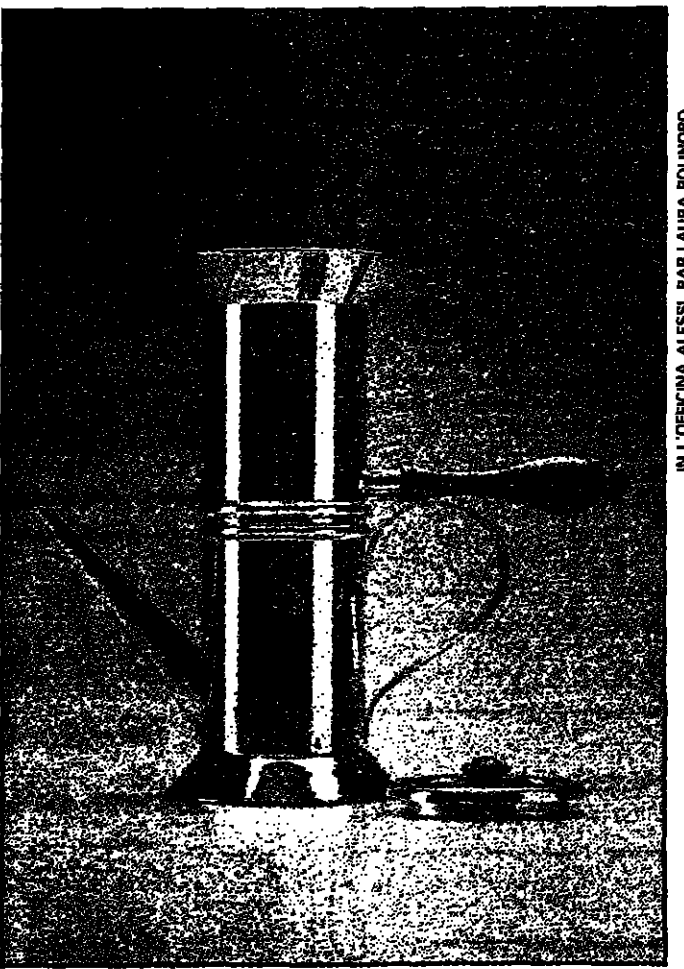
La PMI, d'abord simple atelier de tournage et fonderie créé en 1921 par le grand-père Giovanni, emploie aujourd'hui plus de 300 ouvriers spécialisés du travail des métaux. Surtout, elle est l'employeur quasi unique de quelque 200 artisans spécia-



Alberto Alessi.

listes du tournage du bois et des métaux de la céramique, disséminés dans le val de la Strona. Cette vallée des présalpes de Novara, particulièrement pauvre, semblait condamnée à la désertification.

« En maintenant sur place dans un pays de montagne des



Une enquête socio-anthropologique pour la cafetière napolitaine.

jeunes prêts à partir sans grand espoir à la ville, en ressuscitant des métiers oubliés ou en passe de le devenir, Alessi montre de façon exemplaire que le design est aussi un secteur d'avenir, créateur d'emplois. Qu'il peut contribuer à restructurer un tissu

industriel et à décentraliser », affirme François Burkardt, directeur du CCI du Centre Pompidou.

Celui-ci vient d'ailleurs de consacrer à la firme italienne une exposition qui voyage désormais en Europe. Après avoir

rêveur businessman

centré ses productions sur l'acier et ses dérivés, Alessi se développe donc du côté d'autres matériaux nobles. Alberto Alessi vient ainsi de prendre le pari de rééditer un superbe service dessiné dans les années 30 par son père Carlo, le premier des Alessi à avoir exporté.

Cette décision stratégique du retour à d'autres matériaux a été prise, comme tant d'autres, à l'Officina (l'Atelier Alessi avec un grand A), située à côté de l'usine proprement dite. C'est dans ce vrai laboratoire de recherches conceptuelles et formelles — lesquelles représentent chaque année environ 5 % des investissements — que s'effectuent tous les essais sur les futures gammes. « Le rôle de l'Atelier est fondamental, c'est pourquoi j'ai été particulièrement heureux quand Alessandro Mendini a accepté, voilà dix ans, de venir travailler avec nous », se rappelle Alberto Alessi.

La gageure
de la modernité

C'est grâce à cette collaboration que la firme demandera à des architectes et des créateurs comme Aldo Rossi ou Michael Graves de concevoir des cafetières et bouilloires qui vont la faire connaître dans le monde entier. Et d'associer des grands chefs cuisiniers pour la série « Ceinture d'Orion ».

Cet industriel qu'Alessandro Mendini considère comme le « pôle subjectif » de l'entreprise, l'homme des intuitions créatrices mais aussi le « moi-neu solitaire », fête actuellement ses vingt ans de firme Alessi. Appelé dans l'entreprise familiale, alors qu'il se sentait « peu motivé par elle » et qu'il

préférait lire tout en poursuivant de « vagues études d'avocat », Alberto a passé d'abord dix ans au marketing et à la publicité, « un emploi quand même amusant ».

Est-ce cette expérience qui l'a convaincu de miser sur « un marketing qui ne s'intéresse pas seulement à produire de nouveaux objets mais à anticiper sur les prochaines tendances esthétiques autant qu'affectives, en procédant systématiquement à une analyse des tendances culturelles de la société » ? Toujours est-il que le créateur de l'Officina Alessi (terme devenu depuis peu une marque déposée, celle des productions en série limitée) avait déjà eu l'idée dès 1972 de s'adjoindre l'aide d'un créateur, l'architecte designer Ettore Sottsass.

Reste qu'en entrant dans sa troisième décennie d'Alessi SPA, dont les productions sont exposées dans certains musées d'art moderne, Alberto Alessi sait que la gageure de la modernité n'est jamais certaine. Même s'il est désormais sûr de sa méthodologie.

Le fait qu'à New-York son dernier client soit la galerie marchande du Museum of Modern Art ne suffit pas à rassurer ce PDG qui voudrait bien pouvoir finir les romans policiers qu'il écrit (et qui sont évidemment situés dans l'univers du design). Il sait que pour conserver sa position-phare dans le design contemporain, Alessi devra encore beaucoup risquer et mettre en place un nouveau réseau commercial.

ANITA RUOMAN

Le design anglais n'est plus ce qu'il était

Il hésite encore entre profession libérale et moyenne entreprise. Aux côtés des grosses sociétés cotées en Bourse, on trouve aussi des jeunes qui se lancent avec une table à dessin et un téléphone

Le hall d'entrée est plus ou moins biscornu, plus ou moins luxueux, mais les murs sont blancs, d'un blanc cru qui laisse deviner sous la peinture la forme des briques qui les constituent, la moquette est foncée, gris fer ou noire, et une tache de couleur agressive, rouge, jaune ou verte, coiffée, dossier du siège de l'hôtesse ou rampe tubulaire de l'escalier, réveille le tout.

Y a-t-il vraiment une mode dans les firmes de design, grandes ou petites, à Londres, en ce début 1990, chez ceux qui tentent chaque jour de convaincre leurs clients potentiels qu'ils savent individualiser au max les produits comme les sociétés, les magasins comme les espaces de vie ? C'est bien possible, et c'est presque un symbole du changement de cap de cette activité, où la recherche frénétique de l'esthétique cède peu ou prou la place au sens des affaires, au goût du business, à la poursuite de la croissance dévoreuse de profit.

Si le marché britannique du design peut être évalué à 1,7 milliard de livres (environ 16 milliards de francs), il connaît une forte croissance, estimée à 25 % par an. De quoi susciter bien des vocations, des ambitions et des convoitises.

Métier encore très jeune, beaucoup plus jeune que la publicité (1), le design reste à la frontière de la profession libérale et de la petite entreprise, même si quelques compagnies sont cotées en Bourse, comme Fitch RS ou comme Michael Peters. Les plus grosses de ces sociétés réalisent entre 50 et 60 millions de livres de chiffre d'affaires (ou d'honoraires...), soit autour de cinq cents millions de francs et emploient à tout casser un millier de salariés (voir tableau ci-contre).

Les plus anciennes sont des groupes d'architectes, qui se sont peu à peu diversifiés dans le design, par nécessité ou par goût, glissant insensiblement vers l'architecture d'intérieur, vers les projets de centres commerciaux, ou de chaînes de magasins, jusqu'à concevoir l'emballage des produits ou leur présentation, ainsi que l'image institutionnelle des firmes (le « corporate »...).

Aujourd'hui, certains se lancent dans l'organisation spatiale de parcs de loisirs, ou activités sportives et ludiques voisinent avec restauration, hôtellerie, boutiques diverses, plans de circulation, parkings, organismes gestionnaires informatisés à l'extrême...

Une complexification grandissante

Cette complexification grandissante d'une activité autrefois beaucoup plus proche de l'art tient à plusieurs facteurs. Tout d'abord la nécessité il y a quelques années de trouver un substitut à l'activité purement architecturale qui se faisait plus rare en même temps que s'effondrait la construction neuve, en Grande-Bretagne comme partout ailleurs en Europe. Et puis la nécessité quelque peu vulgaire mais incontournable de « faire du chiffre » pour assurer la survie d'une entreprise qui grandit et qui doit, chaque mois, honorer ses échéances et répartir des salaires d'autant plus précieux qu'ils sont très qualifiés.

Et encore la tendance partout observée de la globalisation du service offert aux entreprises : les publicitaires, eux aussi, prétendent au « service complet », ne se bornant plus à la conception d'une campagne et à l'achat de l'espace publicitaire, mais s'insérant dans la vie de l'entreprise, apportant

stratégie d'image, politique de marketing, lancement du produit, relations avec les divers publics jusqu'au « below the line », ce « sous la ligne » invisible qui mène à la vente, et recherche d'articles louangeurs, sponsoring ou parrainage de manifestations sportives ou artistiques.

Chemin faisant, cette globalisation donne tout naturellement des idées aux grands groupes de communication, soucieux d'ajouter le design à leurs nombreuses activités de conseil. Tout cela dans un uni-

vers où domine le souci d'acquiescer une taille « internationale », pour pouvoir répondre aux besoins de firmes multinationales, et pour être capable de subir le choc concurrentiel du marché unique de 1992.

Cette volonté de croissance s'est tout naturellement traduite par une vague de concentrations, depuis les cinq dernières années. Fitch RS, créé en 1973 et entré au Stock Exchange en 1982 (54 % du capital est dans le public, et le reste, partagé entre les directeurs de la

firmes, est essentiellement entre les mains de son président-fondateur, M. Rodney Fitch), a ainsi acheté Gordon Benoy en 1987 et Richard Smith en 1988. En 1989, le chiffre d'affaires, de 19,2 millions de livres était en progression de 50 %, et le bénéfice, de 3,6 millions de livres, en progression de 49 %. La société Michael Peters, créée en 1970, introduite en Bourse en 1983, qui se proclame avec fierté « la plus grosse compagnie de design au monde » a terminé une fulgurante série de rachats en acquérant, en 1988, le groupe américain Hambrecht Terrell. Michael Peters qui emploie 690 personnes en tout (dont 350 au Royaume-Uni) a des filiales en Allemagne, en Italie, en Espagne, au Benelux, en Scandinavie, mais aussi aux Etats-Unis et au Canada, ainsi qu'une antenne au Japon.

Grâce à cette politique de forte croissance, le chiffre d'affaires a plus que doublé en 1989, passant de 22,5 millions de livres, à 45,8 millions. Mais le bénéfice avant impôt n'a pas survécu, en progression de 9,5 % seulement (2,3 millions de livres, contre 2,1).

Prédateurs en tous genres

Le succès du design devait bien sûr attirer les grands du marketing et de la communication, prédateurs en tous genres. Saatchi et Saatchi, deuxième groupe mondial d'agences de publicité, né à Londres, a ainsi acheté en 1985 le new-yorkais Siegel et Gale, et le groupe WPP est devenu le premier groupe mondial du design en achetant Auspach Grossman Portugal, Walker Groupe à New-York, et Stewart McColl à Londres... Ce dernier, notons-le au passage, travaille à remodeler l'aspect d'Oxford Street à Londres, qui avait perdu

depuis les années 60-70 la classe qui était la sienne auparavant.

A l'opposé, on trouve les spécialistes, notamment dans l'emballage, qui prennent toute sa signification dans le mot anglais « packaging ». Design Bridge, fondé en 1986 par quatre professionnels, qui en demeurent les propriétaires, a réalisé, en 1989, un chiffre d'affaires de 3 millions de livres, en progression de 24 % sur l'exercice précédent. Et on ne pourrait dire le montant du bénéfice, car... « la politique de la compagnie est de ne pas révéler ce chiffre ». On est là en présence d'une croissance volontairement maîtrisée : « Nous employons 33 personnes, et ne voulons pas en employer plus », dit Philippe Lawder, directeur du marketing. Et il ajoute : « Si vous limitez votre ambition, vous faites ce que vous savez faire le mieux ».

Grands ou petits, multi-spécialistes ou très pointus, les designers anglais se montrent avant tout soucieux de satisfaire leurs clients. A une remarque sur l'absence de style personnalisé et reconnaissable d'un produit à l'autre, c'est presque à l'unanimité qu'ils répondent : « Ce qui m'importe, ce n'est pas qu'on me reconnaisse au travers d'un produit ou d'une boutique ou d'un centre de loisirs. Ce qui m'intéresse, c'est que le produit ou la boutique ou le centre de loisirs ait suffisamment de personnalité pour ne ressembler à aucun autre... ».

Le design anglais n'est vraiment plus ce qu'il était.

JOSÉE DOYÈRE

Les dix premiers cabinets britanniques

Rang	Nom de la société	Date de création	Nb de designers qualifiés	Nb total de salariés	Chiffre d'affaires en millions de livres	Chiffre d'affaires par designer en milliers de livres
1	Building Design Partnership	1961	976	1 438	50,00	51,10
2	WPP Group	1985	588	895	60,70	103,23
3	Fitch-RS Plc	1973	350	500	20,00	57,14
4	YRM Partnership	1944	323	540	13,60	42,07
5	Michael Peters Group	1970	310	720	34,00	109,68
6	Company of Designers	1958	284	356	10,20	35,91
7	Landor Associates	1939	220	400	—	—
8	Perry Thomas Partnership	1912	210	320	11,00	52,38
9	Stewart McColl Associates	1973	192	245	10,40	54,10
10	Cambridge Consultants	1960	180	265	11,20	62,22

Source : Designweek, 31 mars 1989.

(* en millions de £)

Les dix premières sociétés de design britanniques sont rangées en fonction du nombre de professionnels qualifiés qu'elles emploient (4^e colonne). Pour autant qu'on connaisse les chiffres d'affaires et les honoraires (certaines sociétés non cotées se refusent à communiquer ces chiffres), on voit que rares sont les grands du design dont c'est la seule activité, même au sens large du terme. Un peu, beaucoup de vraie architecture, un peu, beaucoup d'activité de consultant dans d'autres domaines que le design.

Lady Packaging

Elle est grande, mince, et porte avec une assurance calme une quarantaine tranquille. Le cheveu châtain auburn dru et serré surmonte d'un casque indécrochable un regard bleu roi et un teint rose clair : Sheila H. L. Clark est anglaise à n'en plus pouvoir, et bon chic bon genre comme on ne le croyait plus permis dans un univers où l'on a gardé, du contact avec l'architecture et du cousinage avec l'art, le goût d'un certain laisser-aller.

Aucun laisser-aller chez Packaging Innovation, l'entreprise dont Sheila est le PDG : tout y est nickel et bien rangé, y compris l'atelier où l'on teste les matériaux (tous les matériaux, sauf le métal) et où l'on met au point les prototypes des emballages.

« Innovation » n'est pas un vain mot dans le nom de la société, car on essaie d'y inventer beaucoup dans un domaine où ce n'est pas tout à fait évident, tant il est ordinaire et de tous les jours : le pot de peinture transparent (pour qu'on voie directement la teinte du produit), le distributeur automatique de médicaments, à ranger à côté du portefeuille, pour les malades chroniques qui ne doivent surtout pas oublier leur prise quotidienne, le « pot qui devient bol avec sa soucoupe », en plastique rigide, pour le plat individuel à chauffer au micro-ondes.



Sheila H. L. Clark.

Et c'est sans un sourire qu'on vous répond qu'on a certes envisagé d'incorporer une fourchette au couvercle-soucoupe, mais que cela n'était pas tout à fait satisfaisant.

Ordre et sérénité

Il y a plus classique, bien sûr, dans le million et demi de livres d'honoraires engrangés au cours du dernier exercice : des produits de beauté, des huiles pour voiture, des produits alimentaires... et, bien sûr, le rajoutement de produits trop connus, trop anciens. Il s'agit là d'opérations parmi les plus délicates, car il est toujours aventu-

reux de transformer trop radicalement l'image d'un produit qui fait encore un bon chiffre, même s'il est moins bon qu'autrefois.

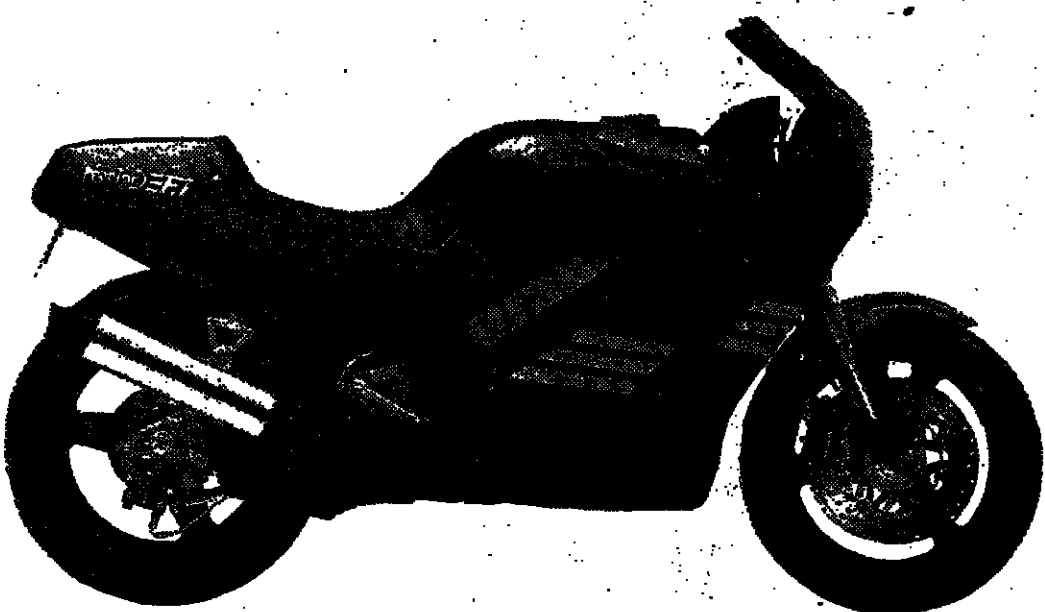
Packaging Innovation a été créé en 1984 et est resté une compagnie privée, propriété de ses trois fondateurs, qui voient avec satisfaction le volume d'activité croître de moitié tous les ans. Elle emploie 25 personnes, techniciens et designers.

Son originalité n'est pas d'avoir à sa tête une femme, mais que cette femme soit un commercial et un financier, et non un designer. « Quand on crée une société de design, il faut un spécialiste de la gestion à côté de ceux qui produisent. C'est une garantie de succès. Il se trouve que ce rôle est le mien, à cause de ma formation, mais aussi par goût. J'adore vendre. Je n'aurais pas pu faire autre chose. »

A côté de son entreprise, Sheila trouve le moyen d'être une épouse et une mère de famille (deux garçons, seize et douze ans). Son mari a lui aussi sa propre entreprise, une chaîne de supermarchés de bricolage. Une vie bien remplie, dans l'ordre et, semble-t-il, dans la sérénité.

J. D.

La Norton F1 premier grand prix du design 1990



Le premier grand prix du design 1990, décerné par The Design Business Association (DBA), a récompensé la moto de compétition Norton F1, « dessinée » par Richard Seymour et Dick Powell, fondateurs il y a cinq ans de la société Seymour-Powell. Les deux hommes sont fans de moto, ce que Richard Seymour exprime en disant que la moto est « un voluptueux morceau de sculpture mobile ».

TABLES D'AFFAIRES

DÉJEUNERS RIVE DROITE

COPENHAGUE 43-59-20-41 De midi à 22 h 30. Spécialités DANOISES et SCANDINAVES. CANARD salé, 142, Champs-Élysées F. dim.

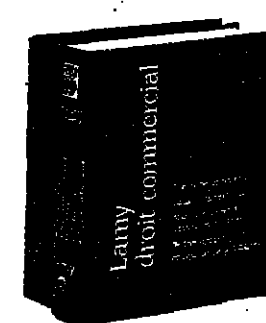
RIVE GAUCHE

AU MOULIN VERT 45-39-31-31 Dans un cadre champêtre, venez déguster foie gras de canard, saumon mariné, 34 bis, rue des Plantes, 14^e T.L.J. poisson du jour ou viande, desserts. Menu 155 F.S.C. Salons 40 personnes.

DODIN BOUFFANT 43-25-25-14 12 h 30-14 h 30, 20 h-24 h. Ouvert le samedi. Toujours son rapport qualité-prix, dont le 25, r. Frédéric-Sauton (Maison-Matthias) F. dim. menu 155 F. Poissons, fruits de mer et crustacés toute l'année. Parking Lagrange.

YUGARAJ 43-26-44-91 SPÉCIALITÉS INDIENNES. « De tous les indiens, celui-ci est de très loin le 14, rue Dauphine (6^e) F. lun-dim. meilleur et le plus authentique. » (Globe-Milieu.)

A défaut du
Lamy Droit Commercial
vous pouvez éventuellement
consulter cet ouvrage...



Cela dit, si vous cherchez l'ouvrage de référence qui vous permettra de maîtriser l'ensemble des règles applicables en matière de : fonds de commerce, baux commerciaux, propriété industrielle, redressement et liquidation judiciaires, c'est plutôt le Lamy Droit Commercial qu'il vous faut.

Pour vous procurer le Lamy Droit Commercial qu'il vous faut téléphonez au plus vite au

Lamy Pour agir en connaissance de cause



صكرا من الاصل

La Monde • Vendredi 16 mars 1990 39

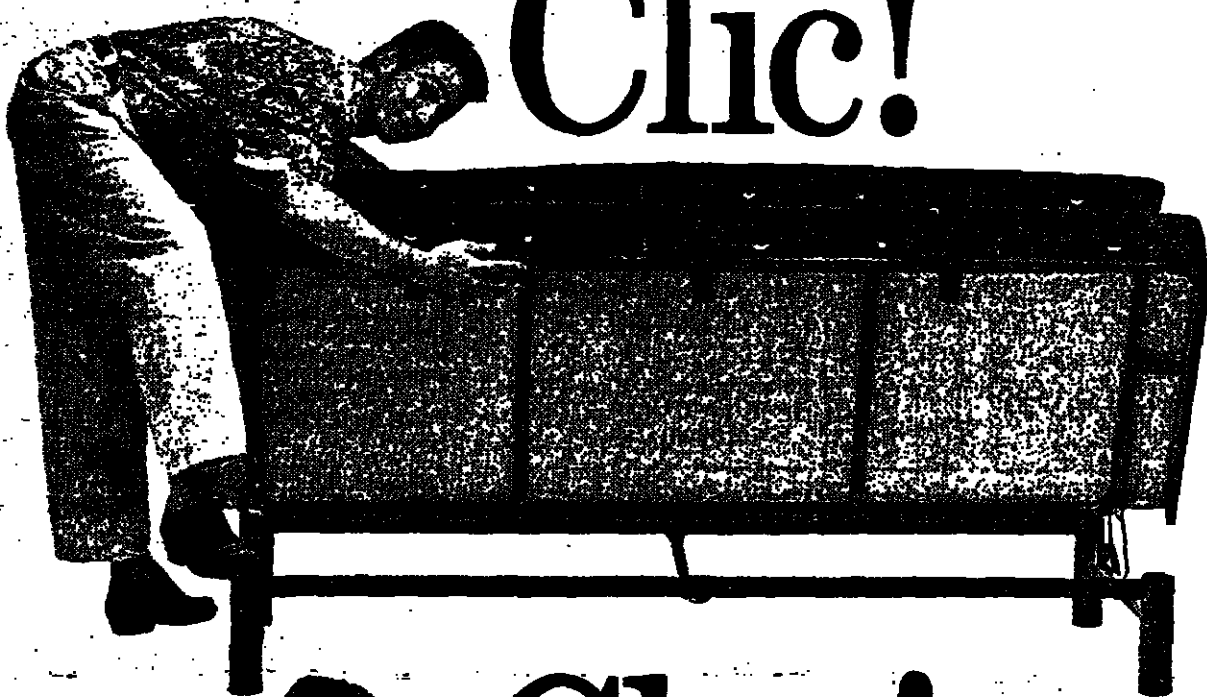
ce qu'il était



950F

LENHOVDA
Canapé convertible.
Couchage 188 x 122 cm.
Matelas polyéther inclus.

Clic!



Clac!



Merci IKEA!



Un canapé, ça met en confiance un canapé. C'est fait pour le thé, les petits gâteaux, à la limite un libertinage intellectuel... Seulement voilà, avec IKEA tout bascule très vite. En moins de temps qu'il n'en faut pour le dire, le canapé se convertit en lit aussi confortable en long, en large qu'en travers. Et les petits gâteaux font place aux grandes gâteries.

En plus, comme il y a plein de convertibles chez IKEA et qu'on peut choisir le tissu qu'on veut, chacun peut assouvir ses phantasmes dans ses couleurs préférées. Quant aux prix, ils sont tellement raisonnables qu'ils donnent envie d'être totalement déraisonnable.

Eh oui, eux aussi. Maintenant, pour ceux qui ne veulent que dormir, insistons sur l'extrême confort des convertibles IKEA et leur simplicité d'ouverture et de fermeture.

Ils sont testés et retestés des milliers de fois ce qui vous garantit des milliers de nuits divines. Ou câlines...

(1) On sait, on a pompé. Mais ça fera toujours un peu de pub à une grande marque avec laquelle on fait souvent nos photos.

Offre valable jusqu'au 25 Mars 1990 dans la limite des stocks disponibles.



Ils sont fous ces Suédois

IKEA PARIS NORD II
AUTOROUTE DU NORD, SORTIE 21 PARIS NORD.
LUN - VEN: 10H-20H. SAM: 9H-20H.
DIM: 10H-19H NOCTURNE MER 22H.
TEL: (1) 45.52.50.55.

IKEA PARIS EVRY
AUTOROUTE DU SUD, SORTIE EVRY LISSES MINNECY.
LUN - VEN: 10H-20H. SAM: 9H-20H.
NOCTURNE JEU ET VEN 22H.
TEL: (1) 64.97.71.50.

IKEA LYON
ZAC DU CHAMP DU PONT ST-PIERRE.
LUN - VEN: 10H-20H. SAM: 9H-20H.
NOCTURNE JEU ET VEN 22H.
TEL: 78.84.48.48.

IKEA MARSEILLE
RN113 CENTRE CAL VITROLLES ESPACE.
LUN - VEN: 10H-20H.
SAM: 9H-20H. DIM: 10H-19H.
TEL: 42.69.96.16.

IKEA LILLE
C. CAL DE L'OMME, BUS - METRO, STATION.
ST-PHILIBERT LUN - VEN: 10H-20H.
SAM: 9H-20H. NOCTURNE MER 22H.
TEL: 20.93.35.77.

RESTAURANT PARADIS D'ENFANTS DANS TOUS NOS MAGASINS - MINTEL 3614 IKEA

MARCHÉS FINANCIERS

Face aux attaques contre son monopole

Le Crédit mutuel défend son livret bleu

Le principe de la collecte d'épargne sur des livrets déqualifiés, c'est-à-dire dont les intérêts sont exonérés d'impôt pour les porteurs, est de plus en plus remis en cause, soit pour supprimer le monopole dont jouit le Crédit mutuel avec son livret bleu, soit pour généraliser, au profit de tous les réseaux, le livret A des caisses d'épargne, dont le recul compromet le financement du logement social, auquel ses ressources sont en grande partie destinées.

Le problème du livret A est essentiellement politique, mais celui du livret bleu, lui, est à la fois bancaire et politique. Ce fameux livret bleu représente une véritable écharde dans la chair des banquiers, qui, par la voix du Crédit agricole cette fois (auparavant c'était l'Association française des banques), montent à l'assaut. La « banque verte » met en avant la politique menée par les pouvoirs publics depuis plusieurs années pour la « banalisation » du paysage bancaire : distribution, par l'ensemble des banques, de prêts bonifiés à l'artisanat, puis, tout récemment, des prêts bonifiés à l'agriculture.

Pour le Crédit agricole, l'égalité des conditions d'accès au marché des crédits doit naturellement s'accompagner de l'égalité de l'accès au marché de l'épargne. Haro donc sur le livret bleu déqualifié et son monopole, qui, selon la « banque verte », ne s'accompagne d'aucune contrepartie réelle d'emploi, comme celle supportée par le livret A des caisses d'épargne. Bien plus, cette contrepartie générerait des avantages supplémentaires, contribuant à améliorer les marges bénéficiaires du Crédit mutuel.

Une triple anomalie

Il est reproché à ce monopole de constituer une triple anomalie : il est préjudiciable à tous les clients, qui ne peuvent trouver auprès de leur banque habituelle l'ensemble des produits du système bancaire ; il est assis sur un privilège fiscal qui constitue un produit d'appel réservé à un seul réseau, ce qui entraîne une distorsion de concurrence ; il apporte au Crédit mutuel une ressource à bon marché, largement déqualifiée et dont le coût a récemment diminué de la moitié du prélèvement forfaitaire libératoire sur les livrets, ramené de 47 % à 37 %. Enfin la collecte du livret bleu antécédait 80 % de la collecte sur livrets des banques, alors que le bilan du Crédit mutuel ne représente que 5 % du total de celui des établissements relevant de l'AFB.

Le CCF a accru ses bénéfices de 19 % en 1989

Le Crédit Commercial de France a annoncé jeudi 15 mars un bénéfice net consolidé de 704,2 millions de francs pour 1989, soit une progression de 19 % par rapport aux résultats 1988 (560,9 millions de francs). Le CCF se félicite particulièrement de ses performances comme banque d'affaires et signale que ses équipes de fusions et acquisitions ont été choisies comme conseil pour les opérations de privatisation qui auront lieu en Hongrie et au Portugal.

Dans le domaine de la gestion de patrimoine, les capitaux ont atteint 100 milliards de francs. Enfin dans le souci de limiter les risques sur les pays surendettés et de nettoyer son bilan, le CCF avait entrepris de titriser 775 millions de dollars de créances en 1989 (4,5 milliards de francs environ). 225 millions de dollars supplémentaires de créances y ont été adjoints en février 1990 auxquels il faut ajouter 65 millions de dollars en provenance de sa filiale, l'Européenne de banque.

Assainissement financier pour le Crédit du Nord. — Le Crédit du Nord (groupe Paribas), qui était sorti du rouge en 1988 avec un résultat net de 59 millions de francs, a quasiment doublé son bénéfice (112 millions de francs) au cours de l'exercice 1989. M. Bruno de Maulde, président du Crédit du Nord, s'est donné pour objectif d'atteindre les 400 millions de francs de résultat net en 1992. Il a également souhaité que « Paribas reste majoritaire », même s'il souhaite l'entrée de partenaires européens dans le capital de la banque.

Le Crédit mutuel prépare sa riposte en s'appuyant sur plusieurs arguments. Le premier est que les contreparties au monopole ne sont pas minces. Le Crédit mutuel, d'abord, n'a pas l'autorisation d'ouvrir librement des guichets, alors qu'il se développe régulièrement : 80 % de la collecte du livret bleu doivent être affectés à des « emplois d'intérêt général » (50 % en obligations, 15 % en bons du Trésor et 35 % en prêts à des collectivités locales ou garantis par elles) et des prêts à long terme aux industries au taux du marché.

Certes, reconnaît-on à la confédération du Crédit mutuel, ces emplois d'intérêt général sont lucratifs, puisque le livret bleu est rémunéré à 4,50 % et que les obligations sont actuellement à 10 % et les prêts à 10 %. Mais, rappelle-t-on, il y a eu des années où le rendement des obligations n'était que très faiblement supérieur à celui du livret. En outre, la confédération souligne qu'elle verse à l'Etat le tiers du prélèvement que ses clients devraient effectuer et que, de ce fait, son coût de collecte passe de 4,50 % à 5,13 %, un niveau supérieur à celui du coût de collecte des banques et des caisses d'épargne. Un vrai paradoxe.

Enfin, le Crédit mutuel conteste le reproche du « produit d'appel » adressé à son livret bleu, dont la collecte s'inscrit en recul (-0,4 % sur les douze derniers mois, y compris les 4,8 % d'intérêts capitalisés, avec une chute de 800 millions de francs en janvier). Le livret bleu ne représente plus que 45,7 % de la collecte totale du réseau pour vraisemblablement tomber à 33 % en 1991, si le fléchissement actuel se poursuit.

Aujourd'hui, la concurrence réagit avec violence. Les banques de l'AFB, par la voix de M. Daniel Lebeugnot, directeur général de la BNP, et le Crédit agricole, par la voix de son directeur général, M. Philippe Jaffré, demandent la généralisation du livret bleu et son extension à tous les établissements. Au Crédit mutuel, on s'y résoudrait mais à condition que cette généralisation soit progressive et soit assortie des mêmes contraintes.

FRANÇOIS RENARD

Le livret A a perdu 17 milliards de francs en deux mois. — La collecte enregistrée par le livret A des caisses d'épargne a été négative de 17,2 milliards de francs au cours des deux premiers mois de l'année, a indiqué la direction financière de la poste. Les retraits ont atteint 3,46 milliards de francs à la poste et 13,75 milliards de francs sur le réseau Ecureuil.

Rorer et Procter and Gamble s'associent dans la distribution de médicaments

La firme pharmaceutique américaine Rorer Inc. a annoncé mardi 13 mars un accord avec Procter and Gamble Co. pour développer et commercialiser des médicaments vendus sans et avec ordonnance médicale. Cette décision intervient au lendemain de la conclusion d'un accord définitif de rachat de près de 70 % de Rorer par Rhône-Poulenc (le Monde du 14 mars). Procter and Gamble obtient les droits exclusifs de commercialisation et de distribution aux Etats-Unis de la gamme des produits pharmaceutiques de Rorer tels que Maelox, Aspirin et Peridol.

Rorer, en contrepartie, commercialisera plusieurs produits fabriqués par Procter and Gamble, notamment De-Nol, utilisé pour soigner les ulcères à l'estomac.

Contrat entre Neste et la Sonatrach pour la recherche pétrolière en Algérie. — Un contrat de recherche pétrolière dans le sud algérien, a été signé mardi 13 mars à Alger, entre l'entreprise algérienne SONATRACH et la société d'Etat finlandaise, Neste. Ce contrat, sous forme d'association en participation, couvre le périmètre d'El Ouar, d'une superficie de 4 822 km², à l'est de Rhourd-Nouss et au nord de Tin-Foyé, dans l'Erg Oriental. Aux termes de cet accord, la société finlandaise, qui détient 49 % des droits et obligations, engagera des dépenses évaluées à un minimum de 25 millions de dollars environ (142,5 millions de francs), pour effectuer pendant cinq années des travaux sismiques et trois forages dans cette zone d'accès difficile. — (AFP.)

NEW-YORK, 14 mars ↑

Reprise

صك زامن الأهل

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 14 MARS

Cours relevés à 17 h 38

Règlement mensuel											
Compteur	VALEURS	Cours	Précédent	Dernier	%	Compteur	VALEURS	Cours	Précédent	Dernier	%
3882	C.M.E. 3% *	3882	3882	3882	+ 0.00	35	Edo Ray Mises	91 50	93	92 90	+ 1.63
1051	C.M.E. 7% *	1051	1051	1051	+ 0.26	105	De Beers	127 50	127 10	128 40	+ 0.71
1046	C.M.E. 10% *	1046	1046	1046	+ 0.00	106	Deutsche Bank	259 00	259 00	260 00	+ 0.39
1044	C.M.E. 12% *	1044	1044	1044	+ 0.18	107	Deutsche Bank	1390	1390	1400	+ 0.72
1043	C.M.E. 15% *	1043	1043	1043	+ 0.00	108	Deutsche Bank	1390	1390	1400	+ 0.72
1042	C.M.E. 18% *	1042	1042	1042	+ 0.00	109	Deutsche Bank	1390	1390	1400	+ 0.72
1041	C.M.E. 21% *	1041	1041	1041	+ 0.00	110	Deutsche Bank	1390	1390	1400	+ 0.72
1040	C.M.E. 24% *	1040	1040	1040	+ 0.00	111	Deutsche Bank	1390	1390	1400	+ 0.72
1039	C.M.E. 27% *	1039	1039	1039	+ 0.00	112	Deutsche Bank	1390	1390	1400	+ 0.72
1038	C.M.E. 30% *	1038	1038	1038	+ 0.00	113	Deutsche Bank	1390	1390	1400	+ 0.72
1037	C.M.E. 33% *	1037	1037	1037	+ 0.00	114	Deutsche Bank	1390	1390	1400	+ 0.72
1036	C.M.E. 36% *	1036	1036	1036	+ 0.00	115	Deutsche Bank	1390	1390	1400	+ 0.72
1035	C.M.E. 39% *	1035	1035	1035	+ 0.00	116	Deutsche Bank	1390	1390	1400	+ 0.72
1034	C.M.E. 42% *	1034	1034	1034	+ 0.00	117	Deutsche Bank	1390	1390	1400	+ 0.72
1033	C.M.E. 45% *	1033	1033	1033	+ 0.00	118	Deutsche Bank	1390	1390	1400	+ 0.72
1032	C.M.E. 48% *	1032	1032	1032	+ 0.00	119	Deutsche Bank	1390	1390	1400	+ 0.72
1031	C.M.E. 51% *	1031	1031	1031	+ 0.00	120	Deutsche Bank	1390	1390	1400	+ 0.72
1030	C.M.E. 54% *	1030	1030	1030	+ 0.00	121	Deutsche Bank	1390	1390	1400	+ 0.72
1029	C.M.E. 57% *	1029	1029	1029	+ 0.00	122	Deutsche Bank	1390	1390	1400	+ 0.72
1028	C.M.E. 60% *	1028	1028	1028	+ 0.00	123	Deutsche Bank	1390	1390	1400	+ 0.72
1027	C.M.E. 63% *	1027	1027	1027	+ 0.00	124	Deutsche Bank	1390	1390	1400	+ 0.72
1026	C.M.E. 66% *	1026	1026	1026	+ 0.00	125	Deutsche Bank	1390	1390	1400	+ 0.72
1025	C.M.E. 69% *	1025	1025	1025	+ 0.00	126	Deutsche Bank	1390	1390	1400	+ 0.72
1024	C.M.E. 72% *	1024	1024	1024	+ 0.00	127	Deutsche Bank	1390	1390	1400	+ 0.72
1023	C.M.E. 75% *	1023	1023	1023	+ 0.00	128	Deutsche Bank	1390	1390	1400	+ 0.72
1022	C.M.E. 78% *	1022	1022	1022	+ 0.00	129	Deutsche Bank	1390	1390	1400	+ 0.72
1021	C.M.E. 81% *	1021	1021	1021	+ 0.00	130	Deutsche Bank	1390	1390	1400	+ 0.72
1020	C.M.E. 84% *	1020	1020	1020	+ 0.00	131	Deutsche Bank	1390	1390	1400	+ 0.72
1019	C.M.E. 87% *	1019	1019	1019	+ 0.00	132	Deutsche Bank	1390	1390	1400	+ 0.72
1018	C.M.E. 90% *	1018	1018	1018	+ 0.00	133	Deutsche Bank	1390	1390	1400	+ 0.72
1017	C.M.E. 93% *	1017	1017	1017	+ 0.00	134	Deutsche Bank	1390	1390	1400	+ 0.72
1016	C.M.E. 96% *	1016	1016	1016	+ 0.00	135	Deutsche Bank	1390	1390	1400	+ 0.72
1015	C.M.E. 99% *	1015	1015	1015	+ 0.00	136	Deutsche Bank	1390	1390	1400	+ 0.72
1014	C.M.E. 102% *	1014	1014	1014	+ 0.00	137	Deutsche Bank	1390	1390	1400	+ 0.72
1013	C.M.E. 105% *	1013	1013	1013	+ 0.00	138	Deutsche Bank	1390	1390	1400	+ 0.72
1012	C.M.E. 108% *	1012	1012	1012	+ 0.00	139	Deutsche Bank	1390	1390	1400	+ 0.72
1011	C.M.E. 111% *	1011	1011	1011	+ 0.00	140	Deutsche Bank	1390	1390	1400	+ 0.72
1010	C.M.E. 114% *	1010	1010	1010	+ 0.00	141	Deutsche Bank	1390	1390	1400	+ 0.72
1009	C.M.E. 117% *	1009	1009	1009	+ 0.00	142	Deutsche Bank	1390	1390	1400	+ 0.72
1008	C.M.E. 120% *	1008	1008	1008	+ 0.00	143	Deutsche Bank	1390	1390	1400	+ 0.72
1007	C.M.E. 123% *	1007	1007	1007	+ 0.00	144	Deutsche Bank	1390	1390	1400	+ 0.72
1006	C.M.E. 126% *	1006	1006	1006	+ 0.00	145	Deutsche Bank	1390	1390	1400	+ 0.72
1005	C.M.E. 129% *	1005	1005	1005	+ 0.00	146	Deutsche Bank	1390	1390	1400	+ 0.72
1004	C.M.E. 132% *	1004	1004	1004	+ 0.00	147	Deutsche Bank	1390	1390	1400	+ 0.72
1003	C.M.E. 135% *	1003	1003	1003	+ 0.00	148	Deutsche Bank	1390	1390	1400	+ 0.72
1002	C.M.E. 138% *	1002	1002	1002	+ 0.00	149	Deutsche Bank	1390	1390	1400	+ 0.72
1001	C.M.E. 141% *	1001	1001	1001	+ 0.00	150	Deutsche Bank	1390	1390	1400	+ 0.72
1000	C.M.E. 144% *	1000	1000	1000	+ 0.00	151	Deutsche Bank	1390	1390	1400	+ 0.72
999	C.M.E. 147% *	999	999	999	+ 0.00	152	Deutsche Bank	1390	1390	1400	+ 0.72
998	C.M.E. 150% *	998	998	998	+ 0.00	153	Deutsche Bank	1390	1390	1400	+ 0.72
997	C.M.E. 153% *	997	997	997	+ 0.00	154	Deutsche Bank	1390	1390	1400	+ 0.72
996	C.M.E. 156% *	996	996	996	+ 0.00	155	Deutsche Bank	1390	1390	1400	+ 0.72
995	C.M.E. 159% *	995	995	995	+ 0.00	156	Deutsche Bank	1390	1390	1400	+ 0.72
994	C.M.E. 162% *	994	994	994	+ 0.00	157	Deutsche Bank	1390	1390	1400	+ 0.72
993	C.M.E. 165% *	993	993	993	+ 0.00	158	Deutsche Bank	1390	1390	1400	+ 0.72
992	C.M.E. 168% *	992	992	992	+ 0.00	159	Deutsche Bank	1390	1390	1400	+ 0.72
991	C.M.E. 171% *	991	991	991	+ 0.00	160	Deutsche Bank	1390	1390	1400	+ 0.72
990	C.M.E. 174% *	990	990	990	+ 0.00	161	Deutsche Bank	1390	1390	1400	+ 0.72
989	C.M.E. 177% *	989	989	989	+ 0.00	162	Deutsche Bank	1390	1390	1400	+ 0.72
988	C.M.E. 180% *	988	988	988	+ 0.00	163	Deutsche Bank	1390	1390	1400	+ 0.72
987	C.M.E. 183% *	987	987	987	+ 0.00	164	Deutsche Bank	1390	1390	1400	+ 0.72
986	C.M.E. 186% *	986	986	986	+ 0.00	165	Deutsche Bank	1390	1390	1400	+ 0.72
985	C.M.E. 189% *	985	985	985	+ 0.00	166	Deutsche Bank	1390	1390	1400	+ 0.72
984	C.M.E. 192% *	984	984	984	+ 0.00	167	Deutsche Bank	1390	1390	1400	+ 0.72
983	C.M.E. 195% *	983	983	983	+ 0.00	168	Deutsche Bank	1390	1390	1400	+ 0.72
982	C.M.E. 198% *	982	982	982	+ 0.00	169	Deutsche Bank	1390	1390	1400	+ 0.72
981	C.M.E. 201% *	981	981	981	+ 0.00	170	Deutsche Bank	1390	1390	1400	+ 0.72
980	C.M.E. 204% *	980	980	980	+ 0.00	171	Deutsche Bank	1390	1390	1400	+ 0.72
979	C.M.E. 207% *	979	979	979	+ 0.00	172	Deutsche Bank	1390	1390	1400	+ 0.72
978	C.M.E. 210% *	978	978	978	+ 0.00	173	Deutsche Bank	1390	1390	1400	+ 0.72
977	C.M.E. 213% *	977	977	977	+ 0.00	174	Deutsche Bank	1390	1390	1400	+ 0.72
976	C.M.E. 216% *	976	976	976	+ 0.00	175	Deutsche Bank	1390	1390	1400	+ 0.72
975	C.M.E. 219% *	975	975	975	+ 0.00	176	Deutsche Bank	1390	1390	1400	+ 0.72
974	C.M.E. 222% *	974	974	974	+ 0.00	177	Deutsche Bank	1390	1390	1400	+ 0.72
973	C.M.E. 225% *	973	973	973	+ 0.00	178	Deutsche Bank	1390	1390	1400	+ 0.72
972	C.M.E. 228% *	972	972	972	+ 0.00	179	Deutsche Bank	1390	1390	1400	+ 0.72
971	C.M.E. 231% *	971	971	971	+ 0.00	180	Deutsche Bank	1390	1390	1400	+ 0.72
970	C.M.E. 234% *	970	970	970	+ 0.00	181	Deutsche Bank	1390	1390	1400	+ 0.72
969	C.M.E. 237% *	969	969	969	+ 0.00	182	Deutsche Bank	1390	1390	1400	+ 0.72
968	C.M.E. 240% *	968	968	968	+ 0.00	183	Deutsche Bank	1390	1390	1400	+ 0.72
967	C.M.E. 243% *	967	967	967	+ 0.00	184	Deutsche Bank	1390	1390	1400	+ 0.72
966	C.M.E. 246% *	966	966	966	+ 0.00	185	Deutsche Bank	1390	1390	1400	+ 0.72
965	C.M.E. 249% *	965	965	965	+ 0.00	186	Deutsche Bank	1390	1390	1400	+ 0.72
964	C.M.E. 252% *	964	964	964	+ 0.00	187	Deutsche Bank	1390	1390	1400	+ 0.72
963	C.M.E. 255% *	963	963	963	+ 0.00	188	Deutsche Bank	1390	1390	1400	+ 0.72
962	C.M.E. 258% *	962	962	962	+ 0.00	189	Deutsche Bank	1390	1390	1400	+ 0.72
961	C.M.E. 261% *	961	961	961	+ 0.00	190	Deutsche Bank	1390	1390	1400	+ 0.72
960	C.M.E. 264% *	960	960	960	+ 0.00	191	Deutsche Bank	1390	1390	1400	+ 0.72
959	C.M.E. 267% *	959	959	959	+ 0.00	192	Deutsche Bank	1390	1390	1400	+ 0.72
958	C.M.E. 270% *	958	958	958	+ 0.00	193	Deutsche Bank	1390	1390	1400	+ 0.72
957	C.M.E. 273% *	957	957	957	+ 0.00	194	Deutsche Bank	1390	1390	1400	+ 0.72
956	C.M.E. 276% *	956	956	956	+ 0.00	195	Deutsche Bank	1390	1390	1400	+ 0.72
955	C.M.E. 279% *	955	955	955	+ 0.00	196	Deutsche Bank	1390	1390	1400	+ 0.72
954	C.M.E. 282% *	954	954	954	+ 0.00	197	Deutsche Bank	1390	1390	1400	+ 0.72
953	C.M.E. 285% *	953	953	953	+ 0.00	198	Deutsche Bank	1390	1390	1400	+ 0.72
952	C.M.E. 288% *	952	952	952	+ 0.00	199	Deutsche Bank	1390	1390	1400	+ 0.72
951	C.M.E. 291% *	951	951	951	+ 0.00	200	Deutsche Bank</				

Compromis dans la bataille du siège

Le Parlement européen disposera de deux hémicycles
l'un à Strasbourg, l'autre à Bruxelles

Pour la première fois, Strasbourg a marqué un point important contre Bruxelles dans la querelle sur le siège du parlement européen. Le bureau de l'assemblée - qui réunit son président et ses quatorze vice-présidents - a décidé mercredi 14 mars que la capitale alsacienne continuera d'accueillir les douze sessions plénières ordinaires.

STRASBOURG

de notre envoyé spécial

Cette décision constitue une véritable volte-face du parlement qui, en janvier 1989, avait refusé à une large majorité, lors du vote de la résolution Prag (conservateur britannique), de faire cette concession à Strasbourg.

Les trois vice-présidents français - M^{me} Nicole Péry (PS), M^{me} Nicole Fontaine (CDS) et M. Yves Galleand (radical) - ont obtenu en outre que l'affaire ne soit pas débattue en séance plénière. M. Enrique Baron, président de l'Assemblée est simplement chargé d'informer les parlementaires au cours de la session d'avril. De son côté, Bruxelles obtient - ce qui est la confirmation du scrutin d'il y a un an - l'accueil de sessions plénières spéciales.

A l'issue des travaux du bureau, les trois vice-présidents français tentaient de cacher leur satisfaction pour éviter tout triomphalisme. Seul M^{me} Catherine Trautmann, maire de Strasbourg et député européen, exprimait sa joie : « Maintenant, nous pouvons parler du parlement de Strasbourg ». M. Baron, lui aussi, minimisait l'importance de l'affaire : « Le bureau a pris une décision unanime : ce qui prouve qu'il n'y avait pas une guerre sur le siège,

mais des difficultés à surmonter pour mieux organiser le travail de l'assemblée ».

Explication un peu maigre si on se remémore le climat passionnel qui avait accompagné le vote de l'année dernière. Il est vrai que, depuis, l'assemblée a été renouvelée. Mais pas à un point tel que le rapport de forces ait changé fondamentalement. Que sont devenus les arguments des Britanniques, des Néerlandais, des Italiens, des Grecs, des Espagnols, des Portugais et, bien sûr, des Belges, toutes couleurs politiques confondues, et des sociaux-démocrates allemands en faveur d'un transfert, progressivement mais sûrement, vers Bruxelles ?

Il est certain que la volonté de M. François Mitterrand de demander au Conseil Européen du 28 avril à Dublin l'ouverture de négociations destinées à fixer les sièges définitifs des institutions européennes a jeté le trouble chez les défenseurs de Bruxelles enclins désormais à plus de prudence. Ce n'est pas pour rien que les Belges ne cachent pas leur crainte à l'égard d'une initiative des chefs d'Etat et de gouvernement.

Tractions discrètes ?

Engager des pourparlers sur cette question conduira les Douze à constater que la capitale belge a la plus grosse part du gâteau communautaire et que la France n'a qu'un bout du parlement, qu'elle risque de perdre à terme. C'est pourquoi les défenseurs de Bruxelles voient finalement un danger dans la résolution de ce problème vieux de trente ans.

D'autres raisons doivent probablement expliquer le compromis. Des tractions sont-elles intervenues entre les capitales européennes pour désigner les lieux d'installation des nouveaux organismes communautaires (BERD - Banque Européenne de Reconstruction et de

Développement - Agence de l'Environnement, Office des marques, etc) ? Difficile de connaître tous les facteurs de l'équation. D'autant que le mutisme sur la langue de bois était de rigueur dans les rangs des partisans de Bruxelles. Ne pouvait-on pas entendre : « Nous n'avons jamais eu l'intention de quitter Strasbourg » ?

Une chose est sûre : l'ampleur du projet « Espace européen » à Bruxelles - 200 000 m² disponibles, dont un hémicycle de 750 places pour un loyer annuel de 56,3 millions d'euros (394 millions de francs) contre 9,5 millions pour les institutions à Strasbourg et 10 millions pour celles actuellement utilisées dans la capitale belge - a suscité la méfiance.

Les travaillistes britanniques, depuis toujours en première ligne pour la promotion de Bruxelles, s'inquiétaient depuis quelques semaines du coût de l'opération. De son côté, M. Wilfried Telkamp (vert allemand), vice-président de l'Assemblée, a demandé si toutes les garanties avaient été prises sur le prix de la location.

Mais comme le compromis est la règle absolue dans la Communauté - et le parlement n'y échappe pas - la décision du bureau fait que le feu vert est donné pour louer l'« Espace européen » bruxellois et que dans le même temps Strasbourg est autorisé à construire un hémicycle de 750 places (l'assemblée compte aujourd'hui 518 députés) et trois cents bureaux supplémentaires. Au total, le parlement disposera dans trois ans de deux nouveaux hémicycles, qui s'ajouteront à ceux de Strasbourg (qui est loué au Conseil de l'Europe) et de Luxembourg (qui n'a jamais servi). Le contribuable appréciera.

MARCEL SCOTTO

Réunion du bureau politique

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

Constat d'optimisme au RPR

Le bureau politique du RPR, réuni mercredi 14 mars sous la présidence de M. Jacques Chirac, a, outre le problème de l'immigration (lire page 9), également évoqué le problème posé par la création de la « Force unie » de MM. Noir et Léotard, comme l'avait fait la veille le groupe parlementaire RPR (Le Monde du 15 mars). M. Noir a été interrogé sur l'éventualité de la création par ses soins d'une force nouvelle, d'un parti unique qui se substituerait aux partis existants. Selon M. Juppé, « M. Noir a été formel : il n'a nullement l'intention de créer une force nouvelle ou de contraindre les forces actuelles à la fusion. Sa démarche a pour but de faciliter l'union ». M. Jacques Chirac a alors pris acte de ces propos et indiqué que « puisqu'il n'y avait pas volonté de fusion, il n'y avait, des lors, plus rien de choquant ». Il a rappelé que la ligne politique du RPR, fixée par les assises du 11 février, refusait la fusion et continuerait donc d'être appliquée.

Enfin, le bureau politique a évoqué les élections partielles en cours ou à venir pour faire remarquer, selon M. Juppé, que les résultats sont contraires au « masochisme de ceux qui parlent de spirale de l'échec », faisant ainsi allusion, sans le nommer, à une formule de M. Philippe Séguin et ajoutant : « Les sondages ne sont peut-être pas très bons pour nous, mais nous gagnons les élections : c'est le contraire de ce que dit M. Fabius pour le PS lorsqu'il constate : nous gagnons dans les sondages, mais nous perdons les élections ». Selon M. Juppé, le bureau politique s'est alors séparé sur « un constat d'optimisme ».

A. P.

La grève des pères

— Allô, c'est toi ? C'est Craignat. Dis donc, c'est vrai ce qu'ils disaient ce matin à la télé : elle est commercialisée, la pilule pour hommes ?

— Ouais, c'était à la Une du Parisien, sauf que c'est pas une pilule, c'est une piqûre. Une par semaine. Dans les fesses ou le gras du bras.

— Une piqûre, mais c'est barbare !

— Arrête de faire ta chochette ! C'est totalement indolore. Et il n'y a aucun effet secondaire. On prend un peu de poids, ça a une petite poussée d'acné par-ci par-là, rien, quoi, comparé à ce qu'on supporte depuis des années, nos nanas. Et quand l'arabesque, ça repart. Non, c'est vraiment super.

— Tu rigoles ? C'est la cata. On s'engueule assez comme ça, nous deux, Xavière, rapport à la vaisselle, à la feuille d'impôt, aux sacs poubelles et à la bagnole, s'il faut en plus qu'on se dispute au sujet de la tuyaillerie, fais gaffe à fermer ton robinet à spermatozoaires, parce que moi, je te préviens, mes ovules, je laisse couler, ça va être infernal.

— Pourquoi ? C'est normal, le partage des tâches et des responsabilités à notre époque, non ?

— Non. Pas pour le plan ventre. Vous nous avez suffisamment emmerdés avec vos revendications : Mon ventre, il est à moi ! On vous a dit : Bon, bon, très bien, OK ! Vous n'allez pas nous le refiler !

— Tu es d'une mauvaise foi ! S'agissait du droit à la contraception et à l'avortement : un enfant si je veux, quand je veux.

— Un enfant si moi je veux, quand moi je veux ! Faut être deux, je te signale. Et c'est pas en m'engraissant aux hormones que...

— Tu préférerais qu'on te mette un stérilet ? Enfin, je comprends pas, vous avez toujours peur qu'on vous fasse un bébé dans le dos. Là, vous dormirez sur vos deux oreilles.

— Et vous, vous ne dormirez plus qu'un œil. Déjà qu'on fait semblant question plaisir, rien ne nous empêche de mentir question précautions. Et là, le bébé, vous l'avez dans le bébé.

Bourse de Paris

Matinée du 15 mars

Poursuite de la hausse

Le mouvement de hausse observé depuis maintenant plus de quinze jours s'est poursuivi jeudi matin. Après la progression de 1,15 % la veille, l'indice CAC 40 ouvrait sur un gain de 1,01 % avant de revenir à + 0,66 % en fin de matinée. Parmi les plus fortes progressions figuraient la Navigation mixte (+ 7,1 %), Centrest (+ 4,5 %), CGI Informatique (+ 4,1 %).

L'ESSENTIEL

SECTION A

Débats

Vietnam : « Lutter pour les boat-peuple », par Bernard Kouchner : le congrès du PS : « Rennes sans couronne », par Bernard Maris 2

L'élection de M. Gorbatchev à la présidence de l'Union soviétique 4

Le front antiraciste

Le RPR affirme sa volonté de dialoguer avec le gouvernement sur l'immigration 9

Le congrès de Rennes

La recomposition du PS... 10

SECTION B

La presse polonaise en quête de liberté

Au-delà de la censure, dont l'abolition est cours de discussion, les journaux polonais doivent affronter des problèmes de formation, de pénurie de papier et de matériel d'impression 13

Victoire de M. Hersant dans le conflit de la Cinq

La cour d'appel de Paris a rendu un arrêt très favorable au PDG de la cinq, qui consacre sa victoire sur M. Jérôme Seydoux pour le contrôle de la chaîne 13

M. Pasqua menacé de la Haute Cour

En marge de l'affaire du Carrefour du développement, l'épisode du vrai-faux passeport délivré par la DST à Yves Charlier risque d'entraîner la mise en accusation de M. Charles Pasqua devant la Haute Cour... 15

Querelle de psychanalystes

Un psychanalyste radié de l'Ecole de la cause freudienne poursuit cette association en justice. En toile de fond de ce conflit : l'héritage théorique de Jacques Lacan. 15

Chefs-d'œuvre à la Bibliothèque nationale

La Bibliothèque nationale expose quatre cents pièces - livres ou

manuscrits - qui, du Serment de Strasbourg à la Route des Flandres, de Claude Simon, ont contribué à façonner la civilisation française. 17

SECTION C

LIVRES • IDÉES

La colonisation de l'imaginaire • Le grand livre de l'Allemagne • Le feuilleton de Michel Braudeau : « Homards et parapluies » • L'héritage, par Jean-Pierre Rigne : « Splendeurs et misères des intellectuels » • La chronique de Nicole Zand : « Allemagne » ... 21 à 30

SECTION D

Usiner s'implante aux États-Unis

Le groupe sidérurgique français reprend le deuxième fabricant américain d'acier inoxydable 31

Urbanisme commercial

Le gouvernement veut limiter la profération des lotissements commerciaux 31

La grève des routiers italiens

L'économie de la péninsule très fortement perturbée 33

AFFAIRES

Spécial design ... 35 à 38

Services

Abonnements 32
Annonces classées 33
Campus 20
Carnet 18
Loto 20
Météorologie 18
Mots croisés 20
Radio-Télévision 20

La télématique du Monde :
3815 LEMONDE
3815 LM

Le numéro du « Monde »
daté 14 mars 1990
a été tiré à 542 582 exemplaires.

Nominations au « Figaro »

La prééminence de Franz-Olivier Giesbert est consacrée

M. Philippe Villin, vice-président du directoire et directeur général du Figaro, a annoncé le 14 mars une réorganisation de la direction de la rédaction du quotidien. M. Jacques Jacquet-Francillon, co-directeur de la rédaction aux côtés de M. Franz-Olivier Giesbert depuis septembre 1988 (Le Monde daté 11-12 septembre 1988), a été nommé directeur général adjoint et directeur des relations internationales à partir du 1^{er} avril. M. Jacquet-Francillon demeure éditorialiste et signera chaque semaine hebdomadaire de politique étrangère. M. Thierry Desjardins, grand reporter au Figaro depuis 1983, a été nommé directeur adjoint de la rédaction auprès de M. Giesbert. Un second directeur adjoint de la rédaction pourrait être nommé prochainement mais « il s'agit seulement d'une possibilité », souligne-t-on au quotidien, et aucun nom n'est avancé.

La nomination de M. Jacquet-Francillon, âgé de soixante-deux ans, au poste de directeur des relations internationales correspond « au développement du réseau de correspondants du quotidien à l'étranger », indique un communiqué. Mais cette nomination apparaît au sein de la rédaction du quotidien de la rue du Louvre comme la consécration de M. Franz-Olivier Giesbert. L'ancien directeur de la rédaction du Nouvel Observateur, entré au Figaro il y a un an et demi sur proposition de M. Villin, a désormais les commandes franches à la tête de la rédaction du journal vedette de M. Hersant.

Y.-M. L.

ECHECS : la finale du Tournoi des candidats. — Alors que la troisième partie, commencée mardi 13 mars et ajournée par Timman au 61^e coup dans une position délicate pour lui, devait reprendre jeudi, la cinquième partie de la finale du Tournoi des candidats, jouée mercredi à Kuala-Lumpur, s'est terminée par la nullité au 38^e sur proposition de Karpov qui ne pouvait s'opposer à un échec perpétuel donné par son adversaire. Le score du match est de 2,5 pour Karpov et 1,5 pour Timman.

On y prend goût
NOUVELLES FRONTIÈRES

TUNIS 1090 F

MARRAKECH* 1160 F

VIENNE 1250 F

DAKAR 2220 F

NAIROBI 3 690 F

LES ANTILLES*** 2750 F

SAN FRANCISCO 3 500 F

LA REUNION** 3 890 F

PAPEETE 6 900 F

NOUMEA 7 800 F

VOL ALLER RETOUR. DEPART DE PARIS. PRIX MINIMUM
TAPEZ 36 15 NF. TELEPHONEZ AU 42 73 10 64
DEPARTS EGALEMENT DE : NANTES ** MARSEILLE *** NANTES ET TOULOUSE

صوتنا من العالم